Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011201mayot-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Attribution d'une aide financière exceptionnelle à l'association « Protection Civile » en soutien au peuple Mahorais

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L1611-4 ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011201mayot-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu la délibération de notre collectivité n°2021/DEC/01/02 en date du 17 décembre 2021 portant adoption d'un règlement d'attribution des subventions aux associations ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant le passage dévastateur du cyclone Chido qui s'est abattu sur l'île de Mayotte, causant d'importants dégâts, plonge la population face à une crise sans précédent, marquée par des pénuries d'eau potable et d'alimentation, des difficultés d'accès aux soins médicaux, ainsi que des conditions de vie particulièrement dégradées pour de nombreuses familles ;

Considérant l'Association des Maires de France (AMF) appelant les élus à apporter un soutien financier aux opérations d'urgence déployées ou en cours de préparation, et un dispositif de veille et de soutien « Solidarité AMF/Mayotte » a été mis en place en partenariat avec La Protection Civile, dont l'objectif est de répondre aux premières urgences tel que : assurer les besoins vitaux des habitants en œuvrant pour le rétablissement d'infrastructures d'importance vitale ; la fourniture de biens essentiels (eau, nourriture) ; la reconstruction de routes, d'établissements scolaires ;

Considérant que plusieurs associations et fondations se sont mobilisées afin de récolter des fonds nécessaires dans le but d'œuvrer pour cette démarche solidaire. Parmi elles, la Protection Civile, la Croix Rouge, France Urbaine, l'Association Nationale des Elus des Littoraux (ANEL), l'Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale (UNCCAS), Fondation de France, Secours Populaire…Toutes se mobilisent afin de réaliser des actions nécessaires aux victimes ;

Considérant que la Protection Civile, est une association française de secouristes, reconnue d'utilité publique, et est l'un des partenaires principaux de l'AMF dans le cadre de cet appel à la solidarité nationale ;

Considérant que face à l'ampleur de cette catastrophe, il est important d'être solidaire du peuple mahorais afin de contribuer à la remise en état du territoire, dans le but de permettre aux habitants de bénéficier des services de première nécessité et diminuer la difficulté des conditions actuelles.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierre SAVELLI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1:

- **Autorise** Monsieur le Maire à octroyer une aide d'un montant de 12 000€ au profit de l'association Protection Civile.

Article 2 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011202motio-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

MOTION

Déposée par la majorité municipale

Objet : Demande de classement de la Haute-Corse en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR)

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame De GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011202motio-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Le conseil municipal,

Considérant la réforme des Zones de Revitalisation Rurale (ZRR), adoptée en loi de finances pour 2024, fixant un nouveau zonage appelé "France Ruralités Revitalisation" (FRR) ;

Considérant que dans les communes situées en zone FRR, des mesures fiscales et sociales spécifiques sont applicables ;

Considérant que les entreprises qui s'y implantent pourront bénéficier d'exonérations fiscales et sociales : exonérations d'impôts sur les bénéfices (impôts sur les revenus et impôt sur les sociétés), de cotisation foncière des entreprises et de taxe foncière sur les propriétés bâties ;

Considérant que les professions libérales, notamment médicales et paramédicales, restent éligibles, les organismes d'intérêt général continueront à bénéficier du dispositif dans les mêmes conditions que précédemment en ZRR et le régime applicable pour les recrutements antérieurs au 1er novembre 2007 est maintenu ;

Considérant classement en FFR apporte un soutien renforcé aux collectivités : majoration de DGF avec une bonification de 30 % de la fraction bourg-centre et de 20 % de la fraction péréquation de la dotation de solidarité rurale, facilitation d'ouverture d'officines, bonification de la dotation France Services, majoration de dotation au titre de la péréquation postale, exemption du supplément de loyer de solidarité, etc ;

Considérant l'arrêté ministériel du 19 juin 2024 définissant le classement de communes en zone « France Ruralités Revitalisation (FRR) » ;

Considérant la quasi-totalité des communes de la Haute-Corse ayant été classées FRR, à l'exception des communes membres de la CAB (Bastia, Furiani, e Ville di Petrabugnu, San Martinu di Lota, Santa Maria di Lota) et de la commune de Biguglia, soit 230 communes sur les 236 du département, créant ainsi une situation d'iniquité entre les acteurs de communes de la région bastiaise, faisant partie du même bassin de vie et d'emploi ;

Considérant que cette décision, qui n'a fait l'objet d'aucune concertation avec les élus de la commune de Bastia, incitera de facto de nombreux chefs d'entreprise, médecins et professionnels de santé à quitter notre commune ;

Considérant ce nouveau zonage très inquiétant ;

Considérant qu'il serait essentiel pour l'avenir que le Gouvernement y apporte les modifications nécessaires pour y intégrer l'ensemble des communes de la Haute-Corse, et ce, dans les meilleurs délais.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierre SAVELLI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1:

- **Déplore** que cette décision, à fort impact sur les équilibres territoriaux entre les communes du même bassin de vie et d'emploi, n'ait pas fait l'objet d'échanges préalables avec les élus du Conseil municipal de la Ville de Bastia.

Article 2 :

- **Demande** le classement en Zone FRR de la commune de Bastia au même titre que l'ensemble des autres communes du département de la Haute-Corse.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011202motio-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Article 3 :

- **Mandate** Monsieur le Maire de Bastia pour faire valoir cette demande auprès des représentants du Gouvernement et des services de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011203ouver-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation des dates d'ouverture dominicale des commerces de la ville pour l'année 2025

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011203ouver-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Le conseil municipal,

Vu le Code du travail et notamment son article L3132-26 ;

Vu la délibération de la Communauté d'agglomération de Bastia en date du 4 novembre 2024 émettant un avis favorable aux dates d'ouverture dominicale des commerces de la ville ;

Vu les courriers de Monsieur le Maire de Bastia en date du 20 septembre 2024 adressés à Monsieur le président de la Communauté d'agglomération de Bastia et aux organisations représentatives d'employeurs et de salariés (CFDT, CFE CGC, CFTC, CGT, CPME, FDSEA, MEDEF, STC, U2P, UDES, UDFO, UNSA) ;

Vu l'avis défavorable par courriel en date du 30 septembre 2024 de l'Union Départementale CGT de la Haute-Corse ;

Vu l'avis défavorable par courrier en date du 1er octobre 2024 de l'Union Départementale des syndicats force ouvrière de Haute-Corse ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que le conseil municipal doit approuver les jours de repos hebdomadaires supprimés au cours de l'année 2024 ;

Considérant que le nombre des dimanches proposé par notre collectivité excède cinq ;

Considérant que la décision du maire est prise après avis conforme de la Communauté d'agglomération de Bastia et soumise, pour avis, aux organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressés ;

Considérant que toutefois leur avis ne lie pas le Maire qui reste libre d'accorder sa dérogation ;

Considérant que seules l'Union Départementale des syndicats force ouvrière de Haute-Corse et l'Union Départementale CGT de la Haute-Corse ont émis un avis défavorable par courriers en date du 30 septembre et 1er octobre 2024, les autres organisations ne s'étant pas prononcées.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierre SAVELLI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article unique:

- **Valide** la demande d'ouverture dominicale pour les commerçants de la ville de Bastia les 13, 20, et 27 juillet ; 3, 10, 17,24 et 31 août ; 7, 14,21et 28 décembre 2025.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011203ouver-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Accusé de réception en préfecture
02B-242000354-20241104-CONS-AG-24-108-DE
Date de télétransmission : 14/11/2024
Date de réception préfecture : 14/11/2024

CUMUNITÀ
D'AGGLUMERAZIONE
DI BASTIA

Conseil du 4 novembre 2024

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL

DE LA

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE BASTIA

OBJET : Dérogations au repos dominical – Commune de Bastia – Avis conforme de l'EPCI

L'An Deux Mille Vingt Quatre, le 4 novembre à 17h30, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Bastia, s'est réuni en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Louis POZZO DI BORGO, sur convocation en date du 29 octobre 2024.

PRÉSENTS : Marie-Christine BERTOLUCCI, Jean-Jacques BIAGGINI, Jeanne CALLIER, Emmanuelle de GENTILI, Marie-Dominique GIAMARCHI, Didier GRASSI, Mattea LACAVE, Serge LINALE, Jean-Charles LEONARDI, Thérèse LORENZI, Jean-Louis MILANI, Emma MUSSIER, Marie-Hélène PADOVANI, Emmanuel PETRI-GUASCO, Martine PERFETTINI, Linda PIPERI, Bruno POLIFRONI, Louis POZZO DI BORGO, Gérard ROMITI, Michel ROSSI, Hélène SALGE, Jean-Michel SAVELLI, Pierre SAVELLI, Pierre-Baptiste SIMONI, Paul TIERI, Christelle TIMSIT

ONT DONNE POUVOIR :
Gilles BATTESTI à Jean-Jacques BIAGGINI
Carulina COLOMBANI à Serge LINALE
Florence LOMBARDO à Marie-Christine BERTOLUCCI
Jean-Jacques PADOVANI à Marie-Hélène PADOVANI
Pierre-Michel SIMONPIETRI à Louis POZZO DI BORGO
Jean ZUCCARELLI à Hélène SALGE

ABSENTS :
Christine MALAFRONTE, Jean-Martin MONDOLONI, Leslie PELLEGRI, Philippe PERETTI, Ivana POLISINI, Gilles SIMEONI, Françoise VESPERINI, Julien MORGANTI

QUORUM : 21

Pierre Baptiste SIMONI est désigné secrétaire de séance.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011203ouver-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Conseil du 4 novembre 2024

OBJET : Dérogations au repos dominical – Commune de Bastia – Avis conforme de l'EPCI

Le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Bastia ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2001-1966 du 24 décembre 2001 portant transformation du District de Bastia en Communauté d'Agglomération et fixant les compétences de la Communauté d'Agglomération de Bastia ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2B-2021-09-28-00002 du 28 septembre 2021 portant dernière modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de Bastia ;

Vu la sollicitation de la Mairie de Bastia ;

Vu le rapport présenté ce jour ;

Ouï l'exposé du vice-Président délégué et après en avoir délibéré ;

APPROUVE (À l'unanimité)

Le calendrier 2025 relatif aux possibilités d'ouvertures dominicales proposé par la commune de Bastia :

- 13,20 et 27 juillet ;
- 3,10,17,24 et 31 août ;
- 7,14,21 et 28 décembre.

AUTORISE

Le Président à signer tous documents se rapportant à ce dossier ;

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Acte certifié exécutoire
après dépôt en préfecture
le 04 NOV. 2024
et publication ou notification
du 04 NOV. 2024
La Directrice des Affaires Générales
Chjara AIELLO

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE BASTIA

LE PRÉSIDENT

Louis POZZO DI BORGO

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans le délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse : www.telerecours.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011204SubLD-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Attribution d'une subvention à la Ligue des Droits de l'Homme Corsica pour l'année 2024

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011204SubLD-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L1611-4 ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2021/DEC/01/02 en date du 17 décembre 2021 portant adoption d'un règlement d'attribution des subventions aux associations ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant la Ligue française des Droits de l'Homme (LDH) regroupant les femmes et les hommes de tous horizons et toutes conditions ;

Considérant qu'elle intervient sur l'ensemble du territoire à travers ses sections locales et notamment la LDH Corsica ;

Considérant que celle-ci intervient notamment pour défendre le droit à l'avortement, contre le racisme, pour la défense de la langue corse, pour l'égalité de traitement des prisonniers corses devant la loi, pour sa prise de position en faveur de l'autonomie de la Corse…

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierre SAVELLI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1:

- **Approuve** la demande de subvention de la ligue des droits de l'homme Corsica d'un montant de 2 000 €.

Article 2 :

- **Précise** que ces crédits sont inscrits au budget primitif 2024.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011205subMa-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Attribution d'une subvention à l'association U Mare Di Cultura

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011205subMa-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L1611-4 ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2021/DEC/01/02 en date du 17 décembre 2021 portant adoption d'un règlement d'attribution des subventions aux associations ;

Vu le courrier du 27 novembre 2024 de l'association U mare di Cultura ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant la demande d'une participation financière de l'association U Mare di cultura, organisatrice de la visite du Pape François en Corse en décembre 2024, auprès de notre collectivité, afin de mener à bien cet évènement majeur et historique, notamment au regard des délais contraints auxquels elle doit faire face ;

Considérant l'envergure de cet évènement dont la portée ne se limite pas à la Corse ;

Considérant la volonté de notre commune de soutenir l'organisation de cette visite à hauteur de 10 000€.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierre SAVELLI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1:

- **Attribuer** une subvention d'un montant de 10 000€ à l'association U Mare Di Cultura pour l'organisation de la venue du Pape François en Corse.

Article 2 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011206mtaux-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Désignation de l'association d'intérêt général bénéficiaire des produits issus de la récupération des métaux de crémation

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu la loi 3DS n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011206mtaux-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L. 2223-18-1-1 ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2023/OCT/02/02 en date du 17 octobre 2023 portant délégation de service public du crématorium de Bastia : Présentation des offres finales, choix du futur délégataire et économie générale du contrat ;

Vu la décision n°2023-1075 du 18 janvier 2024 du Conseil Constitutionnel ;

Vu le contrat de délégation de service public conclu avec la société OGF et notamment son article 21 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que la société OGF a été retenue en qualité de délégataire du service public du crématorium de Bastia à compter du 4 novembre 2023 pour une durée de 10 ans ;

Considérant que la Loi 3DS n° 2022-217 du 21 février 2022 a inséré un article L. 2223-18-1-1 au Code général des collectivités territoriales (CGCT) sur la récupération des métaux issus de la crémation qui doivent faire l'objet d'une récupération par le gestionnaire du crématorium pour cession, à titre gratuit ou onéreux, en vue du traitement approprié pour chacun d'eux ;

Considérant la validation des dispositions précitées par le Conseil Constitutionnel dans sa décision n°2023-1075 du 18 janvier 2024, confirmant que les métaux issus de la crémation étaient bien « distincts des cendres du défunt » et que par conséquent la récupération et la cession des métaux étaient conformes au respect de la dignité de la personne humaine ;

Considérant que conformément à l'article 21 du contrat de délégation de service public conclu avec la société OGF relatif au recyclage et à la valorisation des résidus recueillis après les opérations de crémation, le Délégataire s'engage à faire verser les sommes issues de l'éventuelle valorisation des résidus de métaux :

- au Délégant, ne pouvant affecter la somme correspondante qu'à la prise en charge des frais d'obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes ;

- à une ou plusieurs associations d'intérêt général ou d'une fondation reconnue d'utilité publique figurant sur une liste établie par le Délégant.

Considérant que le montant des sommes supportées par la commune pour la prise en charge des frais d'obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes sans famille connue s'élève à 6690 € au titre de l'année 2022 et 1970€ au titre de l'année 2023, sommes auxquelles s'ajoutent les frais liés à l'accompagnement des familles dans le besoin devant faire face aux obsèques d'un proche, prises en charge par le CCAS ;

Considérant que le produit issu de la récupération des métaux s'éleve à 30 984,67€ au 1er octobre 2024 ;

Considérant que dans la mesure où le montant des produits issus de la récupération des métaux est susceptible d'être supérieur aux dépenses prises en charge par la commune chaque année au titre des personnes dépourvues de ressources, il y a lieu de désigner une association d'intérêt général qui se verra verser le reliquat éventuel ;

Considérant que la déléguée départementale en charge des associations a indiqué aux services municipaux que l'association INSEME (n° RNA : W2A1001261), association reconnue d'Utilité Publique en Corse, était éligible à ce dispositif.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Pierre SAVELLI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011206mtaux-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Article unique:

- **Désigne** l'association INSEME (n° RNA : W2A1001261) comme association bénéficiaire du reliquat des produits issus de la récupération des métaux après perception par la commune des sommes nécessaires à la prise en charge des obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011207gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation des mises à disposition gracieuses des espaces publics pour l'année 2024

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L.2122-21 ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011207gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) et notamment son article L.2125-1 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant qu'il appartient à Monsieur le Maire « d'exécuter les décisions du Conseil municipal et, en particulier, de conserver et d'administrer les propriétés de la commune » ;

Considérant que toute occupation du domaine public doit, en principe donner lieu au paiement d'une redevance ;

Considérant que cette mise à disposition du domaine public répond à un principe général de non-gratuité ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de déterminer les conditions d'utilisation du domaine public, conditions appréciées au regard des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public ;

Considérant la participation de la mise à disposition d'espaces sur le domaine public à l'engagement de la Ville en faveur de la vie associative ;

Considérant que la mise à disposition d'espaces publics est possible à titre gratuit pour les associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général ;

Considérant que les conditions de mise à disposition gratuite et de réduction tarifaire sont déterminées par le Conseil Municipal et Monsieur le Maire en fait application.

Après avoir entendu le rapport de Madame Linda PIPERI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article unique:

- **Décide** de valider les gratuités telles que figurant dans le tableau joint en annexe.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011207gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Tableau des gratuités pour la mise à disposition d'espaces sur le domaine public 2024

Association/Bénéficiaire	Objet	Espace public	Date	Redevance €)	Motif de satisfaction d'un intérêt général pour la Ville
Etablissement Français du Sang	COLLECTE de sang	Place Saint-Nicolas	05,06 et 07 mars 2024	180,00 €	promotion des politiques de santé publique de la ville
Galerie Noir et Blanc	Organisation de vernissages	Place du Marché	Autorisation annuel	1 584,00 €	promotion des pratiques artistiques et culturelles de la ville
Fédération des Unions des Commerçants et Artisans du Grand Bastia	Salon des affaires 2024	Place Saint-Nicolas	1er février au 14 février 2024	3 128,00 €	Promotion des politiques de la ville en faveur de l'animation du centre-ville
Conservatoire d'espace naturel corse	reappropriation de la biodiversité (Mars 2024)	Parc Pécunia	06 mars 2024	700,00 €	promotion des politiques de la ville en faveur du devellopement durable.
CIDFF	journée de la femme	Place Saint-Nicolas et Kiosque	08 mars 2024	150,00 €	promotion des politiques de la ville en faveur des droits des femmes
CENTRE CULTUREL UNA VOLTA	BD A BASTIA	Rue Cesar Campinchi	09 mars 2024	150,00 €	promotion des pratiques artistiques et culturelles de la ville
INNER WHEEL BASTIA CORSICA	MARCHE HANDISPORT	Quai Albert Gillio et Place du Donjon	10 mars 2024	300,00 €	promotion des politiques de santé publique et solidiare de la ville
USEP HAUTE CORSE	SEMAINE OLYMPIQUE ET PARALYMPIQUE	Place Saint-Nicolas	02 au 05 avril 2024	1 600,00 €	promotion des activités physique, sportives et citoyennes de la Ville
FOYER SOCIO EDUCATIF du collège ST joseph	VENTE DE GATEAUX	Place Saint-Nicolas	21 avril 2024	22,00 €	Promotion des pratiques solidaires de la ville
CLUB DE DANSE MUVIMENTU	VENTE DE GATEAUX	Place du Marché	07 avril 2024	44,00 €	promotion des pratiques artistiques, culturelles et sportive de la ville
CENTRE CULTUREL UNA VOLTA	PARTIR EN LIVRE	Arboretum - Jardin de l'Annonciade	26, 28, 29 juin 2024 et 03 juillet 2024	210,00 €	promotion des pratiques culturelles de la ville
ASSOCIATION COMPAGNIE ART MOUV	FESTIVAL DISSIDANSE	Parking Casa di e Lingue - Place du Donjon -Parvis de l'église Saint-Roch - Mantinum	06 juillet 2024 et du 08 au 12 juillet 2024.	520,00 €	promotion des pratiques artistiques et culturelles de la ville
FESTIVAL ANDANTE	FESTIVAL	Place Saint-Nicolas et théâtre de Verdure (Mantinum)	25 juin au 05 juillet 2024	2 250,00 €	promotion des pratiques artistiquesde la ville
ASSOCIATION MOUVEMENT ARTISTIQUE	FESTIVAL LEKTOS	Parvis de l'église Saint-Charles	02 au 07 juillet 2024	1 500,00 €	promotion des pratiques culturelles de la ville
LYRE MUNICIPALE BASTIAISE	CONCERT GRATUIT	Place du Marché	07 avril 2024	75,00 €	promotion des pratiques artistiques et culturelles de la ville
CLUBHOUSE BASTIA	PRESENTATION ASSOCIATION	Place Saint-Nicolas	07 avril 2024	44,00 €	Promotion des pratiques sociales et solidaires de la ville
CREAZIONE	FESTIVAL	Place du Donjon	10 juin au 18 juin 2024	2 400,00 €	promotion des pratiques artistiques et culturelles de la ville
Kor&art	VENTE DE GATEAUX	Place du marché	21 avril 2024	22,00 €	promotion des activités solidaires et citoyennes de la ville
ASSOCIATION INDIAN RIDERS CORSICA	RASSEMBLEMENT MOTARDS	Place Saint-Nicolas	11 mai 2024	598,00 €	Promotion des politiques de la ville en faveur de l'animation du centre-vile
RENAULT 5 sport club	Renault sportives anciennes	Plaec Saint-Nicolas	08 mai 2024	263,20 €	Promotion des politiques de la ville en faveur de l'animation du centre-vile
ASSOCIATION	concert GRATUIT	Plage de l'Arinella	08 juin 2024	75,00 €	promotion des pratiques artistiques et culturelles de la ville
FOYER SOCIO EDUCATIF du collège ST joseph	VENTE DE GATEAUX	Place Saint-Nicolas	22 juin 2024	22,00 €	Promotion des pratiques solidaires et citoyennes de la ville
ASSOCIATION 2020	VIDE DRESSING	Place Saint-Nicolas	13 septembre 2024	400,00 €	Promotion des pratiques solidaires de la ville
CONSERVATOIRE de musique, de danse, d'art dramatique de Corse	CONCERT DE LA CLASSE DE BATTERIE	Jardins de l'Annonciade	10 juin 2024	450,00 €	Promotion des politiques culturelles de la ville
ASSOCIATION U MERCA	BAL ST JEAN	Place du Marché	22 juin 2024	300,00 €	promotion des pratiques culturelles de la ville
NOTTE DI A MEMORIA	RAFFALLI	Place du Donjon et Parking Pouillon	20 juillet 2024	600,00 €	promotion des pratiques artistiques et culturelles de la ville
LUDOTHEQUE BASTIA	FÊTE DU JEU 2024	Place Saint Nicolas	25 juillet 2024	200,00 €	promotion des pratiques culturelles de la ville
PORTO LATINO	FESTIVAL PORTO LATINO	Place Vincetti, rue des ramparts et place Sainte-Marie	25 juillet 2024 au 11 août 2024	6 559,28 €	promotion des pratiques artistiques et culturelles de la ville
Galerie Noir et Blanc	EXPOSITION DE SCULPTURES	Place du Marché	22 août 2024	2 100,00 €	promotion des activités culturelles de la ville
CORSE STRATEGIE SANTE SEXUELLE	Dispositif itinérant nina & simon parc mandela	Parc Mandela	25 septembre 2024	570,00 €	promotion des politiques de santé publique de la ville
ASSOCIATION LA BOULE DU PRADO	BUCCIATA	Place Saint-Nicolas	19 au 26 août 2024	5 600,00 €	promotion des pratiques sportives de la ville
U MERCA	A CHINA DI U MERCA	Place du Marché	21 septembre 2024	300,00 €	promotion des pratiques culturelles et patrimoniales de la ville
SAS MDL DESIGN	VERNISSAGE LECCIA CORINNE	Rue Notre-Dame	14-sept-24	4,50 €	promotion des pratiques artistiques et culturelles de la ville
CAB	FETE DU SPORT	Place Saint-Nicolas	05 au 09 septembre 2024	3 640,00 €	promotion des pratiques culturelles, sportives et solidaires de la ville
KSCOLTA	KSCOLTA MUSIC AWARD	Place Vincetti	18 au 22 septembre 2024	3 000,00 €	promotion des pratiques artistiques et culturelles de la ville
FALEP	FETE DU PUNTETTU	Puntettu	14 septembre 2024	460,00 €	promotion des pratiques artistiques et culturelles de la ville
association LIBRI MONDI	LIBRI MONDI	Manitnum	13 septembre 2024	900,00 €	promotion des pratiques culturelles de la ville
Association Bastia beer club	MANIFESTATION	Place Saint-Nicolas	26 au 30 septembre 2024	1 020,00 €	promotion des pratiques culturelles de la ville
FOYER SOCIO EDUCATIF ST JOSEPH	VENTE DE GATEAUX PLACE ST NICOLAS	Place Saint-Nicolas	22 septembre 2024	22,00 €	promotion des activités solidaires et citoyennes de la ville

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011207gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

ASSOCIATION 2020 FERRI	VIDE DRESSING	Place Saint-Nicolas	16 novembre 2024	400,00 €	Promotion des pratiques solidaires de la ville
ASSOCIATION INTER VISTA PRODUCTIONS	AL DENTE	Place Claude Papi	15 octobre 2024	200,00 €	promotion des pratiques culturelles de la ville
ASSOCIATION ENDUR' ENSEMNBLE	LE RELAIS ROSE	Quai des Martyrs et contre-allée du 173 RIE	12 octobre 2024	400,00 €	promotion des pratiques sportives de la ville
ASS DE LA LIGUE CONTRE LE CANCER	A BASTIACCIA	Place Saint-Nicolas	06 octobre 2024	520,00 €	promotion des pratiques culturelles, sportives et solidaires de la ville
ASSOCIATION ADAPEI	LA BOUM DE L'EVEIL	Jardins de l'annonciade	02 octobre 2024	300,00 €	promotion des pratiques culturelles de la ville
A CASA DI A FAMIGLIA	JOURNEES FAMILIALES	Jardins de l'annonciade	19 octobre 2024	450,00 €	promotion des pratiques culturelles de la ville
ASSOCIATION TEAM BASTIA	ALOHA SKATE PARTY	BOWL de l'Arinnella	13 octobre 2024	400,00 €	promotion des pratiques sportives de la ville
ASSOCIATION KOR & ART	VENTE DE GATEAUX PLACE ST NICOLAS	Place Saint-Nicolas	20 octobre 2024	22,00 €	promotion des activités solidaires et citoyennes de la ville
ADPS	CAMPAGNE MOIS SANS TABAC	place st nicolas	5 novembre 2024	40,00 €	Promotion des politiques de santé de la Ville
ECOLE DE MIOMO	VENTE DE GATEAUX	Marché alimentaire	13 octobre 2024	22,00 €	promotion des activités solidaires et citoyennes de la ville
Etablissement Français du Sang	DON DU SANG	Place Saint-Nicolas	Décembre 2024 et janvier 2025	90,00 €	Promotion des politiques de santé de la Ville
ASSOCIATION INTER VISTA PRODUCTIONS	EMISSION A SFIDA	musée, Aldilonda Vieux port	26 octobre 2024	200,00 €	promotion des pratiques culturelles de la ville
Association C3S Corse statégie sexuelle	déploiement nina & simon.e.s	Parc Mandela	23 octobre ; 13 novembre ,04 Décembre	570,00 €	Promotion des politiques de santé de la Ville
Association ARMELLE	MARCHE POUR ARMELLE	Place Saint Nicolas	27 octobre 2024	90,00 €	promotion des pratiques sportives et solidaires de la ville
Association ISATIS	Collecte meuble	Rue Cardinal Viale Préla	04 novembre 2024	44,00 €	Promotion des pratiques solidaires de la ville
EVEIL	VENTE DE GATEAUX	MARCHE ALIMENTAIRE	20 octobre 2024	22,00 €	promotion des activités solidaires et citoyennes de la ville
centre mediterranéen de la photographie	Camionnette appareil photos	vincetti papi appuntu nelson mandela	21 ,22,23,24 octobre 2024	120,00 €	promotion des activités solidaires et citoyennes de la ville
LYCEE PAUL VINCINSINI	vente de gateaux	place st nicolas	9 novembre 24 et 14 décembre 2024	44,00 €	promotion des activités solidaires et citoyennes de la ville
CPIE	ECOQUARTIER	Place Vincetti	20 novembre 2024	60,00 €	promotion des activités solidaires et citoyennes de la ville
CPIE	ECOQUARTIER	Ecole Calloni	14 novembre 2024	60,00 €	promotion des activités solidaires et citoyennes de la ville
CPIE	ECOQUARTIER	Quartier St Antoine	13 novembre 2024	60,00 €	promotion des activités solidaires et citoyennes de la ville
CPIE	ECOQUARTIER	Charles Andrei	07 novembre 2024	60,00 €	promotion des activités solidaires et citoyennes de la ville
LYCEE MARITIME	INAUGURATION ALBA	MÖLE DES PËCHEURS DU VIEUX PORT	13 novembre 2024	153,00 €	promotion des poliques culturelles de la ville
YOUNG TIMER CLUB BASTIAIS	SHOOTING	PLACE ST NICOLAS	14 novembre 2024	100,00 €	promotion des pratiques artistiques et culturelles de la ville
Association C3S Corse statégie sexuelle	PREVENTION	PLACE ST NICOLAS	13 et 14 décembre 2024	380,00 €	promotion des pratiques de santé de la ville
association patronage st joseph	TELETHON	PLACE VINCETTI	30 novembre 2024	60,00 €	promotion des politiques solidaires et citoyennes de la ville
UDPSIS	RELAIS AVIRON TELETHON	quai du 1er bataillon de choc et quai des marthyrs	29 novembre 2024	400,00 €	promotion des pratiques solidaires de la ville
ASSOCIATION 2020 FERRI	CONCOURS GATEAUX DE NOËL	PLACE SAINT NICOLAS	18 décembre 2024	150,00 €	promotion des pratiques culturelles de la ville
SOCIETE SYNERGLACE	PATINOIRE MARHCE DE NOËL	PLACE SAINT-NICOLAS	02 décembre 2024 au 10 janvier 2025	1 430,00 €	Promotion des politiques de la ville en faveur de l'animation du centre-ville

Total	**48 809,98 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011208subsp-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Attribution d'une subvention à l'association « Mantinum » dans le cadre de l'organisation A Spassighjata pour l'année 2024

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L1611-4 ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011208subsp-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu la délibération de notre collectivité n°2021/DEC/01/02 en date du 17 décembre 2021 portant adoption d'un règlement d'attribution des subventions aux associations ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que dans le cadre de ses attributions de subventions, la collectivité prévoit un financement spécifique pour les associations œuvrant dans le domaine de l'animation et qui contribuent, par leurs actions, à apporter du dynamisme à la ville.

Après avoir entendu le rapport de Linda PIPERI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité
Françoise Filippi ne participe pas au vote

Article 1:

- **Approuve** la demande de subvention de l'association MANTINUM selon le tableau ci-dessous :

ASSOCIATION	MOTIF	Subvention accordée pour 2023 (€)
ASSOCIU MANTINUM *Spassighjata In Bastia*	Organisation de la 9e édition de la « Spassighjata In Bastia ». Il s'agit d'un trail urbain qui se déroulera le 7 décembre 2024 dans le centre historique de Bastia. Cette édition se décline en plusieurs manifestations : Une course pour les enfants, une marche sportive et un city-trail avec en supplément cette année un "Live Trail" (suivi en direct sur écran géant, site internet, réseaux sociaux).	**20 000**
	TOTAL (€)	**20 000**

Article 2 :

- **Précise** que ces crédits sont inscrits au Budget Primitif 2024, chapitre 65, compte 657400, fonction 025, code gestionnaire ANI.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI



Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011209label-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Adhésion au Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVAA)

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la société au vieillissement qui préconise que les villes structurent leur politique seniors autour de la démarches Villes Amies des Aînés

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011209label-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu l'initiative mondiale des Villes Amies des Aînés, lancée en 2006 par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant la nécessité pour les collectivités de s'interroger sur le vieillissement de leur population ;

Considérant l'objectif d'adapter notre territoire à une population vieillissante pour permettre d'améliorer ses conditions d'épanouissement ;

Considérant que le Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVAA), association sans but lucratif, a pour objet de développer au niveau francophone la démarche initiée par le réseau mondial des Villes Amies des Aînés de l'OMS, accompagnant les collectivités à la mise en œuvre du projet et valorisant leurs initiatives ;

Considérant qu'il crée les conditions d'une meilleure adaptation des territoires aux aînés, en particulier en favorisant le vieillissement actif des habitants et en soutenant la dynamique Ville Amies des Aînés autour de trois principes : la lutte contre l'âgisme, le sentiment d'appartenance au territoire des habitants et la mise en place d'une démarche participative et partenariale ;

Considérant que la Ville s'engage à mettre en œuvre les principes fondamentaux de la dynamique ainsi que les différentes étapes de la démarche Ville Amies des Aînés, à savoir élaborer un diagnostic territorial autour des huit thématiques :

- Bâtiments et espaces extérieurs : la possibilité de bien vieillir chez soi est fortement conditionnée par l'environnement extérieur
- Information et communication : pour favoriser le vieillissement actif au sein des villes
- Culture et loisirs : encourager la participation aux activités de loisirs ou activités culturelles
- Lien social et solidarité : lutter contre l'âgisme qui mène à la discrimination et à l'exclusion sociale
- Habitat : le logement est un critère essentiel du bien-être et de la sécurité des personnes âgées
- Transport et mobilité : l'accès aux transports constitue une condition essentielle pour favoriser le vieillissement actif
- Participation citoyenne et emploi : il est important que les aînés puissent s'engager bénévolement

Considérant que la ville s'engage à informer annuellement le RFVAA de l'ensemble des étapes du projet et à transmettre les documents s'y apportant ;

Considérant qu'en s'inscrivant dans la démarche Ville Amie des Ainés, la Ville de Bastia et son CCAS met davantage en avant ses réalisations et sa volonté de continuer à développer des actions notamment en matière de proximité, démocratie participative, liens intergénérationnels, lutte contre l'isolement (particulièrement des personnes les plus âgées) ;

Considérant qu'en faisant le choix d'adhérer à cette association, la Ville rejoint un réseau d'échanges, de réflexions, de partage d'expériences de villes attentives aux besoins liés au vieillissement de la population et soucieuse de construire comme elle «les villes de demain».

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Don-Petru LUCCIONI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Décide** d'adhérer au Réseau Francophone des « Villes Amies des Aînés » pour un montant déterminé par le nombre d'habitants et qui s'élève à 630 € de cotisation par an.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011209label-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Article 2 :

- **Décide** de signer et respecter la charte, ainsi que les valeurs de l'association, jointe en annexe.

Article 3 :

- **Décide** de désigner en qualité de représentant de la Ville au sein de cette association, Madame Françoise Filippi, Vice-Présidente du CCAS et conseillère municipale déléguée.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011209label-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

BAREME DES COTISATIONS 2025

Tranches	Montant des cotisations 2024	Montant des cotisations 2025
Communes ou territoires de moins de 5 000 habitants	130 €	140 €
Communes ou territoires de 5 000 habitants à 20 000 habitants	350 €	360 €
Communes ou territoires de 20 001 habitants à 50 000 habitants	600 €	630 €
Communes ou territoires de 50 001 à 100 000 habitants	1 000 €	1 050 €
Communes ou territoires de 100 001 à 300 000 habitants	1 500 €	1 600 €
Communes ou territoires de 300 001 à 500 000 habitants	2 300 €	2 400 €
Communes ou territoires de 500 001 à 1 000 000 habitants	2 900 €	3 000 €
Communes ou territoires de 1 000 001 à 2 000 000 habitants	3 700 €	3 850 €
Communes ou territoires de 2 000 001 à 10 000 000 habitants	4 500 €	4 800 €
Communes ou territoires de plus de 10 000 000 habitants	9 000 €	9 500 €
Membres associés à titre individuel	30 €	40 €
Organismes de l'économie sociale et solidaire à vocation régionale	330 €	350 €
Associations ou organismes de l'économie sociale et solidaire à vocation nationale	550 €	550 €
Organismes privés à vocation nationale	1 900 €	2 000 €



Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés
1 avenue Garibaldi – 21000 DIJON
Tél : 03.45.18.23.20 – contact@rfvaa.com
www.villesamiesdesaines-rf.fr

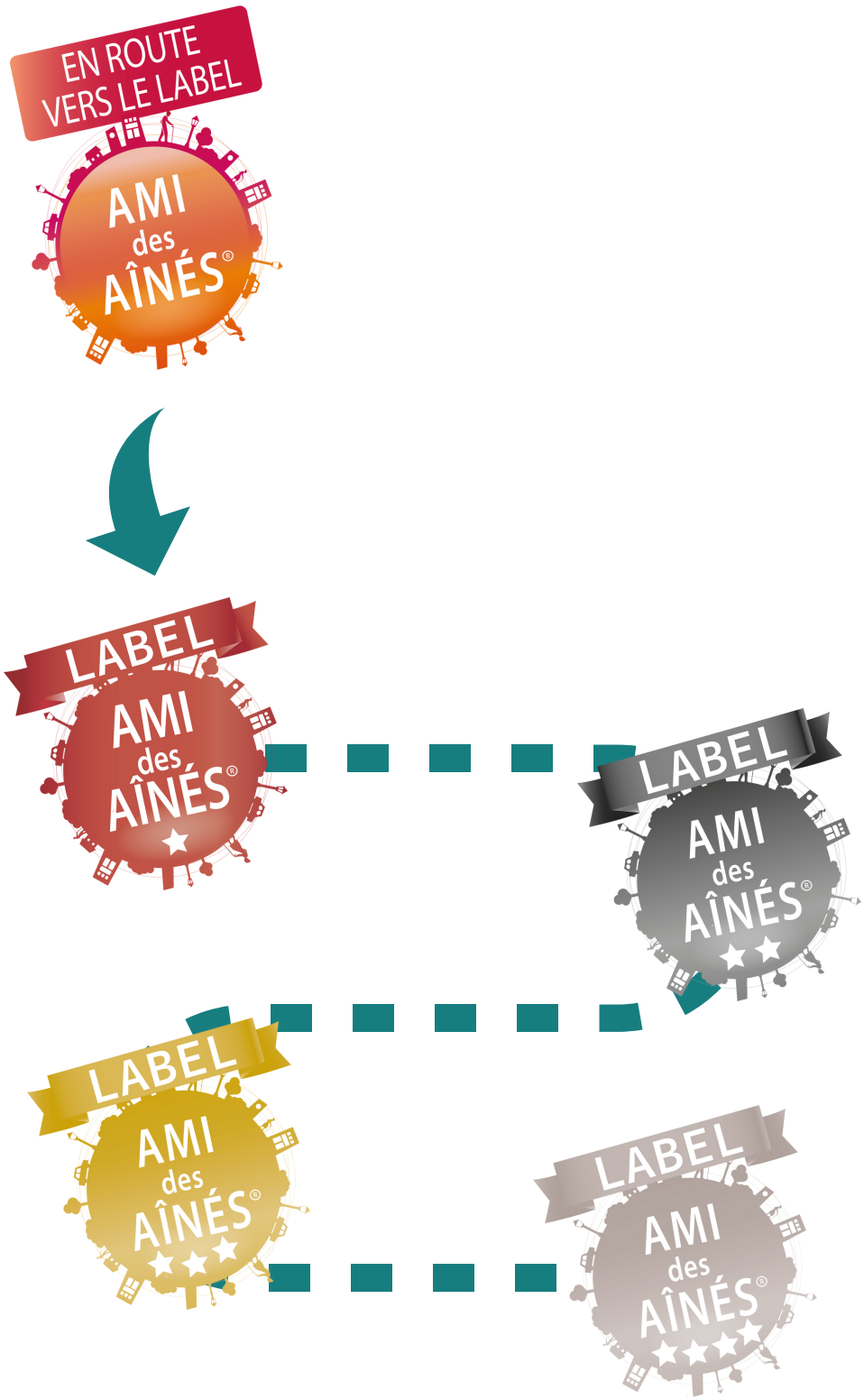
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011209label-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

LABEL "AMI DES AÎNÉS" ®

FORMULAIRE D'ENGAGEMENT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-242003385-20250109-2025010909abel01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025



Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés (RFVAA)
RFVAA - 1 avenue Garibaldi - 21000 Dijon
Association Loi 1901 - SIRET : 753 983 048 00012

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-242003855-20250109-2025010920901-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

PROCESSUS DE LABELLISATION

DEMANDE DE LABELLISATION

VALIDATION DES PRÉ-REQUIS

NON — OUI

POUR PRÉTENDRE AU LABEL, UNE COLLECTIVITÉ DOIT :
- Être adhérente au RFVAA (avoir délibéré en ce sens, avoir désigné un/des représentant.s au sein du RFVAA, avoir signé la charte des engagements au RFVAA et avoir réglé la cotisation annuelle) ;
- S'inscrire dans le processus de labellisation ;
- S'engager à déposer l'ensemble des éléments de preuve en sa possession sur AnCodea.

1 ENGAGEMENT DU PROJET DANS LA DÉMARCHE
Le candidat remplit le formulaire de demande. Une fois validé par le RFVAA, il s'acquitte des frais d'inscription dans le label, il officialise son inscription et communique grâce au logo « En route vers le LABEL "AMI DES AÎNÉS"® ».

→ Kit de communication *En route vers le LABEL "AMI DES AÎNÉS"®*

2 COMPLÉTION (Préparation du dossier)
Le candidat prépare son projet de labellisation et répond aux critères sur le logiciel AnCodea. Il compile les éléments de preuve et les dépose via le logiciel. Le candidat sollicite l'audit initial quand il se sent prêt.

3 AUDIT INITIAL (Examen du dossier)
Un plan d'audit est transmis au candidat. Lors de l'audit (réalisé en visio par un organisme extérieur neutre), le candidat et l'auditeur passent en revue l'ensemble des critères et échangent autour des éléments de preuve.

→ **Formalisation d'un rapport d'audit et premier avis**

Un rapport justifiera le nombre de points obtenus et proposera des pistes d'amélioration.

4 EXAMEN PAR LE COMITÉ DE LABELLISATION
Sur la base du rapport d'audit rédigé par l'auditeur, le comité de labellisation se réunit et statue sur le niveau de labellisation. Le label est ensuite remis par le RFVAA. Au moins une cérémonie de labellisation aura lieu chaque année.

→ **Fiche de décision**
Basée sur le rapport et les avis

DÉCISION

OUI — NON

NON → **Vérification documentaire *ou* Audit circonstancié**
- Vérification documentaire
- Audit complémentaire partiel
- Audit complémentaire total

5 REMISE DU LABEL
Pour 6 ans avec surveillance à 3 ans

→ **Remise du kit de labellisation**

6 SURVEILLANCE À 3 ANS (Audit de mi-parcours ou de suivi)
Trois ans après l'audit initial, un audit de suivi est réalisé (en visio par un organisme extérieur neutre) pour valoriser et assurer le maintien de la dynamique mise en place à travers la vérification de certains critères. Le label peut être maintenu ou suspendu suite à cet audit de suivi.

Le label est obtenu pour une durée de 6 ans. À cette échéance, un audit de renouvellement doit obligatoirement être réalisé (ce dernier peut-être réalisé plus tôt, à la demande d'une collectivité qui souhaiterait réévaluer son niveau de labellisation mais cela nécessitera une modification du plan de financement du processus de labellisation). En complément, un audit de suivi a lieu à mi-parcours pour assurer le maintien de la dynamique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-242003855-20250104-2025010409abeni-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

QUELLE FORMULE CHOISIR ?

FORMULE "EN ROUTE VERS LE LABEL"

- **Bénéficiez d'un guide pas-à-pas** pour vous accompagner dans les différentes étapes de mise en oeuvre de votre démarche Amie des Aînés;
- Mettez toutes les chances de votre côté pour **obtenir un haut niveau de labellisation** en ayant accès aux critères d'évaluation lors de vos phases de préfiguration et de mise en oeuvre;
- Compilez vos éléments de preuve au fur et à mesure de votre dynamique locale et **bénéficiez d'un archivage original de l'ensemble des documents relatifs à votre dynamique Amie des Aînés.**

FORMULE "LABELLISATION EN 2024"

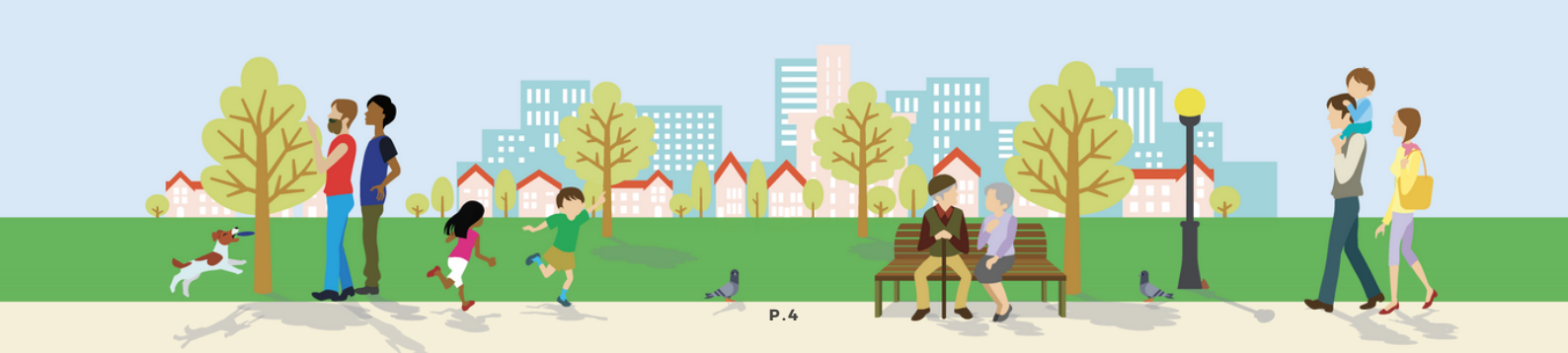
- Votre collectivité est d'ores et déjà **engagée dans la mise en œuvre de la démarche «Villes amies des aînés»;**
- Vous avez déjà **rédigé votre état des lieux, animé le diagnostic participatif et adopté un plan d'action**;
- Vous souhaitez **faire partie de la troisième promotion de collectivités labellisées.**

Il ne vous restera alors «plus qu'à » compiler les différents documents de votre collectivité pour renseigner l'ensemble des critères via le logiciel AnCodea.

Si vous hésitez sur le choix de la formule ou que vous avez besoin d'un complément d'information, n'hésitez pas à contacter l'équipe du RFVAA pour vous aider à vous orienter vers celle qui vous conviendra le mieux !

RETROUVEZ LE DOSSIER COMPLET DE PRÉSENTATION DU LABEL "AMI DES AÎNÉS"® SUR LE SITE INTERNET DU RÉSEAU FRANCOPHONE DES VILLES AMIES DES AÎNÉS :

https://www.villesamiesdesaines-rf.fr/files/presse/600/668-dossier-de-presentation-label-ami-des-aines.pdf



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-242003365-20250109-20250109abel01-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

TARIFS

Dans les tableaux suivants, vous pourrez voir des montants barrés. Ces derniers correspondent au coût total que représente le processus de labellisation pour une ville. Le RFVAA, soucieux de faciliter l'accès au LABEL "AMI DES AÎNÉS"® pour le plus grand nombre de territoires et d'éviter autant que possible que l'aspect financier puisse être un obstacle à votre engagement, travaille depuis plusieurs années à la conclusion de partenariats avec des institutions nationales. L'objectif est ainsi de vous permettre d'accéder au processus de labellisation à des tarifs les plus bas possibles, sachant qu'ils recouvrent des frais de mission importants pour réaliser vos audits, rédiger vos rapports d'audits, statuer sur votre situation en comité de labellisation, etc. C'est un engagement fort de la part du RFVAA et de nos partenaires que nous remercions pour leur soutien en faveur de ce projet commun et au bénéfice des habitants vivant dans les territoires Amis des Aînés.

Cette offre pour la France est rendue possible grâce au soutien de :

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES — Avec le soutien de la cnsa Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie — BANQUE des TERRITOIRES

(En cas de difficultés relatives au financement du processus de labellisation, contactez le RFVAA)

FORMULE "EN ROUTE VERS LE LABEL"

Cette formule est valable une année pour les collectivités qui ont l'intention de s'engager dans le processus de labellisation et qui souhaitent s'organiser en amont pour préparer le premier audit.

Collectivités de toutes tailles

TARIF ANNUEL ~~2 150€~~ 300€ TTC

LE LABEL "AMI DES AÎNÉS"® : UN SOUTIEN CONCRET À L'INGÉNIERIE DE TERRITOIRE

Ce tarif comprend :

- un référentiel de plus de 100 critères adaptés à la taille de votre collectivité ;
- une présentation du logiciel AnCodea et un code d'accès pour votre collectivité ;
- la mise en relation avec un référent pour le support technique AnCodea et un support méthodologique pour le remplissage du référentiel ;
- un kit de communication "En route vers le LADA";

Ce tarif n'inclut pas :

- de visite sur site (possibilité d'envisager des temps de lancement public ou de réflexion stratégique sur la base d'une élaboration financière complémentaire) ;
- de code supplémentaire pour l'accès à AnCodea (si votre collectivité souhaite bénéficier de plusieurs codes, il est possible d'ajouter une option à 50 € / code supplémentaire / année).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-242003835-20250409-2025040909abet-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet - 10/04/2025

TARIFS (EN FRANCE)

FORMULE — LABELLISATION EN 2024

Offre de lancement

Cette formule est valable pour les collectivités qui s'engagent à être auditées en 2024.

Année	Collectivités de moins de 2001 habitants	Collectivités de 2001 à 5000 habitants	Collectivités de 5 001 à 20 000 habitants	Collectivités de 20 001 à 100 000 habitants	Villes de plus de 100 000 habitants	EPCI de plus de 100 000 habitants, départements & régions
2024	Nous contacter	1 400€ (~~6 960€~~)	2 000€ (~~6 960€~~)	3 500€ (~~6 960€~~)	4 500€ (~~6 960€~~)	6 960€
2025		0€ (~~2 150€~~)	0€ (~~2 150€~~)	0€ (~~2 150€~~)	0€ (~~2 150€~~)	0€ (~~2 150€~~)
2026		0€ (~~2 150€~~)	0€ (~~2 150€~~)	0€ (~~2 150€~~)	0€ (~~2 150€~~)	0€ (~~2 150€~~)
2027 (Audit de suivi)		1 000€ (~~4 550€~~)	1 500€ (~~4 550€~~)	2 500€ (~~4 550€~~)	3 500€ (~~4 550€~~)	4 550€
2028		0€* (~~2 150€~~)	0€* (~~2 150€~~)	0€* (~~2 150€~~)	0€* (~~2 150€~~)	0€* (~~2 150€~~)
2029		0€* (~~2 150€~~)	0€* (~~2 150€~~)	0€* (~~2 150€~~)	0€* (~~2 150€~~)	0€* (~~2 150€~~)
2030		Audit de renouvellement				
Total pour 6 ans		2 400€* (~~20 110€~~)	3 500€* (~~20 110€~~)	6 000€* (~~20 110€~~)	8 000€* (~~20 110€~~)	11 510€* (~~20 110€~~)

- ***Ces tarifs sont calculés TTC***
- ***(*) Ces tarifs réduits pourront être appliqués sous réserve de l'obtention de crédits dans le cadre de conventions entre des partenaires nationaux et le RFVAA***
- ***Pour les tarifs Hors France, merci de nous contacter***

Cette offre pour la France est rendue possible grâce au soutien de :

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES — Avec le soutien de la cnsa Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie — BANQUE des TERRITOIRES

(En cas de difficultés relatives au financement du processus de labellisation, contactez le RFVAA)

LE LABEL "AMI DES AÎNÉS"® : UN SOUTIEN CONCRET À L'INGÉNIERIE DE TERRITOIRE

Ce tarif comprend :

- un référentiel de plus de 100 critères adaptés à la taille de votre collectivité ;
- les frais de dossier ;
- une présentation du logiciel AnCodea et un code d'accès pour votre collectivité ;
- un audit initial en 2024 ;
- un audit de suivi en 2027 ;
- la mise en relation avec un référent pour le support technique AnCodea et un support méthodologique pour le remplissage du référentiel ;
- un kit de communication "En route vers le LADA", jusqu'à l'audit, puis un kit de communication du LADA avec votre niveau de labellisation après l'audit;
- **un rapport d'audit reprenant vos réponses, les commentaires de l'auditeur et l'ensemble des points obtenus pour chacun des critères ainsi que des leviers d'amélioration pour votre dynamique locale ;**
- **une invitation pour deux personnes à la cérémonie des labellisations.**

Ce tarif n'inclut pas :

- de visite sur site (possibilité d'envisager des temps de lancement public ou de réflexion stratégique sur la base d'une élaboration financière complémentaire) ;
- de code supplémentaire pour l'accès à AnCodea (si votre collectivité souhaite bénéficier de plusieurs codes, il est possible d'ajouter une option à 50 € / code supplémentaire / année) ;
- d'audit de renouvellement vous permettant de changer de niveau de labellisation avant 2030 (si vous souhaitez bénéficier d'un audit de renouvellement pour faire évoluer plus rapidement votre niveau de labellisation, cela engendrera un surcoût lié au temps d'audit).

Attention ! *A l'issue de l'audit initial, si vous n'êtes pas labellisable (situation de non-conformité exigeant un audit complémentaire partiel ou total), un coût supplémentaire pourra vous être facturé.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-242003855-20250109-2025010902-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

BON DE COMMANDE

(Merci de bien vouloir nous retourner ce formulaire rempli par mail à l'adresse contact@rfvaa.com afin que nous établissions un devis, puis une facture pour mise en paiement)

Personne en charge de l'engagement de la collectivité dans le processus de labellisation :

Nom / prénom :

E-mail :

Téléphone :

Ma collectivité s'engage dans le processus de labellisation :

☐ **Formule "En route vers le LABEL"**
Cette formule est valable **une année** *pour les collectivités qui souhaitent d'ores et déjà s'engager dans le processus de labellisation.* **300€** *(voir page 5).*

☐ **Formule "Labellisation en 2024"**
Attention ! A l'issue de l'audit, si vous n'êtes pas labellisable (du fait de critères non conformes), un coût supplémentaire pourra être facturé. **Montant** *(voir tableau page 6)* **:**

Option :
….. codes supplémentaire(s) à 50 € / an l'unité

Total :

Je souhaite :

☐ **que ma collectivité soit facturée chaque année** en fonction des montants annoncés dans le tableau de la formule choisie;

☐ **que ma collectivité soit facturée du prix total** du processus de labellisation (ligne surlignée en gris dans le tableau de la formule choisie) et n'ai plus rien à régler jusqu'à l'audit de renouvellement (6 ans après l'audit initial);

Adresse de facturation :

……

……

……

……

……

Signature :

Tampon :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011209label-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

CONTACT

Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés
Tél. 03 45 18 23 20 / contact@rfvaa.com

www.villesamiesdesaines-rf.fr

Formulaire d'engagement - LABEL "AMI DES AÎNÉS"®

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation de la convention de financement pour l'accompagnement des personnes âgées (+ de 65 ans) en situation de précarité dans les Quartiers Prioritaires de la Ville

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment son article D. 312-159-4 ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant la candidature de la Ville de Bastia à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), lancé par le Ministère des Solidarités et l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) portant sur l'accompagnement du vieillissement de la population dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV), démontre l'intérêt de la commune de Bastia pour la question du bien vieillir sur son territoire et sa volonté d'agir en ce sens ;

Considérant que cette initiative est à l'origine d'une démarche plus globale et plus approfondie sur la thématique de l'accompagnement au vieillissement de la population précaire ;

Considérant que le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Bastia et la Ville de Bastia ont décidé d'adopter une approche proactive et coordonnée face aux enjeux sociaux du vieillissement des personnes en situation de précarité ;

Considérant que cette approche est soutenue par l'État dans le cadre des crédits dédiés au pacte des solidarités ;

Considérant que l'Etat alloue une enveloppe de 50 000 euros en tant que fonds d'amorçage pour le dispositif présenté ;

Considérant l'expérimentation Territoire Zéro Non Recours aux Droits (TZNRD) menée par le CCAS en 2020 permettant à la ville de Bastia et son CCAS de proposer un projet visant à repérer et mettre en œuvre des actions en vue d'améliorer la qualité de vie des seniors, favoriser leur autonomie et garantir leur accès aux services publics, tout en simplifiant leurs démarches administratives ;

Considérant que cette nouvelle action est une réponse collective concertée aux enjeux du vieillissement de la population, qui implique non seulement la Ville de Bastia et le CCAS, mais aussi l'État, garant des principes d'égalité et de solidarité.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Don-Petru LUCCIONI,

Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article unique :

- **Autorise** Monsieur le Maire, Président du CCAS, à signer la convention de financement pour l'accompagnement des personnes âgées (+ de 65 ans) en situation de précarité dans les quartiers prioritaires de la ville (logis de Montesoru suite à l'expérimentation TZNRD) pour un montant de 50 000 euros.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

MINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS
ET DES FAMILLES
Liberté
Égalité
Fraternité

Bastia
CITÀ DI CULTURA

CONVENTION DE FINANCEMENT POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES ÂGÉES (+ de 65 ans) EN SITUATION DE PRÉCARITÉ DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA VILLE

Entre

L'État,
Représenté par le préfet du Département de la Haute-Corse, M. Michel PROSIC, dont le siège est situé rond-point Maréchal Leclerc de Hautecloque 20 200 Bastia

Ci-après dénommé l'Etat d'une part,

ET

La Ville de Bastia,
Représentée par son Maire, Monsieur Pierre SAVELLI, dont le siège est sis 1, avenue Pierre Giudicelli, 20410 Bastia Cedex, autorisé par délibération N°2020-JUIL-01-35 en date du 15 juillet 2020.

Ci-après dénommé la Ville de Bastia, d'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La candidature de la Ville de Bastia à l'AMI lancé par le Ministère des Solidarités et l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) portant sur l'accompagnement du vieillissement de la population en QPV démontre l'intérêt de la commune de Bastia pour la question du *bien vieillir* sur son territoire et sa volonté d'agir en ce sens.

Cette initiative est à l'origine d'une démarche plus globale et plus approfondie sur la thématique de l'accompagnement au vieillissement de la population précaire.

Ainsi, le CCAS de Bastia et la Ville de Bastia ont décidé d'adopter une approche proactive et coordonnée face aux enjeux sociaux du vieillissement des personnes en situation de précarité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Cette approche est soutenue par l'État dans le cadre des crédits dédiés au pacte des solidarités.

Concrètement, la Ville de Bastia, en collaboration avec le CCAS, a choisi de concentrer ses actions sur des zones spécifiques du quartier Bastia Meridionale, à savoir les Logis de Montesoro et la cité des Arbres, des Monts et des Lacs, où les besoins en matière d'accompagnement au vieillissement sont particulièrement pressants.

Le succès de l'expérimentation Territoire Zéro Non-Recours aux Droits (TZNRD) menée par le CCAS en 2020 a été l'occasion pour la ville de Bastia et son CCAS de proposer un projet visant à repérer et mettre en œuvre des actions en vue d'améliorer la qualité de vie des seniors, favoriser leur autonomie et garantir leur accès aux services publics, tout en simplifiant leurs démarches administratives.

Cette nouvelle action est une réponse collective concertée aux enjeux du vieillissement de la population, qui implique non seulement la Ville de Bastia et le CCAS, mais aussi l'État, garant des principes d'égalité et de solidarité. Elle s'inscrit pleinement dans les priorités nationales de l'inclusion sociale, en particulier pour les populations les plus fragiles, et ambitionne de faire du bien vieillir une réalité accessible à tous, partout sur le territoire.

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le porteur de projet s'engage à mettre en œuvre un plan d'actions dans l'accompagnement au vieillissement des personnes âgées (+ de 65 ans) en situation de précarité dans les quartiers prioritaires de la ville. Ce projet est précisé en annexe 1 à la présente convention.

La Ville de Bastia assure le lien avec les différents partenaires afin de garantir l'unité de l'action à l'échelle du territoire ainsi que sa valorisation, le CCAS garantissant quant à lui sa mise en œuvre opérationnelle (cf. annexe 3).

L'État permet d'amorcer ce projet par le biais des crédits du Pacte Local des solidarités.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une année à compter du 1er décembre 2024.

ARTICLE 3 – PILOTAGE DU PROJET

Le porteur de projet s'engage à mettre en place un comité de pilotage et une équipe de coordination opérationnelle en charge de la gestion au quotidien du projet, avec des responsables dédiés à chaque axe (accompagnement social, adaptation de l'habitat, suivi médical, etc.) Ils coordonneront les actions sur le terrain en lien avec les bénéficiaires, chargés du pilotage et de la mise en œuvre de la démarche (cf. annexe 3).

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

Le coût total prévisionnel de l'action est estimé à 82 000 €.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet, notamment tous les coûts qui sont :

– liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 2 (budget prévisionnel) ;
– nécessaires à la réalisation du projet ;
– raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
– engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
– à la charge du « porteur de projet » ou des organismes avec lesquels il a conventionné pour la mise en œuvre de tout ou partie des actions du projet ;
– identifiables et contrôlables.

Lors de la mise en œuvre du projet, le porteur de projet peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse des budgets prévisionnels annuels et de chacune des actions à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet, qu'elle ne soit pas substantielle et que l'intervention de l'État ne dépasse pas 80 % du projet au regard du coût total visé à l'article 4.

Le porteur de projet notifie ces modifications à l'État par écrit dès qu'il en connaît le montant sous forme d'un avenant.

En tout état de cause, la contribution financière de l'État ne peut excéder 80 % du coût total du projet.

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE L'ÉTAT

La participation de l'État pour la mise en œuvre de ce projet est de 50 000 € pour la prise en charge des dépenses de fonctionnement.

5.1 L'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de **50 000 €** (dont 0 € pour des dépenses d'investissement), au regard du montant total estimé du coût éligible de la convention de 82 000 €, établi à la signature de la présente convention, tel que mentionné à l'article 4.

5.2. La contribution financière de l'État mentionnée au paragraphe 5.1 n'est applicable que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits en loi de finances ;
- La mise en œuvre effective par le porteur de projet du projet décrit à l'article 1er ;
- La vérification par l'État que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet.

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

6.1 L'État verse 50 000 € à la notification de la convention.

6.2 La subvention est imputée sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes », action 23 « Pacte des solidarités », sous-action 25 « Accès aux droits essentiels », code activité 030450232505 « TZNR », compte PCE 6541200000 du budget de la mission Solidarité, insertion et égalité des chances pour l'exercice 2024.

6.2. La contribution financière est créditée au compte du porteur de projet selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à : Mairie de Bastia CCAS VILLE DE BASTIA
RIB : 30001 00174 D2040000000 81
IBAN : FR22 3000 1001 74D2 0400 0000 081
BIC : BDFEFRPPCCT

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

L'ordonnateur de la dépense est le préfet de département.
Le comptable assignataire est le contrôleur budgétaire régional de Corse

ARTICLE 7 – SUIVI ET JUSTIFICATIFS

7.1 Le porteur de projet s'engage à informer régulièrement les services de l'État de l'avancement du projet, notamment par :

- Des réunions **trimestrielles** entre le porteur de projet et les services de l'État ;
- La remise d'un bilan à mi-parcours (juin 2025) puis d'un bilan annuel (janvier 2026) de la mise en œuvre du projet de façon à rendre compte des actions réalisées et des dépenses engagées.

7.2. L'État participe aux réunions du comité local assurant le suivi et le pilotage de l'expérimentation.

ARTICLE 8 – ÉVALUATION

8.1 Une évaluation conjointe (État / Ville de Bastia / CCAS) sera réalisée et contribuera à l'amélioration de la connaissance du phénomène du vieillissement des personnes âgées en situation de précarité situés dans les quartiers prioritaires et de la pertinence et de l'efficience des moyens de lutter contre le phénomène.

8.2 L'évaluation comprendra un volet qualitatif (entretiens, questionnaires, observations, consultation de documentations…) et un volet quantitatif (exploitations statistiques, simulations, modélisations…). (cf annexe 1)

ARTICLE 9 – SANCTIONS

9.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par le porteur de projet sans l'accord écrit de l'État, celui-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la Loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le porteur de projet et avoir entendu ses représentants.

9.2 L'État informe le porteur de projet de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – COMMUNICATION

Toute communication relative au projet comporte la mention de la participation de l'État au financement de l'expérimentation. Le porteur de projet s'engage à utiliser l'identité visuelle communiquée par les services de l'État, le cas échéant, dans toute communication relative au projet.
Les représentants de l'État dans le territoire sont conviés à tout événement relatif au projet.

ARTICLE 12 – MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle portant sur les principales caractéristiques du projet défini dans l'article 1er de la convention fait l'objet d'une information préalable à l'État et de la conclusion d'un avenant.
Au vu de ces modifications ou en cas d'inexécution ou d'exécution partielle du programme, l'État se réserve le droit de prononcer de plein droit la résiliation de la convention et de lancer la procédure de reversement des sommes indûment perçues (conformément à l'article 9).

ARTICLE 13 – PIÈCES ANNEXES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Les annexes jointes font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 14 – LITIGES

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et ne pouvant être résolu de manière amiable par les parties sous un délai de 3 mois suivant sa constatation, les parties se réservent le droit de saisir le tribunal administratif territorialement compétent.

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Bastia, le

Pour l'Etat,
Le préfet de la région Haute-Corse,

Michel PROSIC

Pour la Ville de Bastia,
Le Maire,

Pierre SAVELLI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

ANNEXE 1
DESCRIPTION DU PROJET ET SUIVI / ÉVALUATION

1/ Description du projet

a. Une communication et une mobilisation des bénéficiaires

La communication est essentielle pour atteindre et mobiliser les publics visés, en particulier les personnes âgées, souvent moins enclines à se manifester d'elles-mêmes. Plusieurs outils seront mis en place :

- **Campagne de communication multicanale :** utilisation de flyers, d'affiches dans les espaces publics, porte à porte, ainsi que de canaux numériques pour informer sur les dispositifs de maintien à domicile et les possibilités d'adaptation de l'habitat (à destination des aidants également).
- **Sensibilisation par le réseau local :** en collaboration avec les structures locales comme les maisons de quartier, les centres sociaux, les bailleurs, les clubs de retraités, des réunions d'information et des ateliers seront organisés pour répondre aux questions des bénéficiaires et de leurs proches.

b. Diagnostics et mise en place de solutions

L'expérimentation TZNRD ayant su développer une méthodologie de projet efficace, le CCAS entend l'adapter à la problématique du bien vieillir sur les deux secteurs évoqués :

Étape 1 : Diagnostic des besoins des bénéficiaires
Chaque personne fera l'objet d'un **diagnostic individuel** afin d'évaluer ses besoins en matière de santé, d'autonomie, et d'adaptation de l'habitat. Ce diagnostic sera réalisé par un professionnel de santé, en collaboration avec un conseiller en habitat ou un assistant social.

- **Bilan de santé et autonomie :** visite médicale et évaluation de la perte d'autonomie (grille AGGIR, évaluation des besoins en soins, etc.) en lien avec les services de la collectivité de Corse
- **Évaluation des droits :** en matière de retraite, de sécurité sociale, de mutuelle, etc
- **Évaluation de l'habitat en lien avec les bailleurs :** inspection de l'habitation et des équipements pour identifier les éventuelles adaptations nécessaires (rampes, barres de maintien, aménagement de la salle de bain, etc.) et aide à la mobilisation des aides.

Étape 2 : Mise en place des solutions de maintien à domicile
Sur la base du diagnostic, un **plan d'action personnalisé** sera élaboré pour chaque bénéficiaire, intégrant les services nécessaires :

- **Aide à domicile :** mise en place de prestations adaptées (aide au lever/coucher, ménage, aide à la toilette, accompagnement pour les courses, etc.).
- **Services médicaux et paramédicaux :** coordination avec les professionnels de santé pour un suivi régulier (médecin traitant, kinésithérapeute, infirmiers, etc.).
- **Suivi social et inclusion :** des solutions seront proposées pour lutter contre l'isolement social (visites régulières d'un travailleur social, participation à des activités communautaires, groupes de parole, etc.).

Étape 3 : Adaptation de l'habitat et logement inclusif
Les bénéficiaires seront accompagnés pour adapter leur logement aux normes de sécurité et d'accessibilité pour les personnes âgées. Cela inclut :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

- **Travaux d'adaptation du logement :** rénovation et modification des infrastructures (rampes d'accès, portes larges, équipements de sécurité, etc.).
- **Habitat inclusif :** évaluation des besoins en matière de création de **logements collectifs** adaptés ou de **colocations intergénérationnelles** pour favoriser le vivre-ensemble et l'intégration sociale des personnes âgées.
- **Solutions d'habitat temporaire ou évolutif :** évaluation des besoins en matière des solutions d'hébergement pour les personnes âgées en perte d'autonomie nécessitant un soutien temporaire ou un suivi renforcé.

c. Une formation et une sensibilisation des acteurs

Le projet repose sur l'implication d'un grand nombre d'acteurs : professionnels de santé, auxiliaires de vie, travailleurs sociaux, proches aidants, etc. Une formation continue et une sensibilisation seront nécessaires pour garantir une qualité d'accompagnement homogène et un service adapté aux besoins des personnes âgées de + 65 ans en situation de précarité.

- **Formation aux spécificités du public âgé :** les équipes seront formées à la prise en charge des personnes âgées, à la gestion de l'autonomie, aux spécificités des maladies chroniques, mais aussi à la gestion des risques psychosociaux liés à l'isolement et la solitude.
- **Sensibilisation à l'habitat inclusif :** les professionnels seront formés aux enjeux du logement et de l'adaptation de l'habitat, en lien avec les entreprises de rénovation et les bailleurs sociaux.
- **Ateliers pratiques et mise en situation :** pour les aidants professionnels ou familiaux, des ateliers de mise en situation (simulation de gestes de soins, gestion des comportements déviants, etc.) seront organisés pour leur permettre de se familiariser avec des scénarios réels.

2/Lieu de déroulement de l'action

De décembre 2024 à août 2025, l'action se développera au niveau du LABRETTU :
3 240 habitants et 1449 logements
Revenu médian : 22 150
Taux d'activité : 66 %
Taux de décrochage scolaire : 41 %
Vieillissement : 28 %
Famille monoparentale : 33 %
Famille nombreuse : 7 %
Population étrangère et immigrée : 14 % pour les deux

et plus particulièrement sur les LOGIS DE MONTESORO (21 bâtiments, de A à W) comprenant un parc de 1 190 logements répertoriés.

À compter de septembre 2025, l'action s'étendra à la cité des Arbres, des Monts et des Lacs en lien avec l'AMI et TZ III.

3/ Un suivi et une évaluation du projet

Le suivi et l'évaluation régulière des actions sont cruciaux pour mesurer l'efficacité du projet et identifier les ajustements nécessaires.

Indicateurs de suivi :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

- **Nombre de bénéficiaires accompagnés** (par service : aide à domicile, soins médicaux, réadaptation du logement, etc.).
- **Taux de satisfaction des bénéficiaires et des familles** : enquête de satisfaction régulière (téléphonique ou via des entretiens).
- **Évaluation de l'autonomie des bénéficiaires** : suivi de l'évolution de l'autonomie au moyen d'indicateurs standardisés (grille AGGIR, tests d'autonomie, etc.).
- **Taux de maintien à domicile** : mesure du nombre de personnes ayant réussi à rester à domicile sur une période prolongée.
- **Évolution de l'isolement social** : nombre de participants aux activités de groupe, visites, et contacts sociaux.
- **Étude d'impact** : visant notamment à identifier les besoins en investissement à long terme (habitat inclusif, développement de l'aide à domicile, etc.).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

ANNEXE 2
BUDGET PRÉVISIONNEL

	2025
Dépenses	
Nature	**Montant (TTC)**
Charges de personnel affectées au projet	
Salarié	30 000
Gratification de service civique	14 875
Achat de prestations	
Prestations d'ingénierie de projet	
Prestations d'étude	
Prestations de communication	3 000
Prestations liées à la mise en œuvre des actions de prévention	7 000
Prestations de formations	15 000
Dépenses d'investissement	
Équipement/mobilier	1 125
Véhicule	
Autres (précisez)	
Autres dépenses	
Matériel et fournitures	5 000
Déplacements	1 000
Frais de gestion administrative	
Autre (précisez) leasing véhicule VAD	5 000
TOTAL DES DÉPENSES	82 000
Recettes	
Nature	**Montant (TTC)**
Subventions en cours de demande	
Subvention 1 sollicitée	50 000
Recettes hors subventions	
Participation en fonds propres	32 000
Autres (précisez)	
TOTAL DES RECETTES	**50 000**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

ANNEXE 3
RÉPARTITION DES RÔLES DES PARTENAIRES ET LES INSTANCES DE PILOTAGE

1/ Les partenaires du projet

La **Ville de Bastia** assurera la coordination globale du projet, en lien avec les différents partenaires afin de garantir l'unité de l'action à l'échelle du territoire ainsi que sa valorisation par une :

- Coordination interinstitutionnelle : la Ville assurera la mise en réseau des acteurs au sein d'un COPIL regroupant acteurs institutionnels et bailleurs et la gestion des partenariats. Elle jouera le rôle de facilitateur pour la mobilisation des ressources et l'alignement des objectifs entre les différents partenaires.
- Promotion et communication : la Ville devra également soutenir les actions du CCAS en assurant la visibilité du projet auprès des seniors, des habitants et des partenaires extérieurs (communication sur les actions menées, brochures d'information, réseaux sociaux, etc.).

Le **CCAS** assure quant à lui, la mise en œuvre opérationnelle du projet qui repose sur ses compétences spécifiques dans l'action sociale par :

– Une identification et un suivi des bénéficiaires : le CCAS sera responsable de l'identification des seniors vulnérables et de la détection des non-recours aux droits sociaux dans les QPV et la mise en place de démarches d'accompagnement individualisé pour chaque cas.

– Une aide ou un accompagnement personnalisé : le CCAS devra organiser des visites à domicile, des ateliers d'information ainsi que des démarches administratives pour accompagner les seniors dans leurs demandes de prestations sociales. Il devra assurer le suivi de ces droits et de l'accès aux soins.

– Des actions collectives : le CCAS organisera des activités collectives telles que des ateliers de prévention santé, des activités intergénérationnelles et des groupes de parole pour lutter contre l'isolement social, renforcer les liens sociaux et prévenir la perte d'autonomie.

– Le développement de partenariats locaux : le CCAS travaillera avec les acteurs institutionnels, les associations locales, les bailleurs sociaux et les services de santé pour la mise en œuvre de ces actions.

2/ Une gouvernance et des instances de coordination

Une bonne gouvernance est essentielle pour assurer la cohésion entre les différents acteurs et garantir une réponse adaptée aux besoins des bénéficiaires.

- **Comité de Pilotage (COPIL) :** composé des principaux acteurs institutionnels et des associations de terrain. Il se réunit à fréquence régulière (trimestrielle) pour suivre l'avancement du projet, ajuster les actions et valider les orientations stratégiques.
- **Équipe de coordination opérationnelle :** cette équipe sera en charge de la gestion au quotidien du projet, avec des responsables dédiés à chaque axe (accompagnement social, adaptation de l'habitat, suivi médical, etc.). Ils coordonneront les actions sur le terrain en lien avec les bénéficiaires.
- **Une évaluation conjointe à produire à mi-parcours et un bilan annuel à fournir**
- **Cellule de veille sociale : cette cellule pourra être créée en lien avec l'AMI.**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

ANNEXE 4
DONNÉES STATISTIQUES SUR BASTIA ET MONTESORU

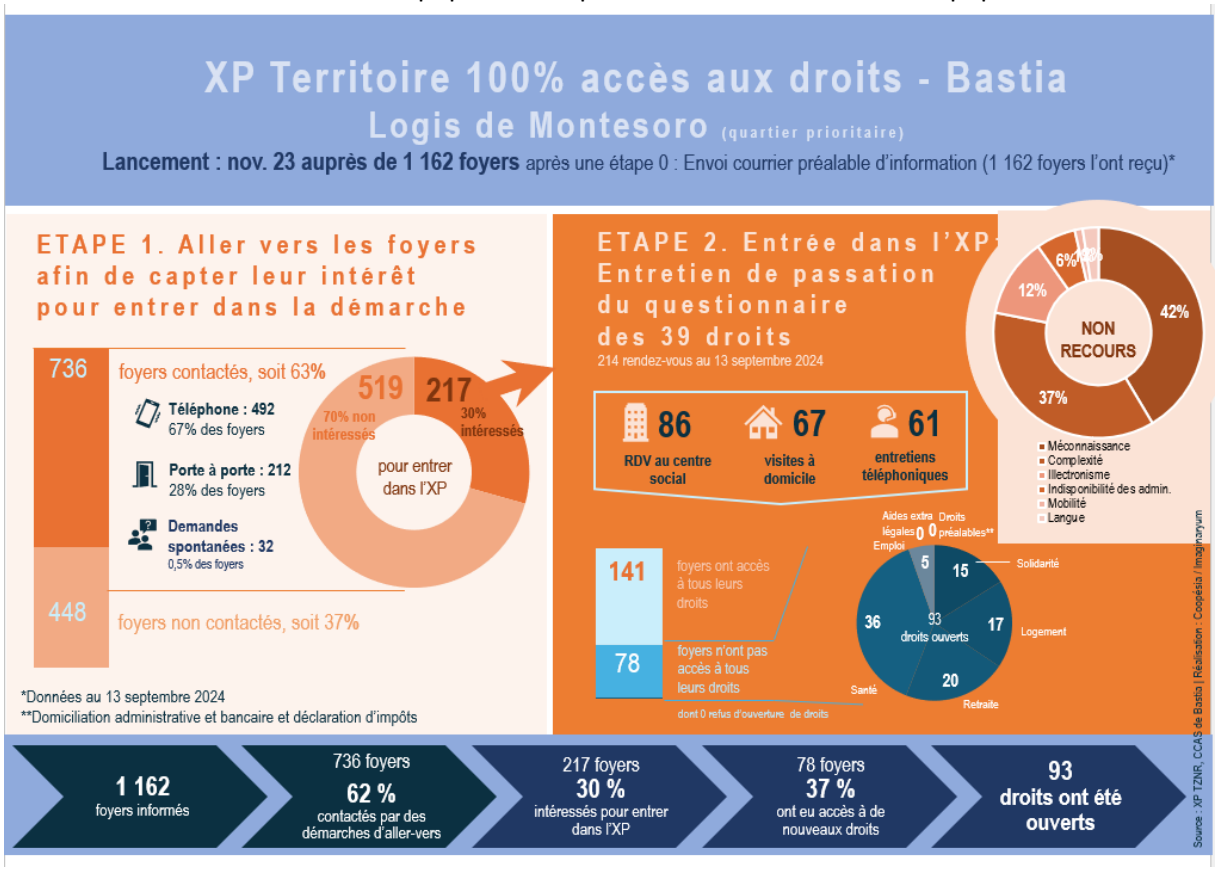
À Bastia, une population relativement âgée : on compte 86,2 personnes âgées de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans, contre 68,5 en France ;
• Les seniors (plus de 65 ans) représentent près de la moitié (49 %) des personnes vivant seules, soit 10 points de plus par rapport à la moyenne nationale (contre 39 % en France métropolitaine)
• Plus des trois quarts des personnes âgées de plus de 65 ans, en 2017 à Bastia, vivant seules, sont des femmes (77 %) ;
• 26 % de la population Bastiaise est âgée de plus de 60 ans contre 29 % en Corse en 2017 ;

et vieillissante : +16 % d'individus âgés de 60 à 74 ans entre 2007 et 2017 et +11 % pour ceux âgés de 75 ans et plus durant la même période ;
• Un nombre de jeunes retraités – les 60-74 ans – qui devrait encore croître à l'horizon 2024 (+27,8 %) ;

avec un risque élevé d'isolement : 41 % des seniors âgés de plus de 80 ans vivent seuls à Bastia ;
• On compte davantage de bénéficiaires de l'APA domicile (+5,5 % d'augmentation entre 2010 et 2013) ;
• Une offre multiple et complémentaire en matière d'aide à domicile mais très concurrentielle ;
• Une baisse du nombre de bénéficiaires d'APA en établissement (coûts, durées de séjours plus courtes) ;

et caractérisée par un faible niveau de vie : plus d'un tiers des seniors – 36%- possède un revenu inférieur à 9 400 € ;

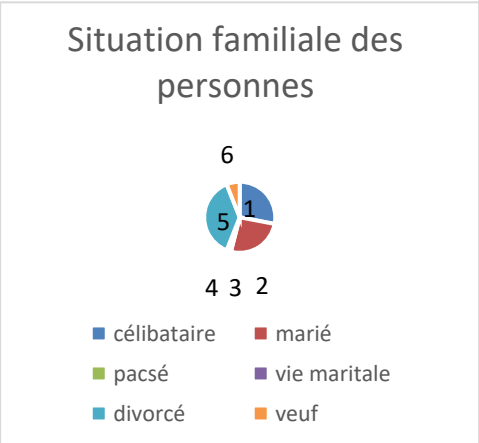
Le phénomène de vieillissement de la population s'observe en particulier dans certains IRIS :
• Le quartier de « Labrettu » a vu son nombre de personnes âgées de plus de 60 ans augmenter de près de 60 % entre 2007 et 2017. Cette population représente désormais 28 % de la population en 2017.

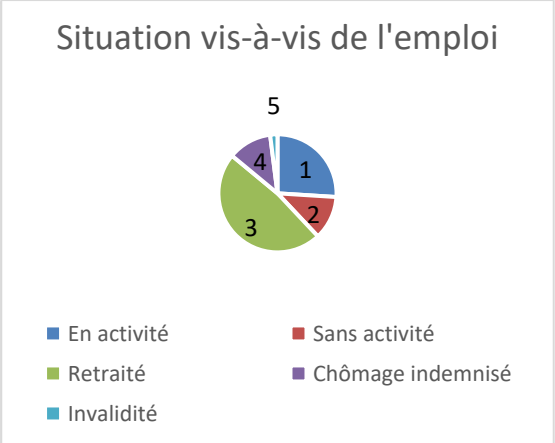


Situations socio-économiques des 217 foyers entrés dans l'expérimentation au sein des logis de Montesoro :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011210conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

– 68 % de femmes et une moyenne d'âge de 64 ans pour les personnes interrogées (sur 217 foyers entretenus / 126 personnes ont plus de 60 ans),
– une répartition équilibrée des situations familiales
– une proportion de retraités qui dépasse la moyenne et les situations des autres quartiers déjà expérimentés (Cités des Monts, des Lacs et des Arbres, Paese Novu, St Antoine, San Gaetani, Résidence Barbesino et Charles Rocchi)





82 foyers n'avaient pas accès à tous leurs droits.

Causes du non recours	
Méconnaissance	34
Complexité	30
Illectronisme	10
Indisponibilité des admin.	5
Langue	2
Mobilité	1

Le diagnostic du bailleur ERILIA sur les Logis de Montesoro
Un diagnostic a été réalisé par le bailleur après exploitation d'un questionnaire envoyé aux locataires de + de 75 ans, destiné à repérer leurs besoins et leurs éventuelles difficultés.
Des relances ont été effectuées auprès de chaque locataire. Au bout de trois relances, le service de Marseille s'est chargé d'envoyer le questionnaire par courrier aux locataires.
Ainsi, sur les 234 locataires âgés de + de 75 ans, 93 personnes ont accepté de répondre et 80 personnes ont refusé parce qu'estimant ne pas avoir de besoin spécifique. Il reste 12 diagnostics à réaliser et 16 locataires à relancer 2 fois. Enfin, 33 personnes n'ont pas répondu malgré la relance de l'agence de Marseille.
Sur les 93 réponses :
– Seulement 11 locataires participent à des activités.
– 18 locataires rencontrent des difficultés pour entrer et sortir de leur bâtiment pour les motifs suivants : problèmes de santé / trop de marche à monter et descendre / l'ensemble immobilier ne dispose pas d'ascenseur
– 25 locataires expriment le besoin d'aménager la salle de bain
– Une majorité des locataires indiquent bénéficier d'heure de ménage
– Seulement 3 locataires ont le projet de changer de logement

Pour la Cité des Monts, des Lacs et des Arbres, les données statistiques seront fournies au cours du déploiement de l'action.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011211planf-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation du plan de financement relatif à l'aménagement d'un centre de santé

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29 ;

Vu le Code de la santé publique, notamment ses articles L. 6323-1 à L. 6323-1-13 ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011211planf-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu le règlement des aides aux communes de la Collectivité de Corse ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que la Ville de Bastia, avec une population en croissance et des besoins de santé complexes, envisage la création d'un centre de santé pour améliorer l'accès aux soins pour tous, en particulier pour les populations vulnérables ;

Considérant qu'un centre de santé est une structure sanitaire de proximité, ouvert à tout public, proposant une offre de soins de premier recours, de qualité à des conditions financières particulièrement privilégiées car pratiquant le tiers payant sans dépassement d'honoraires ;

Considérant qu'il peut également dispenser des soins de second recours ;

Considérant qu'une étude de faisabilité, réalisée par le cabinet Mazars, a identifié les enjeux, les besoins spécifiques de la population bastiaise et évalué les offres existantes en matière de santé ;

Considérant la nécessité de disposer de locaux adaptés pour accueillir à la fois les professionnels de santé et les patients est apparue, notamment en réaménageant des espaces tels que ceux de l'ancien Centre National de la Formation Publique Territoriale (CNFPT), pour garantir un environnement fonctionnel et accessible ;

Considérant la nécessité d'investissements en matériel médical et bureautique pour en assurer le bon fonctionnement et améliorer l'efficacité des équipes soignantes et administratives ;

Considérant la nécessité d'une mise en place de systèmes d'information performants pour la gestion des dossiers patients, facilitant ainsi la coordination des soins entre les différents intervenants de santé ;

Considérant les plans de financement proposés en application du règlement des aides de la collectivité de Corse relatif aux interventions en matière sociale, médico-sociale et de santé pour l'aide à la mise en place de maisons de santé pluri-professionnelles territoriales (MSPT) mais également avec le concours de l'Etat et de ses partenaires institutionnels ;

Après avoir entendu le rapport de Madame Laura ORSINI-SAULI,

Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1:

- **Approuve** les plans de financement relatifs à la mise en place de maisons de santé pluri-professionnelles territoriales (MSPT) suivants:

Dépenses		**Recettes**	
Libellé	Montant HT en €	Libellé	Montant HT en €
Aménagement/rénovation de bâti en vue de l'installation d'une maison de santé pluri-professionnelle pour répondre aux besoins de soins de premiers recours ou d'un parcours de soin **ANCIENS LOCAUX DU CNFPT**	200 000	CdC ETAT Ville	40% 80 000 euros 40% 80 000 euros 20% 40 000 euros

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011211planf-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Total Dépenses	**200 000 euros**	**Total Recettes**	**200 000 euros**

Dépenses		**Recettes**	
Libellé	Montant HT en €	Libellé	Montant HT en €
Equipement en matériel informatique et bureautique spécifiquement dédié au projet **ANCIENS LOCAUX DU CNFPT**	10 000 euros	CdC CPAM Ville	50% 5 000 euros 30% 3 000 euros 20% 2 000 euros
Total Dépenses	**10 000**	**Total Recettes**	**10 000**

Article 2:

- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter l'ensemble des financements correspondants et signer les documents s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20241230-2024011212-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 31/12/2024
Publication : 31/12/2024

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation de la convention entre la Ville de Bastia et l'Union des Mutuelles de Corse Santé (UMCS), gestionnaire de la structure A Cioccia et de la micro-crèche A Cioccia

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L 227-1 et suivants ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2015/DEC/01/06 en date du 22 décembre 2015 portant qualification de service d'intérêt économique général au sens de l'article 106.2 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne : secteur petite enfance ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que dans le cadre de sa politique en faveur de la petite enfance, notre collectivité a toujours soutenu l'offre d'accueil des jeunes Bastiais sur son territoire par un système de subventionnement en complément des modalités habituelles de financement assurées par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Haute Corse et par les familles ;

Considérant que dans sa délibération en date du 22 décembre 2015, notre assemblée a décidé de qualifier les activités relatives à la petite enfance de service d'intérêt économique général sur le territoire de compétence de la commune ;

Considérant que l'UMCS a mis en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, cette action d'intérêt économique général en adéquation avec les orientations de politique publique que la Ville entend promouvoir en matière d'accueil du jeune enfant ;

Considérant la proposition de renouveler la convention pluriannuelle d'objectifs telle que figurant en annexe pour la période 2025-2027 ;

Considérant le montant annuel de cette de la subvention à 93.200 € soit 279.600€ pour les 3 ans.

Après avoir entendu le rapport de Madame Ivana POLISINI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** la convention pluriannuelle pour la période 2025-2027 avec l'UMCS pour la gestion de la crèche familiale et micro-crèche A Cioccia telle que figurant en annexe.

Article 2 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention avec l'UMCS.

Article 3 :

- **Précise** que les crédits correspondants seront inscrits aux budgets 2025, 2026 et 2027, au compte 6574 sous la fonction 64.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20241230-2024011212-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 31/12/2024
Publication : 31/12/2024

Bastia
CITÀ DI CULTURA

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
ENTRE LA VILLE DE BASTIA ET l'U.M.C.S.
POUR LA GESTION DE LA STRUCTURE A CIOCCIA

Entre les soussignés :

La Ville de Bastia,
Représentée par son Maire, Monsieur Pierre SAVELLI, dont le siège est sis 1, avenue Pierre Giudicelli, 20410 Bastia Cedex, autorisé par délibération N°…….. en date du ……,

Ci-après dénommée La Ville de Bastia, d'une part,

Et

L'Union des Mutuelles de Corse Santé, organisme mutualiste de droit privé à but non lucratif, dont le siège social est situé Boulevard Sébastiano COSTA Rond Point du Finosello 20 090 AJACCIO , N° SIRET : 827 500 596 00016**,**
Représenté(e) par son président, Monsieur Dominique GIOVANNANGELI

Ci-après dénommée l'U.M.C.S , d'autre part,

Dénommées ensemble « les parties ».

Préambule

Considérant le projet initié et conçu par l'U.M.C.S. de gérer la structure A CIOCCIA divisée en crèche familiale et micro-crèche conforme à son objet statutaire.

Considérant que le domaine de la Petite enfance a été qualifié comme service d'intérêt général sur la commune de Bastia par délibération en date du 22 décembre 2015.

Considérant que le projet ci-après présenté par l'U.M.C.S. participe de cette politique.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'U.M.C.S. s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général suivant précisé en annexe I à la présente convention : Gestion de la structure A CIOCCIA.
La Ville de Bastia contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Article 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée de 3 années à partir du 01 janvier 2025.

Article 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à **279 600** EUR conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet conformément au dossier de demande de subvention Cerfa 12156*4 et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
  - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
  - sont nécessaires à la réalisation du projet;
  - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
  - sont dépensés par « l'U.M.C.S.» ;
  - sont identifiables et contrôlables ;

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'U.M.C.S. peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1

L'U.M.C.S. notifie ces modifications à La Ville de Bastia par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5.1 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par La Ville de Bastia de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6. Cet excédent ne peut être supérieur à 1 % du total des coûts éligibles du projet effectivement supportés.

Article 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1 La Ville de Bastia contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 279 600 EUR, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 279 600 EUR, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, La Ville de Bastia contribue financièrement pour un montant de 93 200 EUR dont **68 000** EUR pour la Crèche familiale A CIOCCIA et **25 200** EUR pour la Micro crèche A CIOCCIA.

4.3 Pour les deuxième, et troisième année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de La Ville de Bastia s'élèvent à :

pour l'année 2026 : 93 200 **EUR**, dont **68 000** EUR pour la Crèche familiale A CIOCCIA et **25 200** EUR pour la Micro-crèche A CIOCCIA.

pour l'année 2027 : 93 200 **EUR**, dont **68 000** EUR pour la Crèche familiale A CIOCCIA et **25 200** EUR pour la Micro-crèche A CIOCCIA.

4.4 Les contributions financières de La Ville de Bastia mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits
- Le respect par l'U.M.C.S. des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- La vérification par La Ville de Bastia que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

Article 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Pour chaque année d'exécution de la présente convention, la contribution financière de La Ville de Bastia, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement, est versée selon les modalités suivantes :

- Une avance avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de La Ville de Bastia conformément à l'article 10, dans la limite de 50% du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4.3 pour cette même année ;
- Un deuxième versement à hauteur de 40 % au vu des comptes arrêtés au 30 septembre
- Le solde annuel sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.4 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.4.

5.2 La subvention est imputée sur les crédits du chapitre 65, compte 657463, fonction 64

5.3 La contribution financière est créditée au compte de l'U.M.C.S. selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :
Crèche A CIOCCIA
…CREDIT MUTUEL DE BASTIA…..
N° IBAN |_F_|_R_|_7_|_6_| |_1_|_0_|_2_|7__| |8__|_0_|_7_|_9_| |_0_|_8_|_0_|_0_|
|_0_|_1_|4_|_4_| |_7_|_9|_0|_4_| |_1_|3_|_8|

BIC |C_|_M|_C|_I|_F|_R|_2|A_|__|__|__|

Article 6 - JUSTIFICATIFS

L'U.M.C.S. s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après:

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059). Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre La Ville de Bastia et l'U.M.C.S.. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'U.M.C.S. informe sans délai La Ville de Bastia de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des Mutuelles et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'U.M.C.S. en informe La Ville de Bastia sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'U.M.C.S. devra transmettre à la Ville de Bastia toute modification concernant :
- les modalités de l'offre de service proposé aux familles
- le projet éducatif et social de l'équipement
- le règlement intérieur de la structure

7.4 L'U.M.C.S. s'engage à participer et à se conformer aux commissions municipales d'attributions.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'U.M.C.S. sans l'accord écrit de La Ville de Bastia, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'U.M.C.S. et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

8.3 La Ville de Bastia informe l'U.M.C.S. de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'U.M.C.S. s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 La Ville de Bastia procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'U.M.C.S., de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par La Ville de Bastia. L'U.M.C.S. s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La Ville de Bastia contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, l'Administration peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et aux contrôles de l'article 10.

ARTICLE 12 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par La Ville de Bastia et l'U.M.C.S.. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 - ANNEXES

Les annexes I, II et III font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 14 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 15 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de BASTIA.

Fait à Bastia le …… en 2 exemplaires originaux.

Pour La Ville de Bastia,
Le Maire,

Pierre SAVELLI

Pour l'U.M.C.S,
Le Président,

Dominique GIOVANNANGELI

ANNEXE I : LE PROJET

L'U.M.C.S. s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des « obligations de service public » destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

Union des Mutuelles de Corse Santé

Notre engagement,
votre santé avant tout

CRECHE A CIOCCIA
Résidence Terralbore
Bâtiment A
Rue Saint Exupéry
20600 BASTIA

RAPPORT D'ACTIVITE

2023

CRECHE FAMILIALE A CIOCCIA

ET MICRO-CIOCCIA

Bd Sebastiano Costa - Rond-Point du Finosello - 20090 Ajaccio - T. 04 95 20 40 03 / F. 04 95 20 92 83 - siege@umcs.fr - www.umcs.fr
Régie par le code de la Mutualité - RNM : 827 500 596

RAPPORT D'ACTIVITE ANNEE 2023

INTRODUCTION

1 / PRESENTATION DE LA STRUCTURE

2 / PUBLIC ACCUEILLI

CRECHE FAMILIALE

MICROCIOCCIA

1) Population accueillie
2) Nombre de fratries
3) Enfant porteur de handicap
4) Place d'accueil d'urgence
5) Secteur géographique
6) Participation financière
7) Prévisionnel et réalisé 2023
8) La composition de l'équipe

3/ FREQUENTATION DE LA CRECHE

4 / ACTIVITES PROFESSIONNELLES

1) Intervention du référent santé et accueil inclusif
2) Accompagnement des stagiaires

5 /ACTIVITES OCCUPATIONNELLES

1) Au sein de la structure
2) En extérieur
3) En partenariat

CONCLUSION

INTRODUCTION

Suivant la convention signée en partenariat avec la Mairie de Bastia, **la Crèche A Cioccia** s'engage à remplir les objectifs suivants :

« - Accueillir le nombre d'enfants bastiais nécessaire pour réaliser l'objectif de 22 places de garde équivalent temps plein et gérer la demande horaire des parents en fonction de ces objectifs ainsi que les plannings des assistantes maternelles selon le nombre d'enfants pour lequel elles sont agréées.

Sur la micro-crèche accueillir de même des enfants bastiais pour 10 places d'accueil, selon l'agrément donné par la PMI.

- Encadrer les assistantes maternelles et les rémunérer selon le statut des assistantes maternelles sans heures supplémentaires à la charge de la ville.

- Prendre les inscriptions des parents et participer aux commissions d'admissions organisées par la Ville de Bastia.

- Recevoir le paiement des familles, établir les budgets, comptes financiers de la structure.

- Transmettre à la CAF, les différents états administratifs et financiers demandés dans les délais pour percevoir les prestations de la CAF et répondre aux critères de gestion selon les termes du contrat « Enfance Jeunesse ».

- Informer la Ville de Bastia des demandes d'inscription des parents de leurs demandes horaires, les possibilités des assistantes maternelles, si cela a une incidence sur la bonne gestion des 22 places d'accueil. »

L'année 2023 à été marqué par le changement de direction, en effet madame FRASSETO après son départ à la retraite a été remplacée par madame Aude GRAZIANI aussi éducatrice de jeunes enfants.

Celle-ci a donc pris ses fonctions en février 2023, ceci a donc fait l'objet d'une déclaration auprès des services de PMI. Ces modifications ont donc été actées par la production des arrêtés, 2023-3866 pour la crèche familiale et 2023-3865, datés du 1 mars 2023.

1 / PRESENTATION DE LA STRUCTURE

La Crèche A CIOCCIA regroupe deux structures placées sous la direction d'une éducatrice de jeunes enfants et gérées depuis 2011 par l'UMCS (Union des Mutuelles de Corse Santé).

Les deux structures veillent à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants qui lui sont confiés ainsi qu'à leur développement à la fois dans un cadre familial au domicile des assistantes maternelles, et dans un cadre collectif dans les locaux de la micro crèche.

LA CRECHE FAMILIALE :

Depuis 2014 suite à l'Arrêté N° 3761 du 12 novembre 2014 la capacité d'accueil de la crèche familiale était de 26 places, pour des enfants accueillis au domicile de huit assistantes maternelles.

Suite à l'arrêté N°1820 en date du 27 juin 2016 relatif à la réduction de la capacité d'accueil et à la réduction des plages journalières d'accueil, la Crèche Familiale est désormais une structure agréée pour 22 places pour les enfants de 10 semaines à quatre ans, accueillis à la journée du lundi au vendredi de 7h00 à 18h00 au domicile de huit assistantes maternelles agréées.

Actuellement 18 places sont disponibles et réparties entre six assistantes maternelles en exercice, le recrutement de deux assistantes maternelles était toujours en cours en 2023. En effet nous rencontrons des difficultés de recrutement, plusieurs actions sont mises en place pour permettre la résolution de cette problématique.

Notamment l'intervention de la direction de la Cioccia aux réunions d'information en direction des postulantes à la fonction, organisées par la PMI, les SIAAM.

Une campagne de communication organisée en interne sera mise en place en 2024, de plus un travail de réflexion est en marche sur l'UMCS, concernant l'attractivité de l'offre avec pour piste la valorisation des salaires, qui sera travaillé lors du renouvellement de la convention en janvier 2025.

Nous réfléchissons de plus à étendre notre territoire d'intervention aux communes voisines.

Notre objectif pour 2024 serait de pouvoir retrouver notre agrément pour 22 enfants.

LA MICRO CIOCCIA :

Le développement de l'accueil avec la création d'une micro crèche dans des locaux spacieux et fonctionnels permet d'une part de rentabiliser les locaux et d'autre part de répondre à une demande croissante de la population des quartiers sud de la ville.

L'ouverture de la MICRO CIOCCIA est effective depuis le 5 janvier 2015, avec une capacité d'accueil autorisée fixée à 7 enfants de 18 mois à trois ans, trois jours par semaine le lundi, le mercredi et le vendredi.

Suite à l'arrêté N°1821 en date du 27 juin 2016 relatif à l'augmentation de la capacité d'accueil et des modifications des plages journalières d'ouverture, la Micro-Cioccia est une structure agréée pour 10 places pour les enfants de 18 mois à trois ans, accueillis à la journée les lundis, mardis, mercredis et vendredis de 8h00 à 17h30.

Courant 2023 une modification de l'agrément a été demandée pour un changement de jour de fermeture et afin de pouvoir accueillir des enfants plus jeunes (à partir de 12 mois) et ainsi pouvoir œuvrer à la prévention précoce, l'établissement étant implanté sur une zone classée d'éducation prioritaire.
La modification est donc actée par l'arrêté 2023-9237 daté du 29 juin 2023, par la PMI.

Notre objectif en 2024 est de faire une demande d'augmentation de l'agrément pour passer de 10 à 12 enfants.

2 / PUBLIC ACCUEILLI

CRECHE FAMILIALE

1)Population accueillie :

En 2023, 36 enfants ont été accueillis au sein de la crèche familiale.

33 enfants avaient entre 0 et 4 ans et 3 entre 4 et 6 ans.

2) <u>Nombre de fratries</u> :

En 2023, aucune fratrie n'a été accueilli chez une assistante maternelle.

3) <u>Enfant porteur de handicap</u> :

En 2023, aucun enfant porteur de handicap n'a été accueilli chez une assistante maternelle.

4) <u>Place d'accueil d'urgence</u> :

En 2023, aucun enfant n'a été accueilli chez une assistante maternelle dans le cadre d'un accueil d'urgence.

5) <u>Secteur géographique</u> :

En 2023, sur les 36 familles accueillies, 25 ont leur lieu de résidence dans les quartiers de Lupino ou Montesoro, 2 à Cardo, 5 familles en centre-ville.
4 enfants résidant hors secteur, dont les parents travaillent sur la ville de Bastia, ont été accueillis en 2023.

6) <u>Participation financière</u> :

Nombre d'enfants inscrits sous le seuil de pauvreté :
Pour l'année 2023, la participation horaire strictement inférieure à 1 euro de l'heure a concerné 24 enfants sur 36.

7) <u>Prévisionnel et réalisé 2023</u> :

La crèche familiale a un agrément PMI : 22 enfants
Le nombre de jours d'ouverture annuelle en 2023 : 224 jours.
L'amplitude journalière d'ouverture : 11 heures.
La capacité théorique annuelle d'accueil : 59136 heures.
Le nombre d'heures facturées : 33129 heures tous au titre du Régime général
Le nombre d'heures de présence réalisées : 32502 heures

Le taux d'occupation facturé a été de 56,02 %
Le taux d'occupation réalisé a été de 54,96%
Le taux de facturation s'élève à 101,93 %

Fin juillet 2023, 13 enfants en âge d'être scolarisés ont quitté la **crèche familiale**.
1 enfant est parti pour cause de déménagement.

Du 1er septembre au 31 décembre, nous avons accueilli 7 nouveaux enfants à la crèche familiale.

Dans le cadre de la prestation de service unique, notre établissement fournit :

- Les repas fournis par les assistantes maternelles
- Les goûters
- Les couches

8) <u>L'équipe :</u>

Aucun changement n'est à noter au niveau des professionnelles de la crèche familiale.
Les professionnelles actuellement en poste sont :

- Myrtil Marie-France
- Nicoli Elisabeth
- Olivieri Najia

- Pietri Marie-Josée
- Zawalich Nathalia
- Dionisi Jocelyne

Il est à noter qu'une stagiaire a été accueillie en 2023 chez les assistantes maternelles.

MICRO CIOCCIA

1) <u>Population accueillie</u> :

En 2023, le nombre total d'enfants accueillis au sein de la Micro-Cioccia s'élève à 25 enfants. On peut noter que 23 d'entre eux ont un contrat régulier et 2 étaient en accueil occasionnel.

2) <u>Nombre de fratries</u> :

En 2023, 2 fratries ont été accueillie à la micro crèche.

3) <u>Enfant porteur de handicap</u> :

En 2023, 2 enfants porteurs de handicap ont été accueilli au sein de la micro crèche, et 3 enfants ont été orienté au CAMSP, orientations ayant abouties à une prise en charge. L'un d'entre eux n'ayant pas la possibilité d'être accueilli à temps plein à l'école en lien avec son handicap, a continué à être accueilli sur la micro-crèche à temps partiel à la rentrée 2023.

4) <u>Place d'accueil d'urgence</u> :

En 2023, aucun enfant n'a été accueilli en micro crèche dans le cadre d'un accueil d'urgence.

5) <u>Secteur géographique</u> :

En 2023, sur les 24 familles accueillies, 23 ont leur lieu de résidence dans les quartiers de Lupino ou Montesoro. 1 famille réside sur le quartier nord du centre-ville.

6) <u>Participation financière</u> :

Nombre d'enfants inscrits sous le seuil de pauvreté :
Pour l'année 2023, la participation horaire strictement inférieure à 1 euro de l'heure a concerné 21 enfants sur 24.

7) <u>Prévisionnel et réalisé 2023</u> :

La micro crèche a un agrément PMI : 10 enfants.
Le nombre de jours d'ouverture annuelle en 2022 : 181 jours.
L'amplitude journalière d'ouverture : 9,50 heures.
La capacité théorique annuelle d'accueil : 17195 heures.
Le nombre d'heures facturées : 16565 heures au titre du régime général
Le nombre d'heures de présence réalisées : 15486 heures

Le taux d'occupation a été de 90,06 %
Le taux de facturation s'élève à 106,97 %

Dans le cadre de la prestation de service unique, notre établissement fournit :

- Les repas
- Les goûters
- Les couches

3/ FREQUENTATION DE LA CRECHE

De janvier à décembre 2023 l'on dénombre 81 demandes d'inscription (55 sur la crèche familiale, dont 3 hors-commune, et 26 sur la micro crèche).
Il est à noter que beaucoup de familles font des demandes dans plusieurs structures et certaines ont déjà trouvé une place quand on les rappelle.
Pour les demandes qui concernent la crèche familiale, certaines n'aboutissent pas si les parents n'ont pas de véhicule pour se déplacer chez l'assistante maternelle.
Les demandes d'inscriptions urgentes arrivant en cours d'année sont orientées vers le RAM, ou vers les autres structures de la ville Ciucciarella, crèche municipale, ilot câlin. Les demandes provenant d'autres communes ne sont examinées seulement dans la mesure où il resterait des places non pourvues, ce qui ne s'est pas produit sur l'année 2023.
En ce qui concerne la micro crèche, nous proposons systématiquement les places rendues vacantes par l'absence d'un enfant.
En juillet 2023, 9 enfants en âge d'être scolarisés ont quittés la **micro-crèche**, dont l'un d'entre eux continu de fréquenter la crèche à temps partiel.

8 nouvelles inscriptions ont été réalisées sur septembre 2023.

Au niveau de l'équipe, il a noté l'embauche d'une professionnelle à mi-temps depuis le mois de juillet 2023. L'équipe se compose donc actuellement ainsi :

- Ilda Do Rego, animatrice titulaire du CAP petit enfance, exerçant à mi-temps.
- Marie-Antoinette Ciavaldini animatrice CAP petite enfance, remplacée toute l'année 2023 par madame Fausti Manon CAP aussi.
- Madame Menocci Dania, employée polyvalente, actuellement en parcours de Validation des Acquis de l'Expérience, pour l'obtention du CAP petite enfance.

5 / LES FORMATIONS PROFESSIONNELLES

Les professionnelles des deux structures ont pu participer à 2 formations professionnelles prise en charge par la structure :

- La formation « Sens et bon sens vers l'autonomie de l'enfant » proposée par l'institut de formation petite enfance de Boris Cyrulnik, qui s'est déroulé au mois de mars 2022
- La formation « accompagner à la séparation », par l'organisme Ensemble formation et qui s'est déroulé en aout 2023.

4 / ACTIVITES PROFESSIONNELLES

2) Intervention du réfèrent santé et accueil inclusif.

Le docteur Mamelli pédiatre intervient à raison de 2 heures par semaine sur les deux établissements.

Le Médecin de l'établissement :

- Veille à l'application des mesures préventives d'hygiène générale et des mesures à prendre en cas de maladie contagieuse ou d'épidémie ;
- Définit les protocoles d'actions dans les situations d'urgence en concertation avec le directeur de la structure et organise les conditions de recours aux services d'urgence ;
- Assure, en collaboration avec le directeur de l'établissement, des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès du personnel ;
- S'assure que les conditions d'accueil permettent le bon développement et l'adaptation des enfants dans l'établissement ;
- Veille à l'intégration des enfants présentant un handicap, une affection chronique ou tout problème de santé nécessitant un traitement ou une attention particulière, et, le cas échéant, met en place un projet d'accueil individualisé ou y participe ;
- Etablit le certificat médical autorisant l'admission de l'enfant ;
  (Si l'enfant de plus de 4 mois ne présente aucun problème particulier ce certificat peut être établi par un médecin au choix de la famille).
- Pour l'exercice de ses missions et lorsqu'il l'estime nécessaire, avec l'accord des parents, il examine les enfants.

3) Accompagnements des stagiaires

La micro-cioccia est très investie dans la formation des stagiaires, encore en 2023 l'équipe de la micro-cioccia a répondu à sa mission d'accueil et d'accompagnement des stagiaires.

Au total nous nous sommes inscrits dans l'accompagnement au processus de formation de 14 stagiaires de différents établissements.

- 4 élèves stagiaires en préparation du CAP Petite Enfance envoyées par le GRETA
- 4 élèves de seconde et première Bac pro ASSP, du lycée Fred Scamaroni
- 1 élèves de 1ère Bac pro SAPAT, envoyées par le lycée agricole Albert Schweizer de la commune Champs sur Yvonne.
- 2 élève de 3ème de la classe SEGPA du collège de Montesoro et du collège saint Joseph.
- 1 élève de 3ème PVP
- 1 stagiaire EJE de l'IFRTS de Bastia
- 1 stagiaire en préparation du CAP petite enfance en candidat libre
- Enfin 1 stagiaire orientée par l'établissement 2b-ML Bastia.

L'accueil du stagiaire est fait par la directrice qui remet le livret du stagiaire et souligne l'importance du secret professionnel, établit le planning horaire du stagiaire.
Un temps d'observation est nécessaire avant de prendre en charge les enfants, mis à profit pour faire connaissance, prendre en compte les personnalités de chacun et mesurer les pratiques du service.
Un bilan à mi-stage est fait par le tuteur, la direction et le stagiaire.

5 / ACTIVITES D'EVEIL

Les différentes activités sont proposées en fonction de l'évolution des enfants et de leurs humeurs d'où l'importance de l'observation des comportements des enfants en amont. Pour chaque activité proposée,

les professionnelles réfléchissent aux objectifs et moyens à développer dans le souci du bien-être des enfants.

Nous sommes formées à une approche éducative « Jeux d'enfants » qui permet de soutenir l'enfant dans ses apprentissages et de réduire les carences de développement.
L'objectif est de mettre l'enfant en situation de réussite éducative en augmentant ses compétences sociales, son développement cognitif et langagier, sa maturité affective.

Les activités d'Art plastique sont majoritairement réalisées avec du matériel de récupération. L'objectif est double : réaliser des économies et sensibiliser enfants et parents à la lutte contre le gaspillage et au respect de l'environnement.

Les livres ont une place particulièrement importante au sein de la structure et sont source de langage et d'échange avec les enfants.

1) Au sein de la structure

A partir de 9h des activités dirigées sont proposées aux enfants de **la micro crèche** selon des thématiques choisies par l'équipe en fonction des saisons, et des fêtes du calendrier, mais aussi en fonction du besoin des enfants.
Nous n'imposons pas les activités aux enfants mais nous mettons tout en œuvre pour qu'il y trouve l'intérêt d'y participer.
Nous accordons beaucoup d'importance aux moments de jeux libres car ils favorisent les relations entre enfants, l'imaginaire et la construction du libre arbitre.
Tout est fait pour favoriser l'entraide et la cohésion du groupe et éviter toute forme de compétition (tâches accomplies à tour de rôle, échange autour de l'absence d'un enfant...)
La salle d'activités est adaptée aux besoins et au rythme de chaque enfant, comportant un bateau, une petite table et des chaises pour enfants, un coin jeux symboliques, un espace peinture, un coin lecture.
Nous organisons dans l'année des sorties à la bibliothèque avec les enfants.
Nous avons mis en place un système de prêt de livres pour les enfants de la crèche et nous incitons les parents à les inscrire à la bibliothèque.
Nous mettons l'accent tout particulièrement sur les activités favorisant le langage afin de préparer au mieux l'entrée à l'école des enfants.
Tout au long de la journée, certaines phrases ou certains mots sont répétés en français puis en corse pour favoriser le bilinguisme.
Un moment ritualisé avant le repas est consacré aux comptines.
A la sieste, au moment de l'endormissement, nous faisons écouter de la musique aux enfants pour favoriser leur éveil auditif (Bach, Mozart, berceuses corses, musique indienne, jazz …)
Vers 10 h les enfants sortent.
Lorsque le temps ne permet pas de sortir, nous avons du matériel de psychomotricité utilisable à l'intérieur et nous proposons aux enfants des mouvements de yoga.
Nous profitons de la présence des stagiaires pour emmener les enfants à la Médiathèque située à proximité de la crèche. Ces moments à la bibliothèque lovés dans des grands coussins, sont très enrichissants.

En ce qui concerne **la crèche familiale**, tous les mercredi matin, les rendez-vous à la crèche sont des moments de rencontres riches pour les enfants et le personnel. Ils sont appréciés de tous même des parents, qui en choisissant volontairement ce type de mode de garde en crèche familiale, apprécient ces moments d'éveil et de socialisation. Les assistantes maternelles ou les parents se chargent d'emmener les enfants dans les locaux de la crèche et de les ramener au domicile des assistantes après la séance. C'est l'occasion pour elles de retrouver leurs collègues de travail, d'échanger sur leur vécu, de poser leurs difficultés, de trouver du réconfort et des solutions.

En fonction des difficultés rencontrées ou des thèmes qui les intéresse, la directrice leur donne de la documentation, support, qui permet d'échanger en petit groupe.

Pour les enfants, investir ce lieu avec leur référente les incitent à être en confiance et à goûter aux joies de la collectivité pour partager des jeux avec leurs camarades du jeudi.
Cela permet aussi l'accès à des jeux spécifiques à la structure d'accueil.

Tout au long de l'année des moments festifs ou de partage ont été organisés à la crèche.

Une réunion d'information en direction des familles est organisée à la rentrée de septembre.

2) En extérieur

Le jardin clôturé est composé d'un espace herbeux et d'un espace en mousse antichoc, où les enfants peuvent profiter du toboggan, des petits vélos et des jeux d'eau en été.
Ponctuellement nous organisons des sorties au parc voisin, avec l'autorisation des familles, ce qui permet aux enfants l'exploration de jeux et d'espace différent, un contact direct avec la nature mais aussi un temps de partage entre enfants et avec les professionnelles.

3) En partenariat

Nous jouons un rôle éducatif auprès des parents en leur distribuant des brochures éditées par **l'INPES** sur l'alimentation, le sommeil, l'hygiène, les méfaits des écrans…
Mais nous pouvons aussi ponctuellement solliciter leur savoir-faire et faire appel à eux pour des accompagnements aux sorties ou pour la préparation d'événements par exemple.

En début d'année, nous proposons aux parents la possibilité de souscrire un abonnement à **l'Ecole des Loisirs** (8 livres dans l'année à un tarif préférentiel). La crèche souscrit un abonnement, ce qui permet de faire le lien entre la crèche et la maison.

Cette année notre partenariat avec l'association lire et faire lire, faute d'intervenant disponible.

En conclusion, nous pouvons noter que notre micro crèche ouverte depuis 2015 est extrêmement appréciée et utile dans ce quartier. Elle se situe au pied des immeubles, à côté de l'école des aînés et joue un rôle important puisque depuis de nombreuses années et en 2023 encore nous avons permis à plusieurs mamans de passer leur permis de conduire, de travailler ou d'entamer une formation en vue de trouver un travail.
La taille modeste de notre structure engendre la convivialité et favorise la création de liens entre les parents.

Cette année encore nous avons constaté qu'il y avait un plus grand nombre d'enfants en difficulté. Les troubles du comportement sont plus fréquents mais surtout les retards de langage sont à souligner. Plusieurs familles ont d'ailleurs été orientées vers le CAMSP par rapport à nos inquiétudes quant au bon développement de leurs enfants.

La crèche familiale est très appréciée des parents pour son coté prise en charge individuelle et familiale. Elle a une amplitude horaire plus importante et offre aux parents la possibilité d'allier l'accueil individuel et collectif.

Bastia, le 22 février 2023

La Directrice
Aude GRAZIANI

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Le compte rendu devra faire apparaître des indicateurs quantitatifs en distinguant les familles domiciliées sur Bastia comme :

- Nombre de demandes enregistrées / Nombre de demandes non satisfaites
- Nombre d'enfants accueillis
- Situation professionnelle et sociale des parents
- Nombre de contrat à temps plein et à temps partiel
- Taux d'occupation
- Nombre d'enfants ayant un handicap

Et des éléments qualitatifs faisant apparaitre la satisfaction des familles, le taux de participation des parents aux activités et à la vie de la crèche, les actions dans le cadre d'un soutien à la parentalité mises en place, les formations proposées aux assistantes maternelles, …

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par l'U.M.C.S. comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

ANNEXE III

COMPTE DE RESULTAT
BP 2025 -2027

COMPTES	LIBELLES	2025	2026	2027
603XXX	Couches	2 400,00 €	2 448,00 €	2 495,00 €
603XXX	Variation de stock			
60631X	Produits d'entretien	1 900,00 €	1 940,00 €	1 980,00 €
60632X	Petit Equipement - Outillage	300,00 €	300,00 €	300,00 €
60641X	Fournitures administratives	250,00 €	260,00 €	270,00 €
60683X	Alimentation - Boissons	4 966,00 €	5 069,00 €	5 145,00 €
60684X	Produits Pharmaceutiques	480,00 €	490,00 €	500,00 €
60686X	Fournitures Activités	1 100,00 €	1 100,00 €	1 100,00 €
60688X	Autres Fournitures	170,00 €	188,00 €	179,00 €
60XXXX	**ACHATS**	**11 566,00 €**	**11 795,00 €**	**11 969,00 €**
611XXX	Vacations Pédiatre	3 568,00 €	3 568,00 €	3 568,00 €
613XXX	Locations Immobilières	10 121,00 €	10 121,00 €	10 273,00 €
6135XX	Locations Matériels			
615XXX	Entretien et Maintenance	6 512,00 €	6 704,00 €	6 858,00 €
616XXX	Assurances	2 700,00 €	2 751,00 €	2 793,00 €
618XXX	Documentation Publicité			
61XXXX	**CHARGES EXTERNES**	**22 901,00 €**	**23 144,00 €**	**23 492,00 €**
6218XX	Autres personnel extérieur			
6226XX	Honoraires Commissaire aux Comptes	4 270,00 €	4 351,00 €	4 416,00 €
62264X	Divers honoraires CAHPP			
6257XX	Déplacements, Missions et Receptions			
626XXX	Frais postaux et Télécommunication	2 400,00 €	2 446,00 €	2 482,00 €
627XXX	Services bancaires	100,00 €	102,00 €	103,00 €
6283XX	Blanchisserie			
628801	Autres Prestations (Service Vétérinaires)	480,00 €	489,00 €	496,00 €
62XXXX	**SERVICES EXTERIEURS**	**7 250,00 €**	**7 388,00 €**	**7 497,00 €**
6311XX	Taxe sur salaires	29 796,00 €	30 244,00 €	30 491,00 €
6313XX	Formation profession. + Construction			
63XXXX	**IMPOTS ET TAXES**	**29 796,00 €**	**30 244,00 €**	**30 491,00 €**
64111X	Rémunérations Brutes	276 254,00 €	280 398,00 €	282 703,00 €
64199X	Transfert de charges rémunérations	26 000,00 €	26 000,00 €	26 000,00 €
64118X	Autres indemnités Provision CP			
6453XX	Cotisations Cgares sociales, Prevoyance et retraite	117 176,00 €	118 984,00 €	120 006,00 €
647XXX	Autres Charges			
64XXXX	**CHARGES DE PERSONNEL**	**419 430,00 €**	**425 382,00 €**	**428 709,00 €**
65XXXX	**CHARGES SUPPLETIVES**			
66XXXX	**CHARGES FINANCIERES**			
67XXXX	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**			
6811XX	Dotation aux amortissements	800,00 €	800,00 €	800,00 €
6812XX	Dotation aux provision (Retraite)	600,00 €	600,00 €	600,00 €
68XXXX	**DOTATIONS**	**1 400,00 €**	**1 400,00 €**	**1 400,00 €**
	TOTAL CHARGES	**492 343,00 €**	**499 353,00 €**	**503 558,00 €**
	TOTAL GENERAL	**492 343,00 €**	**499 353,00 €**	**503 558,00 €**

UNION DES MUTUELLES DE CORSE SANTE
Maison de la Mutualité
Lieu dit Porte Prado - Av. de la Libération
20600 BASTIA
Tél : 04 95 31 28 85 - Fax : 04 95 31 51 25

COMPTE DE RESULTAT

BP 2025-BP 2027

COMPTES	LIBELLES	2025	2026	2027
7061XX	Participation des usagers	46 022,00 €	52 632,00 €	53 318,00 €
7092XX	Prestation CAF	260 797,00 €	261 197,00 €	264 716,00 €
70638XX 70639XX	CAF Bonus CTG- Bonus Mixité *Prestation MSA*	92 324,00 €	92 324,00 €	92 324,00 €
70XXXX	**REMUNERATION SERVICES**	**399 143,00 €**	**406 153,00 €**	**410 358,00 €**
741XXX	**SUBVENTION CAF BONUS TERRITOIRE**			
	Participation MAIRIE DE BASTIA	93 200,00 €	93 200,00 €	93 200,00 €
744XXX	**SUBVENTION MAIRIE**	**93 200,00 €**	**93 200,00 €**	**93 200,00 €**
758XXX	**PRODUITS DIVERS GESTION COURANTES**			
76XXXX	**PRODUITS FINANCIERS**			
77XXXX	**PRODUITS EXCEPTIONNELS/ EXERCICE ANT**			
78XXXX	**REPRISE PROVISION**			
79XXXX	**TRANSFERT DE CHARGES**			
	TOTAL PRODUITS	**492 343,00 €**	**499 353,00 €**	**503 558,00 €**
	TOTAL GENERAL	**492 343,00 €**	**499 353,00 €**	**503 558,00 €**

UNION DES MUTUELLES DE CORSE SANTE
Maison de la Mutualité
Lieu dit Pont Prado - Ave de la Libération
20600 BASTIA
Tél : 04 95 31 28 85 - Fax : 04 95 31 51 25

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20241230-2024011213-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 31/12/2024
Publication : 31/12/2024

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation de la convention entre la ville de Bastia et l'Union des Mutuelles de Corse Santé (UMCS) gestionnaire de la structure a Ciucciarella

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L 227-1 et suivants ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2015/DEC/01/06 en date du 22 décembre 2015 portant qualification de service d'intérêt économique général au sens de l'article 106.2 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne : secteur petite enfance ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que dans le cadre de sa politique en faveur de la petite enfance, notre collectivité a toujours soutenu l'offre d'accueil des jeunes Bastiais sur son territoire par un système de subventionnement en complément des modalités habituelles de financement assurées par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Haute Corse et par les familles ;

Considérant que dans sa délibération en date du 22 décembre 2015, notre assemblée a décidé de qualifier les activités relatives à la petite enfance de service d'intérêt économique général sur le territoire de compétence de la commune ;

Considérant la proposition de renouveler la convention d'objectifs entre la Ville et l'Union des Mutuelles de Corse Santé (UMCS) pour l'année 2025 dans le cadre de la gestion de la crèche « A Ciucciarella » ;

Considérant que la crèche « A Ciucciarella », située à la Citadelle, dispose actuellement d'un agrément pour l'accueil de 22 enfants et qu'elle sera relogée dans les locaux de l'école Gaudin dès que les travaux de restructuration du bâtiment seront achevés ;

Considérant que dès lors un avenant sera élaboré pour préciser les nouvelles modalités ;

Considérant le montant annuel de la subvention à 210 034€.

Après avoir entendu le rapport de Madame Ivana POLISINI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** la convention pour l'année 2025 avec l'Union des Mutuelles de Corse Santé pour la gestion de la structure « A Ciucciarella » telle que figurant en annexe.

Article 2 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention avec l'UMCS et de ses avenants éventuels pour l'année 2025.

Article 3 :

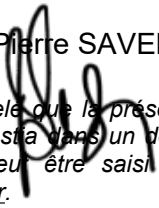
- **Précise** que les crédits correspondants seront approvisionnés au budget primitif 2025 fonction 6, article 65, compte 657462.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI



Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20241230-2024011213-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 31/12/2024
Publication : 31/12/2024

Bastia
CITÀ DI CULTURA

CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA VILLE DE BASTIA ET l'U.M.C.S.
POUR LA GESTION DE LA CRECHE A CIUCCIARELLA

Entre

La Ville de Bastia,

Représentée par son Maire, Monsieur Pierre SAVELLI, dont le siège est sis 1, avenue Pierre Giudicelli, 20410 Bastia Cedex, autorisé par délibération N°…….. en date du ……,

Ci-après dénommée « La Ville », d'une part,

L'Union des Mutuelles de Corse Santé, organisme mutualiste de droit privé à but non lucratif, dont le siège social est situé Boulevard Sébastiano COSTA Rond Point du Finosello 20 090 AJACCIO , N° SIRET : 827 500 596 00016**,**

Représenté(e) par son président, Monsieur Dominique GIOVANNANGELI

Ci-après dénommée l'U.M.C.S , d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'U.M.C.S. de gérer la crèche collective A Ciucciarella conforme à son objet statutaire ;

Considérant que le domaine de la Petite enfance a été qualifié comme service social d'intérêt général sur la commune de Bastia par délibération en date du 22 décembre 2015 ;

Considérant que le projet ci-après présenté par l'U.M.C.S. participe de cette politique.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'U.M.C.S. s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général suivant précisé en annexe I à la présente convention : Gestion de la Crèche A CIUCCIARELLA.
La Ville contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la Décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée d'une année à partir du 01 janvier 2025.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

3.1 Le coût total éligible du projet sur la durée de la convention est évalué à 210 034 EUR conformément aux budgets prévisionnels en annexe III et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2 Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe III à la présente convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet conformément au dossier de demande de subvention Cerfa 12156*4 présenté par l'U.M.C.S. et notamment :

- tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :
  - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe 3 ;
  - sont nécessaires à la réalisation du projet ;
  - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ;
  - sont dépensés par « l'U.M.C.S.» ;
  - sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre du projet, l'U.M.C.S. peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1

L'U.M.C.S. notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5.1 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par La Ville de ces modifications.

3.5 Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6. Cet excédent ne peut être supérieur à 1 % du total des coûts éligibles du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1 La Ville contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 210 034 EUR, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 210 034 EUR, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2025, La Ville contribue financièrement pour un montant de 210 034 EUR.

4.3 Les contributions financières de La Ville mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve du respect des trois conditions cumulatives suivantes :

- L'inscription des crédits,
- Le respect par l'U.M.C.S. des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 à 10 sans préjudice de l'application de l'article 12,
- La vérification par La Ville que le montant de la contribution n'excède pas le coût du projet, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5- MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 Pour chaque année d'exécution de la présente convention, la contribution financière de La Ville, sous réserve de l'inscription des crédits de paiement, est versée selon les modalités suivantes :

- Une avance avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de La Ville conformément à l'article 10, dans la limite de 50% du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4.3 pour cette même année ;
- Un deuxième versement à hauteur de 40 % au vu des comptes arrêtés au 30 septembre
- Le solde annuel sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.4 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.4.

5.2 La subvention est imputée sur les crédits du chapitre 65, compte 657462, fonction 64.

5.3 La contribution financière est créditée au compte de l'U.M.C.S. selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :
Crèche CIUCCIARELLA
…CREDIT MUTUEL DE BASTIA…..
N° IBAN |_F_|_R_|_7_|_6_| |_1_|_0_|_2_|7__| |8__|_0_|_7_|_9_| |_0_|_8_|_0_|_0_| |_0_|_1_|0_|_9_| |_2_|_0_|_7_|_4_| |_1_|8__|_8|

BIC |C_|_M|_C|_I|_F|_R|_2|A_|__|__|__|

ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

L'U.M.C.S. s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059). Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du projet comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre La Ville et l'U.M.C.S.. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.
- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

7.1 L'U.M.C.S. informe sans délai l'administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des Mutuelles et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

7.2 En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'U.M.C.S. en informe La Ville sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3 L'U.M.C.S. devra transmettre à la Ville toute modification concernant :
- les modalités de l'offre de service proposé aux familles,
- le projet d'établissement de l'équipement,
- le règlement de fonctionnement de la structure.

7.4 L'U.M.C.S. s'engage à participer et à se conformer aux commissions municipales d'attributions

7.5 La Ville met à la disposition de l'U.M.C.S. les locaux dont elle est propriétaire. La valeur locative et les modalités de leur mise à disposition sont indiquées dans le cadre d'une convention spécifique.

ARTICLE 8 - SANCTIONS

8.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'U.M.C.S. sans l'accord écrit de La Ville, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'U.M.C.S. et avoir entendu ses représentants.

8.2 Tout refus de communication, ou toute communication tardive, du compte rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938**.**

8.3 La Ville informe l'U.M.C.S. de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - ÉVALUATION

9.1 L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation du projet d'intérêt économique général et, le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

9.2 L'U.M.C.S. s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

9.3 La Ville procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'U.M.C.S., de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'ADMINISTRATION

10.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par La Ville. L'U.M.C.S. s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2 La Ville contrôle, annuellement et à l'issue de la convention, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, La Ville peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et aux contrôles de l'article 10.

ARTICLE 12 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par La Ville et l'U.M.C.S.. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 - ANNEXES

Les annexes I, II et III font partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 14 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 15 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de BASTIA.

Le

Pour l'U.M.C.S. Le Président	Pour la Ville Le Maire
Dominique GIOVANNANGELI	Pierre SAVELLI

ANNEXE I : LE PROJET

L'UMCS s'engage à mettre en œuvre le projet suivant comportant des obligations de service public destinées à permettre la réalisation du projet visé à l'article 1er de la convention :

PETITE CRECHE « A CIUCCIARELLA »
RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNÉE 2023

Introduction

Un rapport d'activité, reprend tout un ensemble d'informations relatives à l'activité de notre établissement. L'objectif de ce document est d'avoir une lisibilité claire de l'année écoulée, l'année 2023.

Observer « la vie de notre crèche » dans sa globalité, permet d'avoir une vision d'analyse évaluative. Le but de cette lecture est d'avancer vers une démarche d'amélioration du fonctionnement de l'établissement.

Il est à souligner que toutes ces activités, sont portées par des hommes et des femmes, professionnels autant qu'usagers et/ou partenaires.

L'année 2023 a été marquée par un changement de direction, par l'arrêt de la filière petite enfance, et par le report du déménagement sur l'espace « Gaudin » qui devrait se faire courant 2024.

Toute l'équipe de la petite crèche « A Ciucciarella » a participé à cette activité et les éléments qui suivent en sont les indicateurs.

Année 2023
Organisme gestionnaire : L'Union des Mutuelles de Corse - Santé. (UMCS)
Adresse du siège : UMCS, Bd Sebastiano Costa, La Rocade, 20090 Ajaccio
Nom de Du Président : Mme FINIDORI Sophie
Directeur Général : Mr Frédéric SCHONT remplacé mi-février 2023 par Mr Julien CHIORBOLI
Coordonnées/site Internet : www.umcs.fr
Nom de la petite crèche : « A Ciucciarella »
Adresse Mail : creche.aciucciarella@umcs.fr
Nombre d'usagers : Agrément pour 22 places
Nombre de salariés (en ETP) : Initial : 1 ETP Directrice IDE CAFERUIS + 4.5 ETP d'Auxiliaire de puériculture + 0.80 ETP Aide Auxiliaire de Puériculture et 0,50 ETP d'éducatrice de jeunes enfants. La Cuisinière à 0.50 ETP est un poste mutualisé et refacturé à la pouponnière. Réel 2023 : 1 ETP directrice EJE + 3 ETP auxiliaire de puériculture + 2.30 ETP aide auxiliaire de puériculture + 0.50 ETP éducatrice de jeunes enfants + 0,50 ETP cuisinière mutualisé et refacturé à la pouponnière

Introduction	1
Sommaire…	2
I) Année 2023 : Au sein de la crèche …….....	3
A) L'organisme gestionnaire :…….....	
B) La petite crèche A Ciucciarella …….....	
C) L'organisation de la structure…….....	
II). L'accueil des publics…….....	6
A) Les Locaux	
B) Les enfants accueillis en 2023…….	8
III). Les présences…….	
A) Nombre de fratrie…….	
B) Enfant porteur de handicap ou en situation difficile……..	
C) Place d'accueil d'urgence……	
D) Secteur géographique……	
IV) Participation horaires…….	9
A) Prévisionnel et réalisé 2023……	
B) La PSU……	
V) Activités professionnelles……..	10
A) Démarche qualité et organisation générale……	
B) Accompagnement des stagiaires……	
C) Entretiens avec les familles.	
VI) Relation avec les partenaires	12
A) Pédiatre de l'établissement	
B) Blanchisserie	
C) SOS Moquettes ……	
VII) Activités occupationnelles……..	13
A) Au sein de la structure…….	
B) En extérieur……..…	
C) Avec les structures voisines……..	
VIII) 2 Projets importants……..	15
A) -Projet Inclusion…….	
B) Déménagement à Gaudin……...	
VIII) Conclusion……..……	16

Depuis plusieurs années, au sein de la crèche A Ciucciarella , les accueils de familles bénéficiant de contrats de 5 jours ne sont plus privilégiés. Nous pouvons ainsi répondre favorablement à un plus grand nombre de familles Bastiaises.

Dans cette même dynamique, nous avons également élargi nos réponses favorables aux accueils de fratries.

Aussi en 2023, nous avons continué de mettre en place l'accueil en surnombre afin de mieux répondre aux besoins et à la demande de la CAF, dans le cadre de la Prestation de Service Unique en relation avec l'application du nouveau décret.

L'année 2022	L'année 2023
Notre établissement a accueilli : **49** Enfants	Notre établissement a accueilli : **47** Enfants
A répondu aux besoins de 45 familles. Dont : 2 fratries de grossesses gémellaires, une fratrie de grossesse gémellaires en périscolaire et une fratrie d'âges différents avec un enfant accueilli chez les grands et l'ainé en accueil périscolaire.	A répondu aux besoins de 42 familles. Dont : 3 fratries de grossesses gémellaires dont une fratrie de grossesse gémellaires en périscolaire, Et 3 fratries d'âges différents dont une avec un enfant accueilli chez les grands et l'ainé en accueil périscolaire, et les deux autres fratries avec un enfant accueilli chez les bébés et le second accueilli chez les grands.

Notre agrément permet l'accueil de 22 enfants pour une amplitude quotidienne de 11 heures.

Les modes d'accueils de la crèche sont : Accueil régulier, occasionnel, une place d'accueil en urgence, une place de situation de handicap.

I) 2023 : Au sein de la crèche :

A) L'organisme gestionnaire

L'UMCS a fait le choix en septembre de mettre fin à la filière Petite Enfance : Madame FAZZINI Directrice de la Crèche POSIDONIA, alors responsable de la Filière Petite enfance, organisait plusieurs fois par mois une réunion de travail avec les responsables crèches. Elle coordonnait l'ensemble des services, initiait et supervisait les démarches Jeux d'enfants et Qualité.

Les objectifs étaient de centraliser la secrétaire, d'optimiser et maîtriser les frais de fonctionnement, d'harmoniser les pratiques, de mutualiser les savoirs, de créer des outils communs, de mettre en place une Démarche Qualité Certifiante.

Depuis le mois de septembre, chaque structure est redevenue indépendante. Pour autant, les responsables de crèches continuent à se retrouver afin de pouvoir échanger et mutualiser les savoirs. L'objectif étant de garder un esprit propre à l'UMCS. Les directrices des structures ont ainsi repris le travail de Mme FAZZINI à l'échelle de leur établissement.

Toujours dans la continuité du travail entrepris avec la filière, et ce depuis février 2021, Mme CASELLI occupant le poste de Secrétaire Cadre de Direction a été nommée Secrétaire de Filière et travaille depuis le Multi-Accueil POSIDONIA.

Elle s'attache à la cogestion en collaboration avec l'ensemble des Directions, Responsable de Filière et Service RH du suivi des dossiers (maladie, embauche, congé, etc.) de l'ensemble des salariés Petite enfance.

Elle a pour mission de centraliser les appels concernant les demandes de préinscriptions de l'ensemble des familles toutes structures confondues via un numéro de téléphone unique.

Le secrétaire commun a en charge également la création des contrats d'inscriptions de l'ensemble des structures et leurs mises à jour, nous sommes en nos qualités de Directrices donc en contact régulier avec Madame CASELLI.

Mme CASELLI a aussi pour mission de s'occuper des situations des salariées au niveau des maladies et congés en lien avec les Directions et le Service RH.

En juillet 2023, les responsables de structure ont pu bénéficier d'une formation CAF autour de la mise à jour de la PSU.

L'équipe de la crèche a pu bénéficier sur cette année à 2 formations : en janvier, Mme FAZZINI, directrice de la crèche POSIDONIA leur a transmis son savoir sur la démarche « Jeux d'enfants », et, en avril, la collectivité de Corse a animé une formation autour « évolution des connaissances – évolution des pratiques ».

La réécriture et la mise à jour du projet d'établissement, du règlement de fonctionnement ainsi que du protocole médical ont été finalisées en octobre.

B) La Petite Crèche « A CIUCCIARELLA » :

« A Ciucciarella » est la doyenne des crèches bastiaise. C'est en son sein que la pouponnière a été créée. Pendant plus de 20 années, ces 2 entités ne constituaient qu'un seul et même établissement, une directrice gérait seule mais communément, ceux-ci.

En Décembre 2006, pour des raisons de vétusté, cette double structure a déménagé en urgence, dans l'ancienne école de la Citadelle au Chiostru, mise à disposition par la mairie.

Dans les mêmes locaux, dix années plus tard, en 2016, l'UMCS a pris le parti de dissocier ces deux établissements, au regard de 2 projets bien différents.

Ainsi, pour la crèche, le poste double de directrice à mi-temps et celui de l'Educatrice de Jeunes Enfants à 50%, ont été remplacés par un poste unique de Directrice Infirmière DE Cadre et la Pouponnière a récupéré une direction « pleine et entière ».

En 2023, avec la fermeture de la filière Petite Enfance, le poste de direction, qui était jusqu'alors divisé à 50% en administratif et à 50% sur le terrain, a repris une dimension à 100% en administratif. Sachant que dans un même temps a été annoncé le départ à la retraite, fin 2024, de la secrétaire cadre de direction, Mme CASELLI, et donc à ce moment-là de la récupération pour les responsables de structure des missions qui lui étaient dévolues. Une formation et une passation de tâches se fera alors entre 2023 et 2024.

L'ouverture de la future Crèche « A Ciucciarella » dans les locaux neufs mis à disposition par la mairie de Bastia sur l'espace Gaudin, initialement prévue en 2023, devrait se faire fin 2024, sa capacité d'accueil augmentera alors pour un agrément de 25 enfants.

C) L'organisation de la structure :

2023-2024

La gestion de la cohabitation Crèche et Pouponnière n'est pas simple, d'autant que la cour est également mutualisée avec le CDAV, Centre de Déficients Audiovisuel.

Les profils des usagers, les accueils, les personnels, les projets, les conventions : tout diffère.

Ce qui n'a pas empêché l'unité pouponnière et la crèche de partager des moments (temps dans la cour, repas…) et des évènements tels que certaines fêtes (carnaval, halloween, Noël).

La mutualisation des espaces a tout de même créé quelques tensions : la dévolution des tâches de l'agent polyvalent à 50% crèche et 50% pouponnière, les espaces de rangement et le matériel utilisé qu'il a fallu redéterminé, notamment avec le projet de déménagement de l'unité pouponnière sur le Bella Vista (initialement prévu fin 2023, et qui sera effectif en février 2024).

L'ORGANIGRAMME de notre petite crèche a évolué : cette année. 2023 a été marqué par l'embauche d'une éducatrice de jeunes enfants sur le poste de direction au mois de mai, sur le remplacement de Mme ORTEGA, en arrêt maladie long.

Trois autres longs arrêts maladies, dont un accident de travail, ont donné lieu à des remplacements à longue durée. Ajoutés aux arrêts maladie de courte durée, la structure a vu passer 8 professionnelles différentes durant cette année 2023.

Sur le dernier semestre, un souhait de limiter le turn-over professionnel a eu pour objectif l'ouverture en CDI temps plein d'une auxiliaire de puériculture, et, la demande d'ouverture dès janvier 2024, d'un CDI temps plein du poste aide auxiliaire de puériculture à 50% ainsi que de celui de l'éducatrice de jeunes enfants, en anticipation du déménagement sur la future crèche et de l'augmentation de l'agrément. Et avec le déménagement de la pouponnière, l'ouverture d'un poste en CDI temps plein d'un agent polyvalent, financé sur le 50% refacturé à la pouponnière et sur l'arrêt du contrat avec la société de ménage, SOS Moquette.

	En 2016	En 2017	En 2020	En 2022	En 2023
Directrice IDE Cadre	0	1 ETP	1 ETP	1 ETP	1 ETP
Secrétaire :	0.50 ETP	: 0.25 ETP	0,25 ETP	0,25 ETP	0,25 ETP
Agent de service :	0,30 ETP	: 0,30 ETP	0,30 ETP	0,30 ETP	0,30 ETP
Cuisinière lingère :	0.50 ETP	: 0.50 ETP	0,50 ETP	0.50 ETP	0,50 ETP
EJE				0,50 ETP	0,50 ETP
Auxiliaire puéricultrice :	5.57 ETP	: 5.07 ETP	4,57 ETP	4.50 ETP	3 ETP
CAP petite enfance :	1.50 ETP	: 1.50 ETP	1ETP	0.80 ETP	2,30 ETP

Le poste de secrétaire gère la facturation de chaque établissement, les pré-inscriptions avec un numéro dédié qui est le 04 95 61 39 09, les ressources Humaines en lien avec le service RH et les liens avec les différents partenaires CAF en collaboration avec la Responsable de Filière. Une refacturation de son poste est prévue au budget.

Nous constatons que l'organigramme a bien évolué en quelques années.

Pour une prise en charge efficiente, la directrice a continué à intégrer l'équipe régulièrement et intervient auprès des enfants, à 0,50% de son temps, gardant les autres 50% pour la gestion administrative. Depuis septembre, la directrice s'est détachée peu à peu du terrain, afin de

répondre à la charge administrative nouvellement dévolue et à celle à venir. Elle continue tout de même à répondre aux besoins de service en intégrant l'équipe soit sur des temps, soit sur des journées, notamment pour pallier les courtes absences et limiter les heures supplémentaires à l'équipe.

II) L'Accueil des publics

A) Les locaux :

Depuis décembre 2006, la crèche A Ciucciarella a investi « provisoirement », les locaux de l'ancienne école du Chiostru. Cela fait 16 ans que cette situation perdure.
La bâtisse, héberge trois établissements : La pouponnière, le Centre de Déficients Audio-visuel (CDAV) et notre multi accueil.
Au regard des locaux, notre petite crèche est composée de 2 sections : Celle des bébés/moyens et celle des moyens grands. Chacune de ces sections, dispose de son espace de sommeil, son lieu d'activité, et d'un point d'eau avec paillasses de changes. Cependant, les locaux sont exigus moins de 45 m2 par section, dortoir et espace de change compris. Ceci limite les accueils. En effet, ces superficies conditionnent l'espace de vie et/ou de sieste de chaque section, et donc la quantité d'enfants qu'il est possible d'accueillir.
Le réfectoire et la salle de psychomotricité sont des espaces mutualisés avec la pouponnière. Fort heureusement, situé en bord de mer, l'établissement dispose d'une cour spacieuse et régulièrement investie. Il en va de même pour le préau.

Espaces	Superficie Salle de vie et point d'eau	Superficie de l'espace sommeil	Possibilité d'accueil Maximum
Moyens/bébés	29 m2	14, m2	10 lits à barreaux. 2 doubles et un lit barquette
Moyens/grands	29m2	15,70 m2	16 couchages

L'effectif d'accueil quotidien est stabilisé autour de 9 enfants bébés/moyens avec un encadrement minimum de 2, voire 3 auxiliaires pour les temps de repas/biberons. Il y a 16 enfants en section des moyens/grands qui sont également encadrés par 2 auxiliaires et 3 pour les temps de repas. Ce qui porte l'accueil à un total global de 25 enfants quotidiennement.

Il est à noter que ces locaux sont mis à disposition par mairie de Bastia, avec qui, une convention partenariale est en vigueur.
Des interventions sont régulièrement effectuées au niveau de la plomberie, de l'électricité, d'éventuelles rénovations, de dégagement des encombrants, de traitement des nuisibles et autres. Les délais d'intervention suite aux demandes sont relativement courts. Cependant étant donné la vétusté des locaux, il subsiste des désagréments dont la résolution nécessiterait des travaux de gros œuvre impossible à engager, étant donné le projet de délocalisation des différents établissements.

Pour notre part, le projet mis en œuvre par la mairie concernant la rénovation au centre-ville de Bastia, de l'espace « Gaudin » qui abritait jusqu'alors une école maternelle, une section primaire et la cantine de restauration scolaire. La mairie dans son projet : agrandit les lieux et met à disposition de la « Ciucciarella » le rez-de-chaussée de cette Bâtisse. Les travaux ont connu courant de l'année 2023 du retard, ce qui a poussé sa finalisation pas avant fin 2024.
Tous les devis établis devront connaître une mise à jour.

B) : Les enfants accueillis en 2023 :

Depuis quelques années, il existe un lien entre la Ciucciarella et l'IRA, Institut Régional de Formation, qui accueille, durant des cycles de 6 mois, des promotions d'étudiants

adultes, souvent parents. Nous accueillons régulièrement ces enfants de septembre à Février, qui sont remplacés par d'autres de Mars à Juillet.
En 2023, aucun enfant n'a été accueilli dans ce contexte.

Afin de répondre à des besoins spécifiques, une place est réservée toute l'année à des enfants porteurs de handicap. Cette année encore, aucun enfant n'a été accueilli dans le cadre de cet accueil.
L'augmentation du nombre de contrats qui n'occupent pas forcement tous les jours de la semaine, permet à ceux qui sont présents uniquement 2 ou 3 jours par semaine, d'augmenter occasionnellement leur temps d'accueil et/ou de remplacer des absences, par des jours et heures supplémentaires.

- **Unité des bébés/moyens**

Les enfants accueillis dans cette section, sont âgés de 3 mois (dès leur vaccination) à 19 mois, selon l'évolution des enfants. En 2023, 12 enfants ont été accueillis dans cette section.
Une dizaine d'enfants sont inscrits dans cette unité des Petits. 9 garçons et 3 filles.

En septembre 2023, les tout-petits ayant grandis et leurs besoins évoluant, 9 enfants ont rejoint la section des grands.
Et 3 enfants sont restés dans la section des bébés au vu de leur âge et de leur développement.
Ce qui nous a permis d'inscrire à la rentrée de septembre 7 nouveaux enfants.

- **Unité des moyens/grands :**

D'une manière générale, les enfants qui y sont accueillis sont âgés de 19 mois à la scolarisation obligatoire, l'année des trois ans révolus de l'enfant et jusqu'à 5 ans en accueil périscolaire. Plus grands, les enfants ont plus d'autonomie.
Le réfectoire étant situé à l'étage, il s'avère nécessaire que les enfants accueillis dans cette unité soient en capacité de bien marcher et de « gravir des marches ». Ce qui explique que certains moyens seront probablement amenés à changer de section en cours d'année, après une évaluation en équipe, suivi d'une concertation avec les familles.
Etant donné l'exiguïté des locaux, le nombre d'enfants accueillis par jour en unité des « grands » ne peut dépasser les 16 enfants. Ce nombre ajouté aux 8 à 10 enfants accueillis au quotidien en section des « petits-moyens », nous répondons à notre capacité d'accueil de 22 berceaux quotidiens. 3 enfants de plus, du fait de l'application des nouvelles préconisations de la CAF, l'accueil en surnombre.
Des enfants ont été maintenus sur nos listes, certains sont scolarisés et reviennent parfois en accueil périscolaire, d'autres glissent de l'unité des bébés/moyens vers celle des grands ou déménagent et des nouvelles inscriptions sont effectives…

En septembre 2023, 5 enfants ont été inscrits chez les grands. La section se compose des enfants n'ayant pas atteint l'âge pour être scolarisé, puis les tout-petits étant en capacité à passer chez les plus grands et enfin ceux dont les familles ont fait une demande de pré-inscription.
Fin juillet 2023, 19 enfants ont été scolarisés. En septembre, nous comptons 20 grands dont 15 garçons et 5 filles accueillis. Cette année encore, nous remarquons que la présence de garçons est plus importante que celle de filles.
En septembre, sur la vingtaine d'enfants inscrits, nous décomptons 9 anciens moyens, 5 nouveaux inscrits, 1 ancien grand, 5 enfants en accueil périscolaire. En octobre, il ne restera 4 enfants en accueil périscolaire.

Les mouvements du personnel

Il est important afin de retracer l'année 2023 en termes de mouvement du personnel.

En effet, au niveau de la direction, Mme GRAZIANI a continué son remplacement jusqu'en février, avant qu'une alternance se créé entre Mme GRAZIANI et Mme FAZZINI de mars à

avril. Le 05 mai 2023, Mme CANTONI, éducatrice de jeunes enfants, a pris le relais au poste de responsable de structure.

Sur 2023, plusieurs arrêts longs ont été largement remplacés : 2 auxiliaires de puériculture dont un accident de travail. L'un de ces postes a été remplacé par une aide auxiliaire de puériculture.

Un autre arrêt maladie long qui a été remplacé est celui d'une aide auxiliaire de puériculture à 80%.

Il est important de noter que sur un total de 1755 jours d'arrêt maladie (les 4 longs arrêts maladie inclus), 295 jours étaient liés à de plus petits arrêts maladie qu'il a fallu parfois remplacer. Pas moins de 8 professionnelles différentes se sont relayées sur la structure, en plus des professionnelles initialement présentes ou sur les longs remplacements. Ce turn-over a bien malheureusement contribué à beaucoup de fatigue voire d'épuisement pour les professionnelles.

Un souhait de travail autour d'une limitation du turn-over a été proposé fin 2023, avec pour objectif concret d'augmenter les 2 contrats de 50% à 100% (EJE et aide auxiliaire de puériculture) dès janvier 2024. Le 100% de l'éducatrice de jeunes enfants venant en anticipation du déménagement sur la future structure à Gaudin et de l'augmentation de l'agrément.

Le but étant de limiter le recrutement régulier, causé par des absences (maladie, congés…), de professionnels nouveaux et changeants.

La formation professionnelle

En 2023, l'équipe a pu suivre une formation dispensée par Mme FAZZINI, directrice de la crèche Posidonia et responsable de filière Petite Enfance sur le thème de « Jeux d'enfants », en janvier.

Puis, la collectivité de Corse a proposé, en avril, une journée sur « l'évolution des connaissances – évolution des pratiques ».

Les directions ont pu bénéficier d'une formation PSU par la CAF au mois de juillet.

En 2024, sera prévue la mise à jour des formations Premiers Secours et Incendie pour l'ensemble de l'équipe.

III) Les présences

A) Nombre de fratries :

Cette année encore, en 2023, nous avons accueillis Plusieurs fratries :
- 3 paires de jumeaux. Dont une paire qui bénéficie d'un accueil périscolaire.
- 3 fratries d'âges différents : dont 2 avec un enfant est accueilli en section des grands et l'autre enfant en section des petits-moyens.

B) Enfant porteur de handicap ou en situation difficile :

Aucun enfant porteur de handicap n'a été accueilli cette année encore.
Un partenariat plus serré avec la pouponnière est dans les projets notamment entre 2023 et 2024 (avec leur projet de déménagement sur le Belvédère).

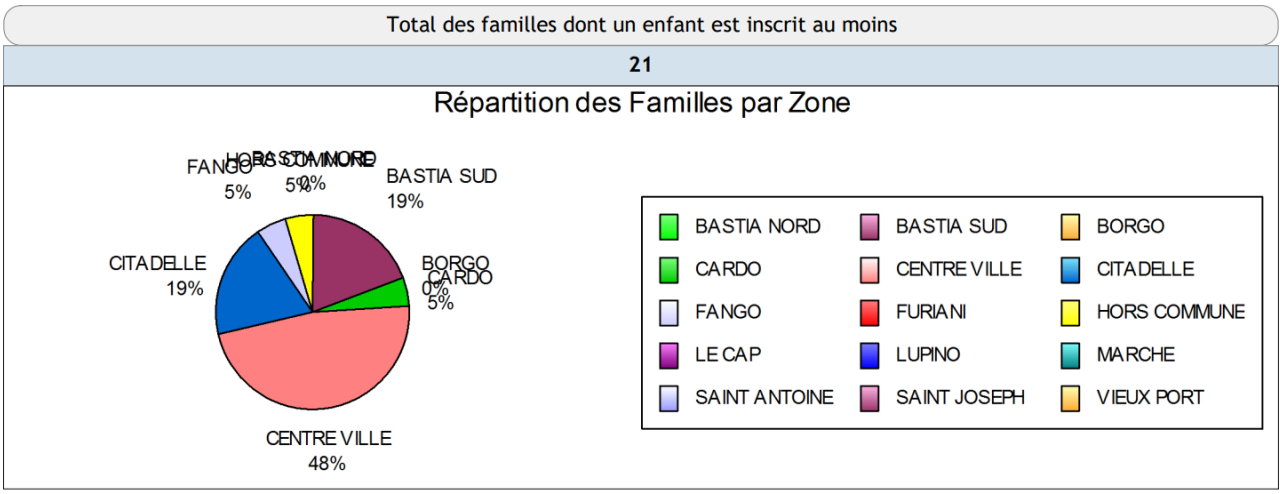
2 PAI ont été mis en place avec le médecin de la crèche en juillet, et un s'est ajouté en septembre.

C) Place d'accueil d'Urgence :

La place d'urgence n'a pas non plus été sollicitée en 2023.

D) Secteur géographique :

En 2023, sur 42 familles, nous notons :
4 familles qui résident quartier de la Citadelle, à proximité de notre établissement,
10 familles qui résident en centre-ville
4 familles demeurent à « Bastia Sud »
1 famille sur Cardo et 1 famille au Fango
Et enfin 1 famille résidant hors-commune



IV) Participation horaire

A) Prévisionnel et réalisé 2023 :
Pour l'année 2023, la participation horaire strictement inférieure à 1 euros de l'heure, a concerné **4 enfants.**

La crèche a un agrément PMI pour un accueil de : 22 enfants.
Nombre de jours d'ouverture annuelle pour 2023 : 223 jours,
Amplitude horaire d'ouvertures : 11 heures/ jour
Capacité théorique annuelle des accueils en 2023 : 53966 heures.

ACCUEIL	Nombre total d'heures réalisées	Nombre totale d'heures facturées
TOTAL	**41665,5**	**44580,08**

Le nombre d'heures facturées a été de 43303,08 h au titre du régime Général. Un enfant accueilli en 2023 était sous le régime de la MSA : 1047h facturées

Taux d'occupation de la structure :
. Le Facturé : 82,61% (Facture en lien avec les contrats)
. Le Réalisé : 77,21% (Indique la présence réelle des enfants en structure).

Notre taux de facturation a été de 107,00 % (prorata entre heures facturées et heures réalisées)

Le différentiel observé entre les heures facturées et les heures réalisées, est lié aux absences, subites et imprévisibles, le plus souvent pour raison de santé.
Il peut également y avoir des absences pour convenance personnelle : garde ponctuelle par les grands-parents en visite, vacances posées par les familles non prévues et données en deça du préavis d'un mois demandé par le règlement de fonctionnement.
Nous avons eu en 2023, 7 enfants accueillis en périscolaire qui ont partiellement pallié à ces absences, notamment sur les périodes de vacances scolaires. Nous n'avons pas plus de demandes pour ces remplacements « dans l'urgence ».
Par ailleurs, la Ciucciarella présente, une grande amplitude horaire (7h30-18h30), mais beaucoup de familles ont besoin d'un accueil en deçà de ces horaires.

B) La PSU ; Prestation de Service Unique :

Dans ce cadre, notre établissement fournit :

1) Le nécessaire aux changes des enfants :

Hormis les traitements spécifiques et/ou médicaux, tout le nécessaire aux changes des enfants est fourni par la crèche : savon et lait de toilette hypoallergénique, liniment pour les peaux les plus fragiles, crème de change de parapharmacie, type « pâte à l'eau » (comme oxyplastine ou mitosyl), sérum physiologique, … le nécessaire pour les premiers soins : doliprane, pansements, poches de glace, arnigel baby, granules d'arnica, désinfectant...

Les couches de toutes tailles sont également fournies.
Depuis 2022, la pharmacie située, sur la Place d'Armes, à proximité de la Citadelle effectue toutes les livraisons, en fonction des besoins.

2) Les repas des enfants : Repas de midi et Goûters

Les repas sont livrés en liaison froide par la cuisine centrale de la ville depuis le 1er janvier 2017.

TYPE DE REPAS	COMPOSITION	PRIX UNITAIRE EN €
midi		
BB et Moyens	1 soupe, 1 floraline, 1 protéine mixée, 1 produit laitier, 1 compote	2,71
Grands	1 repas complet (entrée, plat, produit laitier, 1 dessert)	3,11

Cette alimentation est fournie par les services de la mairie, à l'exclusion du pain, des boissons, et des denrées nécessaires à la réalisation des goûters.

Le plus gros des denrées et le frais sont commandés à la société SEDDA Frais et à SNC des Cash Corses, et livré sur place. L'appoint est fait au Géant Casino.

La Boulangerie de la Place d'Armes a livré le pain quotidiennement jusqu'à sa fermeture en milieu d'année. C'est ensuite l'établissement du Belvédère qui a pris la relève de la livraison, en même temps que celle de l'unité pouponnière avec laquelle nous partageons les locaux.

V) Activités professionnelles

A) -Démarche qualité et Organisation générale :

La crèche s'est engagée depuis 2021 dans une Démarche Qualité en partenariat avec la Mutualité Française. Cela nous a permis, au sein de l'équipe, de continuer à travailler sur nos pratiques. Cette démarche se poursuit et a fait naître un certain nombre d'outils de travail.

- ✓ Un cahier de suggestions mis à disposition ; les familles peuvent de manière anonyme, le renseigner. Ce cahier a été placé à l'étage, « discrètement », au bout du couloir, mais il est rarement renseigné. Les parents semblent préférer venir aborder leur problème, de vive voix ou par mail.
- ✓ Les supports de transmissions entre parents et professionnels ont fait l'objet d'une réactualisation afin de les rendre plus cohérents (les attentes n'étant pas les mêmes dans un service de tout-petits que dans un service de grands) et plus adaptés à répondre aux questionnements des familles. Les fiches support de traçabilité, d'adaptation, de suivi des informations, sont plus étayées, et ainsi, parents et professionnelles échangent plus facilement.
- ✓ Une réunion d'équipe mensuelle : Elle se déroule, en semaine, les jours peuvent varier à partir de 18h30, avec l'équipe. Elle permet d'aborder les informations institutionnelles, de travailler les pratiques professionnelles, et de soulever diverses questions.
- ✓ Une campagne de prévention est répétée chaque année et concerne la prévention solaire.
- ✓ Une enquête de satisfaction : elle est effectuée par l'organisme Majors Consultant.
- ✓ Une réunion de rentrée est habituellement organisée chaque année. Outre les réponses aux différents questionnements des familles, cette rencontre permet de présenter l'équipe de travail, les orientations et choix thématiques de l'année. Elle n'a pu être mise en place cette année.
- ✓ Une journée Carnaval avec un goûter s'est déroulé dans nos locaux, en collaboration avec l'unité pouponnière. L'équipe a préparé, sous forme d'ateliers, avec un buffet faisant suite à des ateliers pâtisserie, de la musique, avec les enfants, mais cela s'est déroulé dans notre cour, sans aucun parent.
- ✓ Chaque année, « la fête de Noël » se déroule. Nous avons pu cette fois-ci inviter les familles à se joindre à nous et à la pouponnière. Cette fête se prépare avec les 2 unités de crèche. La thématique choisie a été « Noël chaleureux », avec des couleurs autour du rouge et du vert, des délices de Noël. Le préau a été aménagé avec plusieurs buffets pour lesquels les enfants, sous forme d'ateliers culinaires, avaient participé, les familles ont aussi été invitées en ce sens. La crèche et l'unité pouponnière ont complété le tout. Le matin, les 2 établissements ont mis en commun différents ateliers afin d'en faire profiter tous les enfants : spectacle sur Kamishibaï, atelier pâtisserie, atelier maquillage… La salle de psychomotricité a été aménagée en « maison du Père Noël ». Salle dans laquelle le Père Noël en personne est venu distribuer les cadeaux à tous les enfants et s'adonner au rituel de la photo avec les enfants et leurs familles.
- ✓

B) Accompagnements des stagiaires :

Dans le cadre de nos missions et de nos formations professionnelles, nous avons également en charge l'accompagnement des stagiaires en apprentissage de formation.

- Elève éducateur de jeunes enfants : tuteur éducateur de jeunes enfants
- Elève auxiliaire de puériculture : Tuteur auxiliaire de puériculture
- Préparation au CAP petite enfance : Tuteur auxiliaire de Puériculture
- Bac Pro et BEP STSS : Tuteur auxiliaire de Puériculture
- Elève en stage de découverte : Tuteur auxiliaire de Puériculture

L'accueil du stagiaire est fait par la directrice qui renseigne le registre des stagiaires, pose le cadre institutionnel à respecter, définit la professionnelle référente, souligne l'importance du secret professionnel, remet le livret du stagiaire et établit son planning horaire.

Une semaine d'observation est nécessaire avant de prendre en charge les enfants. Semaine mise à profit pour faire mutuellement connaissance, prendre en compte les personnalités de chacun et mesurer les pratiques du service.

A mi- stage, un bilan est fait par le tuteur, la direction, parfois l'encadrant scolaire et le stagiaire.

Des évaluations sur les pratiques sont réalisées au tout début et à mi- stage sur les pratiques, le change, l'accompagnement éducatif et à l'alimentation.

C) Entretiens avec les familles :

Chaque année, au moment de l'inscription, l'ensemble des familles est reçu par la Directrice. Au mois de juillet lors d'un entretien d'une heure, et parfois en cours d'année, durant lequel le projet pédagogique est expliqué et tous les documents administratifs recueillis. Cet entretien pose les bases de la « confiance » nécessaires au bon accompagnement futur de l'enfant et de sa famille.

Notre établissement a l'avantage d'être une petite structure, et les échanges entre équipe et familles sont fluides. Quotidiennement nous sommes disponibles aux rencontres et les portes du bureau de la direction restent ouvertes aux questionnements des familles.

Dans le cadre de la démarche qualité, des rendez-vous supplémentaires dans l'optique de « l'accompagnement à la parentalité » sont prévus. Ces entretiens sont menés par la directrice, mais peuvent aussi être faits par un membre référent de l'équipe.

Ils permettent d'échanger avec les familles au sujet de leur enfant, de son développement, afin d'évaluer son bien-être à la crèche et de répondre à leurs éventuels questionnements.

Ces rendez-vous sont très appréciés par les familles.

Des temps supplémentaires peuvent être pris en cas de besoin et à la demande des familles.

VI) Les relations avec les partenaires

A) Le pédiatre de l'établissement / référent santé et inclusion

Docteur Alice MOULIN pédiatre qui intervenait une fois par mois sur l'établissement, est parti en congé maternité/parental vers le mois d'avril.

Depuis le mois de septembre, une convention a été signée avec le Dr MAMELLI en qualité de médecin de crèche et référent santé et inclusion.

Le médecin vise l'état vaccinal de chaque enfant par le biais du carnet de santé, à l'inscription ou en fonction des demandes qui lui sont faites. Ce médecin assure un rôle de prévention et, est en mesure d'apporter son éclairage en matière de surveillance sanitaire. Le pédiatre met en place les PAI en partenariat avec les familles, le médecin prescripteur et l'équipe de la structure, et suit les applications des divers protocoles.

En règle générale, le docteur répond à nos interrogations en matière de santé liées à la prise en charge des enfants que l'on accueille.

b) La blanchisserie :

En 2022 notre partenariat avec l'entreprise a cessé, depuis lors l'entretien du linge est revenu de façon collégiale aux professionnelles et à la lingère à 50% sur l'établissement.

Fin 2023, avec le projet de déménagement de l'unité pouponnière vers le Belvédère, une ouverture de poste d'un agent polyvalent à 100% pour la structure a été réfléchi à leur départ.

c) SOS Moquettes

Un prestataire de service a été mandaté pour l'entretien des sols dans les locaux de la crèche. L'entreprise intervient donc chaque soir. De plus une fois par mois le nettoyage de toutes les vitres est entrepris par le prestataire.

Leur contrat a été arrêté le 29/11/2023 dans l'anticipation du déménagement de la pouponnière et du recrutement d'un agent polyvalent pour la crèche. Malheureusement, des retards dans les travaux, et l'unité pouponnière n'ayant pas déménagé dans l'immédiat, nous avons dû établir un petit contrat avec la société NetServices afin d'effectuer les tâches de ménage (entretien des sols) tous les soirs.

VII) Activités occupationnelles

Activités proposées aux enfants en 2023 : Les activités intérieures peuvent bien sûr, être dirigées ou libres, et, sont complétées par les activités réalisées en extérieur.

Nous déterminons par activité dirigée, les temps où l'adulte propose une activité incluant une consigne spécifique ou nécessitant un temps posé et concentré, telle que de la peinture ou la lecture d'histoires.

Une activité libre se déroule sans la nécessaire intervention de l'adulte, l'enfant est libre dans son jeu. C'est un temps essentiel qui lui permet de créer, de modifier la réalité, de créer des liens avec l'autre, de choisir d'inclure ou non l'adulte dans son jeu, telle que la dinette, le vélo, …

Toutes les activités se passent tout de même sous la surveillance de la professionnelle.

A) Au sein de la structure :

Des activités dirigées sont proposées, après l'accueil du matin, entre 9h à 10h30, ainsi que l'après-midi durant les temps calmes, juste après la sieste et/ou après le goûter.

Dans le cadre de notre projet « jeux d'enfant », les activités sont réfléchies, choisies et préparées en se basant sur la technique de l'observation de chaque enfant, de son développement propre. Les auxiliaires bénéficient de temps, mais peuvent aussi le faire à travers une démarche active, observent, connaissent, comprennent puis adaptent en fonction les activités aux besoins des enfants.

Elles travaillent aussi sur des thématiques. Ces dernières se font l'écho des « évènements classiques sociaux » tels que la chandeleur, Carnaval, St Valentin, Halloween, ou encore Noël… Elles ont également tendance à suivre les saisons, Printemps, été, Automne, hiver.

L'équipe a été sollicitée afin de proposer des journées spéciales qui pourraient en dehors des évènements traditionnels venir égayer et animer les temps de crèche.

L'objectif fixé est de maximiser la qualité de l'accueil et de conforter l'équipe dans le fait qu'il est possible de bien travailler dans un cadre et de prendre plaisir dans son travail. La notion de plaisir étant primordiale, car étant « contagieuse », elle sera véhiculée aux enfants et à leur famille.

Quotidiennement, l'équipe raconte aux familles, le descriptif des ateliers de la journée, de façon à informer les parents, des activités vécues par leurs enfants, dans la journée.

. Un « petit train « des anniversaires » est affiché dans les sections à la vue de tous.
Les activités de « créations éducatives » sont quotidiennes : support de bain de langage, favorisent la dextérité, développent la motricité fine, et préparent les enfants moyens grands à une pré-scolarité, par le biais de consignes à suivre et en apprenant, dans une dynamique de groupe à « faire avec l'autre ».

. Nous sollicitons chaque année les talents de chacun afin d'animer différents ateliers.
. Le matin, après l'accueil collectif en sections ouvertes (les 2 sections n'étant séparées que par une porte), un temps de bonjour avec la marionnette « croquette » est fait comme un temps de repère et de rassemblement accompagné de chansons, mimes et gestuelles qui inscrivent l'équipe et les enfants dans la journée à venir.
. Régulièrement un atelier pâtisserie est mis en place. Il peut avoir pour excuse une fête à venir, une journée spécifique ou juste le souhait de proposer autre chose aux enfants. L'équipe essaye tout de même de les mettre en place le mercredi afin d'en faire profiter les enfants accueillis en périscolaire.
. Chez les plus petits, un projet « détente-éveil sensoriel-massage » est à l'étude afin de pouvoir le proposer aux familles. L'intérêt serait de pouvoir proposer aux tout-petits un temps de « massages » avec de l'huile d'amande douce, à la fin du change, juste avant la sieste des enfants. Certains nous ont déjà fait des retours positifs.

. Des affichages de photos se font régulièrement dans les espaces communs, au grand plaisir des familles autant que des enfants.

. Le classeur de l'enfant regroupe l'ensemble des productions réalisées par les enfants. Elles sont rangées dans un document individuel qui est donné aux familles lors de la fête de fin d'année qui a lieu au mois de juillet.

. Il est aussi proposé aux familles qui le souhaitent de fournir une clef USB afin qu'ils puissent récupérer les photos de leur enfant, une fois par semestre

. L'équipe souhaite aussi mettre en place la « communication gestuelle » auprès des enfants. Un travail est débuté en ce sens et devrait voir son accomplissement dès janvier 24.

Différents projets de partenariat sont à l'étude et espèrent voir le jour entre 2024 et 2025 (musique, éveil corporel…).

B) En extérieur:

Nous rappelons qu'un adulte est nécessaire pour encadrer 2 enfants lors de sortie pédagogique. Cette année encore, les sorties habituelles de Carnaval n'ont pas eu lieu, …

A présent, des sorties extérieures pourront reprendre et permettre de profiter ainsi des installations de la ville dans le cadre de réhabilitation de « notre » quartier historique.

Sans vis-à-vis, notre cour extérieure, au bord de la mer, car à l'aplomb des remparts de Bastia, est très investie, d'autant que les enfants apprécient les « jeux moteurs » type petits trotteurs, tricycles, motos, autant que les jeux d'eau qui y sont proposés dès les beaux jours...

Tous ces jeux proposés favorisent le développement psychomoteur des enfants et permettent de travailler leurs repères spatiotemporels.

Les plus petits y sont amenés par petit groupe, les plus grands s'y retrouvent parfois tous ensemble avec les enfants des structures voisines : pouponnière et/ou Centre de déficients audiovisuels (CDAV).

Les beaux jours permettent d'installer sous les arbres et à l'abri de toiles d'ombrage, des pataugeoires qui favorisent l'expérimentation des jeux d'eau.

Cet espace est indispensable à l'équilibre de l'accompagnement de l'enfant.

C) Avec des structures voisines :

Outre tous les ateliers de psychomotricité et autres jeux dans cette cour, plusieurs « fêtes » se sont déroulées, avec tous ces enfants.

07/11 : Goûter d'Halloween : Une fête déguisée a été organisée en dehors de la présence des familles, mais avec la pouponnière, autour d'un goûter collectif et festif, faisant écho à des ateliers pâtisserie préparés plus tôt avec les 2 services.

19/12 : Une très belle fête a été organisée par les équipes de la pouponnière et de la crèche. Les familles ont été conviées pour leur plus grand plaisir. Au programme, un grand goûter et la remise des cadeaux par le père noël en personne.

Les interactions avec le CDAV sont plus rares : les enfants accueillis ayant une grande différence d'âge et leurs rythmes n'étant pas les mêmes (souvent les enfants du CDAV profitent de la cour sur le temps de sieste de ceux de la crèche).

VIII) Deux Projets importants

A) Projet d'inclusion

Les enfants autant que les encadrants de chaque établissement, se côtoient très régulièrement, dans une excellente relation de « voisinage ». Ensemble, et dans un souhait de mutualiser les accompagnements de tous, l'idée d'un projet commun s'est doucement construite et s'est réellement concrétisée depuis le début du mois de Décembre 2020.

LES OBJECTIFS :

- Favoriser dans une dynamique ludique, les échanges entre enfants « d'ailleurs »

- Travailler socialisation et inclusion d'enfants « différents » parmi « leurs pairs »,

- Favoriser l'émergence voire l'apprentissage de communications différentes, avec le support commun de « chansonnettes gestuelles » et autres mimes.

- Valoriser la communication gestuelle/langue des signes et langage verbal auprès d'enfants d'âge similaires qui ne maitrisent pas ces expressions,

- Stimulation de l'autonomie, en évoluant dans un groupe d'âge de développement similaire,

- Accompagner découverte sensorielle, soutien du développement psychomoteur, dans un bain de langage/expression propre à chacun,

- Mutualiser des compétences professionnelles différentes par des échanges réguliers,

- Observation et consolidation des capacités de chacun, dans un esprit d'ouverture et de tolérance à la différence.

Ces objectifs pourront être travaillés avec le support d'ateliers sensori-moteurs et/ou des activités éducatives en partenariat : professionnels de la crèche et professionnels du CDAV. Chacun apportera ses compétences d'accompagnement.

Ces axes permettront dans un second temps de préparer l'Enfant à l'école maternelle, dans le souci d'une culture de tolérance, d'inclusion et d'épanouissement psychosocial.

B) Déménagement à Gaudin

Un projet de déménagement de la crèche à l'espace Gaudin a été reporté de fin 2023 à fin 2024 voire 2025. Les demandes de subvention ont été faites. Et le projet est en cours. Il faudra remettre à jour les devis et les demandes déjà établis.

IX) Conclusion

L'analyse de ce document nous permet d'établir pour l'année 2023 plusieurs constats :

Tout comme sur les années précédentes, la grande majorité des familles accueillies résident à BASTIA.

Malgré les retours négatifs des familles et de l'équipe, au sujet des problèmes de stationnement, la vétusté des locaux, aucun retour négatif n'est fait sur la qualité de l'accueil. L'équipe fait preuve de professionnalisme et d'adaptabilité dans ce contexte. Les retours des professionnelles vacataires et des stagiaires sur l'accompagnement des enfants sont positifs. Le groupe d'enfant est serein, une atmosphère propice à l'épanouissement des enfants est recherchée au quotidien.

Des petits travaux sont faits ponctuellement afin de continuer à améliorer l'environnement de l'établissement, cherchant à répondre aux différentes préoccupations soulevées : création de places réservées pour les professionnelles sur le côté de la structure, détermination d'un espace « dépose-minute » juste au-dessus de la structure, peinture de certains murs abimés, plusieurs interventions préventifs contre les nuisibles, petits travaux réguliers…
Ces points peuvent selon nous déjà constituer des éléments d'évaluation.

Dans notre pratique quotidienne, les échanges avec les différentes structures qui occupent la même bâtisse que nous, sont positifs pour tous les enfants, de la pouponnière autant que de la crèche et du centre des déficients audiovisuel. Même si certaines problématiques ne trouvent pas toujours de solution satisfaisante pour tout le monde.

L'arrivée de la nouvelle direction a permis de redonner à chaque professionnel une place au sein de la structure, sans le glissement de tâches que le turn-over avait induit. Plusieurs écrits et protocoles ont déjà été remis à jour. Différents projets sont à l'étude et un travail se fait avec l'équipe au quotidien afin d'optimiser la qualité d'accueil et les compétences de chacun. L'année 2024 devrait voir la concrétisation de différents projets.

L'équipe a su faire preuve de résilience et montre une excellente adaptabilité aux différents aléas rencontrés (absentéisme, vétusté des locaux, fatigue, changement de direction …), s'organise, afin de rendre optimale l'utilisation des locaux. Une cour avec une superbe vue sur la mer est un excellent support de jeux et autres activités.
Les projets autour de l'enfant tel que « jeux d'enfants » sont toujours à porter, car plein de sens. Quant au suivi de la démarche qualité, il se poursuit.

Pour l'avenir, « Le Projet » se poursuit. Celui du déplacement géographique de notre multi accueil vers le centre de la ville, à l'espace Gaudin, un quartier en pleine rénovation et restructuration.

Notre établissement doit donc déménager pour occuper le rez-de-chaussée des locaux, de « l'ex école maternelle de Gaudin », fin 2024 voire 2025.

Ainsi, la CIUCCIARELLA est en mouvement vers une restructuration, dans l'intérêt de tous, des enfants et de leur famille, de l'équipe de travail, du gestionnaire et de l'ensemble des partenaires.

Bastia le 26 Février 2024,

La Directrice

ANNEXE I : LE PROJET

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Le compte rendu devra faire apparaître des indicateurs quantitatifs en distinguant les familles domiciliées sur Bastia comme :

- Nombre de demandes enregistrées / Nombre de demandes non satisfaites
- Nombre d'enfants accueillis
- Situation professionnelle et sociale des parents
- Type de contrat
- Taux d'occupation
- Nombre d'enfants ayant un handicap

Et des éléments qualitatifs faisant apparaitre la satisfaction des familles, le taux participation des parents aux activités et à la vie de la crèche, les actions dans le cadre d'un soutien à la parentalité mises en place, …

ANNEXE III

CHARGES CRECHE CIUCCIARELLA
COMPTE DE RESULTAT
BUDGET 2025

COMPTES	LIBELLES	2025
603XXX	Couches	3 000,00 €
603XXX	Variation de stock	
60631X	Produits d'entretien	2 000,00 €
60632X	Petit Equipement - Outillage	
60641X	Fournitures administratives	1 000,00 €
60683X	Alimentation - Boissons	17 503,00 €
60684X	Produits Pharmaceutiques	1 000,00 €
60686X	Fournitures Activités	2 000,00 €
60688X	Autres Fournitures	2 000,00 €
60XXXX	**ACHATS**	**28 503,00 €**
611XXX	Vacations Pédiatre	3 500,00 €
613XXX	Locations Immobilières	20 100,00 €
6135XX	Locations Matériels	1 200,00 €
615XXX	Entretien et Maintenance	7 700,00 €
616XXX	Assurances	1 000,00 €
618XXX	Documentation Publicité	
61XXXX	**CHARGES EXTERNES**	**33 500,00 €**
6218XX	Autres personnel extérieur	
6226XX	Honoraires Commissaire aux Comptes	4 300,00 €
62264X	Divers honoraires CAHPP	
6257XX	Déplacements, Missions et Receptions	1 600,00 €
626XXX	Frais postaux et Télécommunication	1 840,00 €
627XXX	Services bancaires	50,00 €
6283XX	Blanchisserie	
628801	Autres Prestations (Service Vétérinaires)	600,00 €
62XXXX	**SERVICES EXTERIEURS**	**8 390,00 €**
6311XX	Taxe sur salaires	31 592,00 €
6313XX	Formation profession. + Construction	
63XXXX	**IMPOTS ET TAXES**	**31 592,00 €**
64111X	Rémunérations Brutes	291 682,00 €
64199X	Transfert de charges rémunérations	29 500,00 €
64118X	Autres indemnités Provision CP	
6451XX	Charges sécurité sociale	
6453XX	Cotisations Prevoyance et retraite	115 448,00 €
647XXX	Autres Charges	
64XXXX	**CHARGES DE PERSONNEL**	**436 630,00 €**
65XXXX	**CHARGES SUPPLETIVES**	
66XXXX	**CHARGES FINANCIERES**	
67XXXX	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	
6811XX	Dotation aux amortissements	700,00 €
6812XX	Dotation aux provision (Retraite)	2 400,00 €
68XXXX	**DOTATIONS**	**3 100,00 €**
	TOTAL CHARGES	**541 715,00 €**
	TOTAL GENERAL	**541 715,00 €**

UNION DES MUTUELLES DE CORSE SANTE
Maison de la Mutualité
Lieu dit Ponte Prado Ave de la Libération
20600 BASTIA
Tél : 04 95 31 28 85 Fax : 04 95 31 51 25
Siret : 827 500 596 00016

PRODUITS CRECHE CIUCCIARELLA

COMPTE DE RESULTAT

BUDGET 2025

COMPTES	*LIBELLES*	*2025*
7061XX	Participation des usagers	92 973,00 €
7092XX	Prestation CAF	197 568,00 €
70638XX	CAF Bonus CTG	41 140,00 €
70XXXX	**REMUNERATION SERVICES**	**331 681,00 €**
741XXX	**SUBVENTION CAF BONUS TERRITOIRE**	
	Participation MAIRIE DE BASTIA	210 034,00 €
744XXX	**SUBVENTION MAIRIE**	**210 034,00 €**
758XXX	**PRODUITS DIVERS GESTION COURANTES**	
76XXXX	**PRODUITS FINANCIERS**	
77XXXX	**PRODUITS EXCEPTIONNELS/ EXERCICE ANT**	
78XXXX	**REPRISE PROVISION**	
79XXXX	**TRANSFERT DE CHARGES**	
	TOTAL PRODUITS	**541 715,00 €**
	TOTAL GENERAL	**541 715,00 €**

UNION DES MUTUELLES DE CORSE SANTE
Maison de la Mutualité
Lieu dit Ponte Prado - Ave de la Libération
20600 BASTIA
Tél : 04 95 31 28 85 - Fax : 04 95 31 51 25
Siret : 821 300 596 00016

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20241230-2024011214-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 31/12/2024
Publication : 31/12/2024

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation de la convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Bastia et l'Association Club Sport Loisirs Culture Vacances pour l'Accueil Collectif de Mineurs (ACM) Calloni

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.
Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.
Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L 227-1 et suivants ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2015/DEC/01/06 en date du 22 décembre 2015 portant qualification de service d'intérêt économique général au sens de l'article 106.2 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne : secteur petite enfance ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant la mise en œuvre d'une politique éducative Enfance Jeunesse déclinée notamment dans le cadre de l'accueil et l'animation des temps périscolaires et extrascolaires dans laquelle s'inscrit la ville de Bastia ;

Considérant que notre collectivité a toujours soutenu l'offre d'accueil des jeunes enfants bastiais sur son territoire par un système de subventionnement annuel en complément des modalités habituelles de financement assurées par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et par les familles ;

Considérant que la collectivité a décidé de qualifier le domaine de l'Accueil Collectifs de Mineurs (ACM), de service d'intérêt économique général sur le territoire de compétence de la commune de Bastia ;

Considérant que l'association Club Sport Loisirs Culture Vacances a mis en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, cette action d'intérêt économique général en adéquation avec les orientations de politique publique que la Ville entend promouvoir en matière d'accueil du jeune enfant ;

Considérant la proposition de renouveler la convention pluriannuelle d'objectifs telle que figurant en annexe avec l'association Club Sport Loisirs Culture Vacances pour la période 2025-2027 ;

Considérant le coût total de l'action sur la durée de la convention s'élevant à 486 000€, répartis comme suit:

- 162 000 € en 2025
- 162 000 € en 2026
- 162 000 € en 2027

Après avoir entendu le rapport de Madame Ivana POLISINI,

Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** le renouvellement de la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Club Sport Loisirs Culture Vacances relative à la gestion de l'ACM Calloni pour la période 2025-2027 telle que figurant en annexe.

Article 2 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 :

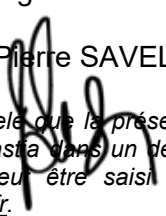
- **Précise** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI



Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20241230-2024011214-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 31/12/2024
Publication : 31/12/2024

Bastia
CITÀ DI CULTURA

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

AVEC L'ASSOCIATION CLUB SPORTS LOISIRS CULTURE VACANCES

Entre

La **Ville de Bastia** représentée par Monsieur Pierre SAVELLI, Maire de Bastia, et désignée sous le terme « la Ville » d'une part,

Et

Le **Club Sports Loisirs Culture Vacances**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé, 7 Rue Victor Hugo 20600 Bastia N° SIRET : 333 553 774 000 55, représentée par son président Monsieur Jean SALERNO, et désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association de gérer l'Accueil Collectif de Mineurs (ACM) CALLONI conforme à son objet statutaire ;

Considérant :
- que la Ville de Bastia s'inscrit dans la mise en œuvre d'une politique éducative Enfance-Jeunesse déclinée notamment dans le cadre de l'accueil et l'animation des temps périscolaires et extrascolaires ;
- que le domaine de l'Accueil Collectif de Mineurs a été qualifié comme service social d'intérêt général sur la commune de Bastia par délibération en date du 22 décembre 2015 ;
- que l'action ci-après présentée par l'association participe de cette politique.

Article 1er : Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préalable, l'action d'intérêt économique général suivante précisée aux annexes 1 et 2 :

— Accueil de loisirs sans hébergement des enfants de moins de 6 ans, les mercredis et jours de vacances scolaires.

La Ville contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément à la décision 2012/21/UE du 20 décembre 2011 de la Commission européenne. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

Article 2 : Durée de la convention

La convention est conclue pour une durée de 3 ans à partir du 01 janvier 2025.

Article 3 : Conditions de détermination du coût de l'action

3.1. Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 486 000 €, conformément aux budgets prévisionnels figurant à l'annexe 3 et aux règles définies à l'article 3.3 ci-dessous.

3.2. Les coûts totaux annuels estimés éligibles de l'action sont fixés à l'annexe 3 ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés à l'action.

3.3. Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre de l'action conformément au dossier de demande de subvention Cerfa 12156*04 présenté par l'association et notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui :
— sont liés à l'objet de l'action et sont évalués ;
— sont nécessaires à la réalisation de l'action ;
— sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
— sont engendrés pendant le temps de la réalisation de l'action ;
— sont dépensés par l'association ;
— sont identifiables et contrôlables.

3.4. Lors de la mise en œuvre de l'action, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de ses budgets prévisionnels à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation de l'action et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé à l'article 3.1.
L'association notifie ces modifications à la Ville par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours.
Le versement du solde annuel conformément à l'article 5.1 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par la Ville de ces modifications.

3.5. Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 6. Cet excédent ne peut être supérieur à 1 % du total des coûts estimés éligibles de l'action effectivement supportés.

Article 4 : Conditions de détermination de la contribution financière

4.1. La Ville contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 486 000 €, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2. Pour chaque année d'exécution de la présente convention, les montants prévisionnels des contributions financières de la Ville s'élèvent à :
- pour l'année 2025 : 162 000 euros
- pour l'année 2026 : 162 000 euros
- pour l'année 2027 : 162 000 euros

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

4.3. Les contributions financières de la Ville mentionnées au paragraphe 4.2 ne sont applicables que sous réserve des trois conditions suivantes :
— l'inscription des crédits ;
— le respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 à 10, sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
— la vérification par la Ville que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action, conformément à l'article 10.

Article 5 : Modalités de versement de la contribution financière

5.1. Pour chaque année d'exécution de la présente convention, la contribution financière de la Ville sous réserve de l'inscription des crédits de paiement, est versée selon les modalités suivantes:
— une avance avant le 31 mars de chaque année, sans préjudice du contrôle de la Ville conformément à l'article 10, dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4.3 pour cette même année ;
— un deuxième versement à hauteur de 40% au vu des comptes arrêtés au 30 septembre de l'année en cours
— le solde annuel sous réserve du respect des conditions susmentionnées à l'article 4.4 et, le cas échéant, l'acceptation de la notification prévue à l'article 3.4.

5.2. La subvention est imputée sur les crédits inscrits au chapitre 65, compte 657461 fonction 421 et est créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.
Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de Club Sports Loisirs Culture Vacances
Etablissement bancaire : Crédit mutuel
N ° IBAN : FR76 1027 8079 0800 0104 9764 146
BIC : CMCIFR2A

Article 6 : Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après :
— le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n°15059).
Ce document est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif de l'action comprenant les éléments mentionnés à l'annexe 2 et définis d'un commun accord entre la Ville et l'association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;
— les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
— le rapport d'activité.

Article 7 : Autres engagements

7.1. L'association informe sans délai la Ville de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

7.2. En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer la Ville sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.3. L'association devra transmettre à la Ville toute modification concernant :
— les modalités de l'offre de service proposé aux familles,
— le projet éducatif de l'Accueil Collectif de Mineurs,
— le règlement intérieur de la structure.

7.4 Afin de garantir une égalité d'accès au service pour tous les usagers, l'association veillera à adapter sa politique tarifaire en lien avec celle des services publics locaux. En cas de modification tarifaire, celle-ci devra faire l'objet d'une information préalable auprès de la commune. Toutefois, l'association pourra ajuster ses tarifs dans le respect de ses besoins financiers et de son équilibre budgétaire.

7.5. L'association s'engage à participer et à se conformer aux Commissions municipales d'attribution.

7.6. La Ville met à la disposition de l'association les locaux dont elle est propriétaire pour l'accomplissement de son projet décrit à la présente convention. Les modalités de la mise à disposition de ces locaux sont prévues dans le cadre d'une convention spécifique.

Article 8 : Sanctions

8.1. En cas d'inexécution, ou de modification substantielle, et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Ville, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants.

8.2. Tout refus de communication, ou toute communication tardive, du compte-rendu financier mentionné à l'article 6 entraîne la suspension de la subvention en application de l'article 112 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

8.3. La Ville informe l'association de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Evaluation

9.1. La Ville procède à une évaluation contradictoire avec l'association portant sur les conditions de réalisation de l'action à laquelle elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

9.2. L'évaluation contradictoire porte notamment sur la réalisation de l'action d'intérêt économique général, et le cas échéant, sur son impact au regard de l'intérêt général.

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

9.3. L'association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre de l'action dans les conditions précisées en annexe 2 de la présente convention.

Article 10 : Contrôle de l'administration

10.1. Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Ville. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

10.2. L'administration contrôle, annuellement et à l'issue de la convention, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la Ville peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts estimés éligibles de l'action augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

Article 11 : Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle de l'article 10.

Article 12 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la Ville et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 13 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 14 : Recours
Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Bastia.

Article 15 : Annexes
Les annexes 1, 2 et 3 font partie intégrante de la convention.

Fait à Bastia, le

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

Pour l'association
Le Président

Jean SALERNO

Pour la Ville :
Le Maire

Pierre SAVELLI

ANNEXE I : LE PROJET

CLUB SPORTS LOISIRS

ALSH PINELLU

RAPPORT D'ACTIVITE 2023

Le Centre de loisirs de Pinellu a fêté cette année sa 34 ème année. L'équipe d'animation remercie tous les partenaires ayant participé à cette grande aventure et tout particulièrement tous nos adhérents de moins de six ans car, sans eux, nous n'existerions pas !

PRESENTATION

L'ALSH de Pinellu se trouve au sein de l'école Joseph Calloni au 7 rue Victor Hugo à Bastia. Les bâtiments sont indépendants du reste du groupe scolaire. Il a été créé en 1989 par le Club Sports Loisirs. Sa capacité d'accueil auprès des services de la DDCSPP est de 64 enfants par jour. La structure est ouverte tous les mercredis et vacances scolaires de 7h30 à 18h30 afin de permettre aux familles de respecter leurs horaires de travail.

ORGANISATION

Les enfants sont répartis en trois grands groupes, par tranches d'âge :

- Petits : deux ans et demi / quatre ans
- Moyens : quatre ans / cinq ans
- Grands : cinq ans / six ans

Toutefois, la répartition reste souple. Un enfant manifestant une angoisse au changement de groupe peut, s'il le désire, attendre et passer plus tard dans la tranche d'âge supérieure.
Ce type de fonctionnement leur permet d'évoluer à leur rythme en conformité avec nos objectifs pédagogiques.

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

L'équipe est composée de 5 animatrices permanentes dont 1 directrice adjointe chargée d'animation, une directrice. De ce fait les enfants ont tout au long de l'année des animatrices référentes, ce qui leur permet de trouver plus facilement leurs repères. Cela facilite leur adaptation à la vie en collectivité. Du personnel supplémentaire a été recruté en Contrat engagement éducatif afin de pouvoir accueillir plus d'enfants tout en respectant les taux d'encadrements légaux.

A chaque période de vacances scolaires nous formons des stagiaires BAFA (stage pratique) pendant 14 jours. Un premier entretien a lieu dans le but de leur expliquer le fonctionnement du centre de loisirs, les missions de l'animateur et le rappel des critères de validation de leur stage. Un livret leur est transmis avec divers documents (trame de séance d'animation, connaissance du public, projet pédagogique...). Le stagiaire est suivi tout au long de sa session, plusieurs temps d'évaluation et d'observation lui sont consacrés afin de contrôler le bon déroulement de son stage. Un entretien final est nécessaire afin de faire un point sur l'évolution globale du stagiaire et lui remettre ou non sa validation de stage.

OBJECTIFS GÉNÉRAUX :

- Favoriser le jeu

  Activités mises en place pour atteindre cet objectif :
  - Réalisations des plannings d'activités en coopération avec les enfants.
  - Fabrication de jeux d'extérieurs et de jeux de société.
  - Aménagement de coin de jeux extérieurs en été.

- Socialisation de l'enfant

  Activités mises en place pour atteindre cet objectif :
  - Réunions d'enfants pour choisir les activités à venir : au début de chaque période.
  - Réalisations régulière d'activité de groupe.
  - Temps de jeux libres dans les coins à thème.
  - Réalisation commune de la décoration des salles de chaque groupe.

- Apprentissage de l'autonomie

  Activités mises en place pour atteindre cet objectif :
  - Le repas.
  - Les jeux d'eau : habillage et mise du maillot
  - levé de sieste échelonné : l'enfant décide lui-même du moment où il se lève, il remet ses chaussures seul.
  - Diverses activités manuelles et motrices permettant de développer la psychomotricité fine : découpage, peinture, pâte à modeler, parcours de motricité ….

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

JOUNÉE TYPE :

Notre journée type s'est articulée autour de deux temps forts : **La vie quotidienne** qui correspond à l'un de nos rôles éducatifs en réunissant tous les petits moments consacrés à l'hygiène, l'utilisation des couverts, les déplacements seul dans la structure, les passages aux toilettes, savoir s'habiller et se déshabiller seul etc. Et **les ateliers** (ou sorties) qui ont été réalisés dans une démarche de découverte et de partage de notre savoir-faire.

- Rappel des détails d'une journée type :

7h30 – 9h
Inscription des enfants, les parents consultent le tableau d'activités ainsi que les panneaux d'informations.
Les enfants sont accueillis dans leur groupe. Selon leurs choix et leurs affinités, ils se répartissent dans les différents coins.

9h
Fermeture des portes.
Rangement des salles. Les enfants sont comptés dans leur groupe respectif.
Passage aux toilettes et petit déjeuner (jus de fruits).

9h15-9h30
Les animateurs présentent et proposent leurs activités pour la matinée à leur groupe (les enfants choisissent, les animateurs s'adaptent à la demande)
Déroulement des activités.

11h30
Temps calmes (histoires, chants, jeux calmes)
Préparation au repas (toilette, lavage des mains)

12h00
Repas

13h00
Sieste pour les petits, repos pour les moyens, au choix pour les plus grands qui ont encore besoin de dormir.
Temps calme pour les autres grands (Histoires, jeux de sociétés….).

14h00
Réunion (même principe que le matin) Début des activités pour les grands.
Réveil échelonné pour les autres.

15h45
Fin des activités et préparation au goûter (toilette, lavage des mains)

16h00
Goûter

16h45 – 18h30

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

Pour la fin de la journée, comme le matin, les enfants sont répartis dans les différentes salles, suivant leur choix (coloriage, jeux, contes)
En effet, lors de l'accueil les départs sont échelonnés et chacun se doit d'être le plus disponible possible pour répondre aux questions des parents.

ACTIVITES :

Les activités sont réalisées selon différents thèmes choisis par les enfants :

Avril :
Carnaval
Eté :
Mise en place de jeux et d'activité en lien avec les objectifs pédagogiques. Les jeux extérieurs ont été favorisés, les jeux d'eau et chasses au trésor.
Découverte de la nature grâce aux sorties
Octobre :
Halloween
Décembre :
Noël
Spectacle

Une fois le thème choisi, l'animatrice prévoit tout un panel d'activités, de jeux et d'atelier tel que pâtisserie, contes, chants, histoires, danse ou encore chasse au trésor selon l'âge des enfants.

SORTIES ET BALADES :

Les sorties sont en rapport avec le thème choisi pour la période.

EVALUATION DE L'ACTION

Indicateurs quantitatifs :

Le nombre d'enfants inscrits pour cette année est de 154.
Le nombre de demandes non satisfaites est de 42 enfants.
Le nombre de journée enfants réalisé est de 5124, le nombre de jours d'ouverture est de 111 jours ce qui fait une moyenne de 46,16 enfants par jour.

Fréquentation de l'ACM et Taux de présence

Périodes	Journées enfants facturées	Journées enfants présents	Taux de présence
Janvier	209	202	96.65
Février	523	509	97.32
Mars	306	298	97.38
Avril	551	535	97.10
Mai	229	223	97.38
Juin	184	176	95.65
Juillet	886	860	97.07
Aout	755	721	95.50

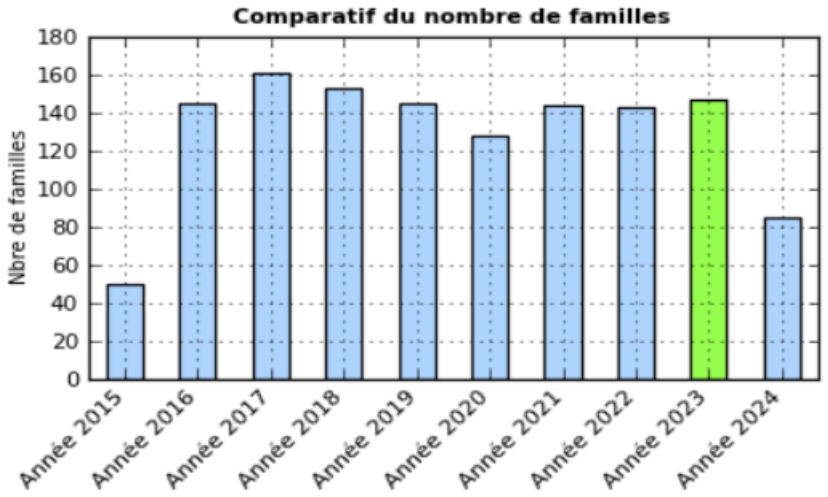
Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

Septembre	205	202	98.54
Octobre	555	540	97.30
Novembre	299	287	95.99
Décembre	422	392	92.89
Total	5124	4945	96.51

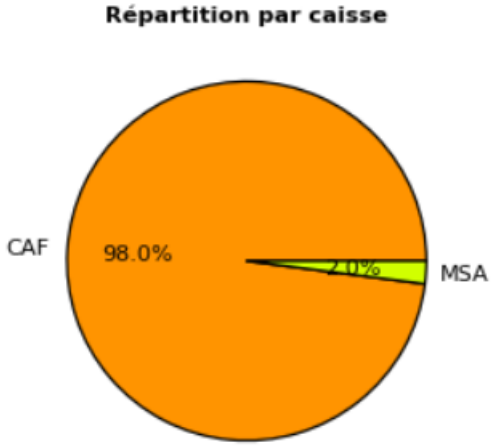
Nombres de jours d'ouverture : 111

147 familles dont les membres sont présents.

Répartition du nombre de familles par activité	
Activité	*Nombre de familles*
Accueil de loisirs	147

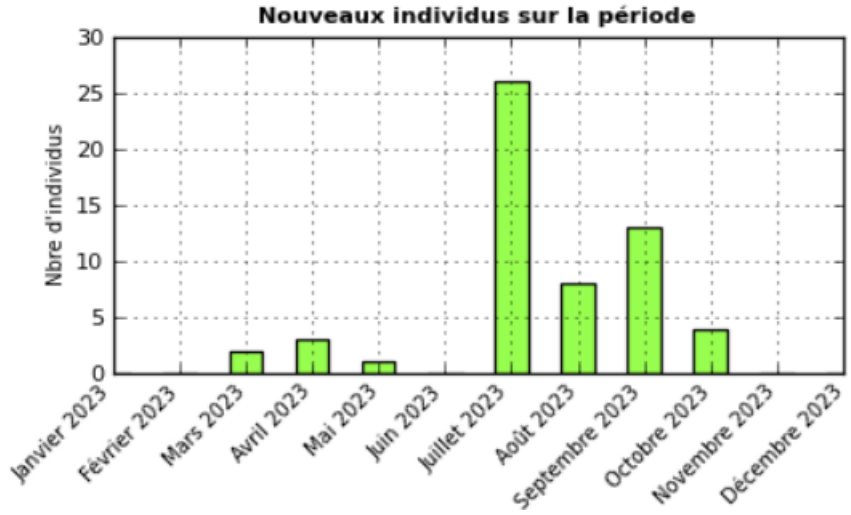


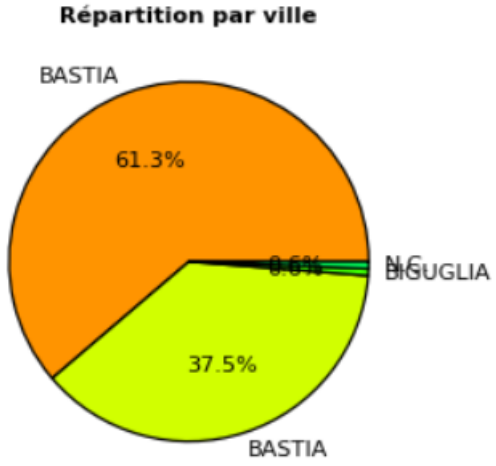
Répartition des familles par caisse	
Caisse	*Nombre de familles*
CAF	144
MSA	3



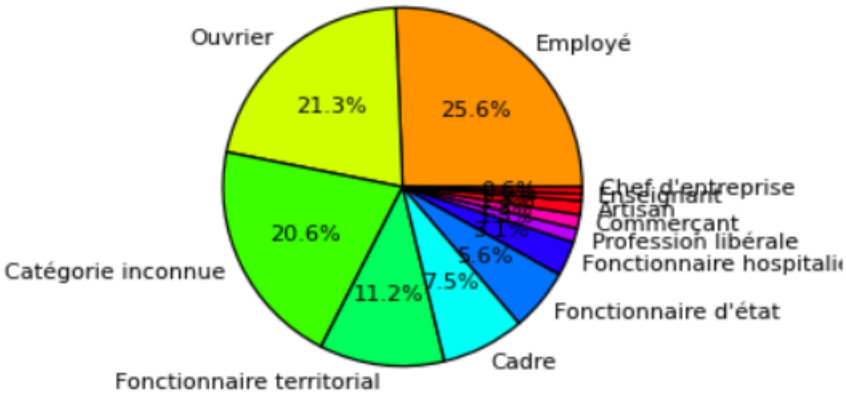
Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

Nouveaux individus (selon le premier jour de présence)	
Mois	*Nombre d'individus*
Mars 2023	2
Avril 2023	3
Mai 2023	1
Juillet 2023	26
Août 2023	8
Septembre 2023	13
Octobre 2023	4





Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica



Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

Indicateurs qualitatifs :
Une enquête qualitative est régulièrement proposée aux parents. Elle est totalement anonyme et déposé dans une urne.

Résultat de l'enquête :
1) Quel a été votre temps d'attente entre la demande d'inscription et l'inscription ?……
Ce temps vous-a-t-il semblé : Raisonnable □ Trop long □
97 % de raisonnable.
3% trop long

2) Le premier contact avec l'ALSH a été ?
Très satisfaisant □ Satisfaisant □ Moyen □ Pas satisfaisant □ Sans opinion □
Si « moyen » ou « pas satisfaisant », pourquoi ?
100% Très satisfaisant

Accueil des enfants :
1) Que pensez-vous de la relation aux parents ?
Très satisfaisant □ Satisfaisant □ Moyen □ Pas satisfaisant □ Sans opinion □
Si « moyen » ou « pas satisfaisant », pourquoi ?
100% Très satisfaisant

2) Que pensez-vous de l'accueil de l'enfant ?
Très satisfaisant □ Satisfaisant □ Moyen □ Pas satisfaisant □ Sans opinion □
Si « moyen » ou « pas satisfaisant », pourquoi ?
100% Très satisfaisant

3) Que pensez-vous de l'amplitude horaire ? (7h30-18h30)
Très satisfaisant □ Satisfaisant □ Moyen □ Pas satisfaisant □ Sans opinion □
Si « moyen » ou « pas satisfaisant », pourquoi ?
100% Très satisfaisant

4) Etes-vous satisfait des locaux ?
Très satisfaisant □ Satisfaisant □ Moyen □ Pas satisfaisant □ Sans opinion □
Si « moyen » ou « pas satisfaisant », pourquoi ?
99% Très satisfaisant
1% satisfaisant

5) Etes-vous satisfait des tarifs ?
Très satisfaisant □ Satisfaisant □ Moyen □ Pas satisfaisant □ Sans opinion □
Si « moyen » ou « pas satisfaisant », pourquoi ?
98% Très satisfaisant
2% Satisfaisant

6) Que pensez-vous de l'offre d'activité ?
Très satisfaisant □ Satisfaisant □ Moyen □ Pas satisfaisant □ Sans opinion □
Si « moyen » ou « pas satisfaisant », pourquoi ?

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

100% Très satisfaisant

7) Etes-vous satisfait de la sécurité et l'hygiène ?
Très satisfaisant □ Satisfaisant □ Moyen □ Pas satisfaisant □ Sans opinion □
Si « moyen » ou « pas satisfaisant », pourquoi ?
100% très satisfait

8) Etes-vous satisfait de l'équipe d'encadrement ?
Très satisfaisant □ Satisfaisant □ Moyen □ Pas satisfaisant □ Sans opinion □
Si « moyen » ou « pas satisfaisant », pourquoi ?
100% Très satisfaisant

9) Par rapport au fonctionnement existant, quels seraient vos besoins ?
Pas de réponse

Les parents sont globalement satisfaits de la structure.

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

ANNEXE II

MODALITÉS DE L'ÉVALUATION ET INDICATEURS

Le compte rendu financier annuel visé à l'article 6 des présentes est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif des actions comprenant les éléments mentionnés ci-dessus.

Le compte rendu devra faire apparaître des indicateurs quantitatifs en distinguant les familles domiciliées sur Bastia comme :

- Nombre de demandes enregistrées / Nombre de demandes non satisfaites
- Nombre d'enfants accueillis
- Situation professionnelle et sociale des parents
- Taux d'occupation
- Nombre d'enfants ayant un handicap

Et des éléments qualitatifs faisant apparaitre la satisfaction des familles, les activités mise en place, …

Au moins trois mois avant le terme de la convention, le bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif communiqué par le Club sport loisirs culture vacances comme prévu par l'article 9 des présentes fait la synthèse des comptes rendus annuels susmentionnés.

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

ANNEXE III

CLUB SPORTS LOISIRS

Budget prévisionnel 2025

	Charges			Produits	
60	**ACHATS, FRAIS DE FONCTIONNEMENT**	**35 100,00 €**	70	**PRODUITS DES SERVICES**	**276 700,00 €**
	Achats d'études, abonnements	- €		Prestation de service CAF	64 700,00 €
	Achats de prestations spécifiques d'activités - ac	2 000,00 €		Recettes familles	50 000,00 €
	Achats de matériel et jeux	2 000,00 €		Autres produits MSA	
	Eau, gaz, fuel, électricité			Prestation de service Ville de Bastia	162 000,00 €
	Carburants, lubrifiants et divers		74	**SUVENTIONS DE FONCTIONNEM**	**- €**
	Fournitures d'ateliers et d'activités pédagogiques	2 000,00 €		Subvention d'Etat	
	Repas, alimentation, boissons	28 100,00 €		Préfecture	
	Fournitures d'entretien	- €		DRASS/DDASS	
	Fournitures de bureau	700,00 €		DRJS/DDJS	
	Fournitures pharmaceutiques	300,00 €		DDTEFP	
61	**SERVICES EXTERIEURS**	**16 200,00 €**		DRAC	
	Contrats de prestations de services			Autres subventions de l'Etat	
	Locations immobilières et charges locatives	15 500,00 €		Département	
	Locations mobilières			Collectivité Territoriale de Corse	
	Travaux, entretien et réparations			Commune : ville de Bastia	
	Assurances	700,00 €		CAF ATL	
62	**AUTRES SERVICES EXTERIEURS**	**14 400,00 €**		Sponsors, publicité	
	Honoraires	9 700,00 €		Dons	
	Personnels extérieurs dont intérimaires			Autres établissements publics	
	Publicité - relations publiques			Organismes privés	
	Missions et réceptions			Autres UNIFORMATION	
	Transports voyages déplacements	4 000,00 €	75	**PRODUITS DE GESTION COURANT**	**- €**
	Hébergement			Quote part des sub. D'investissements versées au cpt de résultat	
	Frais postaux	200,00 €		Autres produits de gestion courante	
	Frais de télécommunications	500,00 €	78	**REPRISES SUR PROVISIONS**	**- €**
	Frais de formation				
63	**IMPOTS ET TAXES**	**3 000,00 €**	79	**TRANSFERTS DE CHARGES**	**- €**
	Taxes sur salaires	- €			
	TVA		87	**REPARTITION PAR NATURE DE RES**	**- €**
	Autres taxes Formation professionnelle	3 000,00 €		Bénévolat	
				Prestations en nature	
	AutresTaxes			Dons en nature	
64	**CHARGES DE PERSONNEL**	**208 000,00 €**		**TOTAL**	**276 700,00 €**
	Rémunérations + charges sociales	208 000,00 €			
65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**- €**			
	Droits d'auteurs				
	Autres charges (frais bancaire)				
66	**CHARGES FINANCIERES (intérêt d'emprunts**	**- €**			
67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**- €**			
	Remboursement journée familles				
68	**DOTATIONS**	**- €**			
	Dotations aux provisions				
	Dotations aux ammortissements				
86	**REPARTITION PAR NATURE DE CHARGES**	**- €**			
	Mise à disposition de biens et matériels				
	Prestations				
	Personnel Bénévole				
	TOTAL	**276 700,00 €**			

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

CLUB SPORTS LOISIRS
Budget prévisionnel 2026

Charges			Produits		
60	**ACHATS, FRAIS DE FONCTIONNEMENT**	**35 100,00 €**	**70**	**PRODUITS DES SERVICES**	**276 700,00 €**
	Achats d'études, abonnements	- €		Prestation de service CAF	64 700,00 €
	Achats de prestations spécifiques d'activités - ac	2 000,00 €		Recettes familles	50 000,00 €
	Achats de matériel et jeux	2 000,00 €		Autres produits MSA	
	Eau, gaz, fuel, électricité			Prestation de service Ville de Ba	162 000,00 €
	Carburants, lubrifiants et divers		**74**	**SUVENTIONS DE FONCTIONNEI**	**- €**
	Fournitures d'ateliers et d'activités pédagogiques	2 000,00 €		Subvention d'Etat	
	Repas, alimentation, boissons	28 100,00 €		Préfecture	
	Fournitures d'entretien	- €		DRASS/DDASS	
	Fournitures de bureau	700,00 €		DRJS/DDJS	
	Fournitures pharmaceutiques	300,00 €		DDTEFP	
61	**SERVICES EXTERIEURS**	**16 200,00 €**		DRAC	
	Contrats de prestations de services			Autres subventions de l'Etat	
	Locations immobilières et charges locatives	15 500,00 €		Département	
	Locations mobilières			Collectivité Territoriale de Corse	
	Travaux, entretien et réparations			Commune : ville de Bastia	
	Assurances	700,00 €		CAF ATL	
62	**AUTRES SERVICES EXTERIEURS**	**14 400,00 €**		Sponsors, publicité	
	Honoraires	9 700,00 €		Dons	
	Personnels extérieurs dont intérimaires			Autres établissements publics	
	Publicité - relations publiques			Organismes privés	
	Missions et réceptions			Autres UNIFORMATION	
	Transports voyages déplacements	4 000,00 €	**75**	**PRODUITS DE GESTION COURA**	**- €**
	Hébergement			Quote part des sub. D'investissements versées au cpt de résultat	
	Frais postaux	200,00 €		Autres produits de gestion courante	
	Frais de télécommunications	500,00 €	**78**	**REPRISES SUR PROVISIONS**	**- €**
	Frais de formation				
63	**IMPOTS ET TAXES**	**3 000,00 €**	**79**	**TRANSFERTS DE CHARGES**	**- €**
	Taxes sur salaires	- €			
	TVA		**87**	**REPARTITION PAR NATURE DE**	**- €**
	Autres taxes Formation professionnelle	3 000,00 €		Bénévolat	
				Prestations en nature	
	AutresTaxes			Dons en nature	
64	**CHARGES DE PERSONNEL**	**208 000,00 €**		**TOTAL**	**276 700,00 €**
	Rémunérations + charges sociales	208 000,00 €			
65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**- €**			
	Droits d'auteurs				
	Autres charges (frais bancaire)				
66	**CHARGES FINANCIERES (intérêt d'emprunts**	**- €**			
67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**- €**			
	Remboursement journée familles				
68	**DOTATIONS**	**- €**			
	Dotations aux provisions				
	Dotations aux ammortissements				
86	**REPARTITION PAR NATURE DE CHARGES**	**- €**			
	Mise à disposition de biens et matériels				
	Prestations				
	Personnel Bénévole				
	TOTAL	**276 700,00 €**			

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

CLUB SPORTS LOISIRS
Budget prévisionnel 2027

Charges			Produits		
60	**ACHATS, FRAIS DE FONCTIONNEMENT**	**35 100,00 €**	**70**	**PRODUITS DES SERVICES**	**276 700,00 €**
	Achats d'études, abonnements	- €		Prestation de service CAF	64 700,00 €
	Achats de prestations spécifiques d'activités - achat	2 000,00 €		Recettes familles	50 000,00 €
	Achats de matériel et jeux	2 000,00 €		Autres produits MSA	
	Eau, gaz, fuel, électricité			Prestation de service Ville de Bastia	162 000,00 €
	Carburants, lubrifiants et divers		**74**	**SUVENTIONS DE FONCTIONNEMENT**	**- €**
	Fournitures d'ateliers et d'activités pédagogiques	2 000,00 €		Subvention d'Etat	
	Repas, alimentation, boissons	28 100,00 €		Préfecture	
	Fournitures d'entretien	- €		DRASS/DDASS	
	Fournitures de bureau	700,00 €		DRJS/DDJS	
	Fournitures pharmaceutiques	300,00 €		DDTEFP	
61	**SERVICES EXTERIEURS**	**16 200,00 €**		DRAC	
	Contrats de prestations de services			Autres subventions de l'Etat	
	Locations immobilières et charges locatives	15 500,00 €		Département	
	Locations mobilières			Collectivité Territoriale de Corse	
	Travaux, entretien et réparations			Commune : ville de Bastia	
	Assurances	700,00 €		CAF ATL	
62	**AUTRES SERVICES EXTERIEURS**	**14 400,00 €**		Sponsors, publicité	
	Honoraires	9 700,00 €		Dons	
	Personnels extérieurs dont intérimaires			Autres établissements publics	
	Publicité - relations publiques			Organismes privés	
	Missions et réceptions			Autres UNIFORMATION	
	Transports voyages déplacements	4 000,00 €	**75**	**PRODUITS DE GESTION COURANTE**	**- €**
	Hébergement			Quote part des sub. D'investissements versées au cpt de résultat	
	Frais postaux	200,00 €		Autres produits de gestion courante	
	Frais de télécommunications	500,00 €	**78**	**REPRISES SUR PROVISIONS**	**- €**
	Frais de formation				
63	**IMPOTS ET TAXES**	**3 000,00 €**	**79**	**TRANSFERTS DE CHARGES**	**- €**
	Taxes sur salaires	- €			
	TVA		**87**	**REPARTITION PAR NATURE DE RESSOURC**	**- €**
	Autres taxes Formation professionnelle	3 000,00 €		Bénévolat	
				Prestations en nature	
	AutresTaxes			Dons en nature	
64	**CHARGES DE PERSONNEL**	**208 000,00 €**		**TOTAL**	**276 700,00 €**
	Rémunérations + charges sociales	208 000,00 €			
65	**AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE**	**- €**			
	Droits d'auteurs				
	Autres charges (frais bancaire)				
66	**CHARGES FINANCIERES (intérêt d'emprunts et**	**- €**			
67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**- €**			
	Remboursement journée familles				
68	**DOTATIONS**	**- €**			
	Dotations aux provisions				
	Dotations aux ammortissements				
86	**REPARTITION PAR NATURE DE CHARGES**	**- €**			
	Mise à disposition de biens et matériels				
	Prestations				
	Personnel Bénévole				
	TOTAL	**276 700,00 €**			

Merria di Bastia
Viale Pierre Guidicelli
20410 Bastia Cedex
+33(0)4 95 55 95 55
mairie@bastia.corsica
www.bastia.corsica

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20241230-2024011215-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 31/12/2024
Publication : 31/12/2024

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation de l'avenant à la convention d'objectifs et de financements relative à la subvention de soutien aux formations du Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs (BAFA) et/ou au Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD) entre la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Corse (CAF) et la Ville de Bastia

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles D432-10 à D432-20 ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2021/01/DEC/11 en date du 17 décembre 2021 portant approbation d'une convention d'objectifs et de financements relative à la subvention de soutien aux formations au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs (BAFA) et/ou au brevet d'aptitude aux fonctions de Directeur (BAFD) entre la Caisse d'Allocations Familiales de Haute-Corse et la Ville de Bastia ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que par leur action sociale, les Caisses d'Allocations Familiales contribuent au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions ;

Considérant que la branche famille soutient le développement des offres de loisirs à destination des enfants, qui permettent à la fois de contribuer à leur développement éducatif et de concilier la vie familiale et professionnelle des parents ;

Considérant que ces accueils supposent des professionnels formés à l'animation à travers de formations soutenus par les CAF ;

Considérant la convention qui définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la subvention de soutien aux formations au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateurs (BAFA) et/ou aux formations au brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (BAFD) approuvée pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025 ;

Considérant la convention d'Objectifs et de Gestion 2023-2027 de la branche Famille de la Sécurité sociale entre la Caisse Nationale des Allocations Familiales (CNAF) et l'Etat prévoyant la possibilité de financer les sessions de formations BAFA/BAFD supplémentaires à compter du 1er janvier 2024 ;

Considérant la proposition d'un avenant permettant de définir et appliquer réglementairement cette nouvelle mesure.

Après avoir entendu le rapport de Madame Ivana POLISINI,

Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** l'avenant à la convention d'objectifs et de financements relative à la subvention de soutien aux formations du Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs (BAFA) et/ou au Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur (BAFD) entre la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Corse (CAF) et la Ville de Bastia.

Article 2 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.
2024/DEC/01/15

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20241230-2024011215-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 31/12/2024
Publication : 31/12/2024

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT

Avenant

Intégrant les mesures nouvelles prévues dans la Cog 2023 – 2027

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf de Haute-Corse

Subvention de soutien aux formations Bafa/Bafd Bt Ctg

- **Formations au Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa)**
- **Formations au Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (Bafd)**

Année : 2024-2025
Collectivité: Commune de BASTIA
Dossier N° : SIAS 202400245 BAFA
Code pièces : Famille /Type : monter convention /convention

Septembre 2024

Le présent avenant de portée générale vient modifier la convention d'objectifs et de financement établie le 01/01/2021 :
Il permet de mettre en œuvre l'ensemble des évolutions de financement prévu par la convention d'objectifs et gestion 2023-2027 en faveur de la subvention Bafa/Bafd.

Entre :
Nom de la collectivité de BASTIA ;
Située : Avenue Pierre Giudicelli 20410 BASTIA Cedex
représentée par M Pierre SAVELLI
en sa qualité de : Maire

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Et :

La Caisse d'allocations familiales de Haute-Corse
représentée par M Dominique MARINETTI,
Directeur, dont le siège est situé 7 Avenue Jean ZUCCARELLI 20408 BASTIA cedex 9
Ci-après désignée « la Caf ».

Préambule

Les finalités de la politique d'action sociale familiale des Caisses d'allocations familiales

Conformément à l'arrêté programme du 3 octobre 2001, les Caf contribuent par leur action sociale au renforcement des liens familiaux, à l'amélioration de la qualité de vie des familles et de leur environnement social, au développement et à l'épanouissement de l'enfant et de l'adolescent, au soutien à l'autonomie du jeune adulte et à la prévention des exclusions.

L'action sociale de la branche Famille est généraliste, préventive et familiale. Elle est fondée sur des valeurs d'égalité, de solidarité, de neutralité et de respect de la laïcité.

Au travers de diagnostics partagés, les Caf prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires. Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée, d'une part, par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus, d'autre part, au travers de l'amélioration de l'offre de service des équipements existants.

Les équipements et services financés au titre de l'action sociale de la branche Famille doivent être accessibles à l'ensemble des familles, qu'elles disposent de revenus modestes ou expriment des besoins spécifiques comme la situation de handicap d'un parent ou d'un enfant.

Article 1 : L'objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objectif d'intégrer à la convention d'objectifs et de financement en cours de validité entre la Caf et la collectivité la mesure nouvelle prévue par la Convention d'objectifs et de gestion 2023-2027 décrite ci-dessous.

Les modalités techniques de calcul de la subvention Bafa/Bafd sont communiqués à la collectivité via un addendum.

Les objectifs poursuivis par les mesures nouvelles prévues dans la Convention d'objectif et de gestion (Cog) 2023-2027

Dans le cadre de la Convention d'objectifs et de gestion 2023-2027, la branche Famille rétablit la possibilité d'accompagner le développement sur le volet jeunesse et prévoit la possibilité de financer les sessions de formations Bafa/Bafd supplémentaires à compter du 1er janvier 2024.

Le financement de ces sessions de formation s'effectue conformément aux modalités précisées par l'addendum transmis en complément du présent avenant.

Article 2 – Incidences de l'avenant sur la convention

Toutes les clauses de la convention initiale et de son(ses) avenant(s), et leurs annexes, restent inchangées et demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations contenues dans le présent avenant. Ces stipulations prévalent en cas de différence.

Article 3 – Effet et durée de l'avenant

Le présent avenant, prend effet à compter du 01/01/2024 et jusqu'au 31/12/2025.

Il est établi un original du présent avenant pour chacun des co-signataires.

Fait à Bastia, le 14/10/2024 **en 2 exemplaires originaux**

Fait à Bastia, Le 14/10/2024, La Caf Dominique MARINETTI, Directeur	Fait à Bastia, Le La collectivité de BASTIA, Pierre SAVELLI, Maire.

ADDENDUM
Modalités de calcul de la subvention

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf
de Haute-Corse

Subvention de soutien aux formations Bafa/Bafd Bt Ctg

- **Formations au Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa) ;**
- **Formations au Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur (Bafd)**

Année : 2024-2025
Collectivité :BASTIA
Dossier N° : SIAS 202400245
Code pièces :Famille /Type : monter convention /convention

Septembre 2024

Dans le cadre de la signature d'une Convention territoriale globale (Ctg), la branche Famille a la faculté de soutenir les collectivités qui souhaitent développer leur soutien aux actions de formations volontaires d'animateurs et de directeurs (diplôme Bafa ou du Bafd).

Le présent addendum vient consolider la convention de la subvention Bafa/Bafd en cours de validité signée entre la collectivité et la Caf.

Les prix plafonds sont accessibles sur le site caf.fr dans le cadre de la communication des barèmes.

Le financement de la subvention Bafa/Bafd

Pour rappel, seules les sessions de formation théoriques sont éligibles aux financements Bt Ctg Bafa/Bafd :

- **Pour le Bafa**[1] : il s'agit de la session de formation générale ainsi que de la session d'approfondissement ou de qualification ;
- **Pour le Bafd**[2] : il s'agit de la session de formation générale ainsi que de la session de perfectionnement ;

L'offre existante :

Le montant forfaitaire est calculé par la Caf à partir du montant total de la subvention Bafa/Bafd comptabilisé lors de la charge à payer de l'année N-1 du passage ou du renouvellement de la Ctg / Nombre total de sessions de formation soutenues par la collectivité.

L'offre nouvelle :

A compter du 1er janvier 2024, la branche Famille restaure la possibilité de développement de sessions de formation Bafa/Bafd supplémentaires.

La subvention est calculée sur la base des sessions effectuées dans la limite de la dépense réelle N.
Le montant forfaitaire national pour toutes nouvelles sessions développées relève d'un barème national publié par la Cnaf.

Le montant de la subvention Bafa/Bafd s'établit donc ainsi :

Nombre de sessions soutenues par la collectivité, plafonné à l'offre existante contractualisée	X	Minimum entre le coût unitaire réel et le montant unitaire contractualisé	+	Nombre de Sessions "offre nouvelle" (différence entre le nombre de sessions déclaré N par le partenaire – le nombre de sessions existantes contractualisées, si cette différence est positive)	X	Minimum entre le coût unitaire réel et le barème national

[1] Le cursus Bafa comporte trois étapes : une session de formation générale (session théorique), un stage pratique, une session d'approfondissement ou de qualification (sessions théoriques) ;
[2] Le cursus Bafd comporte quatre étapes : une formation générale (session théorique), un premier stage pratique, une session de perfectionnement (session théorique) et un deuxième stage pratique.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20241230-2024011216-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 31/12/2024
Publication : 31/12/2024

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation de l'avenant à la convention annuelle d'objectifs entre la Ville de Bastia et la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Corse pour la gestion du multi-accueil Ilot Câlin

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L 227-1 et suivants ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2015/DEC/01/ en date du 22 décembre 2015 portant qualification de service d'intérêt économique général au sens de l'article 106.2 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dans le secteur petite enfance ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2024/NOV/01/08 en date du 14 novembre 2024 portant approbation des conventions annuelles d'objectifs entre la Caisse d'Allocations Familiales de Haute-Corse et la Ville de Bastia relative à la gestion du multi accueil « ilot câlin » et du relais d'assistantes maternelles (RAM) « Culumbella » au titre de l'exercice 2024 ;

Vu la convention entre la Caisse d'Allocations Familiales de Haute-Corse et la Ville de Bastia relative à la gestion du multi accueil « ilot câlin » et notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que dans le cadre de sa politique en faveur de la petite enfance, notre collectivité a toujours soutenu l'offre d'accueil des jeunes Bastiais sur son territoire par un système de subventionnement en complément des modalités habituelles de financement assurées par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Haute Corse et par les familles ;

Considérant que notre collectivité a décidé de qualifier les activités relatives à la petite enfance de service d'intérêt économique général sur le territoire de compétence de la commune ;

Considérant l'approbation de la convention annuelle entre la Ville de BASTIA et la CAF de Haute-Corse pour la gestion du multi-accueil « Ilot Câlin » pour un montant de 36.000€ ;

Considérant qu'en concertation avec les services de la CAF, le montant de cette subvention a fait l'objet d'une révision fixant le montant de la subvention à 27 000 € après la baisse de l'agrément de la structure passant de 20 à 15 places ;

Considérant qu'il convient de rectifier cette erreur sur le montant ;

Considérant que l'avenant vient modifier la convention passée pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024 et plus précisément les articles 4 et 5.

Après avoir entendu le rapport de Madame Ivana POLISINI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** l'avenant à la convention annuelle d'objectifs entre la Ville de Bastia et la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Corse pour la gestion du multi-accueil Ilot Câlin.

Article 2 :

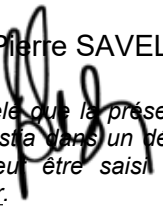
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI



Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20241230-2024011216-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 31/12/2024
Publication : 31/12/2024

AVENANT N°1 à la convention annuelle d'objectifs Entre la ville de bastia et la caisse d'allocations familiales de haute corse Pour la gestion du multi-accueil ilot calin

Entre

Entre les soussignés

La **Ville de Bastia** représentée par Monsieur Pierre SAVELLI, Maire de Bastia dont le siège est sis 1, avenue Pierre Giudicelli, 20410 Bastia Cedex, et désignée sous le terme «La Ville», d'une part

Et

La **Caisse d'Allocations Familiales (CA.F) de Haute Corse**, dont le siège social est situé 7 Avenue Jean Zuccarelli 20408 BASTIA cedex 9 N° SIRET 32739815200022 représentée par son directeur, Monsieur Dominique MARINETTI et désignée sous le terme «CAF de Haute-Corse », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE
Lors du conseil municipal en date du 14 novembre 2024, la convention annuelle entre la ville de BASTIA et la CAF de Haute Corse pour la gestion du multi-accueil « Ilot Câlin » a été approuvé pour un montant de 36 000 €. Cependant, le montant de cette subvention a fait l'objet d'une révision par les services en concertation avec ceux de la CAF fixant le montant de la subvention à 27 000 € suite à la baisse de l'agrément de la structure passant de 20 à 15 places.

Le présent avenant vient donc modifier la convention passée pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ainsi, il convient de revoir les articles 4 et 5 selon les termes suivants :

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1 La Ville contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 27 000 EUR, au regard du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention de 27 000 EUR, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Pour l'année 2024, La Ville contribue financièrement pour un montant de 27 000 EUR.

ARTICLE 5- MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

5.1 La Ville verse 27 000 euros à la notification de la convention.

5.2 La subvention est imputée sur les crédits du chapitre 65, compte 657469, fonction 64.

5.3 La contribution financière est créditée au compte de la CAF de Haute-Corse selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de :
La CAF de Haute Corse
QUAI FANGO
20200 BASTIA
N° IBAN |_F_|_R_|_7_|6__| |_1_|_1_|_8_|_0_| |_8_|_0_|_0_|_9_| |_2_|_3_|_0_|_0_| |_0_|_2_|0_|_0_| |_0|_2_|_3_|_0_| |_1_|_2|_5|

BIC | C_|_M |_C |_I |_F |_R |_P| A_|__|__|__|

Fait à Bastia le …… en 2 exemplaires originaux.

Pour la Ville
Le Maire

Pierre SAVELLI

Pour la CAF de Haute-Corse
Le Directeur

Dominique MARINETTI

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011217rvisi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Révision de la tarification Accueil Collectif de Mineurs extrascolaire (mercredi et vacances scolaires) de la Ville de Bastia

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code de l'éducation et notamment son article R531-53 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011217rvisi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu la délibération de notre collectivité n° 2024/NOV/01/12 en date du 14 novembre 2024 portant approbation de la mise en place d'une tarification modulée au sein des accueils périscolaires (cantines, garderies) de la Ville de Bastia ;

Considérant les trois Accueil Collectif de Mineurs (ACM) : Gaudin-Centre et l'Arinella pour les 6-13 ans et Charpak pour les moins de 6 ans à Charpak dont dispose la ville de Bastia ;

Considérant que la révision de ces tarifs s'inscrit dans la continuité de la politique sociale tarifaire adoptée lors du conseil municipal du 14 novembre 2024 à destination des services périscolaires ;

Considérant que les services concernés disposent désormais d'un accès au portail CDAP de la CAF, ce qui leur permet de consulter le quotient familial et d'appliquer un tarif ajusté en fonction des ressources dès l'inscription de l'enfant ;

Considérant la proposition d'une tarification basée sur sept tranches de Quotient Familial (QF) afin de mieux prendre en compte l'aide aux temps libres versée par la CAF aux foyers allocataires, réduisant ainsi le reste à charge pour ces familles.

Après avoir entendu le rapport de Madame Ivana POLISINI,

Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article unique:

- **Approuve** la nouvelle tarification pour les Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) extrascolaires (mercredis et vacances scolaires) de la Ville de Bastia basée sur 7 tranches de QF, à compter du 1er janvier 2025 telle que figurant en annexe.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011217rvisi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

ACM de l'Arinella, du Centre Ancien et de Charpak

Tarifs à appliquer à partir du 1er janvier 2023

TARIFS A LA JOURNEE TEMPS PERISCOLAIRE	
MERCREDIS	
Quotient Familial	**Participation Famille**
QF de 0 à 381	**4,55 €**
QF de 382 à 457	**5,05 €**
QF de 458 à 534	**6,05 €**
QF de 535 à 579	**7,05 €**
QF supérieur à 579	**9,00 €**
Non Allocataire	**10,50 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011217rvisi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Tarifs à appliquer à partir du 1er janvier 2025

TARIFS A LA JOURNEE TEMPS PERISCOLAIRE	
MERCREDIS	
Quotient Familial	**Participation Famille**
0 à 330	**5,00 €**
331 à 471	**6,00 €**
471 à 534	**6,00 €**
535 à 579	**7,00 €**
580 à 650	**8,00 €**
651 à 1000	**9,00 €**
sup à 1000	**10,00 €**
Non allocataire	**11,00 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011217rvisi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

ACM de l'Arinella, du Centre Ancien et de Charpak

Grille tarifaire
à appliquer à partir du 1er janvier 2023

TARIFS A LA JOURNEE			
VACANCES (hors Aide aux temps libres)		VACANCES (dans les conditions d'attribution des Aides Financières octroyées par la CAF)	
Quotient familial	Participation Famille	Quotient familial	Participation Famille
QF de 0 à 381	4,55 €	QF de 0 à 305	0,91
		QF de 306 à 381	2,28 €
QF de 382 à 457	5,05 €	QF de 382 à 457	2,53 €
QF de 458 à 534	6,05 €	QF de 458 à 534	4,24 €
QF de 535 à 579	7,05 €	QF de 535 à 579	4,94 €
QF supérieur à 579	9,00 €	QF de 580 à 650	6,30 €
		QF supérieur à 650	9,00 €
Non Allocataire	10,50 €		

Grille tarifaire
à appliquer à partir du 6 janvier 2025

TARIFS A LA JOURNEE		
VACANCES		
Quotient familial	Participation Famille (hors Aide aux temps libres)	Participation Famille (dans les conditions d'attribution des Aides Financières octroyées par la CAF)
0 à 330	5,00 €	1,00 €
458 à 470	6,00 €	1,50 €
471 à 534	6,00 €	3,00 €
535 à 579	7,00 €	4,00 €
580 à 650	8,00 €	5,00 €
651 à 1000	9,00 €	9,00 €
sup à 1000	10,00 €	10,00 €
Non allocataire	11,00 €	11,00 €

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011217rvisi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

ACM de l'Arinella, du Centre Ancien et de Charpak

Grille tarifaire
à appliquer à partir du 1er janvier 2023

TARIFS A LA JOURNEE			
VACANCES (hors Aide aux temps libres)		**VACANCES (dans les conditions d'attribution des Aides Financières octroyées par la CAF)**	
Quotient familial	**Participation Famille**	**Quotient familial**	**Participation Famille**
QF de 0 à 381	**4,55 €**	**QF de 0 à 305**	**0,91**
		QF de 306 à 381	**2,28 €**
QF de 382 à 457	**5,05 €**	**QF de 382 à 457**	**2,53 €**
QF de 458 à 534	**6,05 €**	**QF de 458 à 534**	**4,24 €**
QF de 535 à 579	**7,05 €**	**QF de 535 à 579**	**4,94 €**
QF supérieur à 579	**9,00 €**	**QF de 580 à 650**	**6,30 €**
		QF supérieur à 650	**9,00 €**
Non Allocataire	**10,50 €**		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011217rvisi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Grille tarifaire
à appliquer à partir du 6 janvier 2025

TARIFS A LA JOURNEE		
VACANCES		
Quotient familial	**Participation Famille (hors Aide aux temps libres)**	**Participation Famille (dans les conditions d'attribution des Aides Financières octroyées par la CAF)**
0 à 330	**5,00 €**	**1,00 €**
458 à 470	**6,00 €**	**1,50 €**
471 à 534	**6,00 €**	**3,00 €**
535 à 579	**7,00 €**	**4,00 €**
580 à 650	**8,00 €**	**5,00 €**
651 à 1000	**9,00 €**	**9,00 €**
sup à 1000	**10,00 €**	**10,00 €**
Non allocataire	**11,00 €**	**11,00 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011218-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Attribution des prix dans la cadre du LIET, concours eurovision des langues minoritaires

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L1611-4 ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2024/01/MAI/12 en date du 30 mai 2024 portant approbation d'une demande de subvention dans le cadre de l'organisation du Liet International 2024 **;**

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant le Liet International, alternative au Concours Eurovision de la chanson, bénéficiant du patronage du Conseil de l'Europe ;

Considérant que l'année dernière en 2023, Doria Ousset a remporté le concours ;

Considérant qu'il est de coutume que l'édition suivante soit organisée dans la ville d'origine du gagnant, la ville de Bastia a accueilli, le 22 novembre 2024, la 14ème édition du Liet International, pour la première fois en Corse ;

Considérant l'organisation de cette édition 2024 du Liet International partenariat avec la Collectivité de Corse (CDC - Culletività di Corsica) et France 3 Corse ViaStella, en charge de l'enregistrement et de la diffusion en direct du spectacle au Centru Culturale Alb'Oru ;

Considérant que 11 candidats et membres du jury étaient présents et à ce titre deux prix ont été remis pour distinguer les 2 meilleurs candidats :
- Le prix du jury : 3000 €
- Le prix du public : 2000 €

Considérant le coût budgétaire s'élevant à 5000 € sur l'exercice 2024 financé sur le budget du LIET ;

Considérant l'approbation d'une demande de subvention à la Collectivité de Corse par délibération de notre collectivité n°2024/01/MAI/12 en date du 30 mai 2024.

Après avoir entendu le rapport de Madame Mattea LACAVE,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** la remise de prix à deux gagnants du LIET à hauteur de 5000 € pour distinguer les 2 meilleurs candidats : prix du jury : 3000 € et prix du public : 2000 €.

Article2 :

- **Précise** que la dépense est inscrite à la fonction 311 DCL-CULT, article 611, opération d'équipement LIET.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 10/01/2025

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011219-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Adoption d'une politique tarifaire pour le festival cultures urbaines de l'Alb'oru

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2144-3;

Vu la délibération de notre collectivité n° 2016/JUIL/01/13 en date du 26 juillet 2016 portant approbation de la politique tarifaire des espaces culturels et des spectacles ;

Vu la délibération n°2023/JUIL/01/13 en date du 20 juillet 2023 portant approbation des modifications de la politique tarifaire relative aux programmations culturelles de la ville de Bastia ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant la diversité de propositions de notre collectivité programmée dans sa saison culturelle, en direction de la jeunesse avec la mise en œuvre d'un festival de cultures urbaines dont la première édition se déroulera les 11 et 12 avril 2025 à l'Alb'oru ;

Considérant que ce festival intitulé EASTSIDE ALB'ORU Festivale di Rap in Bastia propose une programmation de musiques actuelles tournée vers le rap et les cultures urbaines ;

Considérant qu'il permettra à la jeunesse bastiaise de bénéficier d'un évènement ambitieux et porteur mettant également en avant les artistes locaux et les pratiques artistiques ;

Considérant la proposition de la ville de Bastia d'une politique tarifaire ajustée à l'évènement, à savoir :

- Pass 1 soir : 30 € tout public / 15 € en tarif réduit
- Pass 2 soirs : 45 € tout public / 25 € en tarif réduit

Considérant cette proposition incitative permettant de favoriser l'accès à la culture et de fidéliser le public sur les deux soirées ;

Considérant que les jeunes bénéficieront également des pass culture et pass cultura afin d'accéder à ces propositions ;

Considérant que cette offre tarifaire spécifique complète la politique tarifaire déjà votée lors du conseil municipal du 20 juillet 2023.

Après avoir entendu le rapport de Madame Mattea LACAVE,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article unique :

- **Approuve** l'adoption d'une politique tarifaire pour le festival cultures urbaines à l'Alb'oru comme suit :

- Pass 1 soir : 30 € tout public / 15 € en tarif réduit
- Pass 2 soirs : 45 € tout public / 25 € en tarif réduit

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 10/01/2025



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation des gratuités pour la location des espaces culturels municipaux 2024-2025

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-21, L.2144-3;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2125-1 alinéa 2 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant qu'il appartient à Monsieur le Maire « d'exécuter les décisions du Conseil municipal et, en particulier, de conserver et d'administrer les propriétés de la commune » ;

Considérant que « les locaux communaux peuvent être utilisés par les associations, syndicats ou partis politiques qui en font la demande » ;

Considérant que cette mise à disposition de locaux communaux répond à un principe général de non-gratuité ;

Considérant que toute occupation du domaine public doit, par principe, donner lieu au paiement d'une redevance ;

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal de déterminer les conditions d'utilisation de tels locaux, conditions appréciées au regard des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public ;

Considérant que la mise à disposition de salles et locaux communaux participe à l'engagement de la Ville en faveur de la vie associative ;

Considérant la possibilité de la mise à disposition de locaux communaux à titre gratuit pour les associations à but non lucratif au bénéfice d'une autre personne publique à la condition que l'activité projetée présente un intérêt public suffisant ;

Considérant que les conditions de mise à disposition gratuites et de réductions tarifaires sont déterminées par le Conseil municipal et Monsieur le Maire en fait application ;

Après avoir entendu le rapport de Madame Mattea LACAVE,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article unique :

- **Décide** de valider les gratuités proposées dans le tableau tel que figurant en annexe.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Associations / Bénéficiaires	Objet	Espaces sollicités	Dates	Tarif de location	Motifs de satisfaction d'un intérêt général pour la Ville
Université de Corse	Rencontre dans le cadre du projet européen CERV	Jardin du Musée	26-juin-24	1 650	Cohérence et inscription du projet dans le territoire
Association Musanostra	Conférence	Jardin du Musée	04-juil-24	1 700	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
	Conférence	Auditorium du Musée	Février/ Octobre/ Décembre 2025	1 260	
Associu E Signadore	Causerie littéraire	Jardin du Musée	12-sept-24	1 700	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Association Corse Maladie neuro évolutives	Colloque « le malade d'Alzheimer dans la cité »	Auditorium du Musée	18-sept-24	150	Cohérence et inscription du projet dans le territoire
Association Terra Eretz Corsica Israël	Evènement en commémoration du pogrom du 07-10-2023	Auditorium du Musée	07-oct-24	450	Soutien
Collectivité De Corse	Conférence de l'Observatoire Corse de la protection de l'enfance	Auditorium du Musée	06-nov-24	2 175	Cohérence et inscription du projet dans le territoire
Ligue Corse de Tennis	Assemblée Générale	Auditorium du Musée	10-nov-24	450	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
		Ateliers enfants : médiation	Du 02 au 4 avril 2024	1800	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles et les pratiques amateurs

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Centre Culturel Una Volta	Festival BD	Exposition temporaire : Entresol Musée	Du 25 mars au 07 mai 2025	33 600	Adéquation avec la politique éducative et culturelle de la Ville
		Journée inauguration et conférences : Auditorium et jardins Musée	05-avr-25	3 560	
	Résidence Camille LOUZON	Médiation du Musée	14 et 15-11 2024	3 200	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
			12 et 13-12 2024		
			09 et 10-01 2025		Adéquation avec la politique éducative et culturelle de la Ville
			13 et 14-02 2025		
Ordre des Avocats	Conférence	Auditorium du Musée	25-nov-24	200	Cohérence et inscription du projet dans le territoire
	Déjeuner Conférence régionale des bâtonniers du Sud-Est	Jardin du Musée	03-mai-25	3 060	
Assemblée de Corse	Conférence/ apéritif dinatoire	Auditorium et hall du Musée	26-nov-24	800	Cohérence et inscription du projet dans le territoire

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

	Séminaire	Auditorium et jardin du Musée	6 et 7 mars 2025	8 000	
Maison Sport Santé de Haute-Corse	Conférence et animations	Médiation, cour et auditorium du Musée	30-nov-24	2 125	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Association The Beit Project	Ecole Nomade du Vivre Ensemble en Méditerranée	Cellule située au -1 et l'auditorium du Musée	17 au 28 mars 2025	6 000	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Amis du Musée	10 Conférences	Auditorium du Musée	Mensuelles hors juillet et août	4 050	Mise en valeur de notre héritage culturel et patrimonial
DANTE ALIGHIERI	10 Conférences	Auditorium du Musée	Mensuelles hors juillet et août	3000	Mise en valeur de notre héritage culturel et patrimonial
ADCI	4 Conférences	Auditorium du Musée	Trimestrielles hors juillet et août	1 200	Mise en valeur de notre héritage culturel et patrimonial
Association Zone Libre	Festival des Arts Sonores	Auditorium, médiation, cour du Musée	Octobre ou novembre 2025	30 750	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles et les pratiques amateurs
Centre Méditerranéen de la Photographie	Exposition	Entresol du Musée	15-02 au 22-03-2025	28 800	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
	Vernissage	Auditorium et hall du Musée	20/02/2025	900	
Office du Tourisme	Festival Creazione	Cour, médiation, auditorium, jardin, salles du parcours permanent du Musée	09 au 16 juin 2025	65 470	Cohérence et inscription du projet dans le territoire. Notoriété de la ville et retombées économiques

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

IRA	Journée intégration Promotion	Jardins Musée	janv-25	3100	Cohérence et inscription du projet dans le territoire
PREFECTURE Haute-Corse	Cérémonies d'accueil dans la citoyenneté française	Auditorium et jardin du Musée	Mars ou avril 2025 et Octobre ou novembre 2025	7 000	Cohérence et inscription du projet dans le territoire
ART MOUV'	Plateforme Danse	Cour du Musée	21 au 23 mai 2025	9 500	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Comité des fêtes et du patrimoine	A Notte di a Memoria	Cour, médiation et auditorium du Musée	19-juil-25	3 600	Mise en valeur de notre héritage culturel et patrimonial
OPUS CORSICA	Concerts	Cour, médiation et auditorium du Musée	21 et 22 juillet 2025	6 450	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Les Nuits du Piano	Concerts	Cour, médiation et/ou auditorium du Musée	29 juillet au 1er aout 2025	12 900	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
JAZZ Equinoxe	Concerts	Cour, médiation et auditorium du Musée	24 au 27 juillet 2025	12 900	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles et les pratiques amateurs
AMF Téléthon	Lancement Téléthon	Auditorium du Musée	sept-25	350	Soutien aux associations caritatives et œuvrant dans le champ du handicap et de la santé
Libri Mondi	Rencontres littéraires	Jardin, auditorium et cour du Musée	sept-25	9 000	Adéquation avec la politique éducative et culturelle de la Ville

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Les amis de la bibliothèque patrimoniale Tommaso PRELA	Journée de la revue	Auditorium du Musée	oct-25	560	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
A CAPELLA	Festival de la ruralité d'automne	Auditorium et cour du Musée	nov-25	3 800	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
OPUS CORSICA	Concerts	Cour / Salle de médiation/ Auditorium	17 et 18 juillet 2023	4750	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
U TEATRINU	Spectacle	Cour / Salle de médiation/ Auditorium	24-juil-23	2475	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Assemblée de Corse	Conférence/ apéritif dinatoire	Auditorium/ Jardin	25-juil-23	2075	Cohérence et inscription du projet dans le territoire
JAZZ Equinoxe	Concerts	Cour / Salle de médiation/ Auditorium	5 et 6 aout 2023	4 950	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles et les pratiques amateurs
AMF Téléthon	Lancement Téléthon	Auditorium	09-sept-23	200	Soutien aux associations caritatives et œuvrant dans le champ du handicap et de la santé
Inspection de l'Education Nationale Circonscription de Bastia Biguglia Lucciana	Réunion	Auditorium	12-sept-23	150	Cohérence et inscription du projet dans le territoire
L'Établissement public du parc et de la Grande Halle de la Villette	Présentation de la collection corse Micro-Folie	Auditorium	13 et 14 septembre 2023	500	Mise en valeur de notre héritage culturel et patrimonial
Filarmonica	Concert	Cour	20-sept-23	1825	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Corse Alzheimer 2B	Conférence	Auditorium	05-oct-23	150	Soutien aux associations caritatives et œuvrant dans le champ du handicap et de la santé
PREFECTURE Haute-Corse	Cérémonies d'accueil dans la citoyenneté française	Auditorium/ jardin	10 et 11 octobre 2023	3500	Cohérence et inscription du projet dans le territoire
Les amis de la bibliothèque patrimoniale Tommaso PRELA	Journée de la revue	Auditorium	26-oct-23	250	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
A CAPELLA	Festival de la ruralité d'automne	Auditorium / jardin / médiation/ cour	18-nov-23	3550	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles Mise en valeur de notre héritage culturel et patrimonial
Association MUSANOSTRA	Conférence	Auditorium	17 octobre et 10 novembre 2023	700	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Association MIRACETI	Réunion d'échanges	Auditorium	13-oct-23	150	Développement des connaissances scientifiques sur les cétacés de Méditerranée et possible collaboration pour des expositions futures.
Association EMAHO	Bastia Ville Digitale	Auditorium	21-oct-23	150	Soutien dans le développement des connaissances sur le numériques pour les populations des QPV
Académie de Corse	Formation	Auditorium	04-oct-23	150	Dans le cadre de la convention de partenariat avec l'Académie de Corse et pour la formation des enseignants fonctionnaires stagiaires.
Académie de Corse	Formation	Auditorium	11-oct-23	150	Dans le cadre de la convention de partenariat avec l'Académie de Corse et pour la formation des enseignants fonctionnaires stagiaires.
		Salle d'activité de l'école F. Amadei Elémentaire			

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Association L'Atelier des Habiletés	Ateliers individualisés permettant à des enfants d'acquérir l'équilibre, la coordination et la maitrise de certaines activités physiques dans le cadre du PRE	Salle de motricité de l'école Campanari Maternelle	Du 13/09/2023 au 31/07/2024		
Association Gymnastique Volontaire	Séances de gymnastique pour les adultes du quartier	Gymnase de l'école R. Subissi Elémentaire	Du 18/09/2023 au 05/07/2023		
Association Judo Club Bastiais	Pratique du Judo	Salle d'activité Ch. Andrei	Du 15/09/2023 au 05/07/2024		
Association Stages Cyclistes 50/34	Stages cyclistes d'entraînement et de perfectionnement dans le cadre du PRE	Cours des écoles F. Amadei Elémentaire et Campanari Maternelle	Du 13/09/2023 au 31/07/2024		
Association FALEP	Ateliers de soutien scolaire	Deux salles de l'école Campanari	Du 01/10/2023 au 05/07/2024		
Association SESSAD Les Tilleuls	Soutien spécialisé aux enfants handicapés	Salles de classe au sein de toutes les écoles de la Ville de Bastia	Du 05/09/2023 au 05/07/2024		
Association CIEN	Problématique autour de l'enfance et de l'adolescence	Salle du RASED	Du 19/10/2023 au 20/06/2024		
Association L'Atelier des Habiletés	Ateliers individualisés permettant à des enfants d'acquérir l'équilibre, la coordination et la maitrise de certaines activités physiques dans le cadre du PRE	Salle d'activité de l'école F. Amadei Elémentaire	Du 11/09/2024 au 04/07/2025		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

		Salle de motricité de l'école Campanari Maternelle			
Association Gymnastique Volontaire	Séances de gymnastique pour les adultes du quartier	Gymnase de l'école R. Subissi Elémentaire	Du 16/09/2024 au 04/07/2025		
Association ABC Danse	Répétitions de théâtre et cours de babygym	Salle de l'école F. Amadei Elémentaire	Du 16/09/2024 au 04/07/2025		
Association Stages Cyclistes 50/34	Stages cyclistes d'entraînement et de perfectionnement dans le cadre du PRE	Cours des écoles F. Amadei Elémentaire et Campanari Maternelle	Du 11/09/2024 au 04/07/2025		
Association FALEP	Ateliers de soutien scolaire	Deux salles de l'école Campanari	Du 01/10/2024 au 04/07/2025		
Association Scola Corsa	Organisation d'une kermesse	Cour de l'école G. Charpak	Du 19/11/2024 au 20/11/2024		
Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité (D.R.D.F.E)	Journées Donne&scenze	Auditorium	Début Mars 2025	250€/journée	Développement de nouveaux partenariats et projets structurants et pluriannuel souhaité.
CPIE A RINASCITA	Esprit Critique	Auditorium	mars-25	250€ journée	Partenaire de l'action pour la valorisation de l'esprit critique auprès des professionnels de la Culture Scientifique.
Festival Inscience – INSERM/IRD/Université de Corse	Journée autour de la santé humaine	Auditorium	17-mai-25	250€ journée	Partenaire et valorisation de la recherche sur la santé.
	Bastia Ville Digitale		mai-25		Soutien dans le développement des connaissances sur le numériques pour les populations des QPV.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Emaho	Rencontres de l'IA (intelligence Artificielle)	Auditorium	Octobre 2025 (BVD) nov-25	250€/journée	Améliorer les connaissances du public sur l'IA.
Académie de Corse	Journées de formation –environ 5 par/an	Auditorium	Année 2025	250€/journée	Partenaire
Zone libre	Festival « Zone libre »	Auditorium	Novembre/décembre 2025	250€/Journée	Partenariat et développement art&science + mixité du public
Parc Marin du Cap Corse et de l'Agriate	Séminaire et exposition scientifique	Auditorium	Année 2025	250€/Journée	Partenariat autour de la prochaine exposition « Canyon »
Collège Montesoro	Spectacle THEATRE EN ANGLAIS	CC ALB'ORU	02-avr-24	1500	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Conservatoire Henri Tomasi	Spectacles d'élèves	CC ALB'ORU	Les 8, 9 et 10 et 15 avril 2024	6000	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Association I MIKANO, au bénéfice du CLUBHOUSE	Spectacle d'improvisation	CC ALB'ORU	13-avr-24	1500	Soutien aux associations caritatives
Cie ECLADAM	Spectacle	CC ALB'ORU	26-avr-24	1500	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.
Association 100% Musique	Concert	CC ALB'ORU	27-avr-24	1500	Soutien aux associations caritatives

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

ART MOUV / Plateforme Danse	Temps Danse International	CC ALB'ORU	22-mai-24	1500	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.
ART MOUV / Plateforme Danse	Temps Danse Insulaire	CC ALB'ORU	25-mai-24	1500	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.
Association des Maires de Haute-Corse	Congrès	CC ALB'ORU	1er juin 2024	1500	Soutien dans le domaine de l'emploi, de l'initiative et de la formation
Collèges de St-Joseph, Montesoru, Biguglia, Corte, et Cervione	Spectacle de fin d'année	CC ALB'ORU	03-juin-24	1500	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Musicales de Bastia	Festival	CC ALB'ORU	Du 6 au 8 juin 2024	4500	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.
Collèges de Giraud et Jeanne d'Arc	Spectacle de fin d'année	CC ALB'ORU	10-juin-24	1500	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Collèges de Giraud et Jeanne d'Arc	Spectacle de fin d'année	CC ALB'ORU	10-juin-24	1500	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Centre Culturel Una Volta	Spectacle de fin d'année	CC ALB'ORU	Les 11 et 12 juin 2024	3000	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Conservatoire Henri Tomasi	Spectacles d'élèves	CC ALB'ORU	Du 17 au 19 juin 2024	4500	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Collège Simon Vinciguerra	Spectacle de fin d'année	CC ALB'ORU	20-juin-24	1500	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Ecole Marie Reynoard	Spectacle de fin d'année	CC ALB'ORU	21-juin-24	1500	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Ecole Subissi	Spectacle de fin d'année	CC ALB'ORU	Les 24 et 25 juin 2024	3000	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
OPRA / ABC DANSE	Spectacle de fin d'année	CC ALB'ORU	Le 26 juin 2024	1500	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Ecole Defendini	Spectacle de fin d'année	CC ALB'ORU	Le 27 juin 2024	1500	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
DISSIDANSE	Festival	CC ALB'ORU	Du 9 au 13 juillet	7500	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.
Association ROLLO TOMASI	Spectacle	CC ALB'ORU	Le 20 septembre 2024	1500	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.
Association Arte Mare	Festival du cinéma méditerranéen	CC ALB'ORU	Du 27 septembre au 5 octobre + 12 octobre	15000	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.
Association 1 MINUTE DE SOLEIL EN PLUS	Spectacle	CC ALB'ORU	10-oct-24	1500	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.
Bastia Ville Digitale	Festival des arts numériques	CC ALB'ORU	Du 14 au 19 octobre 2024	9000	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.
SNAIL	Concert	CC ALB'ORU	Le 23 octobre 2024	1500	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011220gratu-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Association CHJAR' DI LUNA	Concert	CC ALB'ORU	Le 02 novembre 2024	1500	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.
Jeunesses Musicales de Méditerranée	Rencontres Musicales de Méditerranée	CC ALB'ORU	Du 4 au 9 novembre 2024	9000	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.
CAB	Spectacle	CC ALB'ORU	Le 25 novembre 2024	1500	Soutien aux publics en difficulté
Téléthon	Spectacle	CC ALB'ORU	Le 30 novembre 2024	1500	Soutien aux associations caritatives
Conservatoire Henri Tomasi	Spectacles d'élèves	CC ALB'ORU	Du 2 au 4 décembre 2024	4500	Soutien dans l'accompagnement des pratiques sportives, artistiques et culturelles
Fanou Torracinta	Concert	CC ALB'ORU	Les 12 et 13 décembre 2024	3000	Diversification de la programmation culturelle, coopération avec un acteur culturel majeur.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011221-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation du projet MARITTIMO INTERREG RICCO

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu la candidature de la ville de Bastia relative au projet RICCO (renforcement des industries culturelles et créatives avec l'open innovation) dans le cadre du programme de coopération INTERREG Italie-France MARITTIMO 2021-2027, en date du 30 mai 2024 ;

Vu le courrier de la ville de Viareggio en date du 12 novembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant le projet RICCO consistant à soutenir la compétitivité des territoires par la créativité, en permettant la valorisation des "atouts" culturels, artistiques et traditionnels par le développement et la mise en œuvre de processus innovants basés sur l'approche du co-développement et de la participation ;

Considérant qu'il s'agit de promouvoir la valeur économique, sociale et environnementale par la création d'un « nouveau bahaus européen » et en soutenant les écosystèmes créatifs au travers de l'innovation et de la culture ;

Considérant que la Ville de Viareggio, chef de file du projet, intègre la Province de Lucca, Toulon Var technologie, la Province de Sassari, la chambre de commerce et d'industrie de Nuoro, la province de Ligurie, l'office de tourisme de la communauté d'agglomération bastiaise et la Ville de Bastia ;

Considérant que la Ville de Bastia, en tant que partenaire, participera à cette opération ;

Considérant que la Ville de Bastia en tant que service public développe une politique publique (culturelle, d'animation, linguistique et de régénération urbaine) ambitieuse qui allie accompagnement de la création, soutien à la diffusion artistique et mobilisation du tissu économique ;

Considérant que le développement des industries culturelles et créatives est un objectif fort de la Ville qui souhaite accompagner l'émergence, l'innovation et la production locale en favorisant la présence d'acteurs économiques sur le territoire ;

Considérant que la Ville propose de nombreuses actions qui génèrent une émulation des industries culturelles et créatives, telles que des foires, des marchés, le marché de Noël, le Carnaval de Bastia, le festival Creazione, l'implantation de start'up, de tiers lieux et de coworking mais permet aussi à des artistes, des créateurs, des associations culturelles et des entreprises culturelles de participer à des projets forts, singuliers et structurants ;

Considérant que s'inscrire dans ce projet transfrontalier permet de renforcer l'activité de la Ville dans ces secteurs, de participer à des échanges de savoirs, de s'inscrire dans un réseau de coopération international et, au travers de RICCO, de stimuler l'écosystème des industries culturelles et créatives au travers de projets porteurs ;

Considérant que la première piste opérationnelle : travailler autour de l'identité du carnaval à Bastia pour lui permettre de s'ancrer et de s'implanter au travers de traditions et d'un imaginaire collectif, permettrait de mobiliser des secteurs variés et d'inventer de nouveaux formats d'interventions et renforcer les industries culturelles et créatives ;

Considérant que la ville de Bastia entend apporter son expertise en matière culturelle et artistique notamment dans la création et la production ;

Considérant le coût prévisionnel de cette opération d'une durée de 30 mois, s'élevant à 185 050 €, est éligible à une subvention du Programme de coopération INTERREG Italie-France MARITTIMO 2021-2027.

Après avoir entendu le rapport de Madame Mattea LACAVE,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1:

- **Approuve** l'opération du projet MARITTIMO INTERREG RICCO.

Article 2 :

- **Approuve** le plan de financement correspondant suivant :

Dépenses		Recettes	
Libellé	Montant TTC en €	Libellé	Montant TTC en €
Projet RICCO	185 050	PO MARITTIMO (80%) Ville (20%)	148 040 37 010
Total dépenses	185 050	Total recettes	185 050

Article 3:

- **Autorise** Monsieur le Maire à engager toutes les démarches et à signer la convention inter partenariale et tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette opération.
-

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 10/01/2025

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011222-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation du plan de financement relatif à la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création de l'Osteria Spartuta

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le guide des Aides au Tourisme 2022-2027 de l'Agence du Tourisme de la Corse (ATC) ;

Vu le règlement des subventions aux associations adopté par délibération du 17 décembre 2021 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant le projet Osteria Spartuta visant à établir un modèle d'hospitalité innovant et durable dans le quartier historique de la citadelle de Bastia, en Corse, inspiré du concept d'« Albergo Diffuso » et reposant sur une immersion culturelle et linguistique, ancrée dans les traditions corses ;

Considérant que la ville de Bastia cherche à créer un tourisme régénératif, plaçant le patrimoine et la langue corse au cœur de l'expérience, avec une approche respectueuse de l'environnement et de la communauté locale ;

Considérant que l'Osteria Spartuta sera située dans le Palais des Nobles Douze, un édifice emblématique et historique de la citadelle de Bastia, propriété communale, intégrant intègre des espaces patrimoniaux d'importance, tout en abritant des services municipaux et des associations ;

Considérant l'objectif de restaurer requalifier une partie du palais pour en faire un lieu d'hébergement touristique distinctif, en conservant les éléments architecturaux et culturels qui renforcent son authenticité ;

Considérant que l'Osteria Spartuta proposera une hospitalité immersive, où le touriste deviendrait un acteur dans le partage culturel, grâce à des activités interactives (gastronomie, artisanat, visites culturelles) qui s'inscrivent dans un réseau d'acteurs locaux ;

Considérant que l'accent sera mis sur la langue corse : A Casa di e Lingue, institution culturelle de Bastia, et l'association Praticalingua collaboreront pour offrir des stages linguistiques, des visites guidées et des activités immersives ;

Considérant qu'une application numérique sera disponible, outre ses fonctions premières de dictionnaire, conjugueur et recensement toponymique, elle prévoira la matérialisation d'itinéraires et parcours thématiques dans la ville, afin d'assurer un véritable séjour en immersion ;

Considérant que pour mettre en place ce projet, la Ville souhaite lancer une mission d'assistance à Maîtrise d'ouvrage, indispensable pour assurer un soutien continu dans les différentes phases du projet, de la conception à la réalisation ;

Considérant le coût de cette opération estimé à 34 650 € TTC ;

Considérant que ce financement est éligible au titre des Aides au Tourisme 2022-2027 de l'Agence du Tourisme de la Corse (ATC).

Après avoir entendu le rapport de Madame Mattea LACAVE,

Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1:

- **Approuve** le projet de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création de l'Osteria Spartuta.

Article 2 :

- **Approuve** le plan de financement correspondant suivant :

Dépenses		Recettes	
Libellé	Montant en € TTC	Libellé	Montant en € TTC
Osteria Spartuta – Assistance à Maîtrise	34 650 €	ATC (80%)	27 720 €

d'Ouvrage.		Ville de Bastia (20%)	6 930 €
Total dépenses	34 650 €	Total Recettes	34 650 €

Article 3:

- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter l'ensemble des financements correspondants et signer les documents s'y rapportant.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 10/01/2025

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011223-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation du plan de financement relatif à la restauration d'un piano forte au Musée

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu la Loi n° 96-590 du 2 juillet 1996 relative à la Fondation du patrimoine ;

Vu le Décret du 18 avril 1997 portant reconnaissance d'utilité publique et approbation des statuts de la Fondation du patrimoine ;

Vu le livre IV du Code du Patrimoine et notamment l'article L410-1 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L1611-4 ;

Vu le règlement des subventions aux associations adopté par délibération du 17 décembre 2021 ;

Vu l'avis favorable de la délégation permanente de restauration de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Corse en date du 25 novembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que le Musée de Bastia, portant l'appellation Musée de France, doit garantir, au sens du Code du Patrimoine, la pérennité et la transmission des collections qu'il conserve ;

Considérant que la Ville souhaite restaurer un piano forte Conrad Graf de 1824 ;

Considérant le coût prévisionnel de cette opération s'élevant à 70.000€ HT ;

Considérant que cette opération est éligible à une subvention de la Collectivité de Corse, conformément à son guide des aides du Patrimoine et fait l'objet d'une aide de la Fondation du patrimoine à hauteur de 30 000 € par le biais d'une convention.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Philippe PERETTI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** l'opération de la restauration d'un piano forte au Musée.

Article 2 :

- **Approuve** le plan de financement correspondant suivant :

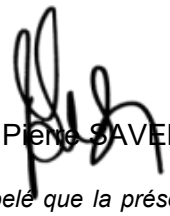
Dépenses		Recettes	
Libellé	Montant HT en €	Libellé	Montant HT en €
Restauration d'un piano forte	70 000	CDC (env. 37,14%)	26 000
		Fondation du Patrimoine (env. 42,86%)	30 000
		Ville (20%)	14 000
Total dépenses	70 000	Total recettes	70 000

Article 3:

- **Autorise** Monsieur le Maire à engager toutes les démarches nécessaires et à signer les documents se rapportant à cette opération.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,
Signé électroniquement le 10/01/2025



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011224-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Prêts par le service du patrimoine de la ville de Bastia au Musée de la Corse pour l'exposition temporaire « Femin'isula »

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant l'organisation de l'exposition «Femin'isula» de mars à décembre 2025 au musée de la Corse ;

Considérant que dans le cadre de cette exposition temporaire, le Musée de la Corse sollicite auprès de la Bibliothèque d'étude et de recherche Tommaso Prelà le prêt d'un imprimé ;

Considérant que le musée de la Corse sollicite également auprès du service Patrimoine le prêt d'un tableau ;

Considérant que l'établissement demandeur prendra à sa charge tous les frais de transport et d'assurance nécessaires ;

Considérant que cette institution s'engage à apporter les conditions de conservation et de sécurité adaptées à la conservation préventive des œuvres ;

Considérant que ce prêt permet aussi au service du patrimoine d'accomplir l'une de ses missions en matière de sensibilisation au patrimoine, notamment dans le cadre du label Ville d'Art et d'Histoire.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Philippe Peretti,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** le prêt du service Patrimoine au Musée de la Corse de l'objet suivant :

- La vision de Saint Antoine de Padoue – Hortense de Luri-Flach (tableau)

Article 2 :

- **Approuve** le prêt de la Bibliothèque d'étude et de recherche Tommaso Prelà au Musée de la Corse de l'objet suivant :

- Sampiero montrant ses cicatrices (imprimé de Jean GALLETTI – 1863)

Article 3 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention de prêt correspondante avec le Musée de la Corse.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 10/01/2025

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011225-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Prêt de divers documents au Musée Pasquale Paoli de Morosaglia pour l'exposition temporaire « Paoli 2025 »

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2121-29 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant le tricentenaire de la naissance de Pasquale Paoli en 205, qui qui donnera lieu à de nombreuses commémorations ;

Considérant que le Musée Pasquale Paoli de Merusaglia, propriété de la Collectivité de Corse, souhaite présenter une exposition temporaire intitulée "Paoli 2025" du 1er avril au 15 décembre 2025 ;

Considérant que le Musée sollicite auprès du service du Patrimoine de la ville de Bastia le prêt d'un objet dans le cadre de cette exposition ;

Considérant que l'établissement demandeur prendra à sa charge tous les frais de transport et d'assurance nécessaires et s'engage à apporter les conditions de conservation et de sécurité adaptées à la conservation préventive des œuvres ;

Considérant que ce prêt permet aussi au service du patrimoine d'accomplir l'une de ses missions en matière de sensibilisation au patrimoine, notamment dans le cadre du label Ville d'Art et d'Histoire.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Philippe Peretti,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** le prêt du service Patrimoine au musée Pasquale Paoli de l'objet suivant :

- **Un fauteuil corse de style Louis XV, provenant du Palais Caraffa**

Article 2 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention de prêt correspondante avec le Musée Pasquale Paoli.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 10/01/2025

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011226-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Attribution d'une subvention à l'association patrimoniale dénommée « Association des chercheurs en sciences humaines » au titre de l'exercice 2024

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L1611-4 ;

Vu le règlement des subventions aux associations adopté par délibération du 17 décembre 2021 ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2024/MAI/01/06 en date du 30 mai 2024 portant approbation de subventions aux associations patrimoniales 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant la demande de subvention exceptionnelle de l'association des « chercheurs en sciences humaines » pour l'organisation du cinquantenaire de la revue « Etudes corses et méditerranéennes ».

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Philippe Peretti,

Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Décide** d'attribuer à l'association patrimoniale « association des chercheurs en sciences humaines » une subvention exceptionnelle d'un montant de 1000 euros.

Article 2 :

- **Précise** que les crédits sont prévus au budget primitif 2024, fonction 324, article 657400.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 10/01/2025



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011227-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Avenant de prorogation des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées du Centre Ancien 2020-2024

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu la Loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) ;

Vu la délibération n° 2014/SEPT/01/20 en date du 30 septembre 2014 portant approbation des deux conventions d'OPAH Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées pour une période de 5 années ;

Vu la délibération de notre collectivité en date du 30 juin 2015 n°2015/ JUIN/01/17 portant approbation du règlement d'attribution des aides communales et du cahier des prescriptions techniques et architecturales dans le cadre des OPAH renouvellement urbain des copropriétés dégradées 2015-2020 ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2019/JUIN/01/06 en date du 25 juin 2019 portant Prorogation des Opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) dans le cadre de l'Opération de revitalisation du territoire et du programme Action cœur de ville ;

Vu la délibération de notre collectivité n° 2024/AVR/01/13 en date du 11 avril 2024 portant approbation de l'Étude pré-opérationnelle d'Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat du Centre Ancien ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant la convention des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat du Centre Ancien établie pour la période 2020-2024 s'achevant le 31 décembre 2024 sur un bilan très positif ;

Considérant le bilan suivant :

63 immeubles ont été traités, 35 en OPAH RU et 28 en OPAH CD, ainsi que 91 logements réhabilités, 53 en OPAH RU et 38 en OPAH CD. Les objectifs ont été atteints, en nombre d'immeubles, à 70 % en OPAH RU et 65 % en OPAH CD

	OPAH 2020-2024 - **résultats**		
	OPAH RU	OPAH CD	TOTAL
Copropriétés financées	35	28	**63**
Logements réhabilités	53	38	**91**
dont propriétaires occupants	*42*	*22*	*64*
dont propriétaires bailleurs	*11*	*16*	*27*

Près de 27 millions d'euros de travaux ont été réalisés pour 17 millions d'euros de subventions octroyées. En termes de consommations budgétaires, les objectifs ont été atteints à 80 % en OPAH RU et 95 % en OPAH CD.

	OPAH 2020-2024 - **subventions accordées**		
	OPAH RU	OPAH CD	TOTAL
ANAH	1 773 496 €	9 710 634 €	11 484 130 €
Ville de BASTIA	1 223 127 €	2 337 264 €	3 560 391 €
CDC	486 311 €	1 408 415 €	1 894 726 €
TOTAL	**3 482 934 €**	**13 456 313 €**	**16 939 247 €**

Considérant la dynamique de réhabilitation du patrimoine privé du Centre Ancien de la Ville de Bastia, enclenchée dans les années 90, s'est concrétisée au fil des OPAH successives et notamment avec le renforcement des dispositifs grâce aux OPAH Copropriétés Dégradées sur les périodes 2008-2013, 2015-2020 et 2020-2024 ;

Considérant les effets de ces investissements massifs tant en moyens financiers qu'humains pour l'accompagnement des copropriétés et des propriétaires et la qualité de vie au sein des quartiers changée, offrant un habitat sain et sécurisé, avec des espaces et

équipements publics revalorisés grâce aux actions menées en parallèle dans le cadre des dispositifs RHI, PRQAD puis de l'ORT et ACV ;

Considérant pourtant les nombreux immeubles et logements toujours très dégradés et dangereux pour leurs occupants et riverains avec des nouvelles procédures de péril régulièrement engagées ;

Considérant qu'un accompagnement public reste nécessaire pour notamment mettre en œuvre l'organisation juridique et foncière des copropriétés, retrouver les copropriétaires parfois en mettant en œuvre des procédures de biens sans maître, accompagner financièrement des travaux coûteux ;

Considérant l'étude pré-opérationnelle lancée pour de nouvelles OPAH dont l'ordre de mission a été signé le 1er août 2024 pour une durée de 8 mois avec des propositions d'intervention dont les projets de conventions seront remis dans le courant du 1er semestre 2025 pour un démarrage opérationnel début 2026 ;

Considérant la proposition de proroger d'une année la convention en cours, comme le prévoit le règlement de l'Anah et le marché qui lie la Ville à l'opérateur, pour permettre la transition vers le nouveau dispositif, afin d'éviter une rupture dans la dynamique de réhabilitation et maintenir la continuité d'accompagnement des copropriétés et propriétaires ;

Considérant que l'avenant prorogera la convention des OPAH RU et CD 2020-2024 sans modification du périmètre de l'OPAH RU ni de la liste des immeubles retenus dans l'OPAH CD, les objectifs qualitatifs et quantitatifs restant inchangés et la durée de la convention prolongée de 12 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2025 ;

Considérant les objectifs quantitatifs suivants, compte tenu des contacts et des dossiers en cours de montage :

OPAH RU : 17 copropriétés
7 logements de propriétaires occupants
4 logements de propriétaires bailleurs

OPAH CD : 9 copropriétés
5 logements de propriétaires occupants
3 logements de propriétaires bailleurs

Considérant le financement des aides aux travaux, les financeurs de l'opération (Anah, Ville de Bastia et Collectivité de Corse) maintenant les modalités de financement selon les règlements en vigueur ou tels que définis dans le cadre de la convention 2020-2024 ;

Considérant les réservations budgétaires par financeur s'établissant ainsi :

	prévisions 2025 - **Subventions**		
	OPAH RU	OPAH CD	TOTAL
ANAH	342 095 €	2 611 945 €	**2 954 040 €**
Collectivité De Corse	140 135 €	429 600 €	**569 735 €**
Ville de BASTIA	482 002 €	518 544 €	**1 000 546 €**
TOTAL	964 232 €	3 560 089 €	**4 524 321 €**

Considérant le financement de l'ingénierie s'établissant comme suit :

	prévisions 2025 - **Ingénierie**			
	OPAH RU	OPAH CD	TOTAL sur HT	TOTAL sur TTC
ANAH	95 910 €	76 590 €	172 500 €	**172 500 €**
Collectivité De Corse	27 000 €	27 000 €	54 000 €	**54 000 €**
Ville de BASTIA	68 910 €	49 590 €	118 500 €	**187 500 €**
TOTAL Coût ingénierie	191 820 €	153 180 €	345 000 €	**414 000 €**

Considérant qu'afin de poursuivre la dynamique de réhabilitation du Centre Ancien et maintenir la continuité d'accompagnement des propriétaires et des copropriétés au cours de l'année 2025, dans l'attente de la mise en œuvre des nouveaux dispositifs à partir de 2026, la Ville de Bastia s'engage pour l'année 2025, à mobiliser les crédits suivants :

- 1 000 546 € au titre des subventions aux copropriétés et propriétaires
- 187 500 € au titre de l'ingénierie opérationnelle
- Soit un total de **1 188 046 €**

Après avoir entendu le rapport de Madame Emmanuelle de GENTILI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité, Madame Ivana POLISINI ne participe pas au vote

Article 1 :

- **Approuve** l'avenant à la convention de prorogation des OPAH du Centre Ancien selon les modalités suivantes :
    - Les réservations budgétaires par financeur s'établissant selon le tableau suivant :

	prévisions 2025 - **Subventions**		
	OPAH RU	OPAH CD	TOTAL
ANAH	342 095 €	2 611 945 €	**2 954 040 €**
Collectivité De Corse	140 135 €	429 600 €	**569 735 €**
Ville de BASTIA	482 002 €	518 544 €	**1 000 546 €**
TOTAL	964 232 €	3 560 089 €	**4 524 321 €**

    - Le financement de l'ingénierie s'établissant comme suit:

	prévisions 2025 - **Ingénierie**			
	OPAH RU	OPAH CD	TOTAL sur HT	TOTAL sur TTC
ANAH	95 910 €	76 590 €	172 500 €	**172 500 €**
Collectivité De Corse	27 000 €	27 000 €	54 000 €	**54 000 €**
Ville de BASTIA	68 910 €	49 590 €	118 500 €	**187 500 €**
TOTAL Coût ingénierie	191 820 €	153 180 €	345 000 €	**414 000 €**

    - La ville de Bastia s'engage à mobiliser, pour l'année 2025, 1 188 046€ répartis comme suit:

- 1 000 546 € au titre des subventions aux copropriétés et propriétaires
- 187 500 € au titre de l'ingénierie opérationnelle

Article 2:

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à sa mise en œuvre.

Article 3:

- **Autorise** Monsieur le Maire à solliciter les subventions auprès des partenaires de l'opération pour le financement de l'équipe opérationnelle qui sera en charge du suivi-animation.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 10/01/2025

Pierre SAVELLI



Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011228princ-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation du principe de mise à disposition gratuité d'espaces dans les maisons de quartier des Quartiers Prioritaires Politique de la Ville

Date de la convocation : 13 décembre 2024

Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011228princ-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que la ville de Bastia est dotée de deux maisons de quartiers implantées dans les quartiers prioritaires politique de la Ville :

- La maison de quartier Bastia Mezana, située Cours Favale – 20200 Bastia
- La maison de quartier Bastia Meridiunale, située 1 rue Saint-Exupéry 20600 Bastia

Considérant que ces maisons de quartier sont des espaces de projet et de mise en œuvre de la politique de la Ville et leurs fonctions sont liées aux différentes priorités transversales et orientations stratégiques du Contrat de Ville à savoir :

Priorités transversales :

- Le renforcement de la mixité des populations et l'engagement vers la transition urbaine, écologique et solidaire,
- La mise en synergie des acteurs et des dispositifs,
- Le potentiel d'innovation, la recherche des solutions nouvelles ou expérimentales,
- L'élaboration de diagnostics sur des questions d'actualité ou des sujets peu documentés,
- La nécessité de mieux faire connaître les dispositifs, acteurs, projets
- La valorisation et la promotion de l'identité territoriale, de la langue et culture corses.

Orientations stratégiques :

- Bien vivre ensemble au quotidien dans les quartiers
- Accompagner vers leurs droits et l'émancipation des habitants de quartiers
- Agir sur l'emploi et la cohésion économique des quartiers.

Considérant que ces maisons ont vocation à être des lieux d'accueil, d'écoute, d'information, et d'orientation pour les usagers du QPV visant à faciliter la participation des habitants dans les projets de requalification qui sont menés sur les QPV en leur apportant toutes les ressources nécessaires ;

Considérant qu'à l'exception de l'espace cyber de la maison de quartier Bastia Meridiunale, qui propose un programme annuel de formation et d'accompagnement au numérique, les maisons de quartier n'ont pas vocation à avoir une programmation propre mais à permettre le déploiement de l'offre et d'en faciliter l'accès aux différents publics des QPV ;

Considérant qu'elles sont des lieux d'accueil pour la programmation des actions financées au titre du contrat de ville mais également de diverses actions menées dans le cadre du droit commun visant à faciliter l'accès au droit, l'autonomisation des publics et le vivre en ensemble, ou d'accompagnement aux initiatives des habitants ;

Considérant qu'elles doivent être en capacité d'accueillir des actions portées par des tiers dans des délais parfois extrêmement courts, étant entendu que toutes les actions qui s'y déroulent doivent être gratuites, les projets proposés dans les maisons de quartier étant menés dans le cadre de financements publics ou d'initiatives bénévoles portées par les habitants ;

Considérant la proposition des mises à disposition de ces espaces pour les activités susmentionnées à titre gratuit.

Après avoir entendu le rapport de Madame Emmanuelle De GENTILI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011228princ-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Article 1 :

- **Approuve** le principe de gratuité pour la mise à disposition des salles de réunions, des espaces polyvalents, ou des bureaux de permanence des maisons de quartier pour les opérateurs, partenaires institutionnels ou associatifs ou groupes d'individus développant des projets en cohérence avec le Contrat de Ville et au profit des habitants des Quartiers Prioritaires de la Ville.

Article 2 :

- **Décide** de valider le modèle de convention présentée entre la Ville et les partenaires précités.

Article 3 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer, avec les partenaires, les conventions de mise à disposition gratuite correspondantes.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011228princ-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Convention de partenariat pour la mise à disposition d'espaces à la Maison de quartier Bastia Mezana / Meridiunale

Entre les soussignés :

La Ville de Bastia,
Représentée par son Maire, Monsieur Pierre SAVELLI, dont le siège est sis 1, avenue Pierre Giudicelli, 20410 BASTIA Cedex,

Ci-après dénommée la Ville de Bastia, d'une part,

Et

XXX»,
Représenté(e) par Prénom NOM en sa qualité de :
Adresse – CP Commune ,

Ci-après dénommée **XXX** d'autre part,

Dénommées ensemble « les parties ».

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011228princ-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

PREAMBULE

Le 29 janvier 2024 un comité de pilotage réunissant l'ensemble des partenaires et signataires du contrat de ville a validé les orientations stratégiques et la gouvernance du nouveau contrat de ville 2024-2030 de l'agglomération de Bastia. Le conseil municipal du 24 mars 2024 a autorisé le Maire à signer le document cadre du contrat de ville. Ce document définit un cadre d'action guidé par les priorités transversales et orientations stratégiques suivantes :

Priorités transversales :
- Le renforcement de la mixité des populations et l'engagement vers la transition urbaine, écologique et solidaire,
- La mise en synergie des acteurs et des dispositifs,
- Le potentiel d'innovation, la recherche des solutions nouvelles ou expérimentales,
- L'élaboration de diagnostics sur des questions d'actualité ou des sujets peu documentés,
- La nécessité de mieux faire connaître les dispositifs, acteurs, projets
- La valorisation et la promotion de l'identité territoriale, de la langue et culture corses.

Orientations stratégiques :
- Bien vivre ensemble au quotidien dans les quartiers
- Accompagner vers leurs droits et l'émancipation des habitants de quartiers
- Agir sur l'emploi et la cohésion économique des quartiers.

Les deux maisons de quartier Bastia Mezana/Meridiunale ont vocation à être un lieu d'accueil, d'écoute, d'information, et d'orientation pour les usagers du QPV.
Elles visent également à faciliter la participation des habitants dans les projets de requalification qui sont menés sur les QPV en leur apportant toutes les ressources nécessaires.
Plus largement, elles permettent le déploiement de l'offre d'activités en lien avec les priorités et axes du contrat de ville sur les quartiers, et facilitent l'accès à cette offre des différents publics des QPV.
Pour ce faire elles accueillent de multiples actions menées par des partenaires (associatifs, institutionnels, ou groupes d'individus, …) en lien avec les priorités et axes du Contrat de Ville et visant à faciliter l'accès au droit, l'autonomisation des publics, le vivre en ensemble, ou d'accompagnement aux initiatives des habitants.

Dans ce cadre, la maison de quartier Bastia (Mezana ou Meridiunale) a vocation à accueillir l'action « wwww » portée par **XXX**

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition d'espaces à **XXX** pour la mise en œuvre de l'action « wwww » qui vise les objectifs suivants :

-
-
-

Article 2 : Conditions de mise à disposition

La ville de Bastia met à disposition de **XXX** :

A la maison de quartier Bastia Mezana, cours Favale, 20200 Bastia / à la maison Bastia Meridiunale,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011228princ-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

1 rue Saint-Exupéry, 20600 Bastia :

- Désignation et description des locaux (superficies, jauge, équipement) ainsi que les sanitaires attenants.

Cette mise à disposition s'entend pour période « xx/xx/xxxx au zz/zz/zzzz » aux horaires suivants : --h -- / --h- - et --h -- / --h- -.

La salle sera accessible au partenaire durant les horaires d'ouverture du bâtiment soit de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 afin d'assurer la mise en place, de permettre l'accueil des participants et le rangement en fin de journée. La ville de Bastia assurera l'ouverture et la fermeture des locaux aux horaires convenus.

Comme toute action se déroulant dans les maisons de quartiers de la ville ce Bastia, l'événement « wwww » sera entièrement gratuit.

XXX est libre d'amener tout le matériel supplémentaire qu'il juge nécessaire à la mise en œuvre de l'action « www » sous réserve qu'il respecte les règles de sécurité appliquées aux espaces mis à disposition. La ville décline toute responsabilité sur ce matériel.

Article 3 : Conditions d'occupation

Le preneur s'engage à jouir paisiblement des lieux de manière à n'apporter aucun trouble à la tranquillité de l'ensemble immobilier et de ne pas perturber le bon fonctionnement de la maison de quartier Bastia Mezana/Meridiunale.

Le preneur s'engage à maintenir le local en bon état de propreté.

Article 4 : Communication

L'implication de la ville doit être portée à la connaissance des bénéficiaires de l'action à chaque fois que cela est possible.
Les équipes de la maison de quartier feront la promotion de l'événement « wwww » auprès de leurs usagers si **XXX** le souhaite.

Article 6 : Assurances

Il appartient à **XXX** de contracter l'ensemble des assurances nécessaires au bon déroulement de sa formation et notamment la responsabilité civile.
En cas de défaut de sa part sur ce point, la responsabilité de la commune ne pourra pas être engagée ou même recherchée.

Article 7 : Plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrits

Le propriétaire déclare, conformément aux dispositions de l'article L.125-5 du Code de l'Environnement que les locaux objets de la présente convention étant situés dans une zone couverte par un plan de prévention des risques technologiques, prescrit ou approuvé, les dispositions de l'article L 125-5 du Code de l'environnement lui sont applicables.

En conséquence, le propriétaire informe le preneur :

- que le local accueillant la manifestation est situé dans le périmètre d'un Plan de Prévention des

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011228princ-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Risques Naturels prescrits et que les risques pris en compte sont l'inondation et les feux de forêts.
- que le zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité est Zone 1 (aléa très faible).

Article 8 : Résiliation

En cas d'inexécution de l'une des obligations prévues par la présente convention, elle sera résiliée de plein droit après mise en demeure par lettre avec accusé de réception.

Article 9 : Règlement des conflits

En cas de différend, les parties s'engagent à rechercher toute solution de résolution amiable. À défaut de règlement amiable, tout litige relatif à l'application ou l'interprétation de la présente convention, sera porté devant le Tribunal Administratif de Bastia.

Fait à Bastia en deux exemplaires, le

La Ville de Bastia, Le Maire,	XXX Le représentant légal,
Pierre SAVELLI	Prénom NOM

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011229-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation de la mise en place du droit de préemption sur « les fonds de commerces et d'artisanat et les baux commerciaux » en cœur de ville

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des PME (dite loi Dutreil) et notamment l'article 58 ayant introduit un droit de préemption pour les municipalités ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2020/DEC/01/07 en date du 18 décembre 2020 approuvant l'avenant n°1 à la convention-cadre du programme Action cœur de ville de Bastia;

Vu la délibération de notre collectivité n°2024/NOV/01/15 en date du 16 novembre 2023 portant approbation de l'avenant n°2 à la convention-cadre du programme Action Cœur de Ville ;

Vu la convention cadre pluriannuelle « Action cœur de ville » signée le 28 septembre 2018 ;

Vu le courrier de la Chambre des métiers et de l'Artisanat (CMA) en date du 28 octobre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant l'investissement de la ville de Bastia dans une dynamique de renforcement et de relance de l'attractivité économique et commerciale de son centre-ville, à travers le programme Action cœur de Ville ;

Considérant le travail d'analyse et de compréhension de l'offre présente en centre-ville acté et mené par la ville dans le cadre de ce programme dès octobre 2021 ;

Considérant la création d'un observatoire du commerce permettant de disposer d'une base de données fiable, régulièrement mise à jour, et de connaitre précisément l'offre et la ventilation de l'ensemble des activités présentes ainsi que l'intégralité des locaux vacants en pieds d'immeuble sur le périmètre cœur de ville ;

Considérant qu'est ressorti un certain nombre d'éléments relatifs à l'offre commerciale, artisanale et de services existants en centre-ville :

- 972 locaux commerciaux situés en pieds d'immeuble sur les 36 rues et artères du périmètre cœur de ville,
- 847 commerces actifs,
- Environ 125 locaux vacants (sur le premier semestre 2024)
- 13 typologies d'activités identifiées, dont 3 à saturation : CHR, Equipement de la personne et les services marchands

Considérant que l'appareil commercial identifié sur le cœur de ville de Bastia, qui compte environ 25 000 habitants, correspond plutôt à l'offre présente sur des villes de 80 000 à 100 000 habitants ;

Considérant le foncier commercial du cœur de Ville bastiais se caractérisant par les éléments suivants : l'importance du nombre de locaux commerciaux, et, une offre à saturation sur certains secteurs et qui ne répond plus nécessairement à la demande exprimée par la population et les visiteurs ;

Considérant que sur le périmètre resserré du Cœur de ville ou « poumon commercial », constitué des artères Campinchi, Paoli, du quartier piéton, Maréchal Sébastiani et Emille Sari, ont été identifiés :

- 438 locaux situés en pieds d'immeuble
- 396 commerces actifs
- Environ 42 locaux vacants (sur le premier semestre 2024)
- Une prédominance de 3 secteurs d'activité : CHR, Equipement de la personne et les services marchands, représentant plus de 60% de l'offre du poumon commercial

Considérant la proposition d'un périmètre de sauvegarde commerciale, pris en compte dans le cadre du nouveau PLU arrêté en mars 2024 faisant état des nouvelles possibilités et interdictions en termes d'installations commerciales ;

Considérant l'objectif de développer une offre qui répond clairement à la demande identifiée de manière équilibrée et complémentaire à celle des quartiers sud et de la périphérie, et maitriser stratégiquement les futures implantations commerciales ainsi que l'émergence des enseignes nationales intéressées par le centre-ville ;

Considérant que l'on constate un turnover assez important notamment sur les artères Paoli, Campinchi et Emile Sari avec une vacance de plus en plus prononcée ; même si le taux de vacance commerciale est de l'ordre de 12 % sur le 1er semestre 2024 (contre une moyenne nationale de 14%) ;

Considérant que la Ville souhaite se donner les moyens d'agir lorsque cela est nécessaire et propose de mettre en place des outils tels que le droit de préemption sur les baux commerciaux, les fonds de commerces et d'artisanats ;

Considérant que cet outil permettra de mener une politique visant à favoriser le maintien des activités commerciales et artisanales de proximité et de diversification de l'offre en accord avec les attentes des consommateurs ;

Considérant qu'avec l'instauration du droit de préemption sur les baux commerciaux, fonds de commerce et d'artisanat, toute cession de fonds de commerce, artisanal, de bail commercial ou de foncier faisant l'objet de projet d'aménagement commercial, inscrite dans le périmètre de sauvegarde délimité par le conseil municipal devra être subordonnée, sous peine de nullité à une déclaration préalable faite par le cédant à la commune ;

Considérant que la ville de Bastia disposera d'un délai de 2 mois pour se porter éventuellement acquéreur du fonds ou du bail commercial ;

Considérant que cette procédure de préemption constitue ainsi une réelle capacité d'action pour enrayer la disparition des commerces de proximité, l'augmentation de la vacance conjoncturelle et le phénomène de banalisation des commerces qui touchent les centres-villes (enseignes nationales de services marchands…) et l'appauvrissement de l'offre commerciale ;

Considérant que notre collectivité a consulté la chambre de Commerce et d'Industrie de Haute-Corse (CCI) et la Chambre des métiers et de l'Artisanat (CMA) les 25 et 26 septembre, la CMA ayant répondu favorablement par courrier du 28 octobre et 'avis de la CCI est réputé favorable en vertu de son absence de réponse à l'issue du délai de deux mois.

Après avoir entendu le rapport de Madame Emmanuelle de GENTILI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A la majorité des votants, Monsieur Jean-François PAOLI, Madame Livia GRAZIANI-SANCIU, Monsieur Jean ZUCCARELLI, Monsieur Julien MORGANTI et Madame Viviane ALBERTELLI ayant voté contre.

Article 1 :

- **Approuve** le principe de mise en place du droit de préemption sur les fonds et baux commerciaux ou d'artisanat.

Article 2 :

- **Approuve** le périmètre de sauvegarde en lien avec le nouveau PLU acté en mars 2024.

Article 3 :

- **Approuve** l'ensemble des activités à proscrire et à développer.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 10/01/2025



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011230conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation d'une convention de mise en œuvre de l'Investissement Territorial Intégré (ITI) – Programme Opérationnel Corse FEDER-FSE 2021-2027

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011230conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Le conseil municipal,

Vu la délibération de notre collectivité n°2024/JUIL/01/28 en date du 18 juillet 2024 portant approbation du dépôt de candidature des investissements territoriaux intégrés (ITI) et de la programmation 2021-2027 du PO FEDER CORSE ;

Vu la délibération du bureau de la Communauté d'Agglomération de Bastia (CAB) en date du 8 juillet 2024 ;

Vu le programme européen leader / FEDER OS 5.1 2021-2027 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant qu' afin de renforcer la cohérence et complémentarité des fonds européens avec les autres financements (nationaux, régionaux, infrarégionaux), la Collectivité de Corse, autorité de gestion du programme FEDER-FSE Corse, a souhaité engager auprès des agglomérations de Corse et communes urbaines intermédiaires, une démarche intégrée de développement urbain durable pour un développement équilibré du territoire insulaire ;

Considérant que le FEDER peut être mobilisé par les pôles urbains de Corse au moyen de la constitution d'un Investissement Territorial Intégré (ITI) à la suite d'un appel à candidature lancé le 27 octobre 2023 ;

Considérant la candidature commune déposée le 30 septembre 2024 de la Communauté d'Agglomération de Bastia (CAB) et la ville de Bastia ;

Considérant que le Comité de Programmation Territorial, en date du 12 novembre dernier, a acté cette candidature en validant la stratégie urbaine proposée et la liste d'opérations afférente ;

Considérant l'approbation du Conseil Exécutif du 3 décembre 2024 de la convention de mise en œuvre du dispositif ITI entre l'Autorité de Gestion (AG) des fonds européens (Collectivité de Corse) et notre territoire en tant qu'Autorité Urbaine (AU) porteuse de la stratégie ;

Considérant que les objectifs mobilisés portent sur 3 priorités :

- Priorité 3 : renforcer la mobilité durable.

Les actions projetées répondent à l'OS 2.8 : favoriser une mobilité urbaine multimodale durable dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone.

- Priorité 4 : lutter contre les inégalités économiques, sociales et territoriales afin de garantir l'accès aux biens publics, notamment la santé et l'éducation.

Les actions projetées répondent à l'OS 4.3 : favoriser l'intégration socio-économique des communautés marginalisées, des ménages à faible revenus et des groupes défavorisés au moyen de mesures intégrées, notamment le logement et les services sociaux.

- Priorité 5 : promouvoir et favoriser le développement économique et homogène du territoire.

Les actions projetées répondent à l'OS 5.1 : développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines.

Considérant la liste principale des opérations et les subventions sollicitées suivantes :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011230conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

OBJECTIF 5.1				
Projet	**Description du projet**	**Phase**	**Cout total du projet**	**Montant FEDER sollicité**
Extension du tiers lieux, port de Toga **CAB**	Requalification des locaux : aménagement d'espaces sanitaires et convivialité, revêtements sols et murs, tirage de réseaux, rénovation menuiseries…	**Début de réalisation : 2025**	465 000€	279 000€
Piscine intercommunale du Fangu. Phase 1 : MOE **CAB**	Construite au début des années 80, vétuste, il s'agit de créer un nouvel équipement nautique adapté à l'apprentissage de la natation.	**Début de réalisation : 2026**	1 165 000€	700 000€
COSEC de l'Arinella Phase 2 **CAB**	Adapter le complexe aux nécessités règlementaires en termes de sécurité et d'accessibilité. L'état de vétusté étant très avancé.	**Début de réalisation : 2025**	1 923 000€	576 000€
Réhabilitation et extension du théâtre de Bastia **Ville de Bastia**	Allier restauration patrimoniale, extension architecturale contemporaine, adaptation aux standards, allier exigences technique et confort.	**Début de réalisation : 2024**	20 841 651€	2 709 100€
OBJECTIF 4.3				
(NPRU) Requalification de la place du Commerce **Ville de Bastia**	Favoriser la convivialité et la dynamique commerciale par l'accès piétonnier, désimperméabiliser, revégétaliser la place, rationaliser le stationnement et améliorer la gestion pour réduire les îlots de chaleur.	**Début de réalisation : 2025**	1 576 730€	700 000€
Continuité du projet de la place du Commerce : Site de l'ancienne grande barre **Ville de Bastia**	Restructuration d'un espace de 4 000 m² près de services publics et écoles, avec stationnements, loisirs, replantation végétale	**Début de réalisation : 2025**	1 900 000€	435 000€
OBJECTIF 2.8				
Requalification du Vieux-Port : mission de maitrise d'œuvre et travaux **Ville de Bastia**	Déclinaison opérationnelle des voies douces en lien avec le Schéma directeur des pistes cyclables. Rompre avec les frontières urbanistiques et géographiques des quartiers. Lien avec les opérations « Spassimare » et « Aldilonda ». Requalifier les espaces existants sans extension maritime avec une piétonisation prioritaire, une circulation restreinte et contrôlée.	**Début de réalisation : 2021** **Début de réalisation : 2022**	1 118 000€	600 000€
		TOTAL	28 989 381€	6 000 000€

Considérant qu'une liste complémentaire a aussi été proposée;

Considérant que tous ces éléments figurent dans la convention de mise en œuvre de l'ITI annexée.

Après avoir entendu le rapport de Madame Emmanuelle De GENTILI,

Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A la majorité des votants, Monsieur Jean-François PAOLI, Madame Livia GRAZIANI-SANCIU, Monsieur Jean ZUCCARELLI, Monsieur Julien MORGANTI et Madame Viviane ALBERTELLI s'étant abstenus.

Article 1 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention de mise en œuvre de l'Investissement Territorial Intégré de la programmation 2021-2027 du FEDER.

Article 2 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités et à signer tous les documents nécessaires au montage des dossiers de financement.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011230conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE
DE L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL
INTEGRE
PROGRAMME OPERATIONNEL CORSE
FEDER-FSE 2021-2027

PROJET

La Collectivité Territoriale de Corse, dénommée ci-après **« autorité de gestion »** du programme opérationnel Corse FEDER-FSE 2021-2027, représentée par Monsieur Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse,

D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération de BASTIA (CAB), **et la Ville de Bastia** dénommées ci-après **« autorités urbaines »**, représentées par son Président-Maire, Monsieur Pierre SAVELLI,

D'autre part,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011230conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le règlement (UE) 2021/1058 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 relatif au Fonds européen de développement régional et au Fonds de cohésion ;

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD) ;

Vu l'accord de partenariat pour la France validé par la Commission européenne le 2 juin 2022 ;

Vu la décision d'exécution de la Commission Européenne référencée C (2022) 9104 final en date du 2 décembre 2022, approuvant sous le numéro CCI 2021FR16FFPR015, le programme Corse FEDER-FSE+ 2021-2027 au titre de l'objectif « investissement pour la croissance et l'emploi » ;

Vu la délibération 23/065 de l'Assemblée de Corse en date du 26 mai 2023 adoptant le programme opérationnel FEDER-FSE 2014-2020, pour la Corse, et autorisant le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer les conventions de gestion afférentes à sa mise en œuvre opérationnelle ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 dite loi MAPTAM de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles modifiée par l'ordonnance n° 2020-1504 du 2 décembre 2020 prorogeant et adaptant les conditions de gestion des programmes européens de la politique de cohésion, des affaires maritimes et de la pêche ;

Vu le décret n° 2008-548 du 11 juin 2008 relatif à l'autorité nationale d'audit pour les fonds européen, modifié par le décret n°2023-1067 du 20 novembre 2023 transformant la « Commission interministérielle de coordination des contrôles – autorité d'audit pour les fonds européens en France » (CICC) en une « Autorité nationale d'Audit pour les Fonds européens (AnAFe)» ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2021-1884 du 29 décembre 2021 relatif à la gestion des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période 2021-2027 ;

Vu le décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;

Vu l'appel à manifestation d'intérêt de la Collectivité de Corse relatif aux investissements territoriaux intégrés transmis le 27 octobre 2023 aux territoires éligibles ;

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011230conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu le courrier en date du 14 novembre 2023 de la communauté d'agglomération du Bastia et de la Ville de Bastia ;

Vu la validation par le comité de programmation territoriale en date du 16 avril 2024 de la répartition de l'enveloppe ITI et des modalités de l'AAC ITI;

Vu l'arrêté CE n°24/226 en date du 15 mai 2024 approuvant la répartition de l'enveloppe FEDER ITI et les modalités de l'Appel à candidature ;

Vu la notification en date 14 juin 2024 à la communauté d'agglomération de Bastia et à la commune de Bastia ;

Vu l'arrêté CE 24/464 du 4 septembre 2024 prorogeant les délais de l'AAC au 30 septembre 2024 ;

Vu la candidature de la CAB et de la commune de Bastia réceptionnée par voie électronique le 30 septembre 2024

Vu l'arrêté n°23/375 du 20 juin 2023 adoptant le règlement intérieur du Comité de Programmation Territorial ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Bastia en date du 18 juillet 2024 autorisant son Maire à répondre à l'AAC ITI ;

Vu la délibération du bureau de la CAB en date du 8 juillet 2024 autorisant la candidature ITI ;

Vu la validation par le Comité de Programmation Territorial en date du 12 novembre 2024, des stratégies ITI et de la liste d'opérations portées par la Communauté d'agglomération de Bastia et de la ville de Bastia ;

Vu l'arrêté CE n° ……. du Conseil Exécutif de Corse n° en date du ….., approuvant la présente convention ;

Vu la délibération AC n°…… en date du …… décembre 2024 approuvant la présente convention ;

PROJET

Préambule :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011230conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

La stratégie de l'Union européenne est de promouvoir un développement harmonieux de ses États membres et ses régions, à travers une politique de cohésion économique et sociale et en réduisant les disparités de niveau de développement entre les régions (article 174 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne).

Dans le cadre de la nouvelle période de programmation 2021-2027, l'ambition est de créer de la croissance, de l'emploi et garantir l'absence d'écarts entre les pays. 5 objectifs stratégiques ont été retenus : une Europe plus compétitive et plus intelligente, une Europe plus verte, résiliente et à faibles émissions de carbone, une Europe plus connectée, une Europe plus sociale et inclusive, une Europe plus proche des citoyens. Ce nouvel axe prévoit un soutien au développement urbain durable et intégré. Porté par les collectivités territoriales et EPCI, il doit permettre de poursuivre une approche territoriale pour tendre vers un objectif de **ville inclusive, dynamique, attractive et durable.**

Afin de renforcer la cohérence et la complémentarité des fonds européens avec les autres financements (nationaux, régionaux, infrarégionaux), la CdC, autorité de gestion du programme FEDER-FSE Corse, a souhaité engager auprès des agglomérations de Corse et communes urbaines intermédiaires, une démarche intégrée de développement urbain durable **pour un développement équilibré du territoire insulaire.**

En effet, Les villes, moteur de l'économie européenne, sont considérées comme des catalyseurs de créativité et d'innovation. En Corse, plus de 43 % de la population vit dans les deux grandes communautés d'agglomérations d'Aiacciu et de Bastia qui comptent près de 150 000 habitants.
200 000 habitants résident essentiellement à Aiacciu, Bastia, Portivechju, ou dans les communes voisines de ces villes.

Maximiser l'effet levier des fonds européens mobilisés reste un objectif afin de :

- Renforcer l'accessibilité aux services et aux fonctions urbaines pour l'ensemble des corses,
- Améliorer la cohésion sociale et économique entre les territoires,
- Favoriser la réintégration de quartiers en difficultés et de leur population vulnérable

Sur la base de cette orientation, le FEDER peut être mobilisé par les pôles urbains de Corse au moyen de la constitution d'un Investissement Territorial Intégré (ITI) à la suite de l'appel à candidature, lancé le 27 octobre 2023.
Avec les ITI, le programme régional FEDER/FSE + propose aux territoires d'établir une stratégie urbaine en cohérence avec les orientations du futur schéma de développement urbain durable (SDUD) de la Corse.

Dans ce cadre, **la Communauté d'agglomération de Bastia et la ville de Bastia** ont soumis leur stratégie de développement urbain durable qui s'appuie sur un diagnostic territorial.
Ce diagnostic comprend un plan d'actions destiné à contribuer au développement des aires urbaines dans le cadre d'une stratégie intégrée, durable et inclusive. Mais également, il vise à favoriser la réintégration des quartiers en difficultés dans la dynamique de développement des territoires urbains.
Le plan d'action présente les cofinancements proposés pour mettre en œuvre la stratégie (fonds européens, financements nationaux, régionaux voire infrarégionaux).

Article 1 – Objet

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011230conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

La présente convention a pour objet de définir le cadre de mise en œuvre de l'ITI par l'autorité urbaine désignée : CAB et Ville de Bastia.

Article 2 - Périmètre de l'investissement territorial intégré

Les actions mises en œuvre par l'Autorité Urbaine (AU) s'inscrivent dans le cadre de la stratégie intégrée telle que définie en annexe 2 de la présente convention, approuvée par le Comité de Programmation Territorial (CPT) du 12 novembre 2024, le Conseil Exécutif du 26 novembre 2024 et l'Assemble de Corse du … décembre 2024.

Zone géographique concernée :

Le périmètre d'action se situe à Bastia dans les secteurs de Toga, U Fangu, l'Arinella. Mais également les secteurs du cœur de ville et le Vieux port.

Public cible et nombre d'habitants :

Il s'agit de l'ensemble des habitants du territoire intercommunal et au-delà dans la mesure où les actions visent à développer les mobilités urbaines, l'intégration socio-économique des communautés marginalisées, des ménages à faibles revenus, l'entreprenariat, la pratique sportive et culturelle, les espaces publics en lieux de vie.

La CAB comprend 5 communes membres : Bastia, Furiani, Ville di Petrabugnu, San Martinu di Lota et Santa Maria di Lota pour une population totale de 63 871 habitants répartis :

- Bastia : 49 376
- Furiani : 6 153
- San Martinu di Lota : 2 978
- Ville di Petrabugnu : 3 296
- Santa Maria di Lota : 2 068

Article 3 – Stratégie et enveloppe financière :

Diagnostic de territoire et enjeux :

Le Territoire représente l'un des deux pôles économiques et administratifs majeurs de l'île avec un tiers des emplois en Corse. Sa position géographique située entre le Cap corse, la côte orientale et face aux côtes italiennes (Ligurie et Toscane) en fait une destination attractive. Une dynamique renforcée par son aéroport international situé à Lucciana et le port de Bastia, 1er port de Corse.

Priorités et objectifs stratégiques mobilisés :

Bastia et son agglomération présentent un bassin de population en croissance pour les + 60 ans et les -15 ans, ce qui nécessite de développer l'offre de service. L'écart important des revenus des ménages (les plus modestes au SE de Bastia) demande une attention portée sur les mécanismes d'équilibres des flux socio-professionnels. L'offre de logement (vieillissante à Bastia), la préservation des espaces naturels, les modes de déplacements, les équipements culturels et sportifs requièrent un rééquilibrage du territoire.

La stratégie retenue ambitionne des projets structurants à l'échelle intercommunale : développement durable du territoire, modernisation du patrimoine urbain, cohésion sociale et développement économique. Sept projets répondent à cette stratégie urbaine intégrée au cœur de la ville de Bastia.

Les objectifs mobilisés portent sur 3 priorités :

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011230conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

- Priorité 5 : promouvoir et favoriser le développement économique et homogène du territoire.

Les actions projetées répondent à l'**OS 5.1** : développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, ainsi que la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines. Les opérations sont les suivantes : réhabilitation de locaux à vocation économique port de Toga, études pour une piscine intercommunale au Fangu, COSEC à l'Arinella, extension du théâtre de Bastia.

- Priorité 4 : lutter contre les inégalités économiques, sociales et territoriales afin de garantir l'accès aux biens publics, notamment la santé et l'éducation.

Les actions projetées répondent à l'**OS 4.3** : favoriser l'intégration socio-économique des communautés marginalisées, des ménages à faible revenus et des groupes défavorisés au moyen de mesures intégrées, notamment le logement et les services sociaux.
Les opérations sont les suivantes : requalification de la place du Commerce et restructuration de l'ancienne grande Barre.

- Priorité 3 : renforcer la mobilité durable.

Les actions projetées répondent à l'**OS 2.8** : favoriser une mobilité urbaine multimodale durable dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone.
L'opération est la suivante : requalification du Vieux-Port intégrant voies douces et aménagements paysagers.

Opérations	Descriptifs	Montants indicatifs dotation FEDER
Port de Toga	Travaux de requalification de 2 locaux de 286 m² acquis en 2023. Visée économique pour accompagner l'entreprenariat. Opération qui s'inscrit en continuité du Tiers-lieu A VELA.	279 000 €
Piscine U Fangu	PHASE I : MO/Etude faisabilité réalisée. Améliorer les systèmes d'éducation sportives et développer les loisirs.	700 000 €
COSEC Arinella	Modernisation du Cosec notamment les équipements de pratique sportive diversifiés.	576 900 €
Extension du THEATRE	Restauration patrimoniale et développement des pratiques culturelles adaptables à tous publics. Réhabilitation et extension du théâtre de Bastia.	2 709 100 €
Place du Commerce	Requalification de la place du Commerce par des aménagements sur 2200 m2 pour renforcer la dynamique commerciale et la convivialité par l'accès piétonnier.	700 000 €
Grande Barre	Restructuration du site de l'ancienne grande barre sur 4 000 m2 : stationnements, aire de loisirs, replantation d'espèces végétales. NPRU à proximité d'école, casa di e Science, Maisons de quartier et services publics.	435 000 €
Vieux Port	Requalification du Vieux-Port sur 16 000 m2 : Voies douces et aménagements paysagers, éclairages, bancs et espaces de détente	600 000 €
TOTAL		6 000 000 €

Montant de l'investissement territorial intégré :

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011230conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

L'enveloppe financière ITI de la communauté d'agglomération de Bastia (CAB) et de la Ville de Bastia s'élève à un montant de 6 millions d'euros de FEDER (six millions d'euros) répartie comme suit :

OS	OPERATIONS	Montants estimatifs	FEDER sollicité
5.1	Locaux port de Toga	465 000 €	279 000 €
5.1	Piscine Fangu	1 165 000 €	700 000 €
5.1	COSEC Arinella	1 923 000 €	576 900 €
5.1	Extension théâtre Bastia	20 841 651 €	2 709 100 €
4.3	Place du Commerce	1 576 730 €	700 000 €
4.3	Site ancienne grande Barre	1 900 000 €	435 000 €
2.8	Vieux-Port (MO + Travaux)	1 018 000 €	600 000 €
	TOTAL	**28 989 381 €**	**6 000 000 €**

Respect de la maquette financière :

L'autorité urbaine participe au respect de la maquette financière du PO pour atteindre :
- Les objectifs du PO
- Les indicateurs de réalisation et de résultats
- Les indicateurs financiers de dépenses certifiées.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter du 01/01/2025 et prend fin au plus tard le 31/12/2029.

L'éligibilité temporelle des dépenses engagées et payées par les porteurs de projets sera précisée dans l'acte attributif de subvention de chaque opération. L'art. 63 RPDC du règlement UE 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil en date du 24 juin 2021 précise qu'une dépense est éligible entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2029 ;

Article 5 - Modalités de mise en œuvre :

La signature de cette convention confère aux opérations telles que définies dans la stratégie, une **sélection en opportunité, le Comité de programmation du 12 novembre 2024 ayant validé la programmation des opérations listées à l'article 3 ci-dessus.**

Afin de mettre en œuvre la stratégie, chaque opération fera l'objet d'un dépôt de dossier de subvention FEDER auprès du service instructeur désigné (service Europe et Ville – DA politiques urbaines – DADTPHL)

Les crédits FEDER ne pourront être attribués par le CE qu'après instruction réglementaire et vérification de l'éligibilité conformément au règlement FEDER, au PO et au DOMO.

La liste des opérations engagées sera régulièrement transmise au CPT pour information.

Article 6 : Suivi des ITI et modalités de révision

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011230conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Le Comité de coordination composé des autorités urbaines, du service instructeur (service Europe et villes) et de l'autorité de gestion a pour fonction le suivi administratif et financier de la mise en œuvre des ITI.
A ce titre, il pourra proposer les avenants nécessaires à la présente convention pour modifier la liste des opérations en cas d'inéligibilité, de contraintes de réalisation ou à la demande des AU, des SI et de l'AG.

L'AU présente, lors de ce comité, l'état d'avancement de la stratégie, de la réalisation ainsi que les difficultés rencontrées le cas échéant.

Les évaluations conduites par l'autorité de gestion sont menées en lien ou dans le cadre des évaluations du programme opérationnel Corse FEDER-FSE, pour la période 2021-2027.
L'AU met en œuvre les recommandations d'évaluation qu'elles soient européennes, nationales ou régionales.

L'AU s'engage à transmettre à l'autorité de gestion les données qualitatives et quantitatives en veillant à assurer la complétude et la qualité des informations saisies.

Article 7 - Respect des politiques et des autres obligations européennes et nationales

Stratégie de communication, information et publicité :

L'autorité urbaine s'inscrit dans le plan de communication du ou des programmes européens mis en œuvre par l'autorité de gestion. A ce titre, elle participe à la stratégie de communication de l'autorité de gestion et s'assure de sa mise en œuvre au niveau des opérations.

L'autorité urbaine veille à ce que l'ensemble des porteurs de projet soit informé de l'intervention du Fonds.

Il s'engage à faire respecter la publicité européenne selon les dispositions prescrites par le règlement cadre et délégué et conformément à la stratégie de communication de l'AG.

En outre, l'autorité urbaine pourra être sollicitée chaque année par l'AG dans le cadre de l'Opération Joli Mois de Mai, pilotée chaque année au niveau local par la Collectivité de Corse, sous l'égide de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires. Le Joli Mois de Mai (JME) consiste à organiser et à labelliser des manifestations ayant un lien avec la construction européenne, axées autour de la fête de l'Europe du 9 mai. Le but principal du Joli mois de l'Europe est de créer une émulation festive relative aux réalisations concrètes de l'Union européenne en région.

Respect des principes horizontaux du programme opérationnel :

L'autorité urbaine s'engage à respecter les principes horizontaux définis par la réglementation européenne : le développement durable, l'égalité entre femmes-hommes et la non-discrimination. Elle adresse annuellement à l'AG une synthèse quant à leur mise en œuvre et suivi.

Conservation des pièces justificatives :

L'autorité urbaine s'engage à conserver toutes les pièces relatives à la sélection des opérations ou toute autre pièce justificative afférente à la sélection jusqu'au 31/12/2034, conformément à 82 du règlement (UE) n°2021/1060.

Article 8 - Supervision et contrôles

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011230conve-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

L'autorité urbaine s'engage, en cas de contrôle opéré par toute autorité mandatée, l'autorité de gestion ou son représentant, les organismes de contrôle nationaux, ou par les instances européennes, à présenter toutes les pièces de procédure relatives aux missions qui lui sont confiées. Elle s'engage à répondre à toute demande faite par les contrôleurs dans des délais raisonnables.

Le pilotage et l'organisation du contrôle interne par l'autorité de gestion est détaillé au sein du descriptif de système de gestion et de contrôle.

Au vu des constats des contrôles et audits, l'autorité de gestion peut solliciter de l'autorité urbaine toute mesure utile qu'elle juge nécessaire pour préserver la bonne gestion financière du programme opérationnel. A défaut, la présente convention pourra être résiliée.

Dans ce cadre, il peut être fait recours à l'outil ARACHNE. Cet outil mis à disposition par la Commission Européenne permet, par le croisement de données publiques (ORBIS, WorldCompliance, données des systèmes d'informations des autorités de gestion) de calculer et attribuer une note de risques de fraude-s, selon les modalités prévues par l'autorité de gestion.

Article 9 - Litiges

En cas de litige, le Tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Bastia.
En cas d'inexécution d'une ou plusieurs des clauses de la présente convention et des obligations qui en découlent, l'autorité de gestion peut mettre fin à la présente convention en cas de manquements graves, y compris dans le cas de retard manifeste dans la mise en œuvre et la réalisation de l'ITI.

Bastia, le

L'autorité urbaine
La Communauté d'agglomération de Bastia

Le Président

Louis Pozzo di Borgo

Bastia, le

L'Autorité de Gestion
La Collectivité de Corse

Le Président du Conseil Exécutif de Corse

Gilles SIMEONI

La Commune de Bastia
Le Maire

Pierre SAVELLI

Annexes :
Ann. 1 : Règlement interne du comité de coordination
Ann. 2 : Stratégie de l'autorité urbaine
Ann. 3 : Liste d'opérations de l'autorité urbaine
Ann. 4 : Maquette financière

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011231-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation d'une convention de mise à disposition au bénéfice d'EDF relative à la pose d'un transformateur sur la parcelle AN 18

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2121-1 alinéa 2 ;

Vu la demande de EDF en date du 24 mars 2024 pour l'autorisation d'installer un poste de transformation sur la parcelle AN 18 dans le quartier du théâtre ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant la demande de EDF de pouvoir installer un poste de transformation sur la parcelle AN 18 d'une superficie totale de 1 740 m², propriété communale, sise rue Favalelli, quartier du Théâtre ;

Considérant le projet présenté intègre le transformateur dans le mur de soutènement de la bibliothèque ;

Considérant que le poste sera réalisé en maçonnerie et le mur en mortier de ciment de couleur terre afin de se fondre dans le mur existant tant au niveau de la finition que du coloris ;

Considérant qu'il convient d'accorder à EDF, la mise à disposition de la parcelle AN 18 pour une superficie de 25 m² moyennant une indemnité de 2 500€ (100 €/m²) ;

Considérant que cette servitude sera formalisée par acte sous seing privé et réitérée par acte notarié.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Paul TIERI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** la mise à disposition au bénéfice d'EDF moyennant une indemnité de

  2 500 € relative à l'implantation d'un poste de transformation sur une emprise de 25m² sise sur la parcelle AN 18.

Article2 :

- **Précise** que cette servitude sera formalisée par acte sous seing privé, puis réitérée par acte notarié.

Article 3 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention portant mise à disposition et l'acte notarié la réitérant et tout autre document nécessaire à son établissement.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 10/01/2025



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011232servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation d'une convention de mise à disposition au bénéfice d'EDF relative à la pose d'un transformateur sur la parcelle AN 18

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011232servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Le conseil municipal,

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L.2121-1 alinéa 2 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant la proposition d'installer 3 coffrets dans le mur d'enceinte de la Mairie dans le cadre de travaux de réseau réalisés par EDF ;

Considérant que ces travaux vont notamment permettre d'alimenter la Mairie (parcelle AB 283) ;

Considérant que l'emprise au sol occupée par ces 3 coffrets : 0,243 m² ;

Considérant l'indemnité forfaitaire proposée est de 150 € ;

Considérant que cette servitude sera formalisée par acte sous seing privé et réitérée par acte notarié aux frais d'EDF.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Paul TIERI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** la la convention portant servitude au bénéfice d'EDF impactant la parcelle AB 283 moyennant une indemnité de 150 € dont le projet est joint en annexe.

Article 2 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention et le cas échéant, l'acte notarié la réitérant et tout autre document nécessaire à son établissement.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011232servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

CONVENTION DE SERVITUDES

Commune de : BASTIA

Département : CORSE

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire EDF : D743/011414 - RSI BT POSTE SAINT NICOLAS BASTIA

Entre les soussignés :

Electricité De France (EDF), société anonyme au capital de 1 525 484 813 euros, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 552 081 317, ayant son siège social 22-30 Avenue de Wagram, à Paris (8ème), représentée par Monsieur Vincent GRINI en sa qualité de chef d'Agence Conception et Patrimoine, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par l'appellation " EDF "

d'une part,

Et

La **commune de BASTIA**, représentée par son Maire Pierre SAVELLI dont le siège est sis 1, avenue Pierre Giudicelli, 20410 Bastia Cedex, autorisé par délibération N° ……..en date du……..

désignée ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011232servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après lui appartient :

Commune	Préfixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt …)
BASTIA		AB	0283	HOTEL DE VILLE	

Le propriétaire déclare en outre, conformément aux articles R 323-1 à D 323-16 du Code de l'Energie, que la parcelle, ci-dessus désignée est actuellement (*) :

- ☐ non exploitée(s)
- ☐ exploitée(s) par-lui même .....
- ☐ exploitée(s) par .....

qui sera indemnisé directement par EDF en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction de la(les) lignes électrique(s) souterraine(s). Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par les articles L 323-4 à L 323-9 et les articles R 323-1 à D 323-16 du Code de l'Energie, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et EDF et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à EDF

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la parcelle, ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à EDF, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1.1 / Etablir à demeure dans une bande de mètre(s) de large, 0 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 0 mètres ainsi que ses accessoires.

1.2 / Etablir si besoin des bornes de repérage.

1.3 / Poser sur socle un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires :

-coffret A1 encastrer dans mur d enceinte (510 mm de large / 195 mm de profondeur / 985 mm de haut)
- coffret A2 encastrer dans mur d enceinte (330 mm de large / 195 mm de profondeur / 985 mm de haut)
- coffret TB01 encastrer dans mur d enceinte (330 mm de large / 195 mm de profondeur / 985 mm de haut)

1.4 / Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que EDF pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.

1.5 / Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, EDF pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

EDF veille à laisser la/les parcelle(s) concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son/intervention(s).

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011232servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification des ouvrages désignés à l'article 1er.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité desdits ouvrages.

Il pourra toutefois :

- élever des constructions et/ou effectuer des plantations à proximité des ouvrages électriques à condition de respecter entre lesdites constructions et/ou plantations et l'ouvrage(les ouvrages) visé(s) à l'article 1er, les distances de protection prescrites par la réglementation en vigueur
- planter des arbres de part et d'autre des lignes électriques souterraines à condition que la base du fût soit à une distance supérieure à deux mètres des ouvrages.
-

ARTICLE 3 - Indemnités

3.1/ A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article 1er, EDF s'engage à verser lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 7 ci-après :

- ☐ au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de **cent cinquante euros** (**150 €**).
- ☐ Le cas échéant, à l'exploitant qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (0 €).

Dans le cas des terrains agricoles, cette indemnité sera évaluée sur la base des protocoles agricoles[1] conclus entre la profession agricole et EDF, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire soit à l'exploitant, fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord par le tribunal compétent.

[1] *Protocoles "dommages permanents" et "dommages instantanés" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles*

ARTICLE 4 - Responsabilité

EDF prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 6 - Entrée en vigueur

La présente convention prend effet à compter de sa signature des parties et est conclue pour la durée **d'affectation au Service Public de la distribution d'électricité des ouvrages** et de tous ceux qui pourraient leur être subsistés sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant.

En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise EDF à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011232servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet - 10/01/2025

ARTICLE 7 - Formalités

La présente convention ayant pour objet de conférer à EDF des droits plus étendus que ceux prévus par l'article L323-4 du Code de l'Energie, pourra être authentifiée, en vue de sa publication au service de la Publicité Foncière, par acte notarié, les frais dudit acte restant à la charge d'EDF.

Elle vaut, dès sa signature par le propriétaire, autorisation d'implanter l'ouvrage décrit à l'article 1er.

Nonobstant ce qui précède, le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif à la parcelle concernée, par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

Fait en TROIS ORIGINAUX et passé

à.....

Le.....

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

La Commune de BASTIA **Le Maire de la commune,**	**ELECTRICITE DE FRANCE** **Le responsable de l'Agence Conception et Patrimoine,**
	Vincent GRINI Date : 2024.12.02 11:32:24 +01'00'

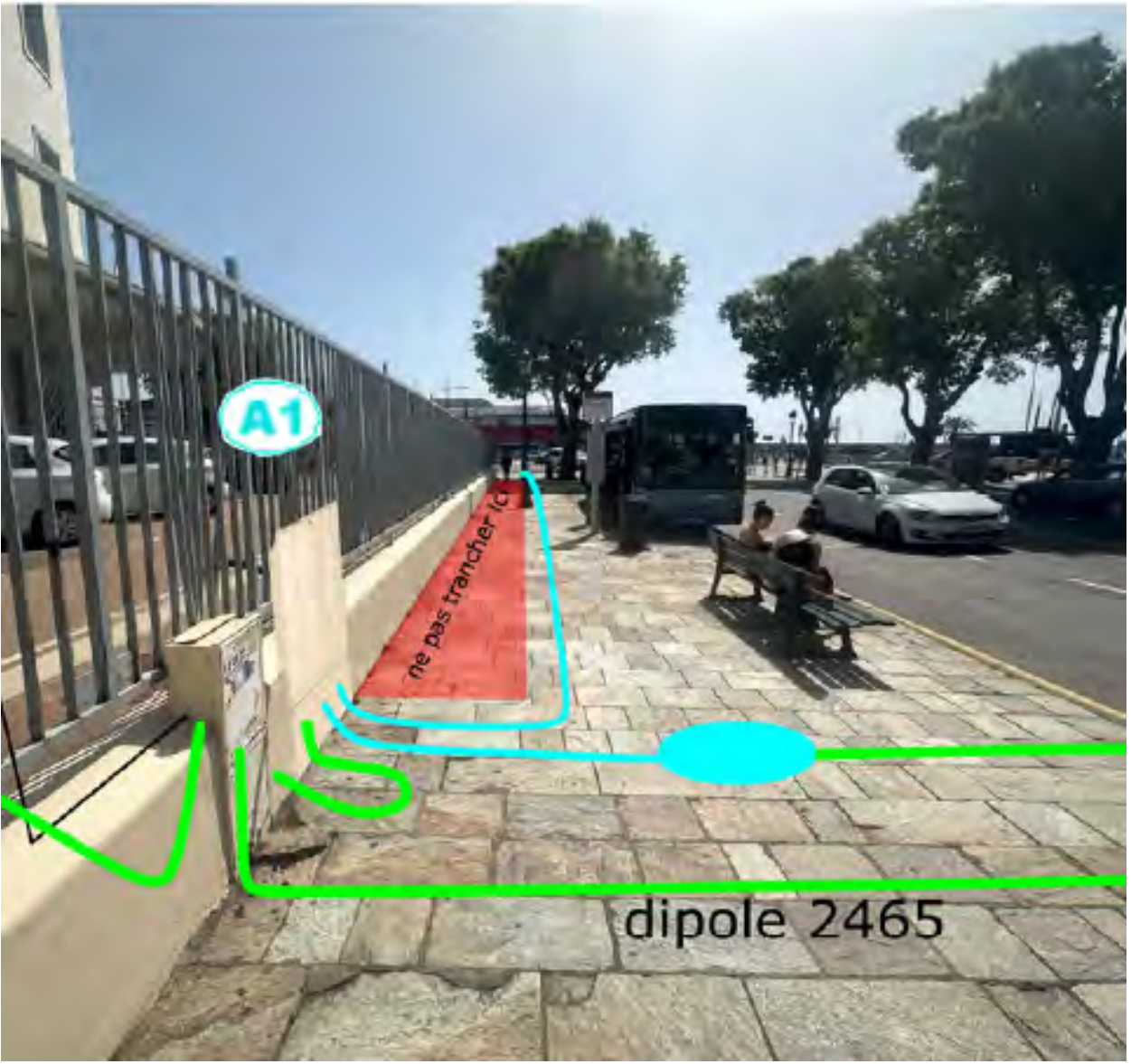
GV

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000235-20250109-2024011232servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

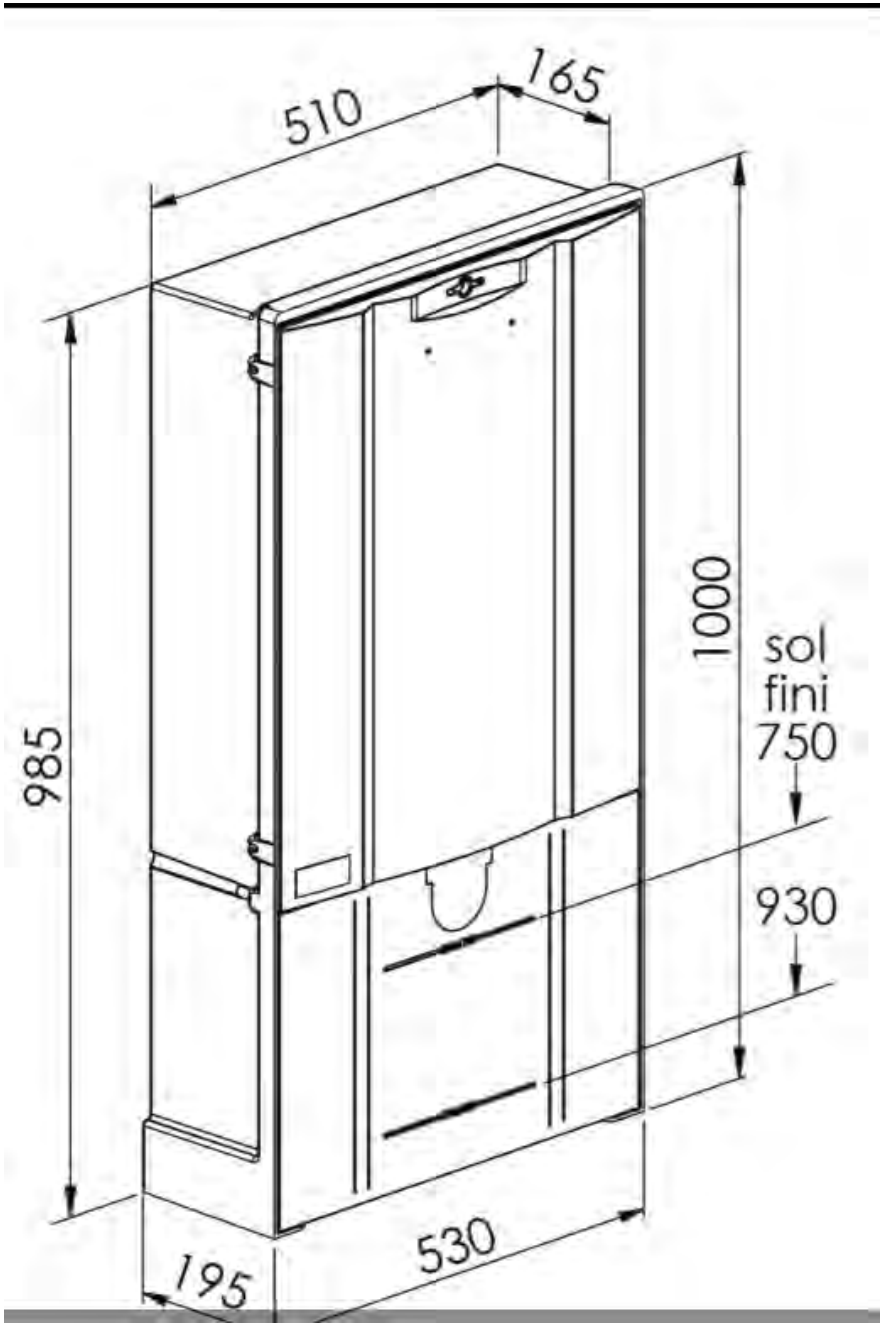
Coffret A1 a encastrer

en bleu ciel cables a poser

en vert cables existant



dimensions coffret A1



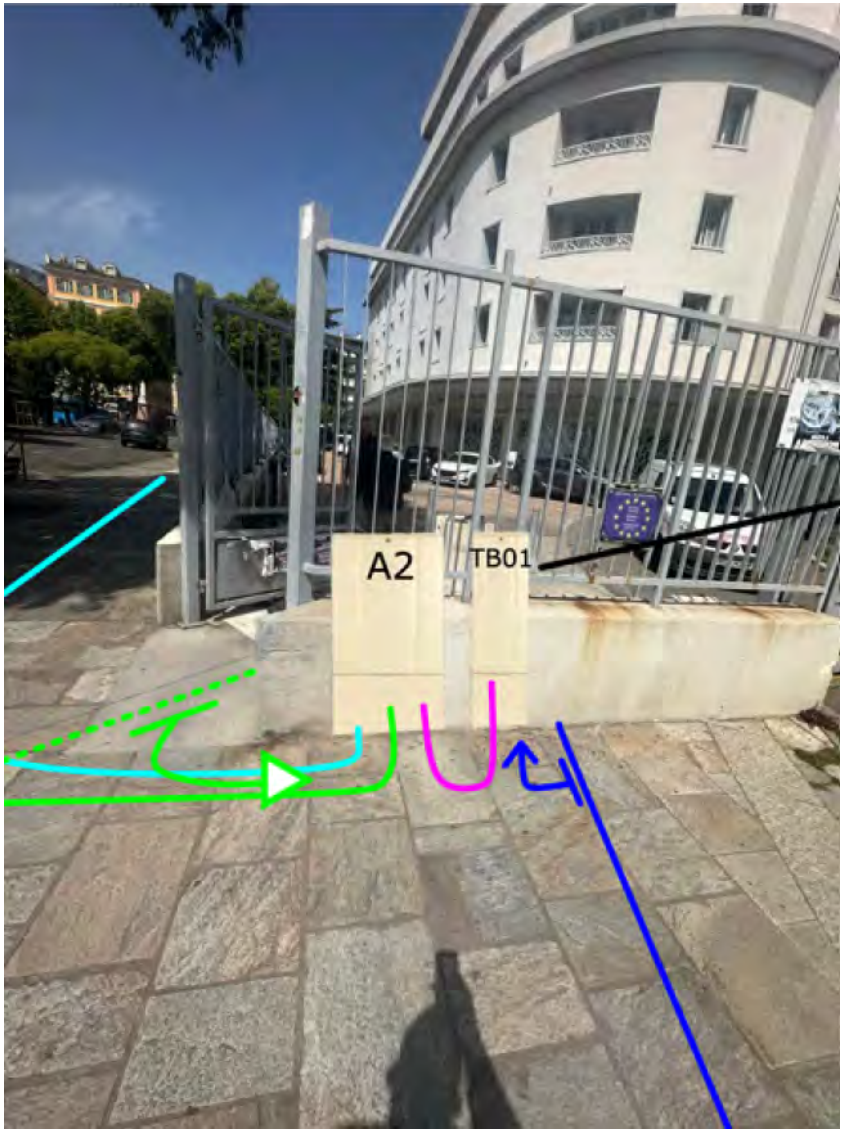
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011232servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Coffret A2 et tb01 a encastrer

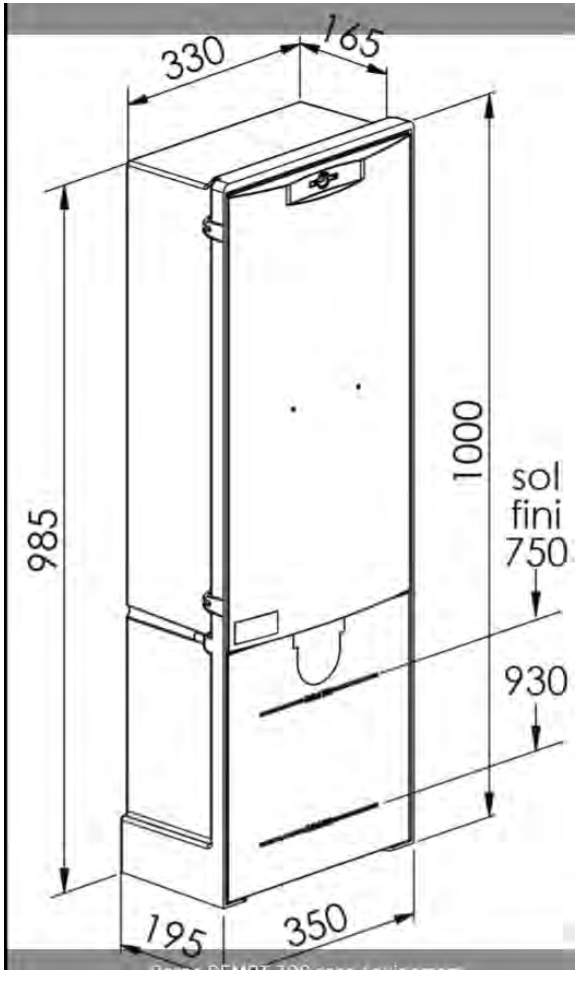
en bleu ciel cables a poser/ en bleu marine depart vers le mini tunnel a rabattre

dans le coffret TB01

en vert cables existant



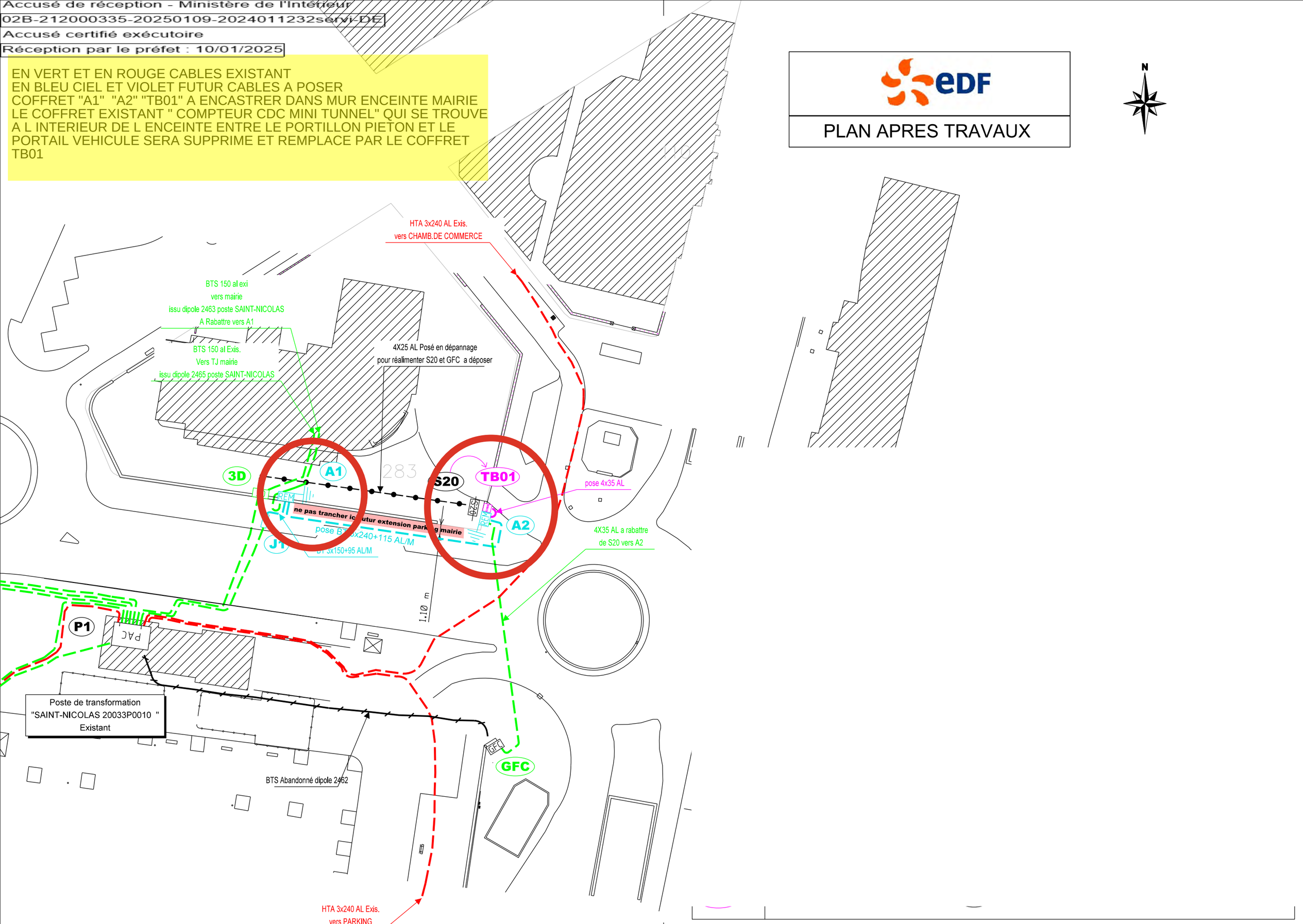
dimension coffret A2 et TB01



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011232servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

EN VERT ET EN ROUGE CABLES EXISTANT
EN BLEU CIEL ET VIOLET FUTUR CABLES A POSER
COFFRET "A1" "A2" "TB01" A ENCASTRER DANS MUR ENCEINTE MAIRIE
LE COFFRET EXISTANT " COMPTEUR CDC MINI TUNNEL" QUI SE TROUVE A L INTERIEUR DE L ENCEINTE ENTRE LE PORTILLON PIETON ET LE PORTAIL VEHICULE SERA SUPPRIME ET REMPLACE PAR LE COFFRET TB01

PLAN APRES TRAVAUX



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011233-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Incorporation des parcelles BD78 et BD81 dans le domaine public routier communal

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L141-3 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant qu'en 2017, la ville de Bastia a procédé à l'acquisition partielle de deux voies privées ouvertes à la circulation publique dans le secteur de Montesoru : une partie de la voie située au sud du cimetière de Montesoru (BD 78 pour 760m²) et une partie de la voie dite « Cacciari » (BD 81 pour 1 370 m²) ;

Considérant que ces 2 parcelles relèvent du domaine privé communal ;

Considérant qu'il convient de les classer dans le domaine public routier communal, afin d'être en adéquation avec l'affectation des lieux et la situation administrative cadastrale ;

Considérant que le classement des voies dans le domaine public routier communal est prononcé par le conseil municipal et est dispensé d'enquête publique préalable dès lors que le classement ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Paul TIERI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article unique:

- **Décide** de prononcer le classement des parcelles BD 78 (760 m²) et BD 81 (1 370 m²) dans le domaine public routier communal.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 10/01/2025



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011234servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation d'une servitude de passage pour l'accès PMR entre SAS du Fangu – E. Leclerc et le parc de l'Annonciade

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu la loi du 2005-102 du 11 février 2005 pour «l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées», fixant le principe d'une accessibilité généralisée, intégrant tous les handicaps, qu'ils soient d'ordre physique, visuel, auditif ou mental ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011234servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, pour la participation et la citoyenneté des personnes handicapées est le texte fondateur de la norme PMR ;

Considérant que ce texte précise que toute personne est en droit de réaliser librement les actes de la vie quotidienne en totale autonomie et pose le principe que toute personne à mobilité réduite doit pouvoir participer à la vie sociale et citoyenne ;

Considérant la priorité de l'accessibilité aux transports, aux bâtiments, aux équipements, aux soins de santé et à l'éducation ;

Considérant que notre collectivité a engagé une politique visant à réaliser les aménagements idoines pour faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite (passages piétons, etc..) ;

Considérant qu'un usager du parc de l'Annonciade en situation de handicap (fauteuil roulant) a sollicité notre collectivité afin qu'un accès soit réalisé entre le parking – 2 du supermarché de l'Annonciade et le parc, l'accès actuel étant marqué par une forte pente, ne permet pas d'y accéder de façon sécurisée ;

Considérant les négociations avec M. Jean-Michel CUTTOLI, président de la SAS du Fangu – E. Leclerc ;

Considérant la proposition de créer un portillon (1,90 largeur) dans la clôture de l'enceinte du supermarché et un marquage au sol (1,20 largeur) pour matérialiser un cheminement sécurisé depuis le parking, une rampe d'accès sera par ailleurs réalisée côté parc ;

Considérant qu'en contrepartie la Ville de Bastia a réalisé l'enrobé sur une superficie d'environ 70 m² au niveau de l'entrée du parking extérieur – 3 de la SAS du Fangu dont le cout est de 5400 € HT ;

Considérant que ce passage est accordé pour la durée de l'affectation PMR, la Ville s'engageant à l'entretien du portillon ;

Considérant que le portillon le marquage au sol et la rampe d'accès côté jardin ont été chiffrés à 9 878 € HT, soit un coût global de l'opération de 15 278 €.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Paul TIERI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1:

- **Approuve** la servitude de passage pour l'accès PMR entre SAS du Fangu – E. Leclerc et le parc de l'Annonciade.

Article 2 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer la convention jointe, qui pourra être réitérée par acte notarié aux frais de la Ville de Bastia.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011234servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

remplacer l'image LOGO Association Collectivité Organisme

CONVENTION PORTANT SERVITUDE DE PASSAGE

Entre les soussignés :

La Ville de Bastia,
Représentée par son Maire, Monsieur Pierre SAVELLI, dont le siège est sis 1, avenue Pierre Giudicelli, 20410 Bastia Cedex, autorisé par délibération N°…….. en date du …….,

Ci-après dénommée la Ville de Bastia, d'une part,

Et

La SAS du Fango,
Représentée par son président, Monsieur Jean-Michel CUTTOLI, dont le siège est sis **********
Autorisé par délibération en date du **********

Ci-après dénommée la SAS du Fango, d'autre part,

Dénommées ensemble « les parties ».

Préambule

La loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, pour la participation et la citoyenneté des personnes handicapées est le texte fondateur de la norme Personne à Mobilité Réduite. Il précise par ailleurs que toute personne est en droit de réaliser librement les actes de la vie quotidienne en totale autonomie. Il pose le principe que toute personne à mobilité réduite doit pouvoir participer à la vie sociale et citoyenne. L'accessibilité aux transports, aux bâtiments, aux équipements, aux soins de santé et à l'éducation devient ainsi une priorité.

Dans ce cadre, notre collectivité a engagé une politique visant à réaliser les aménagements idoines pour faciliter les déplacements des personnes à mobilité réduite (passages piétons, etc..).

Au printemps dernier, un usager du parc de l'Annonciade en situation de handicap (fauteuil roulant) a sollicité notre collectivité afin qu'un accès soit réalisé entre le parking – 2 du supermarché de l'Annonciade et le parc. L'accès actuel étant marqué par une forte pente, ne permet pas d'y accéder de façon sécurisée.
Après avoir engagé des négociations avec M. Jean-Michel CUTTOLI, président de la SAS du Fango – E. Leclerc, il a été proposé de créer un portillon dans la clôture du centre commercial ainsi qu'un marquage au sol afin de matérialiser un cheminement sécurisé depuis le parking. Une rampe d'accès sera par ailleurs réalisée côté parc, sur la propriété communale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011234servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 Objet de l'autorisation

La SAS du Fango, propriétaire de la parce AE 357 (394 m²) autorise la Ville de Bastia à créer un passage dans le mur de clôture du centre commercial afin de permettre l'accès au parc de l'Annonciade cadastré AE 360 (129 m²).

Article 2 Descriptif

La Ville de Bastia installera un portillon de 1,90 largeur et réalisera un marquage au sol de 1, 2 largeur pour matérialiser un cheminement sécurisé depuis le parking situé au niveau moins 2.

Une rampe d'accès sera par ailleurs réalisée côté parc, sur la propriété communale.

Article 3 Entretien

La Ville s'engage à entretenir et réparer ces aménagements.

Article 4 Modalités

L'usage de ce passage s'effectuera aux heures d'ouverture du centre commercial.

Article 5 Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties.

Elle est conclue pour la durée de l'affectation.

La présente autorisation cessera de produire ses effets en cas de désaffectation et de dépose du portillon par la Ville de Bastia rendant ainsi le droit de passage sans objet. Elle prendra fin de plein droit sans indemnité due de part et d'autre.

Article 6 Dommages

La Ville de Bastia prendra à sa charge tous les dommages qui résulteraient de l'utilisation de l'installation.

Article 7 Sort de l'installation

A l'expiration de la convention, la Ville de Bastia déposera le portillon et remettra les lieux dans leur état d'origine.

Article 8 Indemnité

En contrepartie de cette autorisation, la Ville de Bastia s'engage à réaliser une unique fois l'enrobé extérieur. Celui-ci a été réalisé en juillet 2024.

Article 9 Cession de droits

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011234servi-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

La SAS du Fango reconnait que le droit de jouissance accordé à la Ville de Bastia au titre de la présente convention constitue un droit d'usage opposable aux propriétaires ou locataires successifs du terrain. Par conséquent, la SAS du Fango devra :

- Avertir la Ville de Bastia par lettre recommandée avec accusé de réception de la vente ou de la location du terrain dans le mois suivant la signature
- Notifier au futur acquéreur ou locataire une copie de la présente convention

En conséquence, le nouveau propriétaire ou locataire sera subrogé dans les droits et obligation de la SAS du Fango.

Article 10 Formalités

Cette convention pourra être réitérée par acte authentique pour être enregistrée au Service de la Publicité Foncière au frais de la Ville de Bastia.

Article 11 Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Fait à Bastia le …… en … exemplaires originaux.

Pour la Ville de Bastia, Le Maire,	Pour le (Nom de l'asso/coll/orga), (Fonction),
Pierre SAVELLI	(Prénom NOM)

PROJET

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250110-2024011235-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation de la cession d'une emprise à détacher de la parcelle communale AY 656 au bénéfice de M. Michelotti Guy

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2241-1 ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2020/DEC/01/10 en date du 18 décembre 2020 portant approbation de la cession à Monsieur Guy Michelotti de 141 m² à détacher d'une parcelle AY 656 ;

Vu l'avis favorable du Pôle d'Evaluation Domaniale en date 4 novembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que M.Guy MICHELOTTI a fait l'objet d'une expropriation relative à l'opération de recalibrage du ruisseau de Lupinu, menée par la Ville de Bastia pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Bastia (CAB) ;

Considérant que l'emprise comprenait des places de stationnement indispensables au fonctionnement de l'activité professionnelle de M. MICHELOTTI, activité de carrosserie sise avenue de la Libération ;

Considérant que les négociations menées dans le cadre de la procédure d'expropriation ont abouti à une indemnisation financière supportée par la CAB et à la cession par la Ville de Bastia d'une emprise de 141 m² à détacher de la parcelle AY 656 située à proximité immédiate de la carrosserie ;

Considérant l'approbation de cette cession par le Conseil Municipal lors de sa séance du 18 décembre 2020 pour un montant de 4 230 euros ;

Considérant que les aménagements les aménagements réalisés par la commune sur le site, à savoir un parking et une piste cyclable, ont réduit l'emprise devant être cédée pour la porter à 123 m² au lieu de 141 m² ;

Considérant que Monsieur MICHELOTTI a été informé de la situation et a validé cette nouvelle emprise. Il a accepté de l'acquérir pour le prix de 3690 € ;

Considérant qu'il convient en premier lieu, d'abroger la délibération n°2020/DEC/01/10 en date du 18 décembre 2020 et en second lieu, d'approuver la cession au bénéfice de M. MICHELOTTI Guy d'une emprise de 123 m² à détacher de la parcelle AY 656 pour un montant de 3 690 € selon avis du Pôle d'Evaluation Domaniale du 04/11/2024.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Paul TIERI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1:

- **Abroge** la délibération n° 2020/DEC/01/10 du 18 décembre 2020, portant cession à Monsieur Guy MICHELOTTI d'une emprise de 141 m² à détacher de parcelle AY 656.

Article 2 :

- **Approuve** la cession d'une emprise de 123m² à détacher de la parcelle AY 656 d'une superficie totale de 433M² au bénéfice de M. Guy MICHELOTTI pour le prix de 3 690€ comme indiqué selon le plan suivant :



Article 3 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer l'acte de vente et tous documents nécessaires à son établissement.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 10/01/2025

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011236PUPDA-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation de l'avenant n°2 à la convention de projet urbain partenarial au bénéfice de M. Dantas

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011236PUPDA-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Le conseil municipal,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.332-11-3, L.332-11-4, L. 332-15 ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2021/FEV/01/16 en date du 4 février 2021 portant approbation d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) au bénéfice de Joachim Dantas ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2023/DEC/01/17 en date du 21 décembre 2023 portant approbation de l'avenant n°1 à la convention de projet urbain partenarial au bénéfice de M Dantas ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que par convention de projet urbain partenarial en date du 24 février 2021 relative à l'opération Machjone conduite par M. DANTAS et ayant fait l'objet du permis de construire n°02B 033 20A 0026, et en accord avec son avenant n°1 du 02 Septembre 2024, notre collectivité s'est engagée à réaliser des équipements publics (ouvrage routier, murets) avant le 31 décembre 2024 ;

Considérant cette opération prévoit la création de 1 400 m² de surfaces de planchers, soit 22 logements collectifs et 35 places de stationnement ;

Considérant que suite à la non-reconduction du marché de travaux à bon de commande intitulé « Travaux d'aménagements sur les espaces publiques », la Ville ne pourra pas respecter le calendrier fixé dans l'avenant n°1 à la convention de Projet urbain partenarial (PUP) ;

Considérant que ledit marché étant en cours de passation, il convient de passer un avenant n°2 à la convention de projet urbain partenarial au bénéfice de M. Dantas (les Hauts de Miomu) afin de la proroger de 6 mois supplémentaires soit jusqu'au 30 Juin 2025.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Paul TIERI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1:

- **Approuve** l'avenant n°2 à la convention de projet urbain partenarial au bénéfice de M Dantas du 24 février 2021.

Article 2:

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011236PUPDA-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

PROJET AVENANT N°2
CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL ENTRE LA COMMUNE DE BASTIA ET LA SARL LES HAUTS DE MIOMO

En application des dispositions des articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'Urbanisme issus de l'article 43 de la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, la présente convention est conclue entre :

SARL Les Hauts de Miomo
Représentée par Monsieur Joaquim DANTAS, gérant, dont le siège est sis Résidence Carré Saint Jean – Bât A Avenue de Borgo 20290 BORGO,

ET

La **Commune de BASTIA**

Représentée par Monsieur le Maire, Pierre SAVELLI, dont le siège est sis 1, avenue Pierre Giudicelli, 20 410 Bastia cedex, autorisé par délibération n°2024/JUIL/01/19 en date du 18 juillet 2024.

Préalablement à l'objet des présentes, les parties ont exposé ce qui suit :

Par convention en date du 24 Février 2021, il a été décidé de conclure un projet urbain partenarial (P.U.P.) avec M. Joaquim DANTAS.

La convention avait pour objet de déterminer les modalités de réalisation des équipements publics à la charge de la Ville de Bastia et la participation de la SARL Les Hauts de Miomo dans le cadre de l'opération d'aménagement dénommée « opération Macchione » sise à Bastia, parcelle BN47, faisant l'objet d'un permis de construire n°02B 033 20 A 0026.

Ladite convention est conclue pour une durée inférieure à 3 ans, soit jusqu'au 31 Décembre 2023.

Par transfert de permis de construire N° PC 02B 033 20 A0026 T01 délivré par la commune le 10 avril 2021, la SARL Les Hauts de Miomo a été substituée à M. Joaquim DANTAS.

Le phasage des travaux prévoyait que la réalisation par la Ville de Bastia de l'ouvrage routier et de ses dépendances devait intervenir après l'achèvement du chantier de la SARL Les Hauts de Miomo. Cette dernière ayant pris du retard, la Ville n'a pu respecter le calendrier fixé dans la convention de P.U.P.

C'est pourquoi, par avenant n°1 en date du 02 septembre 2024, il a été convenu de proroger la durée de la convention d'une année supplémentaire soit jusqu'au 31 Décembre 2024 et d'en modifier en conséquence l'article 2.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011236PUPDA-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Toutefois, au vu de la non-reconduction récente du Marché à bon de commande intitulé « Travaux d'aménagements sur les espaces publiques » permettant la réalisation des travaux, la Ville de Bastia est contrainte d'attendre une nouvelle attribution du marché. Ce qui a pour conséquence de retarder à nouveau le calendrier fixé dans le premier avenant de la convention de P.U.P.

C'est pourquoi, il convient de passer un avenant n°2 afin de proroger la durée de la convention pour une période supplémentaire de 6 mois soit jusqu'au 30 juin 2025 et de modifier en conséquence l'article 2.

Ceci exposé, les parties ont convenu ce qui suit.

Article 1 : L'article 2 de la convention de projet urbain partenarial du 24 Février 2021, en accord avec son avenant n°1, est modifié comme suit :

« La ville de Bastia s'engage à achever les travaux de réalisation des équipements prévus à l'article 1 au plus tard le 30 Juin 2025 »

Article 2 : Les autres articles de la convention sont et demeurent inchangés.

Fait à Bastia, le

Pour la ville de Bastia, Le Maire,	Pour la SARL Les Hauts de Miomo Le gérant
Pierre SAVELLI	Joaquim DANTAS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250221-20240137-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 21/02/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Modification des modalités de mise en œuvre du groupement de commande et de la convention de gestion temporaire de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » avec les communes membres de la Communauté d'Agglomération de Bastia

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu la loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes ;

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et notamment son article 14 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L.2226-1;

Vu la délibération de notre collectivité n°2022/JUIL/01/16 en date du 13 juillet 2022 portant approbation d'un groupement de commande pour la réalisation d'une étude technique, juridique et financière préalable au transfert de la compétence « Eaux Pluviales Urbaines » ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2022/SEP/01/19 en date du 15 septembre 2022 portant approbation de la compétence gestion des eaux pluviales urbaines – proposition de principe de conventionnement de délégation temporaire entre la Communauté d'Agglomération de Bastia et la Ville de Bastia ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2024/MAI/01/26 en date du 30 mai 2024 portant approbation de la prolongation des délais de validité du groupement de commande et de la convention de gestion temporaire de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » avec les communes membres de la CAB ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que la compétence relative à la gestion des eaux pluviales urbaines est une compétence obligatoire des communautés d'agglomération depuis le 1er janvier 2020 ;

Considérant que la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019, en son article 14, offre aux communautés d'agglomération la possibilité de déléguer cette compétence, par convention, aux communes membres ;

Considérant que les communes et la Communauté d'Agglomération de Bastia (CAB) n'ont pas défini les éléments techniques et financiers nécessaires à la gestion de cette compétence relative à la gestion des eaux pluviales urbaines ;

Considérant le temps nécessaire pour mener à bien les derniers échanges administratifs et financiers entre la Communauté d'Agglomération de Bastia et ses communes membres ;

Considérant la proposition de proroger la durée de la convention constitutive du groupement de commande et de la convention de gestion temporaire de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » ;

Considérant que la convention relative à la constitution du groupement de commande prenait en compte un montant estimatif de 120 000 € HT relatif à l'étude préfiguration préalable au transfert de compétence « eaux pluviales urbaines », et que le montant du marché notifié est de 77 160 € HT, il convient de modifier le montant figurant dans la convention et de redéfinir les participations financières de chacun des membres du groupement ;

Considérant les modifications aux conventions à apporter suivantes :

- Article 5 de la convention constitutive du groupement de commande : Prorogation du délai au 30/06/2025 ;

- Article 2 de la convention de délégation temporaire de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » : Prorogation du délai au 30/06/2025 ;

- Article 3 de la convention constitutive du groupement de commande : Fixer le montant de l'étude à 77 160 € HT avec une participation financière de la commune de Bastia de 15 032.70 € (selon la clé de répartition basée sur la population de chacune des communes membres) ;

Considérant que le reste des termes des conventions est inchangé.

Après avoir entendu le rapport de Madame Jéromine MARI-VIVARELLI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1:

- **Approuve** les modifications des modalités de mises en œuvre de la convention de groupement de commande et de la convention de la gestion temporaire de la compétence « Gestion des Eaux Pluviales Urbaines ».

Article 2:

- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 21/02/2025



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250128-2024011238autoa-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 28/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Autorisation d'engagement, de mandatement et de liquidation des dépenses

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250128-2024011238autoa-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 28/01/2025

Le conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L1612-1 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente ;

Considérant que, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif peut, sur autorisation du conseil municipal, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette ;

Considérant que l'article L1612-1 CGCT prévoit en outre que « pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite d'un montant de crédits de paiement par chapitre égal au tiers des autorisations ouvertes au cours de l'exercice précèdent.».

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Didier Grassi,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article unique:

- **Autorise** Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2025 pour les budgets suivants dans les limites indiquées ci-après :

  S'agissant des dépenses annuelles :

BUDGET	CHAPITRE	DESIGNATION CHAPITRE	RAPPEL BUDGET VOTE 2024	MONTANT AUTORISE(1/4)
BUDGET PRINCIPAL	Chapitre 10	Dotations, Fonds divers et réserves	61 000,00	15 250,00
	Chapitre 13	Subventions d'investissement	170 000,00	42 500,00
	Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	976 646,00	244 161,50
	Chapitre 204	Subventions d'équipement versées	12 000,00	3 000,00
	Chapitre 21	Immobilisations corporelles	8 842 294,78	2 210 573,70
	Chapitre 23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
	Chapitre 26	Participations et créances rattachées	25 000,00	6 250,00
	Chapitre 27	Autres immobilisations financières	150 000,00	37 500,00
	Chapitre 45	Opérations pour compte de tiers	473 695,00	118 423,75
VIEUX PORT	Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	20 000,00	5 000,00
	Chapitre 21	Immobilisations corporelles	97 001,12	24 250,28
	Chapitre 23	Immobilisations en cours	35 846,61	8 961,65
REGIE DES PARCS	Chapitre 21	Immobilisations corporelles	849 784,10	212 446,03
	Chapitre 23	Immobilisations en cours	350 000,00	87 500,00
CREMATORIUM	Chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250128-2024011238autoa-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 28/01/2025

S’agissant des dépenses pluriannuelles (AP-CP) :

BUDGET	CHAPITRE	DESIGNATION CHAPITRE	RAPPEL BUDGET VOTE 2023	MONTANT AUTORISE(1/3)
BUDGET PRINCIPAL	Chapitre 20	Immobilisations incorporelles	473 405,52	157 801,84
	Chapitre 204	Subventions d'équipement versées	754 000,00	251 333,33
	Chapitre 21	Immobilisations corporelles	3 983 370,46	1 327 790,15
	Chapitre 23	Immobilisations en cours	19 269 437,48	6 423 145,83
	Chapitre 26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
	Chapitre 45	Opérations pour compte de tiers	1 512 532,77	504 177,59

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 27/01/2025



Pierre SAVELLI

Conformément à l’article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l’objet d’un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l’application « Télérecours citoyens », accessible depuis l’adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l’objet d’une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d’une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20241230-39-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/12/2024
Publication : 30/12/2024

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Rapport annuel d'activité de la Société d'Économie Mixte Locale (SEML) Port Toga au titre de l'année 2023

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 38 (4 élus déportés)
Quorum : 19
Nombre de membres présents : 24
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Marie-Pierre D'ULIVO-PASQUALINI; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise ; Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Monsieur ROMITI Gérard.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L1413-1 ;

Vu l'article L3131-5 du Code de la commande publique ;

Vu les arrêtés de déport de Monsieur Pierre SAVELLI, de Madame Emmanuelle de GENTILI, de Madame Marie-Pierre D'ULIVO-PASQUALINI et de Monsieur Gérard ROMITI en date du 13 décembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) en date du 17 décembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que le rapport annexé comporte les notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution du contrat de concession et une analyse de la qualité des ouvrages ou des services et permet aux autorités concédantes d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Didier Grassi,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité
Monsieur Pierre SAVELLI, Madame Emmanuelle De GENTILI, Monsieur Gérard ROMITI quittent la séance et ne participent pas aux débats et votes.

Article unique:

- **Prend acte** du rapport d'activité annuel de la SEML Port Toga au titre de l'année 2023.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250113-2024011239A1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 13/01/2025

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

SEML Du Port de Plaisance de Toga

Société Anonyme d'Economie Mixte Locale
Au capital de 675 000 €
Capitainerie – Port de Plaisance de Toga
20200 VILLE DI PIETRABUGNO

Exercice clos le 31 décembre 2023

BERNARD Cyril
Commissaire aux comptes

Lieu-dit San Pancrace
20600 FURIANI

commissaire aux comptes

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Société d'Economie Mixte Locale du Port de Plaisance de Toga

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la société SEML du Port de Plaisance de Toga,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société SEML DU PORT DE PLAISANCE DE TOGA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-1801 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder

son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Furiani, le 20 juin 2024

Le commissaire aux comptes

Cyril BERNARD

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

SEML DU PORT DE TOGA

Numéro SIRET : **35385924200029**

Capitainerie du Port de Toga
20200 VILLE DI PIETRABUGNO

COMPTES ANNUELS

du 01/01/2023 au 31/12/2023

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Sommaire

Bilan 1
ACTIF 1
Actif immobilisé 1
Actif circulant 1
PASSIF 2
Capitaux Propres 2
Provisions pour risques et charges 2
Emprunts et dettes 2
Compte de résultat 3
Bilan détaillé 5
ACTIF 5
Actif immobilisé 5
Actif circulant 5
PASSIF 7
Capitaux Propres 7
Provisions pour risques et charges 7
Emprunts et dettes 7
Compte de résultat détaillé 9
Annexes Légales 2024 12
Soldes intermédiaires de gestion 27
Soldes intermédiaires de gestion détaillé 29
Rapport de Présentation 32

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	1 920 612,71	15 000,00	1 905 612,71	1 905 612,71	
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions	10 709,96	10 709,96			
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 522 787,46	282 810,01	1 239 977,45	1 270 409,07	- 30 432
Autres immobilisations corporelles	293 008,67	239 547,47	53 461,20	59 676,20	- 6 215
Immobilisations en cours	19 192,50		19 192,50	19 192,50	
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	1 852 787,40		1 852 787,40	1 852 787,40	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	90,00		90,00	90,00	
TOTAL (I)	**5 619 188,70**	**548 067,44**	**5 071 121,26**	**5 107 767,88**	**- 36 647**
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	295 090,61	30 589,15	264 501,46	299 057,54	- 34 556
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	3 006,00		3 006,00	864,00	2 142
. Personnel					
. Organismes sociaux	792,40		792,40	194,72	598
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	71 991,85		71 991,85	90 998,53	- 19 007
. Autres	2 614 277,75		2 614 277,75	2 583 455,47	30 822
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	19 489,62		19 489,62	37 759,04	- 18 269
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	6 206,44		6 206,44	13 673,02	- 7 467
TOTAL (II)	**3 010 854,67**	**30 589,15**	**2 980 265,52**	**3 026 002,32**	**- 45 737**
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	**8 630 043,37**	**578 656,59**	**8 051 386,78**	**8 133 770,20**	**- 82 383**

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 675 000,00)	675 000,00	675 000,00	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...			
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale	30 489,80	30 489,80	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées	94 373,32	94 373,32	
Autres réserves	644 900,00	644 900,00	
Report à nouveau	-244 217,52	-154 111,75	- 90 106
Résultat de l'exercice	-91 157,88	-90 105,77	- 1 052
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	**1 109 387,72**	**1 200 545,60**	**- 91 158**
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées	3 110 829,36	3 030 393,29	80 436
TOTAL (II)	**3 110 829,36**	**3 030 393,29**	**80 436**
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	490 559,71	488 947,67	1 612
TOTAL (III)	**490 559,71**	**488 947,67**	**1 612**
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	1 029 573,68	1 090 821,96	- 61 248
. Découverts, concours bancaires	253,30	196,49	57
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	143 964,35	97 712,16	46 252
. Associés	101,96	101,96	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	152 063,33	224 934,79	- 72 871
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	17 001,29	16 623,77	378
. Organismes sociaux	33 910,40	33 530,32	380
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	552 608,32	558 697,99	- 6 090
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	725 457,50	560 714,08	164 743
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	596 360,74	740 448,45	- 144 088
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance	89 315,12	90 101,67	- 787
TOTAL (IV)	**3 340 609,99**	**3 413 883,64**	**- 73 274**
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	**8 051 386,78**	**8 133 770,20**	**- 82 383**

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 7

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	887 649,04		887 649,04	743 150,50	144 499	19,44
Chiffres d'affaires Nets	**887 649,04**		**887 649,04**	**743 150,50**	**144 499**	**19,44**
Production stockée						
Production immobilisée			700,54	546,72	154	28,14
Subventions d'exploitation						
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			171 948,58	128 251,77	43 697	34,07
Autres produits			893,17	15 365,90	- 14 473	-94,19
Total des produits d'exploitation (I)			**1 061 191,33**	**887 314,89**	**173 876**	**19,60**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			362 539,49	397 968,46	- 35 429	-8,90
Impôts, taxes et versements assimilés			183 014,81	114 240,98	68 774	60,20
Salaires et traitements			187 902,33	168 267,83	19 635	11,67
Charges sociales			68 507,41	58 415,55	10 092	17,28
Dotations aux amortissements sur immobilisations			17 951,00	19 479,20	- 1 528	-7,85
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges			62 660,93	61 132,61	1 528	2,50
Autres charges			228 613,63	112 470,86	116 143	103,26
Total des charges d'exploitation (II)			**1 111 189,60**	**931 975,49**	**179 214**	**19,23**
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			**-49 998,27**	**-44 660,60**	**- 5 338**	**11,95**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)						
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées			34 138,43	36 121,13	- 1 983	-5,49
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			**34 138,43**	**36 121,13**	**- 1 983**	**-5,49**
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			**-34 138,43**	**-36 121,13**	**1 983**	**5,49**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			**-84 136,70**	**-80 781,73**	**- 3 355**	**4,15**

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920Z

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 287,00		3 287	N/S
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	**3 287,00**		**3 287**	**N/S**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	10 308,18	9 324,04	984	10,55
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)	**10 308,18**	**9 324,04**	**984**	**10,55**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**-7 021,18**	**-9 324,04**	**2 303**	**24,70**
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des Produits (I+III+V+VII)	**1 064 478,33**	**887 314,89**	**177 163**	**19,97**
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	**1 155 636,21**	**977 420,66**	**178 216**	**18,23**
RESULTAT NET	**-91 157,88**	**-90 105,77**	**- 1 052**	**1,17**
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Bilan détaillé

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Actif immobilisé					
Concessions, brevets, droits similaires	**1 920 612,71**	**15 000,00**	**1 905 612,71**	**1 905 612,71**	
205000 BIENS MIS EN CONCESSION (75 ANNEAUX)	*1 905 612,71*		*1 905 612,71*	*1 905 612,71*	
205080 LOGICIELS	*15 000,00*		*15 000,00*	*15 000,00*	
280500 AMORT LOGICIELS		*15 000,00*	*-15 000,00*	*-15 000,00*	
Constructions	**10 709,96**	**10 709,96**			
214500 AGENT.INSTAL.CONSTRUCT.S/SOL AUTRUI	*10 709,96*		*10 709,96*	*10 709,96*	
281450 AMORT AGENT CONSTRUCT.S/SOL AU		*10 709,96*	*-10 709,96*	*-10 709,96*	
Installations tech., matériel & outillage indu	**1 522 787,46**	**282 810,01**	**1 239 977,45**	**1 270 409,07**	**- 30 432**
215000 MATERIEL ET OUTILLAGE	*1 206,46*		*1 206,46*	*1 206,46*	
225131 AMENAGEMENT DIGUE	*650 777,61*		*650 777,61*	*650 777,61*	
225132 AMENAGEMENT DIGUE- CARAPACE EXTERIEURE	*870 803,39*		*870 803,39*	*870 803,39*	
281500 AMORT MAT ET OUTILLAGE		*1 206,46*	*-1 206,46*	*-1 206,46*	
282513 AMORT AMENAGEMENT DIGUE		*281 603,55*	*-281 603,55*	*-251 171,93*	*- 30 432*
Autres immobilisations corporelles	**293 008,67**	**239 547,47**	**53 461,20**	**59 676,20**	**- 6 215**
218100 AGENCT.AMENAGT.INSTALL.	*259 404,47*		*259 404,47*	*248 815,97*	*10 589*
218200 MATERIEL DE TRANSPORT	*12 716,49*		*12 716,49*	*12 716,49*	
218300 MAT.BUREAU &INFORMATIQUE	*9 101,29*		*9 101,29*	*7 953,79*	*1 148*
218400 MOBILIER	*11 786,42*		*11 786,42*	*11 786,42*	
281810 AMORT.AG.CONS.DIVERSES		*207 750,65*	*-207 750,65*	*-190 723,20*	*- 17 027*
281820 AMORT.MATERIEL DE TRANSP.		*12 716,49*	*-12 716,49*	*-12 266,49*	*- 450*
281830 AMORT.MAT.BUREAU &INFOR.		*8 083,41*	*-8 083,41*	*-7 816,16*	*- 267*
281840 AMORT. MOBILIER		*10 996,92*	*-10 996,92*	*-10 790,62*	*- 206*
Immobilisations en cours	**19 192,50**		**19 192,50**	**19 192,50**	
231300 CONSTRUCTION EN COURS	*19 192,50*		*19 192,50*	*19 192,50*	
Autres participations	**1 852 787,40**		**1 852 787,40**	**1 852 787,40**	
261000 TITRE S P T P	*1 852 787,40*		*1 852 787,40*	*1 852 787,40*	
Autres immobilisations financières	**90,00**		**90,00**	**90,00**	
275000 DEPOTS & CAUTIONNEMENTS.	*90,00*		*90,00*	*90,00*	
TOTAL (I)	5 619 188,70	548 067,44	5 071 121,26	5 107 767,88	**- 36 647**
Actif circulant					
Clients et comptes rattachés	**295 090,61**	**30 589,15**	**264 501,46**	**299 057,54**	**- 34 556**
411000 CLIENTS SEML	*170 186,98*		*170 186,98*	*257 960,78*	*- 87 774*
411200 CLIENTS AMODIATAIRES	*22 595,28*		*22 595,28*	*63 806,60*	*- 41 211*
411600 CLIENTS PARTIE PUBLIQUE	*18 176,60*		*18 176,60*	*49 297,79*	*- 31 121*
418100 CLIENTS.FACT A ETABLIR	*48 511,10*		*48 511,10*	*38 789,50*	*9 722*
418110 SPT - FACT.A ETABLIR	*23 621,12*		*23 621,12*	*7 816,75*	*15 804*
418120 SPTP - FACT. A ETABLIR	*11 999,53*		*11 999,53*	*3 970,91*	*8 029*
491000 PROV.DEPREC.CLTS SEML		*30 589,15*	*-30 589,15*	*-94 440,00*	*63 851*
491600 PROV.DEPREC.CLTS P.PUBLIC				*-28 144,79*	*28 145*
. Fournisseurs débiteurs	**3 006,00**		**3 006,00**	**864,00**	**2 142**
401000 FOURNISSEURS	*3 006,00*		*3 006,00*	*864,00*	*2 142*
. Organismes sociaux	**792,40**		**792,40**	**194,72**	**598**
437600 MUTUELLE FAMILIALE DE LA CORSE	*792,40*		*792,40*	*194,72*	*598*
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	**71 991,85**		**71 991,85**	**90 998,53**	**- 19 007**
445620 TVA DEDUCT.S/IMMO.	*1 493,00*		*1 493,00*		*1 493*
445660 TVA DEDUCT.S/BIENS & SERV	*45 905,00*		*45 905,00*	*70 032,00*	*- 24 127*
445670 CREDIT DE TVA				*500,00*	*- 500*
445860 TVA S/FACT.NON PARVENUES	*17 349,19*		*17 349,19*	*18 520,41*	*- 1 171*
445871 TVA S/AVOIRS A ETABLIR	*7 244,66*		*7 244,66*	*1 946,12*	*5 299*
. Autres	**2 614 277,75**		**2 614 277,75**	**2 583 455,47**	**30 822**
441110 SUBVENTION INVESTISSEMENT ATC	*18 146,82*		*18 146,82*	*18 146,82*	

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
451000 C/C SPTP	*350 000,00*		*350 000,00*	*350 000,00*	
467010 ENTR. J.SPADA	*806,49*		*806,49*	*806,49*	
467011 ENTREPRISE JEAN SPADA / PROTOCOLE	*162 451,00*		*162 451,00*	*162 451,00*	
467020 S.P.T. DT/CR CHAR.COMMUN.	*1 696 462,30*		*1 696 462,30*	*1 649 147,89*	*47 314*
467033 CREANCE SPTP / PLAN SAUVEGARDE 10ANS	*106 270,98*		*106 270,98*	*132 838,71*	*- 26 568*
467035 S.P.T.P. CHARGES COMMUNES	*280 140,16*		*280 140,16*	*259 903,92*	*20 236*
467050 France TELECOM MOBILE				*10 160,64*	*- 10 161*
Disponibilités	**19 489,62**		**19 489,62**	**37 759,04**	**- 18 269**
511200 CHEQUES A ENCAISSER	*10 305,00*		*10 305,00*	*8 706,68*	*1 598*
512001 SOCIETE GENERALE	*6 344,62*		*6 344,62*	*20 393,23*	*- 14 049*
530000 CAISSE	*2 840,00*		*2 840,00*	*8 659,13*	*- 5 819*
Charges constatées d'avance	**6 206,44**		**6 206,44**	**13 673,02**	**- 7 467**
486000 CHARGES CONSTAT.D AVANCE	*6 206,44*		*6 206,44*	*13 673,02*	*- 7 467*
TOTAL (II)	3 010 854,67	30 589,15	2 980 265,52	3 026 002,32	**- 45 737**
TOTAL ACTIF (0 à V)	8 630 043,37	578 656,59	8 051 386,78	8 133 770,20	- 82 383

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Bilan détaillé (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 675 000,00)	**675 000,00**	**675 000,00**	
101300 CAPITAL APPELE VERSE	*675 000,00*	*675 000,00*	
Réserve légale	**30 489,80**	**30 489,80**	
106110 RESERVE LEGALE	*24 793,39*	*24 793,39*	
106111 RESERVE LEGALE SPECIALE Z.F.C.	*5 696,41*	*5 696,41*	
Réserves réglementées	**94 373,32**	**94 373,32**	
106480 RESERVE SPECIALE Z.F.C.	*94 373,32*	*94 373,32*	
Autres réserves	**644 900,00**	**644 900,00**	
106800 AUTRES RESERVES	*644 900,00*	*644 900,00*	
Report à nouveau	**-244 217,52**	**-154 111,75**	**- 90 106**
119000 REPORT A NOUVEAU	*-244 217,52*	*-154 111,75*	*- 90 106*
Résultat de l'exercice	**-91 157,88**	**-90 105,77**	**- 1 052**
TOTAL (I)	1 109 387,72	1 200 545,60	**- 91 158**
Avances conditionnées	**3 110 829,36**	**3 030 393,29**	**80 436**
229500 AMORT.CADUCITE	*1 220 993,40*	*1 183 993,60*	*37 000*
229510 AMORT.CADUCITE DROITS CONCEDANT	*1 041 734,97*	*990 918,63*	*50 816*
229520 DROITS DU CONCEDANT / TRAVAUX DIGUE	*474 468,49*	*486 464,12*	*- 11 996*
229530 DROITS DU CONCEDANT / TRAVAUX DIGUE EXTE	*373 632,50*	*369 016,94*	*4 616*
TOTAL (II)	3 110 829,36	3 030 393,29	**80 436**
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour charges	**490 559,71**	**488 947,67**	**1 612**
157200 PROV POUR GROSSES REPARAT	*490 559,71*	*488 947,67*	*1 612*
TOTAL (III)	490 559,71	488 947,67	**1 612**
Emprunts et dettes			
. Emprunts	**1 029 573,68**	**1 090 821,96**	**- 61 248**
164010 EMPRUNT COMMUNE DE BASTIA	*318 918,27*	*333 146,53*	*- 14 228*
164020 EMPRUNT COM. VILLE PIETRABUGNO	*318 918,21*	*333 146,47*	*- 14 228*
164030 EMPRUNT GROUPE J. SPADA	*159 459,13*	*166 573,27*	*- 7 114*
164040 EMPRUNT SOCIETE GENERALE	*232 278,07*	*257 955,69*	*- 25 678*
. Découverts, concours bancaires	**253,30**	**196,49**	**57**
518600 BANQUES INTERETS COURUS	*253,30*	*196,49*	*57*
Divers	**143 964,35**	**97 712,16**	**46 252**
168040 ICNE S/ EMPRUNT SG 2016 400K¬	*739,79*	*821,57*	*- 82*
168100 ECH EMPRUNT EN RETARD	*143 224,56*	*96 890,59*	*46 334*
Associés	**101,96**	**101,96**	
455000 C/C COMMUNE VIL.DI PIETRABUGNO	*40,78*	*40,78*	
455010 C/C ENT. J. SPADA	*20,40*	*20,40*	
455020 C/C COMMUNE DE BASTIA	*40,78*	*40,78*	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	**152 063,33**	**224 934,79**	**- 72 871**
401000 FOURNISSEURS	*30 048,02*	*95 703,43*	*- 65 655*
408100 FOURNIS.FACT.NON PARVENUE	*94 315,89*	*94 954,06*	*- 638*
408120 S.P.T.P. FACTURES NON PARVENUES	*27 699,42*	*34 277,30*	*- 6 578*
. Personnel	**17 001,29**	**16 623,77**	**378**
421000 PERS.REMUNERATIONS DUES	*92,04*	*389,86*	*- 298*
428200 CONGES A PAYER	*16 909,25*	*16 233,91*	*675*
. Organismes sociaux	**33 910,40**	**33 530,32**	**380**
431000 URSSAF DE CORSE	*11 366,00*	*11 473,00*	*- 107*
437200 ORG. RETRAITE COMPL. HUMANIS	*3 670,92*	*5 513,37*	*- 1 842*

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
437500 ORG. PREVOYANCE - GAN	*6 917,14*	*4 921,69*	*1 995*
438200 CHARGES SOC. S/CONGES A PAYER	*7 090,46*	*6 774,78*	*316*
438610 AUTR.CHAR.SOC. FORM. CONTINUE	*4 865,88*	*4 847,48*	*18*
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	**552 608,32**	**558 697,99**	**- 6 090**
445510 TVA A DECAISSER	*4 086,00*		*4 086*
445620 TVA DEDUCT.S/IMMO.		*349,00*	*- 349*
445710 TVA COLLECTEE	*29 738,00*	*84 537,00*	*- 54 799*
445715 TVA COLLECT.S/CHARG COMM.	*374 221,00*	*463 689,00*	*- 89 468*
445800 TVA A REGULARISER	*130 542,00*		*130 542*
445870 TVA S/FACT A ETABLIR	*14 021,32*	*10 122,99*	*3 898*
. Autres impôts, taxes et assimilés	**725 457,50**	**560 714,08**	**164 743**
442100 SALARIES - PRELEMENTS A LA SOURCE	*1 793,00*	*1 780,00*	*13*
448600 ETAT, CHARGES A PAYER	*723 664,50*	*558 934,08*	*164 730*
Autres dettes	**596 360,74**	**740 448,45**	**- 144 088**
411000 CLIENTS SEML	*11 249,65*	*6 966,00*	*4 284*
411200 CLIENTS AMODIATAIRES		*7 538,00*	*- 7 538*
411600 CLIENTS PARTIE PUBLIQUE	*948,04*		*948*
419800 AAR / CLT SEML	*43 486,54*	*11 682,59*	*31 804*
467000 PRODUITS DES AMODIATAIRES	*17 365,25*	*60 950,60*	*- 43 585*
467037 S.P.T.P.	*3 027,32*	*3 027,32*	
467041 PRISE EN CHARGE LITIGE TLN/SPTP	*520 283,94*	*650 283,94*	*- 130 000*
Produits constatés d'avance	**89 315,12**	**90 101,67**	**- 787**
487000 PROD.CONSTATES D AVANCE	*89 315,12*	*90 101,67*	*- 787*
TOTAL (IV)	3 340 609,99	3 413 883,64	**- 73 274**
TOTAL PASSIF (I à V)	8 051 386,78	8 133 770,20	- 82 383

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Compte de résultat détaillé

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Production vendue services	**887 649,04**		**887 649,04**	**743 150,50**	**144 499**	**19,44**
706101 SEML.LOC.PASSAGE JOUR	*97 863,82*		*97 863,82*	*67 664,79*	*30 199*	*44,63*
706104 SEML.LOC.ANNUELLE	*250 289,26*		*250 289,26*	*198 434,43*	*51 855*	*26,13*
706105 SEML.LOC HIVERNAGE	*23 281,30*		*23 281,30*	*42 554,46*	*- 19 273*	*-45,29*
706108 DIVERS - CLES	*6,22*		*6,22*	*31,28*	*- 25*	*-80,12*
706112 DOUCHES	*918,88*		*918,88*	*-8,33*	*927*	*N/S*
706201 P.PUBLIC LOC JOUR	*676,67*		*676,67*	*527,00*	*150*	*28,40*
706204 P.PUBLIC LOC ANNUELLE	*41 583,01*		*41 583,01*	*26 559,99*	*15 023*	*56,56*
706205 P.PUBLIC LOC HIVERNAGE	*2 706,24*		*2 706,24*	*815,15*	*1 891*	*231,99*
708210 COM LOC AMOD. LOC ANNUEL.H	*3 794,65*		*3 794,65*	*1 991,88*	*1 803*	*90,51*
708220 COM/LOC AMOD LOC.PASSAGE	*1 036,40*		*1 036,40*	*408,63*	*628*	*153,63*
708230 COM LOC AMOD LOC HIVERNAGE	*268,17*		*268,17*	*892,80*	*- 625*	*-69,96*
708800 AUTR.PROD.ANNEXES COMMUNS	*8 905,14*		*8 905,14*	*8 213,73*	*691*	*8,42*
708810 FACT CHARG.COMMUN.S.P.T.	*302 598,99*		*302 598,99*	*261 979,24*	*40 620*	*15,50*
708820 FACT CHARG.COMMUN.S.P.T.P	*153 720,29*		*153 720,29*	*133 085,45*	*20 635*	*15,50*
Chiffre d'affaires Net	887 649,04		887 649,04	743 150,50	144 499	19,44

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue	%
Production immobilisée	**700,54**	**546,72**	**154**	**28,14**
735810 TAXE DE SEJOUR PERCUE	*700,54*	*546,72*	*154*	*28,14*
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de	**171 948,58**	**128 251,77**	**43 697**	**34,07**
781520 REP. PROV P/GROSSES REPARATIONS	*61 048,89*	*124 784,77*	*- 63 736*	*-51,08*
781740 REP.PROV.CR.DTX SEML.	*63 850,85*	*3 467,00*	*60 384*	*N/S*
781746 REP.PROV.CR.DTX.P.PUBLIC	*28 144,79*		*28 145*	*N/S*
791000 TRANSFERT D EXPLOITATION	*18 904,05*		*18 904*	*N/S*
Autres produits	**893,17**	**15 365,90**	**- 14 473**	**-94,19**
758010 PROD. DIVERS PROPRES A SEML	*893,17*	*10 703,90*	*- 9 811*	*-91,66*
758020 PROD. DIVERS COMMUNS		*4 662,00*	*- 4 662*	*-100*
Total des produits d'exploitation (I)	1 061 191,33	887 314,89	173 876	19,60
Autres achats et charges externes	**362 539,49**	**397 968,46**	**- 35 429**	**-8,90**
606110 FOURN.NON STOCK.(EDF)	*23 851,66*	*19 813,35*	*4 038*	*20,38*
606120 FOURN.NON STOCK.(EAU)	*60 707,38*	*44 067,58*	*16 640*	*37,76*
606140 FOURN.NON STOCK.(CARB.LUB	*2 590,00*	*701,10*	*1 889*	*269,42*
606300 FOURN.ENTRET.& PETIT EQUIP	*6 409,96*	*2 582,49*	*3 827*	*148,21*
606400 FOURNIT.ADMINISTRATIVES	*2 547,16*	*2 207,93*	*339*	*15,36*
606800 AUTRES FOURNITURES	*2 464,37*		*2 464*	*N/S*
611000 S/TRAIT.TRAIT.INFORMATIQ.	*3 087,20*	*3 119,60*	*- 32*	*-1,04*
611200 SOUS TRAITANCE - METEO	*530,00*	*397,50*	*133*	*33,33*
613500 LOCATIONS MOBILIERES	*7 373,18*	*6 733,71*	*639*	*9,50*
613510 LOCATION MOBILIERE THALES	*219,96*	*225,60*	*- 6*	*-2,50*
613520 LOCATION MOBILIERE FONTANA CORSA	*228,00*	*247,00*	*- 19*	*-7,69*
615200 ENTRETIEN IMMOBILIER - GROSSES REPARATIONS	*61 048,89*	*124 784,77*	*- 63 736*	*-51,08*
615210 ENTRETIEN IMMOBILIER - GASPARI NETTOYAGE	*22 080,00*	*24 160,00*	*- 2 080*	*-8,61*
615220 ENTRETIEN JARDINS	*4 457,00*		*4 457*	*N/S*
615290 DIVERSES REPARATIONS / ENTRETIENS	*15 902,00*	*27 182,93*	*- 11 281*	*-41,50*
615600 MAINTENANCE	*4 234,44*	*4 987,10*	*- 753*	*-15,09*
616000 PRIMES D ASSURANCES	*46 045,44*	*42 359,67*	*3 686*	*8,70*
618100 DOCUMENTATION GENERALE	*532,45*	*535,00*	*- 3*	*-0,48*
622600 HONORAIRES	*65 345,00*	*52 042,50*	*13 303*	*25,56*
622700 FRAIS ACTES & CONTENTIEUX	*411,32*		*411*	*N/S*

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue	%
622800 QUOTE PART CHARGES SPTP	*23 082,84*	*31 574,87*	*- 8 492*	*-26,89*
623000 PUBLICITE PUBLICATIONS RELATIONS PUBLIQUES	*138,17*	*540,00*	*- 402*	*-74,41*
623100 ANNONCES ET INSERTIONS	*588,00*	*2 244,00*	*- 1 656*	*-73,80*
623800 POURBOIRES DONS COURANTS		*50,00*	*- 50*	*-100*
625600 MISSIONS RECEPTIONS		*71,70*	*- 72*	*-100*
626000 FRAIS POSTAUX & TELECOM.	*4 318,08*	*3 427,07*	*891*	*26,00*
627200 FRAIS/ VP	*11,50*		*12*	*N/S*
627500 SERVICES BANCAIRES	*1 349,91*	*1 162,16*	*188*	*16,16*
627510 FRAIS / REM CB	*813,58*	*608,83*	*205*	*33,63*
627800 AUTRES FRAIS	*30,00*		*30*	*N/S*
628100 COTISATIONS	*2 142,00*	*2 142,00*		*0,00*
Impôts, taxes et versements assimilés	**183 014,81**	**114 240,98**	**68 774**	**60,20**
633300 FORMATION CONTINUE	*971,84*	*-913,15*	*1 885*	*206,43*
633500 VERST. LIBER TAXE APPRENT	*1 201,47*	*1 062,99*	*138*	*13,03*
635110 CFE	*32 704,00*	*30 609,00*	*2 095*	*6,84*
635113 CVAE	*-190,00*	*-127,00*	*- 63*	*49,61*
635121 TAXE FONCIERE - BASTIA	*71 276,00*	*70 086,00*	*1 190*	*1,70*
635122 TAXE FONCIERE - VILLE DI PIETRABUGNO	*39 872,00*	*-22 300,00*	*62 172*	*278,80*
635800 REDEVANCE DOMANIALE	*36 470,00*	*35 221,00*	*1 249*	*3,55*
635810 TAXE DE SEJOUR	*709,50*	*602,14*	*107*	*17,83*
Salaires et traitements	**187 902,33**	**168 267,83**	**19 635**	**11,67**
641100 SALAIRES APPOINT.COMMIS.	*128 802,49*	*119 841,38*	*8 961*	*7,48*
641210 PROV.CP DE L EXERCICE	*1 409,42*	*2 960,62*	*- 1 551*	*-52,39*
641300 PRIME ET GRATIFICATION	*47 150,93*	*36 478,23*	*10 673*	*29,26*
641400 INDMNITE ET AVANTAG/DIVER	*10 539,49*	*8 987,60*	*1 552*	*17,27*
Charges sociales	**68 507,41**	**58 415,55**	**10 092**	**17,28**
645100 COT. SECURITE SOCIALE	*44 551,49*	*38 790,93*	*5 761*	*14,85*
645300 COTISATIONS HUMANIS	*13 498,86*	*9 506,52*	*3 992*	*42,00*
645400 COT. ASSEDIC	*7 420,96*	*6 565,40*	*856*	*13,03*
645600 MUTUELLE ENTREPRISE	*2 328,42*	*2 101,48*	*227*	*10,80*
647300 MEDECINE DU TRAVAIL	*392,00*	*380,00*	*12*	*3,16*
647500 MEDECINE DU TRAVAIL PHARMACIE		*46,93*	*- 47*	*-100*
648200 COT. CHAR. SOC. S/CONGES A PAYER	*315,68*	*1 024,29*	*- 709*	*-69,18*
Dotations aux amortissements sur immobilisations	**17 951,00**	**19 479,20**	**- 1 528**	**-7,85**
681120 DOT.AMORT.IMMO.CORPOREL.	*17 951,00*	*19 479,20*	*- 1 528*	*-7,85*
Dotations aux provisions pour risques et charges	**62 660,93**	**61 132,61**	**1 528**	**2,50**
681520 DOT PROV P/GROSS.REPARAT	*62 660,93*	*61 132,61*	*1 528*	*2,50*
Autres charges	**228 613,63**	**112 470,86**	**116 143**	**103,26**
651000 DOT AMORT.DE CADUCITE	*36 999,80*	*36 999,80*		*0,00*
651010 DOT AMORT CADUC.DROITS CONCED.	*50 816,34*	*50 816,34*		*0,00*
651020 AMORT. DE CADUCITE / DIGUE INTERIEURE	*1 019,92*	*1 019,92*		*0,00*
651030 AMORT.DE CADUCITE / DIGUE EXTERIEURE	*22 031,63*	*22 031,63*		*0,00*
654000 PERTE S/CR.IRREC. SEML.	*83 419,52*		*83 420*	*N/S*
654600 PERTE S/CR.IRREC.P.PUBLIC	*28 144,79*		*28 145*	*N/S*
658010 CHAR.DIVERSES PROPRES A SEML	*5 931,63*	*1 603,17*	*4 328*	*269,99*
658020 CHARGES DIVERSES COMMUNES	*250,00*		*250*	*N/S*
Total des charges d'exploitation (II)	1 111 189,60	931 975,49	179 214	19,23
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**-49 998,27**	**-44 660,60**	**- 5 338**	**11,95**
Intérêts et charges assimilées	**34 138,43**	**36 121,13**	**- 1 983**	**-5,49**
661160 INTERETS D'EMPRUNTS	*34 138,43*	*36 121,13*	*- 1 983*	*-5,49*
Total des charges financières (VI)	34 138,43	36 121,13	- 1 983	-5,49
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	**-34 138,43**	**-36 121,13**	**1 983**	**5,49**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)	**-84 136,70**	**-80 781,73**	**- 3 355**	**4,15**
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	**3 287,00**		**3 287**	**N/S**
771810 AUTR.PROD.EXCEPTION. SEML	*3 287,00*		*3 287*	*N/S*
Total des produits exceptionnels (VII)	3 287,00		3 287	N/S

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 BASTIA
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue	%
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	**10 308,18**	**9 324,04**	**984**	**10,55**
671200 AMENDES & PENALITES	*3 950,00*		*3 950*	*N/S*
671800 CHARGES EXCEPTIONNELLES		*9 324,04*	*- 9 324*	*-100*
671810 AUTR.CHAR.EXCEPTION. PROPRES	*6 358,18*		*6 358*	*N/S*
Total des charges exceptionnelles (VIII)	10 308,18	9 324,04	984	10,55
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**-7 021,18**	**-9 324,04**	**2 303**	**24,70**
Total des Produits (I+III+V+VII)	1 064 478,33	887 314,89	177 163	19,97
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	1 155 636,21	977 420,66	178 216	18,23
RESULTAT NET	**-91 157,88**	**-90 105,77**	**- 1 052**	**1,17**

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Annexes aux comptes annuels

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 8 051 386,78
et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -91 157,88 , présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Résultat des 5 derniers exercices
- Liste des filiales et participations

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :
- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.
Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :
- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.
Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	**de 01 à 03 ans**
Brevets	**07 ans**
Agencements, aménagements des terrains	**de 06 à 10 ans**
Constructions	**de 10 à 20 ans**
Agencement des constructions	**12 ans**
Matériel et outillage industriels	**05 ans**
Agencements, aménagements, installations	**de 06 à 10 ans**
Matériel de transport	**04 ans**
Matériel de bureau et informatique	**de 03 à 10 ans**
Mobilier	**de 05 à 10 ans**

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

CREANCES ET DETTES

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Aucune dépréciation n'a été constatée sur les créances envers les sociétés SPT et SPTP.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 05 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 novembre 2017
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d établissement des comptes annuels.

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Taxes Foncières et Contribution Foncières des Entreprises

Pour l'année 2019, les communes de Bastia et de Ville di Pietrabugno ont adressé plusieurs titres de recette concernant les taxes foncières du port de Toga pour les années 2017 à 2019.

Pour l'année 2020, le montant des avis de taxes foncières émis aux communes et relatifs au port de Toga s'élèvent à 99 277 euros.

Pour l'année 2021, le montant des avis de taxes foncières émis aux communes et relatifs au port de Toga s'élèvent à 86 463 euros.

Pour l'année 2022, le montant des avis de taxes foncières émis aux communes et relatifs au port de Toga s'élèvent à 99 419 euros.

Le nettoyage de la base fiscale du port TOGA a été réalisée au cours de l'année 2023. Ce travail a permis de corriger la base d'imposition de la TF des locaux commerciaux et d'identifier clairement l'ensemble des locaux et des amodiataires.

Désormais, afin de ventiler avec justesse la taxe foncière sur chaque amodiataire, un avenant aux sous traités et règlement intérieur doit être établi entre les différentes sociétés du port pour déterminer les nouvelles règles de répartition des taxes foncières.

Travaux de remplacement des pontons

Le port de Toga dispose de pannes d'amarrage qui présentent des désordres structuraux significatifs nécessitant leur remplacement. Ces désordres ont fait craindre des effondrements et ont nécessité durant l'été 2022 une mise en sécurité par l'interdiction de leur utilisation jusqu'à la réfection dans l'urgence. Une intervention de renforcement d'urgence a été lancée en mai 2022 afin de mettre en sécurité les points d'amarrage de ces pontons et permettre une exploitation provisoire des pontons.

Pour achever la mise en sécurité, l'objectif est de rénover l'ensemble des pontons pour garantir une exploitation normale et d'arrêter les frais de suivi et de réparations provisoires. C'est l'objet des futurs travaux qui comprennent la dépose des pontons existants, la reprise des appuis et la pose des nouveaux pontons, ainsi que la réfection des réseaux.

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 7

Le 11 avril 2023, un dossier a été déposé dans le cadre de l'appel à projets « Port de Plaisance d'avenir » - CEREMA. Cette demande d'aide n'a pas pu aboutir et la société ne dispose pas des ressources nécessaires pour réaliser ses travaux.

Dans ce contexte, il a été convenu de mandater Maître MARTY, avocat, sur l'optimisation de la gestion du plan d'eau avant fin des amodiations et aux fins d'identifier des sources de financement à bref délai telles que les garanties d'usage et/ou l'emprunt.

La règlementation permet, depuis peu, d'avoir recours aux garanties d'usage pour financer l'ouvrage « pontons ». Il s'agit d'une piste intéressante pour assurer une partie du financement des pontons dont les travaux ne pourront que débuter qu'après la saison estivale 2024.

Recouvrement de la créance SPT

Le conseil d'administration, au cours de sa réunion du 13 juin 2023, a décidé d'engager une procédure envers la SPT pour recouvrer sa créance et a mandaté Maître CRETY, avocate de la société, pour l'accompagner dans cette démarche.

D'un point de vue procédural et au regard de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, une mise en demeure valant demande préalable a été notifiée à la SPT le 10 novembre 2023.

A été sollicité, le paiement des charges impayées au 31 décembre 2022 soit une somme de 1 649 147,89 euros. Aucune réponse n'a été apportée à cette demande dans les délais.

En conséquence, une requête introductive d'instance a été enregistrée au greffe du tribunal administratif de Bastia le 1er mars 2024 aux fins de :

- « Condamner la Société du port Toga SA à verser à la Société anonyme d'économie mixte locale du port de plaisance de Toga une somme de 1 649 147,89 euros avec intérêts au taux légal à compter du 10 novembre 2023 et capitalisation des intérêts à compter du 10 novembre 2024 ainsi qu'à chaque échéance annuelle.
- Mettre à la charge de la Société du port Toga SA une somme de 2 500 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative. ».

Aucune dépréciation n'a été constatée.

Dettes envers les deux communes concédantes

Le passif du bilan de la société fait ressortir des dettes échues et significatives envers les deux communes concédantes. Le détail de ces sommes est fourni dans le tableau ci-dessous :

COMMUNE DE BASTIA

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL
Taxes foncières	35 370 €	26 408 €	59 004 €	58 480 €	69 621 €	70 086 €	71 276 €	390 245 €
Emprunt					24 223 €		10 000 €	34 223 €
Redevance domaniale					18 627 €	17 611 €	18 235 €	54 473 €
Total	35 370 €	26 408 €	59 004 €	58 480 €	112 471 €	87 697 €	99 511 €	478 940 €

COMMUNE DE VILLE DI PIETRABUGNO

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL
Taxes foncières	29 948 €	14 764 €	13 560 €	40 797 €	28 359 €	29 333 €	32 825 €	189 586 €
Emprunt					24 223 €	24 223 €	24 223 €	72 668 €
Redevance domaniale					18 627 €	17 611 €	18 235 €	54 473 €
Total	29 948 €	14 764 €	13 560 €	40 797 €	71 209 €	71 166 €	75 283 €	316 726 €

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	1 920 612,71		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	10 709,96		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 522 787,46		
Autres installations, agencements, aménagements	248 815,97		10 588,50
Matériel de transport	12 716,49		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	19 740,21		1 147,50
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	19 192,50		
Avances et acomptes			
TOTAL	**1 833 962,59**		**11 736,00**
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	1 852 787,40		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	90,00		
TOTAL	**1 852 877,40**		
TOTAL GENERAL	**5 607 452,70**		**11 736,00**

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			1 920 612,71	1 920 612,71
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				10 709,96
Installations générales, agencements, constructions			10 709,96	
Installations techniques, matériel et outillages industriels			1 522 787,46	1 522 787,46
Autres installations, agencements, aménagements			259 404,47	259 404,47
Matériel de transport			12 716,49	12 716,49
Matériel de bureau, informatique, mobilier			20 887,71	20 887,71
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			19 192,50	
Avances et acomptes				
TOTAL			**1 845 698,59**	**1 826 506,09**
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations			1 852 787,40	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			90,00	
TOTAL			**1 852 877,40**	
TOTAL GENERAL			**5 619 188,70**	**3 747 118,80**

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 [illegible]
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	15 000,00			15 000,00
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	10 709,96			10 709,96
Installations techniques, matériel et outillages industriels	252 378,39	30 431,62		282 810,01
Installations générales, agencements divers	190 723,20	17 027,45		207 750,65
Matériel de transport	12 266,49	450,00		12 716,49
Matériel de bureau, informatique, mobilier	18 606,78	473,55		19 080,33
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	**484 684,82**	**48 382,62**		**533 067,44**
TOTAL GENERAL	**499 684,82**	**48 382,62**		**548 067,44**

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	30 431,62				
Installations générales, agencements divers	17 027,45				
Matériel de transport	450,00				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	473,55				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	**48 382,62**				
TOTAL GENERAL	**48 382,62**				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	488 947,67	62 660,93	61 048,89	490 559,71
TOTAL Provisions	**488 947,67**	**62 660,93**	**61 048,89**	**490 559,71**
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	122 584,79		91 995,64	30 589,15
TOTAL Dépréciations	**122 584,79**		**91 995,64**	**30 589,15**
TOTAL GENERAL	**611 532,46**	**62 660,93**	**153 044,53**	**521 148,86**
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		62 660,93	153 044,53	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 7

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	90,00		90,00
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	295 090,61	295 090,61	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	792,40	792,40	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	71 991,85	71 991,85	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés	18 146,82	18 146,82	
- Divers			
Groupe et associés	350 000,00	350 000,00	
Débiteurs divers	2 249 136,93	2 249 136,93	
Charges constatées d'avance	6 206,44	6 206,44	
TOTAL GENERAL	**2 991 455,05**	**2 991 365,05**	**90,00**

Montant des prêts accordés dans l'exercice	
Remboursements des prêts dans l'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	253,30	253,30		
- plus d'un an	1 029 573,68	63 270,90	275 055,58	691 247,20
Emprunts et dettes financières divers	143 964,35	143 964,35		
Fournisseurs et comptes rattachés	152 063,33	152 063,33		
Personnel et comptes rattachés	17 001,29	17 001,29		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	33 910,40	33 910,40		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	552 608,32	552 608,32		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	725 457,50	725 457,50		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	101,96	101,96		
Autres dettes	596 360,74	596 360,74		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	89 315,12	89 315,12		
TOTAL GENERAL	**3 340 609,99**	**2 374 307,21**	**275 055,58**	**691 247,20**

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	39 900,27
Emprunts et dettes contractés auprès des associés	

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	84 131,75
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	**84 131,75**

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	253,30
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	122 015,31
Dettes fiscales et sociales	752 530,09
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	43 486,54
TOTAL	**918 285,24**

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	6 206,44	89 315,12
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	**6 206,44**	**89 315,12**

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	135 000,00	5,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	135 000,00	5,00

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises Ventes de produits finis Prestations de services	887 649,04
TOTAL	**887 649,04**

Répartition par marché géographique	Montant
France Etranger	887 649,04
TOTAL	**887 649,04**

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-84 136,70	
Résultat exceptionnel (et participation)	**-7 021,18**	
Résultat comptable	-91 157,88	

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes - Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	5 000,00
TOTAL	**5 000,00**

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	1,00	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	3,00	
Ouvriers		
TOTAL	**4,00**	

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Résultats des 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	675 000,00	675 000,00	675 000,00	675 000,00	675 000,00
b) Nombre d'actions émises					
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	888 349,58	743 697,22	867 287,19	889 256,58	996 456,75
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	-163 590,48	-137 745,73	95 853,20	126 507,65	36 643,72
c) Impôt sur les bénéfices					
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	-163 590,48	-137 745,73	95 853,20	126 507,65	36 643,72
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	-91 157,88	-90 105,77	31 673,54	51 755,69	-60 466,46
f) Montants des bénéfices distribués					
g) Participation des salariés					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements					
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions					
c) Dividende versé à chaque action					
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés					
b) Montant de la masse salariale	187 902,33	168 267,83	175 093,94	175 118,38	182 911,15
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	68 507,41	58 415,55	44 635,74	44 769,77	60 282,48

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
- Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
SPTP	218 078,00		50,67	1 852 787,00	1 852 787,00	350 000,00				
Participations (10 à 50 % du capital détenu)										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
- Filiales non reprises en A:										
a) Françaises										
b) Etrangères										
- Participations non reprises en A:										
a) Françaises										
b) Etrangères										

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Cyril Bernard
Expert-comptable
Commissaire aux Comptes

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE LOCALE DU PORT DE PLAISANCE DE TOGA

Société Anonyme d'Economie Mixte Locale au capital de 675 000 Euros

Capitainerie – Port de Plaisance de Toga
20200 VILLE DI PIETRABUGNO

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31-12-2023

ORDRE DES EXPERTS-COMPTABLES
Lieu-dit San Pancrace, 2165 Avenue Sampiero Corso, 20600 FURIANI cyril.bernard@bcexpertise.com
04 95 47 46 87 I 07 89 68 86 92 Télécopie : 04 86 55 62 78
Siret 529 073 058 00032 I Code APE 6920 Z I BNP PARISBAS BASTIA : IBAN FR76 3000 4025 9300 0100 6925 143 BIC : BNPAFRPPXXX

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale de la société SEML du Port de Plaisance de Toga

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisé ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé

A Furiani, le 20 juin 2024

Le commissaire aux Comptes
Mr Cyril BERNARD

Cyril Bernard
Commissaire aux Comptes
2165 Av. Sampiero Corso - 20600 FURIANI
Tél. 04 95 47 46 87 - 07 89 68 86 92
Siret 529 073 058 00032 - APE 6920 Z

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20241230-40-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 30/12/2024
Publication : 30/12/2024

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation d'un apport en compte-courant auprès de la Société d'Economie Mixte Locale (SEML) du Port de Toga

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 38 (4 élus déportés)
Quorum : 19
Nombre de membres présents : 24
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise ; Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Monsieur ROMITI Gérard.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LAVAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame De GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 2002-1 du 2 janvier 2002 relative aux aides des actionnaires publics aux sociétés d'économie mixte ;

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L. 1522-4, L. 1522-5 et L2122-26;

Vu le Décret n° 2023-1231 du 21 décembre 2023 portant diverses dispositions en matière portuaire ;

Vu les arrêtés de déport de Monsieur Pierre SAVELLI, de Madame Emmanuelle de GENTILI, de Madame Marie-Pierre D'ULIVO-PASQUALINI et de Monsieur Gérard ROMITI en date du 13 décembre 2024 ;

Vu le procès-verbal du Conseil d'administration de la Société d'Economie Mixte Locale (SEML) le 27 novembre 2024 ;

Vu le rapport annuel d'activité de la SEML du Port de Toga au titre de l'année 2023 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que le port de plaisance de Toga, édifié dès 1988, dispose d'une emprise foncière située sur le territoire de deux communes, Bastia et Ville Di Petrabugnu ;

Considérant qu'en 1990, la SEML est créée par les communes de Bastia et de Ville Di Petrabugnu avec la société Jean Spada aux fins d'établir et exploiter le port de plaisance de Toga, la SEML se trouvant ainsi concessionnaire, pour une durée de 50 ans, du plan d'eau et des terre-pleins, qu'elle a respectivement sous-concédés le 3 juillet 1990 à deux sociétés d'attribution : la société du port de Toga plaisance (SPTP) et la société du port de Toga (SPT) ;

Considérant que la SEML détient, depuis 2003, près de 51 % du capital de la SPTP ;

Considérant que le capital de la SEML du Port de Toga est constitué d'actions détenues à parts égales et à hauteur de 40% par les communes de Bastia et de Ville di Pietrabugnu autorités portuaires, et à hauteur de 20 % par un partenaire privé, l'entreprise Jean Spada ;

Considérant que cette structuration de gouvernance peu lisible a lourdement complexifié et obéré le fonctionnement des instances du port au vu d'une répartition des compétences peu claire conduisant à des difficultés de trésorerie et de fonctionnement en cascade ;

Considérant que malgré ce contexte financier et juridique complexe et fort contraint, la municipalité, autorité concédante, s'efforce d'effectuer toute diligence utile afin de fluidifier le fonctionnement des instances tout en sécurisant leurs actions (réunions conseil portuaire, conseils d'administration et réunions d'actionnaires à fréquence soutenue, actions de mise en conformité juridique notamment) ;

Considérant l'interdiction de circulation piétonne et d'amarrage sur la totalité des pontons, ce sur préconisation d'un rapport établi le même jour par la société SOFID, maître d'œuvre chargé de la rénovation desdits pontons, les conclusions contenues dans ce document faisant état d'un constat alarmant, mettant en évidence les risques de rupture importants de l'ensemble des structures ;

Considérant le marché de travaux relatif à la mise en œuvre en urgence d'amarrages sur les pontons mis en œuvre par la SEML et notifié le 13 juin 2022 à la société ETIC ; Que les diligences opérées permettaient les levées partielles de l'interdiction d'amarrage dès le 20 juin 2022, la levée totale intervenant le 25 juillet suivant ; Que l'interdiction d'accès et circulation piétons restent actuellement en vigueur jusqu'à réparation définitive des pontons ;

Considérant qu'afin de mener à bien le projet de rénovation et lever les fonds nécessaires sans avoir recours à la participation financière des collectivités concédantes, la SEML a constitué un dossier de demande de financement auprès du CEREMA qui n'a pas abouti et poursuit ses démarches de recouvrement de créances auprès des deux sociétés sous-concessionnaires notamment via une instance pendante devant la juridiction administrative ;

Considérant qu'au regard de la diminution notable du niveau de recettes et tel que cela ressort du rapport annuel adressé aux assemblées délibérantes, la SEML est confrontée à un besoin temporaire de trésorerie conséquent ;

Considérant que cet état de fait ressort ainsi de la phase 1 de la procédure d'alerte menée par le commissaire aux comptes (CAC) courant novembre 2024 qui met en évidence les difficultés de recouvrement de créances et un résultat déficitaire ; Qu'il sera à cet égard relevé que le CAC avisé des intentions d'apport en compte courant des communes, a mis fin à la procédure d'alerte le 3 décembre 2024 ;

Considérant la loi n° 2002-1 du 2 janvier 2002 ayant assoupli le régime des aides des actionnaires publics aux sociétés d'économie mixte ; Qu'il est désormais possible, pour les collectivités territoriales et leurs groupements, en leur qualité d'actionnaire, de prendre part aux modifications de capital ou allouer des apports en compte courant d'associés aux sociétés d'économie mixte locales, et ce en application des articles L. 1522-4 et L. 1522-5 du CGCT ;

Considérant que le conseil d'administration de la SEML s'est réuni le 27 novembre 2024 et a adoptée une délibération exposant la nécessité de cet apport en compte-courant au regard de la situation dégradée de la SEML et de la volonté de restructuration validée en séance ;

Considérant que le président de la SEML agissant sur délibération du conseil d'administration sollicite ainsi les communes autorités concédantes afin de faire face aux difficultés financières auxquelles la société est confrontée, ce à hauteur de 250 000 euros ;

Considérant que les communes autorités portuaires ont interrogé en profondeur le modèle de gouvernance afin d'élaborer un plan d'action de nature à repenser la gestion du port tout en limitant les impacts juridiques et contraintes pour les usagers placés au cœur de cette réflexion. Cette restructuration ayant pour vocation de transformer la SEML en une SPL dont l'objet sera limité à la gestion des terre-pleins et ainsi de procéder à la séparation entre la gestion du plan d'eau et des terre-pleins. Cette distinction permettra notamment d'octroyer, à terme, des baux commerciaux aux exploitants des locaux présents sur les terre-pleins et d'adapter la réponse juridique aux différents usages du port et ainsi générer des recettes stables ;

Considérant la création d'un syndicat intercommunal (Bastia/Ville de Pietrabugno) envisagée afin de permettre la fin de la gestion capitalistique et le recours aux garanties d'usage autorisées par Décret n° 2023-1231 du 21 décembre 2023 portant diverses dispositions en matière portuaire, afin de contribuer à financer la réfection des pontons ;

Considérant l'apport en compte courant proposé à l'Assemblée délibérante à hauteur de 150 000€ qui permettra de porter ce projet de transformation et de supporter l'accompagnement juridique et technique nécessaire à cette transition ;

Considérant que la commune de Ville Di Petrabugnu a délibéré dans les mêmes termes lors du Conseil Municipal du 11 décembre pour un montant de 100 000 euros, l'article 3 de la convention soumise au présent vote prévoyant un remboursement prioritaire de la commune de Bastia à hauteur du montant de la différence de l'apport consenti ;

Considérant la désignation de Monsieur Didier Grassi adjoint aux finances, pour signer ladite convention et tout document afférent.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Didier Grassi,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A la majorité des votants, Monsieur Julien MORGANTI et Madame Viviane ALBERTELLI s'étant abstenus.
Monsieur Pierre SAVELLI, Madame Emmanuelle De GENTILI, Monsieur Gérard ROMITI quittent la séance et ne participent pas aux débats et votes.

Article 1:

- **Approuve** l'apport en compte-courant auprès de la SEML Port Toga pour un montant de cent cinquante mille euros (150 000€).

Article 2 :

- **Autorise** Monsieur Didier Grassi à signer la convention annexée et tout document afférent, conformément aux dispositions de l'article L2122-26 du CGCT.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250113-2024011240A1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 13/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

CONVENTION D'APPORT EN COMPTE COURANT

Entre les soussignés :

1. La commune de Bastia, représentée par Didier Grassi, adjoint au maire de Bastia, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal du 19 décembre 2024, ci-après dénommé "la Collectivité",

Et

2. La société d'économie mixte locale (SEML) du port de plaisance de Toga, au capital social de 675 000 euros, dont le siège social est situé à Port de Plaisance de Toga – Capitainerie - 20200 Ville di PIETRABUGNO, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bastia sous le numéro 353 859 242, représentée par Monsieur Pierre SAVELLI, Président du Conseil d'Administration, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommée "la Société",

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

Le port de plaisance de Toga, édifié dès 1988, dispose d'une emprise foncière située sur le territoire de deux communes, Bastia et Ville Di Petrabugnu.

En 1990, la SEML est créée par les communes de Bastia et de Ville Di Petrabugnu avec la société Jean Spada aux fins d'établir et exploiter le port de plaisance de Toga. La SEML se trouve ainsi concessionnaire, pour une durée de 50 ans, du plan d'eau et des terre-pleins, qu'elle a respectivement sous-concédés le 3 juillet 1990 à deux sociétés d'attribution : la société du port de Toga plaisance (SPTP) et la société du port de Toga (SPT). La SEML détient, depuis 2003, près de 51 % du capital de la SPTP.

Le capital de la SEML du Port de Toga est constitué d'actions détenues à parts égales et à hauteur de 40% par les communes de Bastia et de Ville di Pietrabugnu autorités portuaires, et à hauteur de 20 % par un partenaire privé, l'entreprise Jean Spada.

Cette structuration de gouvernance peu lisible a lourdement complexifié et obéré le fonctionnement des instances du port au vu d'une répartition des compétences peu claire conduisant à des difficultés de trésorerie et de fonctionnement en cascade.

Malgré ce contexte financier et juridique complexe et fort contraint, la municipalité autorité concédante s'efforce d'effectuer toute diligence utile afin de fluidifier le fonctionnement des instances tout en sécurisant leurs actions (réunions conseil portuaire, conseils d'administration et réunions d'actionnaires à fréquence soutenue, actions de mise en conformité juridique notamment).

Par arrêtés concomitants du 20 mai 2022, les communes de Bastia et Ville Di Petrabugnu se voyaient ainsi contraintes d'interdire la circulation piétonne et d'amarrage sur la totalité des pontons, ce sur préconisation d'un rapport établi le même jour par la société SOFID, maître

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250113-2024011240A1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 13/01/2025

d'œuvre chargé de la rénovation desdits pontons. Les conclusions contenues dans ce document faisaient en effet état d'un constat alarmant, mettant en évidence les risques de rupture importants de l'ensemble des structures.

Dès lors un marché de travaux relatif à la mise en œuvre en urgence d'amarrages sur les pontons était mis en œuvre par la SEML et notifié le 13 juin 2022 à la société ETIC. Les diligences mises en œuvre permettaient les levées partielles de l'interdiction d'amarrage dès le 20 juin 2022, la levée totale intervenant le 25 juillet suivant. L'interdiction d'accès et circulation piétons restent actuellement en vigueur jusqu'à réparation définitive des pontons.

Afin de mener à bien ce projet de rénovation et lever les fonds nécessaires sans avoir recours aux financements publics, la SEML a constitué un dossier de demande de financement auprès du CEREMA qui n'a pas abouti et poursuit ses démarches de recouvrement de créances auprès des deux sociétés sous-concessionnaires notamment via une instance pendante devant la juridiction administrative.

Par suite, au regard de la diminution notable du niveau de recettes et tel que cela ressort du rapport annuel adressé aux assemblées délibérantes, la SEML est confrontée à un besoin temporaire de trésorerie conséquent.

Cet état de fait ressort ainsi de la phase 1 de la procédure d'alerte menée par le commissaire aux comptes (CAC) courant novembre 2024 qui met en évidence les difficultés de recouvrement de créances et un résultat déficitaire. Il sera à cet égard relevé que le CAC avisé des intentions d'apport en compte courant des communes, a mis fin à la procédure d'alerte le 3 décembre 2024.

La loi n° 2002-1 du 2 janvier 2002 ayant assoupli le régime des aides des actionnaires publics aux sociétés d'économie mixte il est désormais possible, pour les collectivités territoriales et leurs groupements, en leur qualité d'actionnaire, de prendre part aux modifications de capital ou allouer des apports en compte courant d'associés aux sociétés d'économie mixte locales, et ce en application des articles L. 1522-4 et L. 1522-5 du CGCT.

L'article L.1522-5 du CGCT dispose notamment que :

« (…) Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur l'octroi, le renouvellement ou la transformation en capital d'un apport en compte courant d'associés au vu des documents suivants :

1° Un rapport d'un représentant de la collectivité territoriale ou du groupement au conseil d'administration ou au conseil de surveillance de la société d'économie mixte locale ;

2° Une délibération du conseil d'administration ou du conseil de surveillance de la société d'économie mixte locale exposant les motifs d'un tel apport et justifiant son montant, sa durée ainsi que les conditions de son remboursement, de son éventuelle rémunération ou de sa transformation en augmentation de capital.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités de rémunération des apports en compte courant d'associés. »

Le conseil d'administration de la SEML s'est réuni le 27 novembre 2024. A cette occasion, une délibération a été adoptée exposant la nécessité de cet apport en compte-courant au regard de la situation dégradée de la SEML et de la volonté de restructuration validée en séance conformément aux dispositions de l'article L.1522-5 du CGCT.

Le président de la SEML agissant sur délibération du conseil d'administration sollicite ainsi les communes autorités concédantes afin de faire face aux difficultés financières auxquelles la société est confrontée, ce à hauteur de 250 000 euros.

En parallèle et depuis de nombreux mois, les communes autorités portuaires ont interrogé en profondeur le modèle de gouvernance afin d'élaborer un plan d'action de nature à repenser la gestion du port tout en limitant les impacts juridiques et contraintes pour les usagers placés au cœur de cette réflexion. Cette restructuration ayant pour vocation de transformer la SEML

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250113-2024011240A1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 13/01/2025

en une SPL dont l'objet sera limité à la gestion des terre-pleins et ainsi de procéder à la séparation entre la gestion du plan d'eau et des terre-pleins. Cette distinction permettra notamment d'octroyer, à terme, des baux commerciaux aux exploitants des locaux présents sur les terre-pleins et d'adapter la réponse juridique aux différents usages du port et ainsi générer des recettes stables.

S'agissant de la gestion du plan d'eau, la création d'un syndicat intercommunal (Bastia/Ville de Pietrabugno) est envisagée afin de permettre la fin de la gestion capitalistique et le recours aux garanties d'usage autorisées par Décret n° 2023-1231 du 21 décembre 2023 portant diverses dispositions en matière portuaire, afin de contribuer à financer la réfection des pontons.

Les usagers du port notamment via le Conseil Portuaire, les services de l'Etat seront nécessairement associés à cette démarche structurante afin d'en sécuriser la mise en œuvre et de susciter l'adhésion au projet.

Par conséquent, outre le soutien en trésorerie, l'apport en compte courant proposé à l'Assemblée délibérante à hauteur de 150 000€ permettra de porter ce projet de transformation et de supporter l'accompagnement juridique et technique nécessaire à cette transition. Il est à noter que la commune de Ville Di Petrabugnu a délibéré dans les mêmes termes lors du Conseil Municipal du 11 décembre pour un montant de 100 000 euros, l'article 3 de la convention soumise au présent vote prévoyant un remboursement prioritaire de la commune de Bastia à hauteur du montant de la différence de l'apport consenti.

Article 1 : Nature et objet de l'apport

La Collectivité consent à la Société un apport en compte courant d'associé d'un montant de cent cinquante mille (150 000€) euros. Cet apport a pour objet de soutenir la trésorerie de la société et assurer la refonte de la gouvernance du port.

Article 2 : Durée de l'apport

La durée de l'apport est fixée à deux ans à compter de la date de signature de la présente convention. Cette durée peut être renouvelée une fois pour une période supplémentaire de deux ans, sous réserve d'un accord écrit entre les parties avant l'expiration de la période initiale deux mois avant expiration convention.

Article 3 : Conditions de remboursement

L'apport sera remboursé à la Collectivité à l'issue de la période de deux ans, sauf en cas de renouvellement. En cas de renouvellement, le remboursement interviendra à l'issue de la période renouvelée. Le remboursement pourra également être effectué par anticipation, en tout ou partie, à l'initiative de la Société, sous réserve d'un préavis de trente (30) jours.
Les 50 000 premiers euros versés au titre du remboursement seront prioritairement fléchés au bénéfice de la commune de Bastia au regard du différentiel d'apport consenti.
Les versements suivants seront concomitamment effectués au bénéfice des deux communes et selon un montant égal. Un calendrier de versement pourra être proposé aux communes.

Article 4 : Conditions de rémunération

L'apport en compte courant ne sera pas rémunéré.

Article 5 : Transformation en augmentation de capital

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250113-2024011240A1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 13/01/2025

À l'issue de la période de deux ans, ou de la période renouvelée, l'apport pourra être transformé en augmentation de capital de la Société, sous réserve de l'accord des parties et des dispositions légales applicables. Cette transformation ne pourra avoir pour effet de porter la participation de la Collectivité au-delà du plafond de 85 % du capital social de la Société, conformément à l'article L. 1522-2 du Code général des collectivités territoriales.

Article 6 : Limitation des avances

La Collectivité ne pourra consentir de nouvelle avance à la Société avant que la précédente n'ait été remboursée ou incorporée au capital. Une avance ne peut avoir pour objet de rembourser une autre avance.

Article 7 : Plafond des avances

La Collectivité ne pourra consentir l'avance à la Société si la totalité des avances déjà consenties par la Collectivité à des sociétés d'économie mixte excède, avec cette nouvelle avance, 5 % des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget de la Collectivité.

Article 8 : Dispositions diverses

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les deux parties. La présente convention est régie par le droit français. En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de trouver une solution amiable.

À défaut, le litige sera soumis à la compétence des tribunaux de Bastia

Fait à Bastia le décembre 2024.

En deux exemplaires originaux.

Pour la Collectivité, Didier Grassi,

#signature#

Pour la Société, Pierre Savelli

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011241ISFEP-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Instauration de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement au bénéfice des agents de la police municipale

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011241ISFEP-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.714-4 et L.714-13 ;

Vu le Décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial (CST) du 12 décembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) composée d'une part fixe et d'une part variable ;

Considérant que l'ISFE remplace le régime indemnitaire de la filière police composé actuellement de :
- l'Indemnité Spéciale Mensuelle de Fonctions (ISMF) qui est supprimée au 1er janvier 2025
- l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT)

Considérant que les bénéficiaires de cette indemnité spéciale de fonction et d'engagement sont les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois :
- des directeurs de police municipale
- des chefs de service de police municipale
- des agents de police municipale

Considérant que l'indemnité pourra être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires et est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir ;

Considérant qu'il convient de déterminer pour cette indemnité spéciale de fonction et d'engagement :
- le taux individuel de la part fixe,
- des critères pour l'attribution de la part variable,
- le plafond de la part variable.

Considérant que la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé dans la limite des taux suivants :
33% (au maximum 33 %) pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale ;
32% (au maximum 32 %) pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
30 % (au maximum 30 %) pour le cadre d'emplois des agents de police municipale ;

Considérant les montants plafonds annuels de la part variable définis comme suit :
9 500 € (au maximum 9500 €) pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale ;
7 000 € (au maximum 7000 €) pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
5 000 € (au maximum 5000 €) pour le cadre d'emplois des agents de police municipal.

Considérant les critères retenus pour apprécier la valeur professionnelle :
- L'efficacité dans l'emploi et la réalisation des objectifs : implication dans les projets du service, la réalisation d'objectifs, l'investissement.
- Les compétences professionnelles et techniques : connaissance de son domaine d'intervention.
- Les qualités relationnelles : capacité à travailler en équipe
- La capacité d'encadrement ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur : capacité à s'adapter aux exigences du poste.

Considérant que le Maire fixera les attributions individuelles par arrêté ;

Considérant que la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement ;

Considérant que le montant de la part fixe évoluera selon le traitement soumis à retenue des agents concernés et la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011241ISFEP-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

est versée mensuellement dans la limite de 50 % du plafond, complétée d'un versement annuel au mois de janvier sans que la somme des versements dépasse ce même plafond ;

Lors de la première application de l'ISFE si, après application de la part variable, le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage de 50% et dans la limite du montant plafond de la part variable.

Considérant le bénéfice de l'ISFE maintenu dans les mêmes proportions que le traitement :

- en cas de congé annuel,
- en cas de congé de maternité ou de paternité et d'adoption,
- en cas de congés d'invalidité temporaire imputable au service.

En cas de congé maladie ordinaire, congé de longue maladie, congé de longue durée, l'ISFE est diminuée de 1/30ème par jour d'absence à partir du 3ème jour d'absence.
En cas de congés annuels, de congés de maternité ou pour adoption, et de congé paternité, de congé pour accident de service ou maladie professionnelle, l'ISFE est maintenue intégralement.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Didier GRASSI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Décide** d'instaurer l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement au bénéfice des agents de la police municipale.

Article 2 :

- **Décide** d'inscrire au budget 2025 les crédits correspondants.

Article 3 :

- **Précise** que les dispositions ci-dessus évolueront automatiquement au regard de la réglementation en vigueur.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI



Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Approbation du tableau des emplois de la collectivité au titre de l'année 2024

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 34 ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment l'article L313-1 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial (CST) du 12 décembre 2024 ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant que les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité, il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services ;

Considérant qu'au 31 décembre 2024, il y a 748 postes pourvus au tableau des emplois, au regard de l'organigramme suivant :

	2024	2023	
CABINET DU MAIRE	**3**	**5**	**-2**
DGS	**6**	**5**	**+1**
DGAPC	**75**	**73**	**+2**
DGAPEC	**291**	**272**	**+19**
DGAMR	**23**	**22**	**+1**
DGAAP	**15**	**14**	**+1**
DGAAE	**28**	**26**	**+2**
DRUCS	**14**	**15**	**-1**
DCTM	**180**	**183**	**-3**
DAG	**26**	**28**	**-2**
DRH	**77**	**75**	**-2**
LCC	**3**	**3**	**0**
DCDP	**7**	**8**	**-1**
	748	**729**	**19**

	2024
PARKINGS	**22**
VP	**5**
CCAS	**27**

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Didier GRASSI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** le tableau des emplois tel que figurant en annexe.

Article 2 :

- **Précise** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2024.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

CABINET DU MAIRE	3
DGS	6
DGAPC	75
DGAPEC	291
DGAMR	23
DGAAP	15
DGAAE	28
DRUCS	14
DCTM	180
DAG	26
DRH	77
LCC	3
DCDP	7
	748

Régie Parcs de Stationnement	22
Vieux Port	5
CCAS	27

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
Cabinet du Maire	Directeur de cabinet	CONT - Collaborateur de Cabinet	CONT - Collaborateur de Cabinet	1
	Collaborateur de cabinet	CONT - Collaborateur de Cabinet	CONT - Collaborateur de Cabinet	1
	Chef de cabinet	CONT - Collaborateur de Cabinet	CONT - Collaborateur de Cabinet	1
Total Cabinet du Maire				**3**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
Direction Générale des Services				
	Directeur Général des Services	D.G. 40 à 80 mille hab.	Détaché FPT	1
	Assistante de direction	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	2
	Assistant de Protocole	Adjt adm	CONT - Remplaçant	1
	Agent en charge de la prévention incendie	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Chargé de mission auprès des conseillers municipaux délégués aux quartiers Sud	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
TOTAL DGS				**6**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
DGA Proximité Citoyenneté				**2**
	Directeur général adjoint des services en charge de la population	D.G.A.40 a 150 mille hab	Titulaire (FPT)	1
	Agent Pré-Accueil Etat-Civil	Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
Direction de l'Etat Civil				**16**
	Responsable du service Direction de l'Etat-Civil	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Officier Etat Civil (Direction Etat-civil – pôle Titres d'identité et formalités administratives)	Adj adm	Titulaire (FPT)	4
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	3
	Agent en charge des enregistrements (Pôle des mariages)	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent en charge des enregistrements (pôle des décès)	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Agent en charge des enregistrements (pôle naissance)	Rédacteur Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Responsable pôle Etat-Civil maison des services publics	Rédacteur	Titulaire (FPT)	1
	Officier Etat Civil (service Direction de l'Etat-civil - MSP)	Adj tech	Stagiaire	1
		Adj adm	Titulaire (FPT)	1
		Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
Pôle Animation				**4**
	Chef du service animation	Ingénieur	Contractuel (anc)	1
	Responsable du secteur Administration des dossiers de Festivités	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Agent en charge des dossiers de Festivités	Adjt ter anim Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Responsable du secteur Animations et Projets	Adjt adm	Stagiaire	1
Direction de la tranquillité publique				**40**
	Directeur de la Tranquillité Publique	Directeur PM	Titulaire (FPT)	1
	Directeur Adjoint tranquillité publique	Chef service PM Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Assistant de Direction	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Technicien BV et OVP	Adjt adm Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Chef Brigade Service Général	Brigadier-chef Pal	Titulaire (FPT)	2
	Agent de police municipale (brigade service général)	Brigadier-chef Pal	Titulaire (FPT)	6
		Gardien-brigadier	Titulaire (FPT)	6
		Gardien-brigadier	Stagiaire	1
	Chef d'équipe Brigade Motocycliste	Brigadier-chef Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent de police municipale (brigade moto)	Brigadier-chef Pal	Titulaire (FPT)	2
	Chef PC Radio	Brigadier-chef Pal	Titulaire (FPT)	1
	Gestionnaire des contrôles d'accès des zones piétonnes	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Chef d'équipe du Service Stationnement	Brigadier-chef Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent de police municipale (brigade service stationnement)	Chef service PM Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent de surveillance de la voie publique	Adjt tech	Titulaire (FPT)	2
		Adjt tech	CONT - Remplaçant	3
	Chef d'équipe Brigade verte	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
	Agent de service Brigade verte	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Secrétaire - Brigade Verte	Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

	Responsable plan communal de sauvegarde et sécurité risques majeurs	Attaché HCl	Titulaire (FPT)	1
	Apprenti	Apprenti	Apprenti	1
Pôle Gestion du Domaine Public				**4**
	Responsable du Pôle Gestion du Domaine public	Attaché	Détaché FPT	1
		Agent social	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	CONT - Remplaçant	1
		Agent social	Titulaire (FPT)	1
Direction Santé, Environnement, Handicap				**7**
	Directeur	Ingénieur Pal	Titulaire (FPT)	1
	Chargé de mission politique de santé et prise en compte du handicap	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Assistant de Direction	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Inspecteur de salubrité	Technicien Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	Stagiaire	1
	Agent de salubrité	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	2
Maison des Services Publics				**6**
	Responsable de la MSP	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent d'accueil polyvalent (Maison des services publics)	Adjt adm Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	2
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	2
	Gestionnaire Salle Polyvalente/Boulodrome	Adjt adm Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
Total DGAPC				**75**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
DGA Politiques Educatives et Culturelles				**2**
	Directeur général adjoint des services	D.G.A.40 a 150 mille hab	Titulaire (FPT)	1
	Assistant(e) de direction	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
Direction de l'Education et de la Vie Scolaire				**166**
Direction Vie Scolaire				**9**
	Directeur éducation et vie scolaire	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Responsable du service scolaire	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Secrétaire	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Agent d'accueil (direction de la politique éducative)	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
		Adjt adm Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
		Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	2
	Chef de projet opérationnel du dispositif cité éducative	Attaché	Contrat de Projet	1
Pôle Jeunesse et Loisirs				**32**
	Coordonnateur - Régisseur périscolaire	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Coordonnateur ACM	Adjt ter anim Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Administratif bureau / actions PJL	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Animateur(trice)/Adjointe ACM - Directrice Arinella	Adjt ter animation	Titulaire (FPT)	1
	Directrice accueil collectif de mineurs (ACM) Centre Ancien	Adjt ter anim Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Directrice accueil collectif de mineurs périscolaire/ ACM extrascolaire (Joseph Calloni)	Adjt ter anim Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Animateur(trice)	Adjt ter animation	CONT - Temporaire	1
		Adjt ter animation	Stagiaire	15
			Titulaire (FPT)	3
		Adjt tech	Stagiaire	1
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
		Adjt ter anim Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	4
		Adjt ter anim Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Service ATSEM				**56**
	Animateur(trice)	Adjt ter animation	Stagiaire	4
		Adjt ter animation	CONT - Temporaire	1
	Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	12
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	16
		Agent social	CONT - Temporaire	1
			Stagiaire	7
			Titulaire (FPT)	2
		Agent social Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
		ATSEM Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	4
		ATSEM Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	6
		Auxiliaire puér Cl Sup	Titulaire (FPT)	1
		Apprenti	Apprenti	2
Service Restauration Collective				**46**
	Responsable du service de la restauration scolaire	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Gestionnaire en restauration scolaire	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Assistant administratif et comptable	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	AGENT DE RESTAURATION COLLECTIVE - Référent	Adjt tech	Titulaire (FPT)	2
		Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	4
	AGENT DE RESTAURATION COLLECTIVE	Adjt tech	CONT - Remplaçant	4
			Stagiaire	5
			Titulaire (FPT)	14
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	5
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	6
	Assistant Qualité en Restauration Collective	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
Cuisine Centrale				**18**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

	Chef de production	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
	Cuisinier en restauration collective	Adjt tech	CONT - Remplaçant	8
			Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
	Magasinier	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Aide Magasinier	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
		Brigadier-chef Pal	Titulaire (FPT)	1
	Chauffeur - Livreur	Adjt tech	CONT - Remplaçant	1
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	3
Programme Réussite Educative				**1**
	Coordonnateur de la réussite éducative	Attaché	Titulaire (FPT)	1
Maison des Sciences				**4**
	Directeur de la maison des sciences	Attaché	Contractuel	1
	Directeur adjoint de la maison des sciences	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Agent d'accueil et de surveillance à la Maison des Sciences	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Factotum	Adj adm	Titulaire (FPT)	1
Direction de la Petite Enfance				**42**
	Directeur(trice) de la Petite Enfance	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
Crèche				**38**
	Directeur	Puér HCl	Titulaire (FPT)	1
	Directeur Adjoint	Educateur Jeunes Enfants	Titulaire (FPT)	1
	Educateur de jeunes enfants	Educateur Jeunes Enfants	Titulaire (FPT)	1
	Secrétaire	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Cantinière	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Auxiliaire de puériculture en crèche	Agent social	CONT - Remplaçant	2
		Auxiliaire puér Cl N	CONT - Remplaçant	2
			Titulaire (FPT)	2

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

		Auxiliaire puér Cl Sup	Titulaire (FPT)	6
	Agent de crèche	Adjt tech	CONT - Remplaçant	4
		Agent social	Titulaire (FPT)	1
			CONT - Remplaçant	3
			CONT - Temporaire	3
			Stagiaire	1
			Titulaire (FPT)	5
		Agent social Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	3
		Agent social Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
		Apprenti	Apprenti	3
Relais Petite Enfance				**3**
	Educateur de jeunes enfants du relais assistante maternelle	Auxiliaire puér Cl Sup	Titulaire (FPT)	1
	Assistant administratif	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
		Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
Direction de la Culture				**55**
Direction				**5**
	Directeur(ice) de la Culture	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Assistant de Direction	Auxiliaire puér Cl N	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
	Développement de projets et référent administratif	Attaché	Contrat de Projet	1
	Coordonnateur arts visuels - Agent d'accueil et de surveillance en salle ARSENALE	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
	Apprenti	Apprenti	Apprenti	1
Réseaux des Médiathèques				**21**
	Directeur Réseaux des Médiathèques	Attaché	Titulaire (FPT)	1
Bibliothèque Centrale				**12**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

	Référent du Secteur Adulte - Coordonnatrice de la médiathèque di u Centru Cità	Assist conserv Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent de bibliothèque (secteur adulte/ multimédia)	Rédacteur Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent de médiathèque - Accueil secteur adulte	Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
	Agent de médiathèque - Chargée du développement des romans (Secteur Adulte)	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent de médiathèque (secteur adulte)	Rédacteur Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Référent section jeunesse	Assist conserv Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Chargée d'animation - Section Jeunesse	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Chargée d'animation multimédia/cinéma (médiathèque) Section jeunesse	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Accueil /Chargée d'animation (Section jeunesse)	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent de bibliothèque	ATSEM Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent de maintenance des collections - Agent de médiathèque	Adjt ter patr Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Secrétariat/gestion	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
Médiathèque				**8**
	Coordonnatrice de la médiathèque Barberine Duriani Référent du Secteur Adulte Centre Alb'oru	Assist conserv Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Secrétariat/gestion	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Référent Section Jeunesse	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Référent Secteur Langue et culture corses	Adjt adm Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent de médiathèque	Adjt adm	Titulaire (FPT)	2
		Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Communication du réseau des médiathèques - Agent de médiathèque	Adjt adm Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
Théâtre de Poche Sant'Angelo				**2**
	Régisseur général de la Maison des associations et du Théâtre de Poche Sant'Angelo	Technicien Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent d'accueil (Maison des associations)	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
Pôle Administratif Théâtre				**5**
	Directeur(trice) du théâtre	Attaché	Contractuel (anc)	1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

	Concierge Théâtre Municipal de Bastia	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent d'accueil	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Administrateur du pôle administration des spectacles (Théâtre Municipal)	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Assistante de direction	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
Pôle Technique Théâtre				**12**
	Directeur technique - Théâtre Municipal et Centre Culturel	Technicien	Titulaire (FPT)	1
	Régisseur général plateau, Théâtre Municipal et Centre Culturel - Responsable sécurité Théâtre	Technicien	Titulaire (FPT)	1
	Machiniste / Cintrier	Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	3
	Technicien lumière	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	2
	Technicien son	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
		Technicien	Titulaire (FPT)	1
Pôle Action Culturelle				**4**
	Responsable action culturelle et Direction artistique de la programmation du spectacle vivant	Attaché	Contractuel (anc)	1
	Médiateur culturel - Référent jeunesse	Adjt adm	CONT - Remplaçant	1
	Médiateur culturel - tout public	Adjt ter animation	Titulaire (FPT)	1
	Animateur musiques actuelle/ Régisseur	Adjt adm Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Apprenti	Apprenti	Apprenti	1
Alb'Oru				**6**
	Directrice Adjointe aux Affaires Culturelles Responsable Administrative Centre Culturel Alb'Oru	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent d'accueil - Poste mutualisé entre l'accueil/billetterie et la Médiathèque	Adjt adm Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	2
	Agent d'accueil - Billetterie	Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
		Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Gardien en charge de la sécurité du Centre Culturel Alb'Oru	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
Musée				**16**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

	Directeur du musée	Conserv patr chef	Titulaire (FPT)	1
	Assistante de direction	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent d'accueil et de surveillance / régisseur mandataire suppléant / gardien chef	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent d'accueil et surveillance en salle Musée	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
		Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	2
		Brigadier-chef Pal	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	2
	Agent d'accueil et surveillance en salle Musée/gardien chef	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Responsable administrative et financière	Attaché	Stagiaire	1
	Responsable des expositions temporaires, des publications	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Responsable pôle conservation et du centre de documentation (musée)	Attaché Pal conserv patr	Titulaire (FPT)	1
	Agent technique (Service musée)	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	2
	Apprenti	Apprenti	Apprenti	1
Centre de Vaccination				**2**
	Médecin en charge des PAI et des actions de vaccination	Médecin HCl	Contractuel	1
	Assistant administratif	Adjt adm	Stagiaire	1
Pôle Social				**8**
	Agent social chargé de l'animation sociale « CASA DI L'ANZIANI »	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Animateur - CCAS Centre Social F. Marchetti	Opérateur APS Pal	Titulaire (FPT)	1
	Animateur(trice)	Adjt ter animation	Stagiaire	1
	Responsable administratif et financier du centre social	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent de convivialité	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent d'Accueil CCAS	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
	Assistant de Direction CCAS	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Gestionnaire action sociale	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
TOTAL DGAPEC				**291**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

CCAS

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
Direction CCAS				**6**
	Directeur Adjoint	Attaché Pal	Détaché FPT	1
	Assistant administratif	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
		Adjt adm Pal 1Cl	Détaché FPT	1
	Adjoint comptable et administratif	Rédacteur Pal 1Cl	Détaché FPT	1
	Adjoint administratif et financier	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent de convivialité	Adjt adm	Stagiaire	1
CASA DI L'ANZIANI				**3**
	Responsable Pôle Animation	Agent maitrise	Détaché FPT	1
	Responsable l'Arnia	Adjt adm Pal 2Cl	Détaché FPT	1
	Agent social Pôle Animation	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
Centre Social				**6**
	Directeur Centre Social	Attaché	CONT - Catégorie A	1
	Assistant de Direction	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Animateur-trice socio-éducatif CCAS	Adjt adm	Stagiaire	2
	Agent d'accueil et d'animation - Centre Social	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Jardinier	Adjt tech	Stagiaire	1
Epicerie Educative				**3**
	Conseillère en Economie Sociale et Familiale - Responsable de l'Epicerie Educative	Assist soc-ed ClEx	Titulaire (FPT)	1
	Assistant Administratif	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Agent d'entretien CCAS	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
Portage de repas				**2**
	Agent social / Livreur de repas	Adjt adm	Titulaire (FPT)	2
Pôle Logement				**1**
	Référent Logement	Rédacteur	Titulaire (FPT)	1
Pôle Social				**6**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

	Assistant social	Assist soc-ed ClEx	Titulaire (FPT)	5
		Assist soc-educ	Stagiaire	1
Total				**27**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
DGA Moyens et Ressources				**2**
	Directeur général adjoint des moyens et ressources	D.G.A.40 a 150 mille hab	Titulaire (FPT)	1
	Assistante de direction	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
Direction des Finances				**10**
	Directeur(trice) des Finances et du Budget	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Adjoint à la Direction des Finances	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Agent de la cellule fiscalité locale	Rédacteur Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
		Rédacteur Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent responsable du suivi et de l'exécution financière des marches publics	Rédacteur Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent en charge de l'encaissement des recettes	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
		Adjt adm Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent en charge des dépenses	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	2
	Agent en charge de la cellule facturation	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Apprenti	Apprenti	Apprenti	1
Pôle cofinancements				**1**
	Gestionnaire administratif et financier des subventions « Culture et Patrimoine »	Attaché	Titulaire (FPT)	1
Direction des Systèmes d'Information				**5**
	Directeur des systèmes d'information	Ingénieur Pal	Titulaire (FPT)	1
	Chef de projet informatique	Ingénieur Pal	Titulaire (FPT)	1
	Administrateur système d'information	Ingénieur	Titulaire (FPT)	1
	Responsable du parc matériel	Technicien Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Responsable support utilisateurs	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
Direction des Achats et de la Commande Publique				**5**
	Responsable de la commande publique	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Rédacteur marchés publics	Rédacteur Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
		Rédacteur	CONT - Remplaçant	1
	Assistant(e) pour la direction des achats et des contrats publics	Rédacteur Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
		Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
TOTAL DGAMR				**23**

Régie des parcs stationnement				
	Directeur	Attaché Pal	Contractuel	1
Régie - Parc de Gaudin	Agent de Parking	Agent maitrise	Contractuel	1
		Adjt tech Pal 2Cl	Contractuel	1
		Adjt tech	Contractuel	2
Régie - Parc de la Citadelle	Agent de Parking	Agent maitrise	Contractuel	1
		Adjt tech	Contractuel	3

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Régie - Parc de la Gare	Agent de Parking	Agent maitrise	Contractuel	2
		Adjt tech	Contractuel	3
Régie - Parc du Marché	Agent de Parking	Agent maitrise	Contractuel	1
		Adjt tech	Contractuel	3
Régie - Parc St Nicolas	Agent de Parking	Adjt tech Pal 2Cl	Contractuel	1
		Adjt tech	Contractuel	3
Total				**22**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
DGA Architecture et Patrimoine				**2**
	Directeur Général Adjoint Architecture et Patrimoine (DGAAP)	DGST 40 à 80 mille hab	Titulaire (FPT)	1
	Assistant de direction	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
Direction du Patrimoine Bâti				**4**
	Directrice-teur du patrimoine bâti	Ingénieur en chef	Titulaire (FPT)	1
	Ingénieur-e responsable opérations bâtiments	Ingénieur	Contractuel	1
	Technicien Bâtiments Scolaires	Ingénieur	Stagiaire	1
	Technicien Bâtiments Administratifs	Technicien Pal 1Cl	Contractuel	1
Pôle Réhabilitation				**1**
	Responsable du Pôle Réhabilitation	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
Pôle Patrimoine				**5**
	Responsable du Pôle Patrimoine	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Attaché scientifique et administratif	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	2
		Attaché	Contractuel	1
	Assistant Médiation / Administration	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
Bibliothèque Patrimoniale				**3**
	Responsable de la bibliothèque patrimoniale	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Secrétaire	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Agent de bibliothèque patrimoniale Tommaso Prelà	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
Total DGAAP				**15**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
DGA Aménagement et Energie				**3**
	Directeur Général Adjoint de l'Aménagement et l'Energie	D.G.A.40 a 150 mille hab	Titulaire (FPT)	1
	Assistant de direction	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Conducteur de Travaux/Projets	Ingénieur	Stagiaire	1
Direction de l'Urbanisme et de la Planification				**6**
	Directeur de l'Urbanisme et de la Planification	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Instructeur droit des sols	Attaché	Stagiaire	1
		Adjt adm	Titulaire (FPT)	3
	Instructeur et contrôleur des demandes d'autorisation de location de tourisme meublée	Attaché	Contractuel	1
	Apprenti	Apprenti	Apprenti	1
Direction des Travaux d'aménagement des Espaces Publics				**5**
	Directeur des Travaux d'Aménagement des Espaces Publics	Ingénieur en chef HCl	Titulaire (FPT)	1
	Technicien Vélo et VRD	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Technicien en charge des espaces publics	Technicien Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Surveillant de travaux	Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
	Dessinateur VRD	Dessinateur VRD	Titulaire (FPT)	1
Direction de l'Energie				**4**
	Responsable de la direction de l'Energie	Ingénieur Pal	Titulaire (FPT)	1
	Technicien éclairage public	Technicien Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Technicien fluides/sécurité	Technicien	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
Bureau d'Etudes				**2**
	Responsable du Bureau d'Etudes	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Dessinateur projeteur SIG , Referrent SIG ville de Bastia	Technicien	Titulaire (FPT)	1
Pôle Proximité et Gestion des Interventions Techniques				**2**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

	Responsable du pôle - Proximité et gestion des interventions techniques	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Assistant administratif	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
Pôle Europe et Subventions Travaux				**2**
	Responsable du Pôle Europe et Subventions Travaux	Rédacteur Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Assistant administratif pôle co-financement & europe	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
Pôle Système de Gestion				**1**
	Responsable du pôle systèmes de gestion	Attaché	Titulaire (FPT)	1
Pôle Politique Foncière et Immobilière				**3**
	Responsable du pôle politique foncière et immobilière	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Responsable Adjoint au sein du Pôle Politique Foncière et Immobilière	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Assistant pour le Pôle Politique Foncière et Immobilière	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
Total DGAAE				**28**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
Direction de Renouvellement Urbain et de la Cohésion Sociale				**2**
	Directeur du renouvellement urbain et de la cohésion sociale	Ingénieur Pal	Titulaire (FPT)	1
	Assistant de Direction	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
Pôle Cohésion Sociale				**8**
	Chef de projet cohésion sociale	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
Maison du Centre Ancien				**2**
	Chargé de mission cohésion sociale - Centre ancien	Attaché	Contractuel	1
	Médiateur social	Adjt adm	CONT - Remplaçant	1
Maison des Quartiers Sud				**5**
	Chargé de mission cohésion sociale - Quartier Sud	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Animateur cyberbase	Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
	Médiateur social	Agent maitrise	Titulaire (FPT)	2
	Médiateur social / Animateur cyberbase suppléant	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
Pôle Redynamisation Cœur de Ville				**3**
	Chargé(e) de projet action Coeur de Ville	Attaché Pal	Contractuel	1
	Développeur économique et commercial Cœur de Ville	Attaché	Contractuel	1
	Chargé(e) de Mission POPAC	Attaché	Contractuel	1
Pôle Renouvellement Urbain				**1**
	Chargé de mission OPC urbain	Ingénieur Pal	Titulaire (FPT)	1
Total DRUCS				**14**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
Direction du Centre Technique Municipal				**5**
	Directeur	Ingénieur HCl	Titulaire (FPT)	1
	Assistant de direction	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Secrétaire	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Gestionnaire des interventions techniques	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Agent polyvalent surveillance des voies et affichage	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
Pôle Espaces Verts				**44**
	Responsable	Ingénieur Pal	Titulaire (FPT)	1
	Responsable Adjoint	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Chef d'équipe jardinier - secteur centre	Adjt tech	CONT - Remplaçant	1
	Chef d'équipe jardinier - secteur nord	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Chef d'équipe jardinier - secteur sud	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Jardinier	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	7
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	9
	Jardinier/Débroussailleur	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Jardinier (Pépinière)	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Homme de pied	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Chef d'équipe arrosage	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Arroseur espaces verts	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Chef d'équipe élagage	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
	Elagueur	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	CONT - Remplaçant	1
	Chef d'équipe de débroussailleur	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Débroussailleur	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
			CONT - Remplaçant	1
	Chef d'équipe atelier	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Gardien de parcs et jardins	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	5
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	3
Centrale d'Achats / Magasin				**5**
	Responsable Centrale d'achats	Technicien Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Responsable Adjoint de la Centrale d'achats	Technicien	Titulaire (FPT)	1
	Responsable du magasin	Rédacteur	Titulaire (FPT)	1
	Magasinier	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent - Centrale d'achats	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
Pôle Propreté Urbaine				**60**
	Adjoint au Directeur des Interventions Techniques et Responsable de la Propreté Urbaine	Technicien	Titulaire (FPT)	1
	Chargé(e) de Mission Coordinateur(trice) des Actions de Propreté de Proximité	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
Balayage				**42**
	Responsable du service Balayage	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Surveillant de secteur - Service Balayage	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	2
	Agent de propreté urbaine (Balayage)	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	9
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	2
		Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	10
			Stagiaire	1
			Contractuel	14
Lavage				**16**
	Adjoint au chef de service de propreté urbaine / Responsable du service lavage	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent de propreté urbaine (Lavage) - Chauffeur	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	3
	Agent de propreté urbaine (Lavage)	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	Ingénieur	5
			Stagiaire	3
			CONT - Remplaçant	2
Pôle Parc Automobile				**5**
	Adjoint au Directeur des interventions techniques	Ingénieur	Titulaire (FPT)	1
	Chef atelier mécanique véhicules	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Mécanicien poids lourds	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Mécanicien véhicules	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
	Suiveur de pièces/Régulateur/Suivi des carburants du parc automobile	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
Pôle Festivités				**6**
	Chef d'équipe festivités	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent des festivités	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	4
Pôle Voirie/Signalisation				**4**
	Chef d'équipe intervention rapide	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent d'équipe EIR	Technicien	Titulaire (FPT)	1
	Agent de goudronnage	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
Pôle Peinture				**7**
	Responsable du service peinture	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Peintre	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	4
		Adjt tech	Stagiaire	1
			Titulaire (FPT)	1
Pôle Plomberie				**2**
	Responsable du service plomberie	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Plombier	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
Pôle Electricité				**8**
	Responsable du service électricité	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Electricien	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	3
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	3
	Magasinier	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Pôle Chauffeurs				**3**
	Responsable service chauffeurs	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Chauffeur poids lourds	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
Pôle Maçonnerie				**9**
	Responsable du service maçonnerie	Technicien Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Chef d'équipe service maçonnerie	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	2
	Maçon	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	2
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	2
			CONT - Remplaçant	1
Pôle Ateliers				**18**
	Adjoint au responsable maçonnerie, responsable de service EMIR, concierges, menuiserie	Technicien	Titulaire (FPT)	1
EMIR				**4**
	Encadrant service EMIR	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent polyvalent	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	2
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
Service Gardiens Scolaires				**11**
	Gardien scolaire	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	8
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
			CONT - Remplaçant	1
Service Menuiserie				**2**
	Responsable de l'équipe menuiserie	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
	Menuisier		CONT - Remplaçant	1
Service Forge				**4**
	Responsable de l'équipe Forge	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Forgeron	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	2
		Adjt tech	CONT - Remplaçant	1
Total DCTM				**180**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
Direction de l'Administration Générale				**4**
	Directeur de l'administration générale	Attaché Pal	Titulaire (FPT)	1
	Assistant juridique et de direction	Rédacteur	Stagiaire	1
	Concierge de l'hôtel de Ville	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Coordonnateur recensement démographique	Rédacteur Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
Pôle Instances Politiques				**1**
	Responsable pôle Instances politiques (IPO)	Adjt adm Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
Pôle Funéraire				**12**
	Responsable pôle funéraire	Rédacteur Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Conservatrice des cimetières	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Conservatrice des cimetières adjointe	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
Cimetière Montesoro				**8**
	Agent d'entretien cimetière	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	4
	Gardien cimetière	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	3
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
Cimetière Ondina				**1**
	Gardien cimetière	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
Cellule Moyens Généraux				**2**
	Responsable courrier	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Imprimeur - Reprographie / Assistant service courrier	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
Bureau Electoral				**2**
	Responsable bureau électoral	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Adjoint administratif élections	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
Pôle Affaires Juridiques et Assurances				**3**
	Responsable pôle affaires juridiques, règlementaires e	Attaché	Titulaire (FPT)	1
Bureau réglementation et ressources documentaires				**2**
	Responsable du Bureau règlementation et ressources documentaires Adjointe à la responsable du pôle	Rédacteur Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Documentaliste-Archiviste	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
Pôle Accueil				**2**
	Hôtesse d'accueil	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
Total DAG			**26**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
Direction				**1**
	Directeur des Ressources Humaines	Attaché	Titulaire (FPT)	1
Direction Adjointe Carrière, Recrutements, Rémunération				**4**
	Directeur Adjoint des Ressources Humaines	Rédacteur Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Responsable Paie	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Assistant de Direction	Adj adm	Titulaire (FPT)	2
Pôle Formation				**7**
	Responsable Formation	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Assistant Formation	Adj adm	Titulaire (FPT)	1
Pôle Santé et Sécurité au Travail				**5**
	Agent chargé des fonctions d'inspection	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Conseiller Prévention	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Assistant de prévention chargée de la communication, mise place des plans d'actions et formati	Rédacteur Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Assistant de prévention chargé des exercices d'évacuations incendie	Agent maitrise	Titulaire (FPT)	1
	Secrétaire	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
Pôle Absence Retraite				**4**
	Gestionnaire des congés maladie et retraite	Rédacteur Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Gestionnaire des accidents de travail et des maladies professionnelles	Rédacteur Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Assistant administratif	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
	Gestionnaire des congés	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
Pôle Médecine Préventive				**2**
	Infirmier	Infirmier soins gx	Contractuel	1
	Assistant administratif au service médecine professionnelle	Adjt adm Pal 1Cl	Titulaire (FPT)	1
Pôle Entretien des Bâtiments Communaux				**54**
	Responsable du pôle entretien des bâtiments communaux	Technicien	Stagiaire	1
	Responsable Adjoint de l'entretien des locaux	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent d'entretien	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	8
		Agent maitrise	Titulaire (FPT)	3
		Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	3
		Adjt tech	Titulaire (FPT)	26
			Stagiaire	8
			CONT - Temporaire	3
			Contractuel non statut	1
Total DRH				**77**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
Langue et Culture Corse				
	Chargé de la politique linguistique de promotion et diffusion de la langue et culture corse	Attaché	Contractuel (anc)	1
	Coordonnateur de projets Langue et Culture corses	Adjt adm	Titulaire (FPT)	1
	Administrateur Casa di e lingue	Adjt adm	Stagiaire	1
Total LCC				**3**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
Direction de la Communication et de la Participation Citoyenne				**2**
	Directeur de la communication	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Chargé de communication digitale	Technicien	Stagiaire	1
Pôle Administratif et Budgétaire				**2**
	Directeur Adjoint Responsable Administratif et Financier	Technicien Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
	Infographiste	Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
Pôle Stratégie et Coordination				**3**
	Directeur Adjoint de la Communication et de la Participation citoyenne	Attaché	Titulaire (FPT)	1
	Assistant Communication et Participation Citoyenne	Adjt adm	CONT - Remplaçant	1
	AGENT EVENEMENTIEL	Adjt tech	Titulaire (FPT)	1
TOTAL DCDP				**7**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011242TE202-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Direction/Service	Poste de Travail	Grade	Statut	Total
Vieux Port	Directeur	Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
	Agent portuaire polyvalent	Technicien	Titulaire (FPT)	1
		Agent maitrise Pal	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech Pal 2Cl	Titulaire (FPT)	1
		Adjt tech	Stagiaire	1
TOTAL VIEUX PORT				**5**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011243RSU20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Présentation du Rapport Social Unique de l'année 2023

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011243RSU20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Le conseil municipal,

Vu la Loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 33 prévoyant que l'autorité territoriale présente au moins tous les deux ans au comité technique un rapport sur l'état de la collectivité ;

Vu la Loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 et notamment son article 5 ;

Vu la Loi n°83-634 du 13 juillet et notamment son article 6 septies créé par l'article 80-1-2° de la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 ;

Vu le Décret n° 2020-528 du 4 mai 2020 définissant les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'action relatifs à l'égalité professionnelle dans la fonction publique ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L231-3 ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial (CST) en date du 12 décembre 2024 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant l'obligation pour les collectivités locales d'élaborer chaque année le Rapport Social Unique RSU (ancien Bilan Social), rassemblant les données à partir desquelles sont établies les Lignes Directrices de Gestion ;

Considérant qu'il comporte des éléments et des données notamment relatives à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, aux parcours professionnels, aux recrutements, à la formation, à la mobilité, à la promotion, à la rémunération, à la diversité, à la lutte contre les discriminations, au handicap, à l'amélioration des conditions et de la qualité de vie au travail ainsi qu'à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

Considérant qu'il est transmis au Centre de Gestion permettant à la collectivité de comparer ses données avec celles d'autres collectivités de strates similaires, de connaître ses spécificités (absentéisme, formation, mouvement de personnel...), de mesurer l'évolution des données sur plusieurs années ;

Considérant que le Rapport Social Unique de l'année 2022 a servi de grille de diagnostic et d'indicateurs et le nouveau plan d'actions égalités femmes hommes 2024-2027 a été présenté au Comité Social Territorial du 6 mars 2024 ;

Considérant les points principaux suivant s de ce RSU :

- Les effectifs : stables entre 2022 et 2023 (y compris dans la répartition des effectifs entre les différents statuts, catégories et filières)
- Le recrutement
- La formation
- Le budget du personnel
- Le salaire moyen
- L'évolution professionnelle
- L'absentéisme
- Le télétravail
- La santé et la sécurité au travail
- Le dialogue social et la composition des instances
- La mobilité durable

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Didier GRASSI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011243RSU20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Article unique:

- Prend acte du rapport social unique 2023 annexé, après avis du comité social territorial en date du 12 décembre 2024.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024



Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011243RSU20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

CUNSIGLIU MUNICIPALE
DI U 19 DI DICEMBRE DI U 2024
—
CONSEIL MUNICIPAL
DU 19 DECEMBRE 2024

Rapport n°41

Prisentazione di u Raportu ùnicu per u 2023

Présentation du Rapport Social Unique de l'année 2023

L'article 5 de la Loi du 6 août 2019 dite de Transformation de la Fonction Publique a instauré l'obligation pour les collectivités locales d'élaborer chaque année le Rapport Social Unique RSU (ancien Bilan Social). Le RSU rassemble les données à partir desquelles sont établies les Lignes Directrices de Gestion.

Outil de dialogue social, le Rapport Social Unique a pour objectif d'aider à la décision et au pilotage des ressources humaines de la collectivité.

Il est présenté à l'assemblée délibérante, après avis du comité social territorial.

Il est obligatoire tous les ans et comporte des éléments et des données notamment relatives à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, aux parcours professionnels, aux recrutements, à la formation, à la mobilité, à la promotion, à la rémunération, à la diversité, à la lutte contre les discriminations, au handicap, à l'amélioration des conditions et de la qualité de vie au travail ainsi qu'à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Le Rapport Social Unique (RSU) est transmis au Centre de Gestion ce qui permet à la collectivité de comparer ses données avec celles d'autres collectivités de strates similaires, de connaître ses spécificités (absentéisme, formation, mouvement de personnel...), de mesurer l'évolution des données sur plusieurs années.

L'effectif moyen pour une ville de 75 000 habitants est de 1318 agents. Celui d'une ville de 55 000 habitants est de 967 agents.

Notre collectivité compte 765 agents au 31 décembre 2023 pour une population de 48 871 habitants au 1er janvier 2021, on peut légitimement en déduire que les effectifs devraient être supérieurs d'au moins 100 agents par rapport aux moyennes nationales.

Pour rappel, le Rapport Social Unique de l'année 2022 a servi de grille de diagnostic et d'indicateurs et le nouveau plan d'actions égalités femmes hommes 2024-2027 a été présenté au Comité Social Territorial du 6 mars 2024.

Les points principaux du RSU 2023 de notre collectivité sont les suivants :

1/ Les effectifs :

Les effectifs sont stables entre 2022 et 2023 (y compris dans la répartition des effectifs entre les différents statuts, catégories et filières)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011243RSU20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Par statut : forte majorité de titulaires avec 84% des effectifs contre 16% pour les contractuels (dont 9% non permanents).

En 2022, la collectivité comprenait 79 % de titulaires et 20 % de contractuels dont 10% non permanents.

Par filière : Majorité d'agents dans la filière technique (59%) puis administrative (26%) et médico sociale (8%) puis animation (2%)

En 2022, la collectivité comprenait 60 % d'agents dans la filiére technique, 25 % dans la filiére administratice et 8 % dans la filiére medico légale, enfin 3 % dans la filiére animation.

Par catégorie : forte proportion d'agents de catégories C (81%) ; 8% de catégories B et 11% de catégories A

En 2022 : 80% agents de catégorie C, 10% agents de catégorie A et 10% agents de B.

55% des femmes sont fonctionnaires, 40% des contractuelles. La proportion des femmes dans la collectivité est de 54 %.

En 2022 la collectivité comptait 53% des femmes fonctionnaires, 68% de contractuelles. La proportion des femmes dans la collectivité était de 55 %.

Par âge :

En 2022, la moyenne d'âge des agents était de 48 ans et demi. Elle est à 48 ans et 8 mois en 2023.

Bénéficiaires de l'obligation d'emploi (boe) par sexe :

- 94 agents en situation de handicap bénéficient de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

Le taux d'emploi de travailleurs handicapés s'élève à 14.59% de notre effectif, essentiellement des agents de catégorie C.

L'obligation légale est de 6 %.

On rappelle que ce taux n'est pas exhaustif car il tient compte uniquement des agents bénéficiaires d'une allocation temporaire d'invalidité et ne tient pas compte des agents faisant l'objet d'aménagements sur leur poste de travail ou d'un reclassement.

Ce taux connait peu de fluctuations depuis 5 ans.

2/ Le recrutement :

Nombre d'arrivées dans la collectivité par motifs:

Motifs	Hommes	Femmes	Total
Recrutement de fonctionnaires	11	9	20
Agents contractuels occupant un emploi permanent au 31 décembre 2023	34	23	57
Agents contractuels occupant un emploi non permanent au 31 décembre 2023	14	55	69
Vacataires	7	48	55

Au sein des

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011243RSU20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Nombre de

Motifs	2023	2022
Départs à la retraite	22	24
Fin de contrats de remplacements	10	10
Disponibilités	3	14
Divers	2	8

3/ La formation

Les chiffres du RSU démontrent en 2023 que 82 % des agents permanents ont suivi une formation d'au moins 1 jour soit 1307 jours de formation suivis par les agents (10% cat A ; 11% cat B et 79% cat C) soit 1.9 jours de formation par agent.

4/ Le budget du personnel

Les charges de personnel représentent 58.84% des dépenses de fonctionnement pour un montant de 35 112 629€.

En 2022, les charges de personnel s'élevaient à 33 708 698 €.

On observe une baisse des heures supplémentaires en 2023 : 22 171 heures supplémentaires et 489 heures complémentaires (soit 22 660 heures) rémunérées à hauteur de 554 569 € et 25 774 heures rémunérées à hauteur de 663 098 € en 2022.

La baisse des heures supplémentaires résulte en partie de l'absence d'opérations électorales en 2023.

5/ Le salaire moyen

Il est de 40 150 € pour les hommes et de 35 664 € pour les femmes pour le personnel titulaire. L'écart de rémunération est de 11.17 %.

Pour le personnel contractuel, il s'élève à 30 719 € pour les hommes et à 33 479 € pour les femmes soit un écart de 8.98 % en faveur du personnel féminin.

La commune de Bastia présente ainsi un écart de rémunération hommes-femmes inférieur à la moyenne nationale qui s'élève à 12.6 %.

On constate un creusement de l'écart des rémunérations entre les hommes et les femmes. Des efforts en faveur du lissage restent à fournir notamment en ce que 6 hommes figurent parmi les 10 plus hautes rémunérations de la commune en 2023.

6/ L'évoluti

Promotions et avancements de grade :

Motifs	2023			2022
	Hommes	Femmes	Total	Total
Avancements d'échelon	158	215	373	329
Avancements de grade	25	35	60	70
Promotions internes	7	8	15	16

Notre collectivité encourage les évolutions de carrière des agents

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011243RSU20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Mises en stage et titularisations :

- 26 agents ont été nommés stagiaires au cours de l'année 2023
- 4 hommes et 19 femmes ont été titularisés à l'issue de leur stage
- 2 femmes nouvelles arrivantes nommées stagiaires dans l'année
- 1 agent contractuel non permanent nommé stagiaire

Notre collectivité poursuit sa politique de résorption de l'emploi précaire.

7/ L'absentéisme

Dans le RSU, en 2022, on retient un taux d'absentéisme global de 13.95% toutes absences confondues, en 2023, le taux d'absentéisme global est de 11. 04%.

Catégorie	**Hommes**	**Femmes**
Accidents	26	16
Contractuels sur emplois permanents ayant été absents au moins 1 jour dans l'année	36	44
Contractuels sur emplois non permanents ayant été absents au moins 1 jour dans l'année	7	21

Au niveau national, la principale tendance est l'allongement de la durée des arrêts sur les dix dernières années. On observe également une progression des absences en maladie ordinaire. Celles-ci s'inscrivent dans un contexte de vieillissement de la population active des collectivités et d'allongement du temps de travail induit par la dernière réforme des retraites.

Congés paternité et de présence parentale :

	Hommes	**Femmes**
Présence parentale	4	14
Congés paternité	5	NC

- 30 demandes de temps partiels ont été accordées à des femmes. La collectivité n'a reçu aucune demande émanant des agents masculins.

8/ Télétravail

26 agents ont recours au télétravail

Catégorie	**Hommes**	**Femmes**
A	4	5
B	1	4

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011243RSU20-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

C	1	8

9/ Santé et sécurité au travail

	Hommes	**Femmes**
Personnes affectées à la prévention	7	4
Consultation Médecin de prévention	53	72
Protection fonctionnelle	2	0

10/ Dialogue Social-Composition des instances

	Hommes	**Femmes**
Comité social territorial	3	3
F3SCT	2	4

11/ Mobilité durable

Notre collectivité a instauré par déliberation en date du 9 mars 2023 le forfeit mobilité durable qui a pour objectif d'encourager les travailleurs à recourir davantage aux modes de transport durables que sont le vélo et l'auto partage pour la réalisation des trajets domicile-travail.

Le « forfait mobilité durable » consiste en une prise en charge par l'employeur, en tout ou partie, des frais engagés par ses agents se déplaçant entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

De ce fait, 16 agents ont bénéficié du remboursement des frais de trajet domicile-travail en transport en commun) dont 3 hommes et 13 femmes.

<u>En conséquence, il est proposé :</u>

- De prendre acte du rapport social unique 2023 après avis du comité social territorial en date du 12 décembre 2024.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011244agent-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Création de postes d'agents recenseurs pour l'année 2025

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu la Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment l'article 156 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011244agent-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Considérant les enquêtes de recensement effectuées par des agents recenseurs auprès de la population, chaque année ;

Considérant le caractère temporaire de l'emploi d'agent recenseur ainsi que le caractère non complet au regard de la durée hebdomadaire du travail ;

Considérant la nécessité de créer 10 emplois d'agents recenseurs vacataires à compter du 16 janvier 2025 et ce, pendant toute la durée du recensement de la population jusqu'au 22 février 2025 ;

Considérant la rémunération des agents selon un montant forfaitaire fixé à 1 300 euros brut par agent pour la durée du recensement et une indemnité complémentaire de 360 euros brut versée à chaque agent en fonction de la qualité du service rendu pendant la période du recensement ;

Considérant l'attribution d'un forfait de 150 euros pour leurs frais de déplacement ;

Considérant que les missions d'agents recenseurs et de contrôleurs seront également proposées aux agents municipaux, exercées en dehors de leur temps de travail sur la base du volontariat et rémunérées forfaitairement au moyen d'heures supplémentaires qui ne dépasseront pas le plafond mensuel réglementaire.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Didier GRASSI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Approuve** la création de 12 emplois d'agents recenseurs.

Article 2 :

- **Précise** que les crédits nécessaires à la rémunération de ces emplois seront inscrits au budget 2025 de la commune, chapitre 012, compte 64131.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011245crati-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Création de postes non permanents

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 27
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane ; Monsieur MORGANTI Julien.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011245crati-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L313-1 et L.313-4 ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

Considérant la continuité la politique de lutte contre l'emploi précaire et de sa résorption ;

Après avoir entendu le rapport de Didier Grassi,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A la majorité des votants, Monsieur Jean-François PAOLI, Madame Livia GRAZIANI-SANCIU, Monsieur Jean ZUCCARELLI, Monsieur Julien MORGANTI et Madame Viviane ALBERTELLI s'étant abstenus.

Article 1:

- **Approuve** la création de 3 nouveaux emplois non permanents suivants dans les conditions prévues à l'article L 332-23-1° du code général de la fonction publique.

Postes créés	Gradé créé	Temps de Travail	Nombre
Agent d'animation	Adj ter animation	18h	1
Agent d'animation	Adj ter animation	20h	1
Agent d'entretien	Adj technique	18h	1

Article 2 :

- **Décide** de fixer leur rémunération sur la base de la grille indiciaire relevant des grades mentionnés ci-dessus.

Article 3 :

- **Précise** que les crédits nécessaires à la rémunération de ces emplois seront inscrits au budget 2025 de la commune, chapitre 012.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011246indem-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Bastia
CITÀ DI CULTURA

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Bastia du jeudi 19 décembre 2024

Objet : Renouvellement d'agrément et modification de l'indemnité de service civique

Date de la convocation : 13 décembre 2024
Date d'affichage de la convocation : 13 décembre 2024
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-neuf décembre à 17h30, le CONSEIL MUNICIPAL de BASTIA s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Bastia, en séance ordinaire, sous la présidence de Monsieur Pierre SAVELLI.

Nombre de membres composant l'assemblée : 42
Nombre de membres en exercice : 42
Quorum : 22
Nombre de membres présents : 26
Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer

Etaient présents: Monsieur SAVELLI Pierre ; Madame de GENTILI Emmanuelle ; Madame LACAVE Mattea ; Monsieur TIERI Paul ; Madame PIPERI Linda ; Monsieur GRASSI Didier ; Madame VIVARELLI-MARI Jéromine ; Madame POLISINI Ivana ; Monsieur PERETTI Philippe ; Madame ORSINI-SAULI Laura ; Monsieur LUCCIONI Don Petru ; Monsieur DALCOLETTO François ; Monsieur DASSIBAT Franck ; Monsieur DEL MORO Alain ; Monsieur FABIANI François ; Monsieur GRAZIANI Antoine ; Madame LUCIANI Emmanuelle ; Madame MANGANO Angelina ; Madame MATTEI Mathilde ; Monsieur ROMITI Gérard ; Madame TIMSIT Christelle ; Madame GRAZIANI-SANCIU Livia ; Monsieur PAOLI Jean-François ; Madame SALGE Hélène ; Monsieur ZUCCARELLI Jean ; Madame ALBERTELLI Viviane.

Etaient absents : Monsieur MILANI Jean-Louis ; Madame COLOMBANI Carulina ; Madame CARRIER Marie-Dominique ; Monsieur DE ZERBI Lisandru ; Madame PASQUALINI-D'ULIVO Marie-Pierre ; Madame BELGODERE Danièle ; Monsieur MONDOLONI Jean-Martin ; Monsieur TATTI François ; Madame VESPERINI Françoise ; Monsieur MORGANTI Julien.

Ont donné pouvoir :
Monsieur SIMEONI Gilles à Monsieur SAVELLI Pierre ;
Madame GUIDICELLI-SBRAGGIA Lauda à Monsieur TIERI Paul ;
Madame FILIPPI Françoise à Madame LACAVE Mattea ;
Madame PELLEGRI Leslie à Madame POLISINI Ivana ;
Monsieur PIERI Pierre à Madame de GENTILI Emmanuelle;
Monsieur LINALE Serge à Monsieur ROMITI Gérard

Monsieur Pierre Savelli ouvre la séance et invite le Conseil à désigner son secrétaire :
Monsieur Paul Tieri élu secrétaire prend place au bureau

Le conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-29 ;

Vu le Décret n°2020-485 en date du 12 mai 2010 relatif au service civique ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2018/JUIN/01/27 en date du 19 juin 2018 portant création de postes d'agents du service civique ;

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02B-212000335-20250109-2024011246indem-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 10/01/2025

Vu la délibération de notre collectivité n°2019/JANV/01/18 en date du 29 janvier 2019 portant mise en place du service civique ;

Vu la délibération de notre collectivité n°2021/JUIN/01/23 en date du 4 juin 2021 portant renouvellement de l'agrément service civique ;

Vu l'avis favorable de la commission unique en date du 17 décembre 2024 ;

Considérant la demande d'agrément de notre collectivité pour l'accueil de service civique auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de Haute-Corse (DETSPP) et la mise en place du dispositif du service civique en autorisant Monsieur le Maire à signer les conventions avec la personne engagée et approuvant la mise en place du dispositif ;

Considérant que cet engagement a pris fin le 14 octobre 2024 ;

Considérant que le dispositif service civique est un engagement volontaire destiné aux jeunes de 16 à 25 ans (jusqu'à 30 ans en situation de handicap) :
- d'une durée de 6 à 12 mois ;
- pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans un des neuf domaines d'interventions reconnus prioritaires pour la nation : solidarité, santé, éducation pour tous, culture et loisirs, sport, environnement, mémoire et citoyenneté, développement international et action humanitaire, intervention d'urgence;
- représentant au moins 24 heures hebdomadaires;
- donnant lieu au versement d'une indemnité prise en charge par l'État et d'un soutien complémentaire, en nature ou argent, pris en charge par la structure d'accueil ;
- ouvrant droit à un régime complet de protection sociale financé par l'État ;
- pouvant être effectué auprès d'organismes à but non lucratif ou de personnes morales de droit public, en France ou à l'étranger.

Considérant que, depuis le 1er janvier 2024, l'indemnité de service civique a été revalorisée, la prestation mensuelle versée par l'établissement d'accueil s'élevant désormais à 114,85 €.

Après avoir entendu le rapport de Monsieur Didier GRASSI,
Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,
A l'unanimité

Article 1 :

- **Décide** de mettre en place le dispositif du service civique au sein de la commune dans les conditions énoncées dans le Décret n°2010-485 en date du 12 mai 2010 dès que possible.

Article 2 :

- **Autorise** Monsieur le Maire à demander l'agrément nécessaire auprès du délégué territorial du service civique.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Le Maire,

Signé électroniquement le 30/12/2024

Pierre SAVELLI

Conformément à l'article R 421-1 du Code de justice administrative, il est rappelé que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bastia dans un délai de 2 mois à compter de sa mesure de publicité. Le Tribunal Administratif de Bastia peut être saisi via l'application « Télérecours citoyens », accessible depuis l'adresse ci-après : www.telerecours.fr.
La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune et d'une publication sur le site de la Mairie.